



BIBLIOTECA CENTRALA
A
UNIVERSITAȚII
DIN
BUCUREȘTI

No. Curent.....*17.915*..... Format.....

No. Inventar.....*23647*..... Anul

Secția..... Raftul.....

CIVILISÉS
CONTRE ALLEMANDS

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

LA PHILOSOPHIE DE LA LONGÉVITÉ

12^e édition refondue; 1 volume in-8^o de la *Bibliothèque de Philosophie contemporaine.*

(Prix Audiffred, Académie des Sciences Morales et Politiques).

Ouvrage traduit en anglais, allemand, espagnol, italien, russe, suédois, etc.

LE PRÉJUGÉ DES RACES

3^e édition.

1 vol. in-8^o de la *Bibliothèque de Philosophie contemporaine.*

Ouvrage traduit en anglais, allemand, espagnol, etc.

PROBLÈME ET PRÉJUGÉ DES SEXES

Bibliothèque de Philosophie contemporaine.

6^e édition.

Ouvrage traduit en allemand, anglais, espagnol, etc.

PROGRÈS ET BONHEUR

Bibliothèque de Philosophie contemporaine.

2 volumes. — Prix : 7 fr. 50

LA SCIENCE DU BONHEUR

11^e édition. — (Ouvrage couronné par l'Académie Française).

Traduit en allemand, anglais, espagnol, grec, italien, polonais, roumain, etc.

AGONIE ET MORT DES RACES

9^e édition. — *Traduit en anglais, espagnol, etc.*

LA FRANCE DEVANT LA LÜTTE DES LANGUES

Épuisé.

LA PHONÉTIQUE EXPÉRIMENTALE

Épuisé.

v. A. 832 JEAN FINOT

17915

CIVILISÉS

contre

ALLEMANDS

(La grande Croisade)

L'Europe avant la guerre. — Les illusions pacifistes.
 Le Kaiser. — Le vénérable doyen!
 La diplomatie allemande. — La préméditation.
 Une guerre monstrueuse. — Les Français de nos jours.
 Le peuple anglo-français.
 La Russie d'aujourd'hui et de demain.
 L'Europe délivrée.

23647



PARIS

ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

26, RUE RACINE, 26

1915

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés pour tous les pays.

94 1914 (04)



CONTROL 1953

17915

1956

1961

D

B.C.U. Bucuresti



C23647

Droits de traduction et de reproduction réservés
pour tous les pays.

Copyright 1915,

by ERNEST FLAMMARION

AVANT-PROPOS

Le Génie du Mal et le Génie du Bien se livrent aujourd'hui une guerre sans merci. D'un côté la liberté et la vérité, le droit des peuples de disposer de leur sort, le triomphe de la justice internationale et de la paix, le respect des traités et de la foi jurée, le droit égal pour tous; de l'autre, un impérialisme de bas étage qui vise à l'assujettissement du monde. Celui-ci ne connaît ni foi ni loi, ni pitié, ni respect des droits humains. La contrainte au lieu du libre jeu des activités, et la Force devant créer la Loi.

Complètement étrangers aux sentiments qui honorent l'humanité et dont celle-ci s'honore, les Allemands ont ramené le monde, par leur façon de provoquer et de réaliser cette guerre, vers les siècles les plus sombres d'autrefois. Les civilisés se trouvent ainsi obligés de lutter pour sauver tout ce qui caractérise la marche des temps...

Il ne suffit point d'utiliser les conquêtes techniques de la science pour être un peuple civilisé. Ce nom est réservé aux nations qui se pénètrent de la réalité morale du Progrès et de ses aspirations sacrées. En sont également partie les peuples qui, tout en étant encore éloignés des sommets atteints par les autres, y tendent quand même. Il faut, par contre, considérer comme barbares les collectivités hostiles à la morale internationale et aux principes qui en découlent.

Le véritable barbare, d'après une vieille définition, est celui qui, dans son exclusivisme, ne se ressent point de la douleur d'autrui. Il rit quand il fait souffrir et crie pour dix lorsqu'on lui inflige un acte de réciprocité. Son égoïsme le rend insensible aux tourments des autres. Il est atteint, par contre, d'une hyperesthésie malade pour les choses qui le concernent.

Dans leur régression, les Allemands ont dénaturé même l'essence du christianisme. Tout paraît les séparer des autres hommes, jusqu'à la conception de leur divinité. A leur Moloch qui demande le sang des vieillards et des enfants, le viol des femmes, l'incendie et la destruction des biens, les civilisés opposent le Dieu de miséricorde qui se manifeste dans la justice et dans la liberté, et n'a recours à la force que pour vaincre le Mal.

Ceci explique notre titre : Civilisés contre Alle-

mands. Les pages qui suivent en démontreront la justesse évidente.

L'exposé du plus grand drame, qui ait jamais ensanglanté l'humanité, demanderait maints volumes. Nous nous bornons à en donner un simple scénario. Il nous offrira, avec la trame de la pièce, une étude psychologique de ses principaux héros : peuples ou individus.

Comme l'humanité ne doit pas périr, la victoire des civilisés reste pour nous certaine. Ils lutteront jusqu'au triomphe définitif de tout ce qui fait la raison de leurs actes et de leurs pensées. Le succès final reste toujours acquis à la force morale et spirituelle.

Celles-ci grandissent dans les épreuves. Mais le matérialisme et l'automatisme, signes distinctifs de la barbarie, s'usent et faiblissent sans possibilité de rénovation.

L'idée l'emporte toujours sur la matière. C'est la seule loi qui sorte indemne des expériences du passé.



Civilisés contre Allemands

CHAPITRE PREMIER

L'EUROPE AVANT LA GUERRE

a). Un conflit inévitable.

L'Europe évoluait, depuis quelques décades, sur un volcan. La paix armée lui était funeste et son avenir s'annonçait menaçant. L'Allemagne, tel un vautour gigantesque, troublait le sommeil des grands et des petits. On s'attendait, du jour au lendemain, à une guerre terrible devant ébranler les assises du monde. Le cauchemar d'une catastrophe générale pesait sur tous. Les petits Etats suivaient l'exemple des grands : la Belgique, la Hollande, la Suisse, la Suède, le Danemark et la Norvège se livraient à des armements qui paralysaient leur vie et compromettaient leur prospérité. Et pourtant, en dehors de l'Allemagne, l'humanité aspirait vers une morale internationale supérieure, vers une fraternité des peuples et des races, vers une sorte d'*État Mondial* qui, tout en laissant les patries intactes, devait les rapprocher dans un esprit de respect réciproque, de liberté et de justice. On s'y acheminait cependant sans conviction, presque à contre-cœur. On craignait d'être dupe d'un mirage. Les hymnes de la paix qu'on entonnait par-

tout, sonnaient faux et les pacifistes eux-mêmes finissaient par se sentir risibles. Un démon posté derrière eux semblait prendre un plaisir malicieux à parodier leurs paroles et leurs gestes.

L'Europe chrétienne allait tout droit vers un paganisme inquiétant, vers le culte de la force brutale piétinant tout, y compris les conquêtes primordiales de la civilisation. Les mots de morale et de religion, qu'affichaient les gouvernements, avaient quelque chose de factice et d'irréel ; ils tombaient dans le vide. L'Europe se déchristianisait. Souverains et nations, tous étaient logés à la même enseigne. Le matérialisme de mauvais aloi, qui a transformé et dégradé l'Allemagne, menaçait le monde. Les intérêts et les procédés d'un négoce douteux, vil mercantilisme, imposés par Berlin, présidaient aux relations de pays à pays. On ne servait plus le Christ, on s'en servait.

En Allemagne, la religion, la philosophie et la science elle-même se trouvaient gangrenées au contact des émanations nauséabondes que dégageait la voracité des appétits sans foi ni lois.

Une guerre devait en sortir. Sans son concours, le monde s'exposait à devenir allemand, c'est-à-dire monstrueux, car dépourvu d'humanité et de morale. Rejeté en arrière d'une dizaine de siècles, il serait devenu d'autant plus barbare qu'il se serait trouvé sous le régime d'une sauvagerie ayant les aspects d'une science et d'une civilisation raffinées. Mais, comme dans les vieilles légendes germaniques, c'est le démon du mal qui s'est attaqué à l'ange du bien. Celui-ci, en ramassant ses forces, finit par terrasser le Satan et l'oblige à s'agenouiller devant le Seigneur.

Cette lutte entre la barbarie et la civilisation, entre

un passé plein de cruautés, d'injustices et de ténèbres, et l'avenir qui sourit à l'humanité en marche, ne peut aboutir qu'au triomphe de la dernière. Les centaines de milliers de victimes tombées sur les champs de bataille et les millions de familles ruinées par les tempêtes économiques et financières qui ont sévi depuis plusieurs années à travers l'Europe, vont également servir à l'édification d'un monde meilleur. Le sang français, qui a si abondamment coulé pendant cette année terrible, en est le meilleur garant. La France, à travers son histoire, a toujours poursuivi le rôle noble de défenseur de la justice entre peuples. Et c'est pourquoi sa pensée et ses aspirations furent de tout temps considérées comme le patrimoine commun des humains.

Les préoccupations altruistes, qui ont fait naître cette guerre et ne cessent de soutenir et de fortifier l'héroïsme des troupes alliées, ressemblent étrangement à celles de la nuit du 4 août qui contribuèrent à cimenter l'union nationale française. Le même patriotisme qui avait remporté les victoires de Valmy et de Jemmapes, vient de ressusciter, plus d'un siècle après.

Seulement les temps ont marché. Les cris instinctifs des masses peu mûres pour la compréhension de la liberté sont devenus des aspirations raisonnées de soldats grandis par les expériences de la vie publique. Comme leurs chefs, ils sont animés de la même espérance. En luttant pour la France menacée par les barbares, ils saisissent la grandeur de leur mission sacrée. Celle-ci consiste à sauver, en même temps que la patrie, l'humanité mortellement blessée et gravement menacée.

Les aïeux ont épargné à la France l'invasion étrangère. Ils n'ont point réussi à sauver l'Europe. Ils n'ont pas réussi non plus à sauver la France elle-même d'un déclin moral et national. Leurs arrière-petits-fils n'ont plus à craindre une tyrannie quelconque. Ayant passé par un demi-siècle de liberté, ils aideront plus efficacement à son établissement à travers le monde. Ils se verront donc obligés de faire disparaître, en premier lieu et à tout jamais, le nid de brigandage et de sauvagerie qu'est la Prusse. Les intérêts moraux et matériels des alliés, de même que ceux de tous les neutres, seront là-dessus d'accord.

Au moment où nous écrivons ces lignes, la guerre est loin d'être finie. Nous envisageons pourtant avec sérénité ses conséquences, comme un laboureur parle de sa récolte, tandis qu'un orage épouvantable menace la sécurité de ses champs.

La certitude de la victoire résulte, non seulement du désir de triompher du côté des Alliés, mais aussi de calculs réels. L'Allemagne ayant mobilisé plus de 10 % de sa population, rien que la Russie, avec ses cent soixante-dix millions d'habitants, pourrait lui opposer de dix-sept à vingt millions d'hommes. Que dire, en outre, des forces françaises, anglaises ou de celles des neutres en réserve?

Nous avons devant nous une guerre de résistance économique et financière. La supériorité des Alliés est, sous ce rapport, évidente. La fortune disponible des Anglais, des Français et des Russes dépasse de beaucoup celle de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Il faut y ajouter les facultés de ravitaillement, illimitées pour les Alliés, et qui seront de plus en plus restreintes pour leurs ennemis.

Sans parler des autres éventualités qui promettent de se produire en faveur des Alliés, le résultat définitif de cette croisade devra être conséquemment : l'écrasement décisif du militarisme allemand.

Cette guerre, qui est, par excellence, une guerre d'usure, dévorera donc systématiquement les forces ennemies en hommes et en argent, et les obligera à se soumettre tôt ou tard.

b). La régression allemande.

Une question se pose. Comment l'Allemagne a-t-elle pu retomber, à une époque de civilisation intense comme la nôtre, dans une recrudescence de barbarie qui l'a ramenée en arrière de plusieurs siècles ? J'ai eu l'occasion de démontrer ailleurs (1) que la doctrine d'un progrès fatal, si chère à Herbert Spencer et à ses disciples, est complètement erronée. Le progrès constitue la résultante de nos efforts.

Il forme, en outre, une combinaison de l'évolution progressive et régressive, au détriment de la dernière.

Toujours en avant avec des arrêts ou des retours passagers en arrière, telle est la marche des choses humaines. On m'a demandé si ma doctrine optimiste ne se trouvait pas compromise par le prétendu échec que vient de lui infliger la sauvagerie allemande...

Bien au contraire, ce déclin apparent de la civilisation ne fait que confirmer davantage notre théorie du progrès. Pour avancer il faut faire des efforts et combattre les entraves qu'on rencontre sur notre chemin.

(1) *Progrès et Bonheur*, 2 vol. (Bibl. de Philosophie contemporaine.)

Si l'humanité pouvait tranquillement suivre la route du progrès, et si cette route n'était point obstruée par des réveils ou des poussées de barbarie, nous eussions atteint depuis longtemps le paradis. L'optimisme n'est réel et viable qu'à la condition de prêcher la *nécessité des efforts et les bienfaits de l'énergie*.

Nous progressons et ne cessons de progresser. Mais un homme ou un peuple ne se développent que dans un milieu approprié.

Il faut donc défendre cette ambiance envers et contre tous.

Les progrès sociaux et internationaux ont une existence réelle. Ils se poursuivent, au cours de l'histoire, sous forme d'une courbe ascensionnelle. Le progrès, et partant le bonheur qui lui sert d'expression, peuvent être retardés et paralysés. Ils peuvent même être compromis pour des siècles, si l'on ne réagit pas promptement et efficacement en leur faveur.

La levée en masse des peuples civilisés contre la barbarie allemande est un fait rassurant et réconfortant. L'engagement solidaire des Alliés de ne point désarmer jusqu'au moment où la civilisation et la morale internationales se trouveront hors de tout danger démontre le progrès accompli dans la conscience mondiale.

L'humanité s'achemine, par les hommes meilleurs, vers une moralité supérieure qui constitue à elle seule l'indice du progrès véritable. L'augmentation de la richesse et du confort perd toute signification lorsqu'on les met en regard de nos biens moraux. Les moindres progrès de la Justice, de la Liberté et de la Bonté valent plus que des milliers d'inventions ayant pour but de voyager plus rapidement ou de

manger plus abondamment. Le Bonheur, dans le noble sens de ce mot, découle exclusivement de notre domaine moral.

L'étude des nombreux aspects de la vie allemande vient de dégager son essence profondément viciée. La guerre a fait sortir ses abcès presque inguérissables. Etant donné le milieu, ses produits devaient être tels que nous les avons observés.

Il y a deux civilisations : l'une, harmonique, embrasse l'ensemble de notre vie et fait progresser notre sensibilité et notre moralité en même temps que se multiplient les progrès scientifiques et économiques. C'est la civilisation dans le vrai sens de ce mot.

L'autre se borne à utiliser les conquêtes de la science, mais laisse *inculte* la vie effective et idéale. Dans le domaine moral on recule lorsqu'on n'avance pas. La divinisation de la force brutale, de la richesse et du succès, jointe à une mégalomanie propre aux gens enfermés dans un horizon rétréci, amène la faillite de la sociabilité et de toutes les vertus qui s'y rattachent. A l'idéalisme européen l'Allemagne a opposé son matérialisme s'exprimant dans un besoin de domination brutale et sans scrupules. La force qui devait la servir devenait de plus en plus grossière et barbare. La pourriture morale a entamé toutes les classes sociales et fait des victimes parmi les cerveaux en apparence les mieux organisés. Les premiers symptômes se manifestèrent avant Sadowa et ont grandi singulièrement après 1870. Grisée par le succès, placée sous l'influence d'un démon comme Bismarck, du joug prussien et d'un fou-criminel comme le Kaiser, en opposition violente avec le reste du monde,

L'Allemagne continuait sa marche précipitée vers le gouffre final. La génération des Muhl, des Bluntschli, des Ihering, de tous ces maîtres qui, après Leibnitz et Kant, prêchaient le culte du droit, devait disparaître sans laisser de descendants. De l'ancienne civilisation n'ont survécu que les mêmes mots, dont le sens dénaturé ressemble autant à l'ancien idéal qu'une prison au Parthénon.

Le manque de libertés au dehors a entraîné la disparition de la liberté au dedans. Les Allemands sont devenus au moral des homoncules. Ils jouissent des avantages de la science en automates, mais restent privés de tout ce qui fait la beauté de nos cœurs et de nos âmes. Les savants eux-mêmes ont cessé d'être des hommes dans la noble signification de ce mot. D'où leur raisonnement et leur aveuglement qui déconcertent le monde, car ils sont inhumains.

L'union allemande est devenue une uniformité des appétits, des buts et des moyens, et tout cela ne permet plus la moindre illusion sur la régression collective de la nation.

Nous verrons, au cours de cet ouvrage, le degré d'abaissement où est tombé le peuple allemand. La chute étant toujours plus rapide que l'ascension, l'immoralité précède de très près la barbarie complète.....

La vaste famille mondiale reste solidaire au point de vue idéal de même qu'au point de vue économique et financier. La morale internationale est aussi nécessaire pour la vie des peuples que celle privée pour le fonctionnement normal des familles et des individus.

L'Europe a un devoir et un intérêt primordial à veiller sur la conduite de ses membres.

Il faut rendre *inoffensif* quiconque s'insurge contre la loyauté internationale, de même que la société se débarrasse d'un malfaiteur dangereux pour la vie et la fortune de ses concitoyens.

Les nations réunies à La Haye ont proclamé la nécessité de certains principes devant assurer la paix et le bonheur du monde.

L'Allemagne a empêché la réalisation de cet ordre nouveau.

Sa disparition comme force nuisible devient donc inéluctable. Cette guerre, qui aura coûté tant de sacrifices aux meilleurs parmi les humains, devra logiquement aboutir à la suppression de l'anarchie internationale. Et c'est une condition essentielle pour faire triompher la paix et la justice, si ardemment désirées par tous.

Mais comme l'humanité ne se laisse point dominer par l'idée trompeuse de races, si chère aux peuples germains, elle n'appliquera pas la politique d'extermination préconisée par les savants et les politiciens d'outre-Rhin. Nous admettons volontiers que, sous l'influence d'autres causes ambiantes, l'Allemagne changera d'âme et d'aspirations. Lorsqu'on aura réussi à détruire les raisons de sa régression sociale, elle reprendra son contact avec l'humanité. Son âme modifiée, ses mœurs adoucies, son insociabilité brisée par les châtiments qu'on ne manquera pas de lui infliger, l'Allemagne pourra régagner sa place parmi les nations vraiment civilisées.

CHAPITRE II

LA FRANCE PACIFIQUE

a). 1789 et 1914.

L'année 1914 jouera dans les annales de l'histoire un rôle plus glorieux que « 1789 ». La grande Révolution tendait à faire triompher les *droits de l'individu*; la guerre actuelle tend surtout à l'émancipation et à l'égalité politique des peuples.

Il s'agit du couronnement de l'effort séculaire de la France.

L'œuvre grandiose de la Révolution, détournée pendant longtemps de son courant normal, devait tôt ou tard aboutir à l'union des peuples civilisés contre la nation qui, sous un aspect trompeur, recelait les plus mauvais instincts.

Entre la morale publique et internationale qui caractérise les peuples soulevés contre l'hégémonie prussienne et le niveau moral de l'Allemagne, il y a, au moins, l'espace de quatre à cinq siècles. Dirigée comme une menace perpétuelle contre les efforts du progrès, l'Allemagne en paralysait les élans et rendait impossible un avenir meilleur.

« La force prime le droit », tel était le symbole de

cet empire formé par la piraterie des Hohenzollern, enrichis au détriment des peuples plus faibles ou moins heureux. Fidèles aux instincts de rapacité qui caractérisaient les chevaliers teutons, les Hohenzollern, ces protagonistes de la Prusse moderne, n'ont jamais reculé devant aucune forfaiture, devant aucun crime pouvant servir leurs intérêts. Tandis que l'humanité s'efforce d'ennoblir et de christianiser ses actes, la coterie dirigeante de l'Allemagne arbore ouvertement, comme par une sorte de coquetterie, le mépris de toutes les lois divines et humaines. Aux cris de joie des peuples s'avancant vers un idéal supérieur, l'Allemagne répondait par les railleries d'une force brutale enivrée par ses succès passagers. Le monde civilisé rêvait la fraternité des peuples et le désarmement progressif. L'Allemagne seule, qui avait tout intérêt à conserver intacts les produits de ses crimes séculaires, s'y opposait sans cesse. Tout cela rendait l'Europe de plus en plus nerveuse et inquiète, les appétits allemands n'ayant pas encore été satisfaits.

A côté d'elle, l'Autriche cadavérique faisait semblant de vivre parce qu'elle se collait obstinément à l'Allemagne. Elle l'imitait servilement et perpétuait avec le même cynisme les crimes contre les pays et les peuples. Lorsque, à La Haye, toutes les nations civilisées, après avoir communié dans le même idéal de fraternité et de respect du droit des gens, décidèrent de restreindre leurs armements, l'Allemagne seule, guidée par son Kaiser, se disant l'empereur de la Paix, empêcha le triomphe de l'harmonie divine sur la terre. Les idées de justice internationale furent, grâce aux efforts de l'Allemagne et de l'Autriche, honnies et ridiculisées. Ceux qui rêvaient de temps meilleurs, sembla-

bles à des êtres archaïques, se virent obligés de remiser pour longtemps la propagande des doctrines qui leur étaient chères.

b). Les illusions pacifistes.

Je puis en parler en connaissance de cause. Directeur d'un grand périodique depuis une vingtaine d'années, j'y ai prêché inlassablement les idées de justice internationale. Réunis autour de *La Revue*, les pacifistes de marque y aidaient au rapprochement et à l'amitié entre peuples. Dans leur nombre que d'illustres morts comme la baronne de Suttner, Frédéric Passy, W.-T. Stead et tant d'autres qui nous ont quitté avant d'avoir subi l'humiliation que nous ressentons devant les espérances de notre vie mises en déroute ou en faillite ! Nous fûmes pourtant quelques-uns qui avons saisi à temps les inconséquences du pacifisme placé en regard de l'Allemagne. Et c'est pourquoi, depuis bientôt dix ans, je n'ai cessé de combattre les rêveries du désarmement, que des écrivains de bonne foi prêchaient au détriment de la France.

J'ai eu même la joie et la fierté de me mettre sur ce point d'accord avec Frédéric Passy, vers la fin de sa vie.

L'illustre vieillard, une des gloires les plus pures de la France contemporaine, qui m'honorait de son amitié, a bien voulu m'entretenir des doutes que lui inspirait ma prétendue désertion du pacifisme. Un grand journaliste d'outre-Rhin, M. Théodore Wolff, m'a fait l'honneur de m'adresser dans le journal dirigé par lui, le *Berliner Tageblatt*, devenu le principal organe des libéraux allemands, une lettre ouverte. Il m'y enga-

geait à travailler pour le rapprochement franco-allemand, de même que j'avais travaillé, un des premiers, au rapprochement franco-anglais, franco-japonais ou franco-italien, Frédéric Passy a voulu y voir presque un gage de succès pour mes efforts futurs. Je n'ai point caché à mon éminent ami ma haute estime pour l'écrivain berlinois et son journal qui avait si fréquemment combattu contre les fourberies et la déloyauté du Kaiser et de son entourage.

« Mais l'Allemagne avec laquelle vous voulez engager un colloque, où la voyez-vous ? »

Et mon illustre interlocuteur m'énuméra ses amis et adhérents.

Ils étaient là quelques douzaines, pleins de bonne volonté, mais sans aucune importance.

Noyés dans l'océan militariste et pangermaniste, ces bons apôtres ne pouvaient être à la France et à leur patrie d'aucune utilité. Prenant leurs désirs pour la réalité, ils n'auraient pu, pris chez nous au sérieux, qu'affaiblir la résistance française et vouer les soldats de la justice et de la liberté à une déchéance irrémédiable. Frédéric Passy, comme maints autres pacifistes du Comité Carnegie et des Prix Nobel, ne se doutait point de l'existence de ces deux Allemagne. Celle qui faisait montre d'idées altruistes et pacifiques, ne travaillait que pour l'étranger. L'autre, composée de l'Empereur, de son armée, de ses pangermanistes et de ses hobereaux, permettait à ces rêveurs de s'agiter afin d'endormir la vigilance et la résistance de l'Europe. Les socialistes eux-mêmes jetaient sciemment ou inconsciemment de la poudre aux yeux des naïfs qui prenaient leurs déclamations pour de la monnaie réelle. Pressés de plus près, ils se voyaient obligés

d'avouer que leur résistance au militarisme allemand ne pouvait être que de parade. Le jour où le Gouvernement allemand aurait pu les accuser de trahison, ils étaient perdus aux yeux du peuple, foncièrement trompé sur les tendances pacifiques de l'Europe par le Gouvernement et la presse.

Nous discutâmes longtemps avec mon cher et vénérable maître, et je n'oublierai jamais la colère si noble de l'illustre nonagénaire. Et puis sa lucidité d'esprit reprenant le dessus, ayant compris les dangers de continuer impunément le jeu allemand, il se réconcilia avec notre périodique et son directeur.

J'insiste sur cette conversation, car elle contient une réponse à cette question qui nous a été si fréquemment posée :

« Pourquoi l'auteur de ce volume n'a-t-il pas publié un seul article en faveur du rapprochement franco-allemand ? »

Le grand sociologue russe, J. Novicow, à qui nous devons une des plus belles apologies de la langue française et du peuple français, ne cessait également de me gourmander à ce sujet.

L'article: *Désarmons les Alpes*, lancé par notre périodique, a suscité des polémiques très ardentes dans les pays amis ou adversaires de la France. J'ai considéré de tout temps la Triple Alliance comme factice en ce qui concerne l'Italie. Et notre projet tendant à désarmer *simultanément* les Alpes afin de permettre à la France et à l'Italie d'utiliser autrement leurs armées respectives, provoqua une grande agitation en France et en Italie.

Certains journaux, dans leur imprévoyance aveuglée par la passion, ont bien voulu même nous accu-

ser, à cette occasion, de trahir les intérêts français.

Mais en Italie, on nous a su gré de cette confiance hautement proclamée dans l'amitié et la solidarité des aspirations des deux peuples latins.

Mon ami Novicow voulut voir dans cette proposition une preuve de courage qui prenait à ses yeux une importance singulière. Et il en profita pour rattacher la question italienne au rapprochement allemand.

Ainsi les pacifistes de tous les pays, animés des mêmes illusions, se heurtaient chez nous aux mêmes résistances.

Non, décidément, l'Allemagne ne comptait pas les « dix justes » en faveur desquels le Seigneur aurait pu sauver la cité...

Quelque temps après, dans une étude retentissante sur le conflit franco-allemand (1), j'ai cru nécessaire de préciser nos vues. Pacifiste convaincu, j'ai préconisé des mesures énergiques afin d'arriver à la limitation des armements, fût-ce même au prix d'une guerre de la Triple-Entente contre l'Allemagne et l'Autriche.

En pouvait-il être autrement ? Le service de trois ans s'imposait à la France, mais à la condition de provoquer bien vite la fin de la paix armée, désastreuse pour le monde civilisé. La vie nationale française menaçait de sombrer si l'Allemagne, — et c'était à prévoir, — devait adopter à son tour le service de trois ans. Personne ne pouvait en douter, l'impulsion guerrière et la course folle aux armements venant toujours de l'Allemagne.

Jusqu'à l'année 1886, les effectifs allemands et fran-

(1) Voir le *Conflit franco-allemand*. (Édition de *La Revue*.)

çais étaient presque égaux, avec environ 10 à 15.000 soldats de plus en faveur de la France. En 1893, l'Allemagne augmente d'un coup ses effectifs de 75.000. Dix ans plus tard, l'Allemagne dépasse déjà de beaucoup la France. En 1904, la France ne dépense que 610 millions contre 822 millions en Allemagne et elle ne compte que 550.000 hommes contre 602.000 en Allemagne.

Le chiffre global français comprend en même temps les troupes dispersées dans les colonies africaines. Huit ans plus tard, c'est-à-dire en 1912, l'Allemagne a un budget militaire de 1.126 millions et 690.000 hommes contre 887 millions en France et 583.000 hommes !

L'Allemagne jouissait déjà d'un avantage énorme ! Ses nouvelles mesures ne pouvaient que vivement inquiéter son voisin. Simultanément, l'Allemagne augmentait d'une façon gigantesque sa flotte de guerre et sa marine marchande.

L'Allemagne prétendait armer, il est vrai, en vue d'autres dangers qui n'avaient rien de commun avec la France !

Or, après la guerre russo-japonaise, les forces russes complètement affaiblies lui permettaient de procéder plutôt à une diminution de ses armements. La France n'était-elle pas complètement isolée, tandis que du côté allemand, il y avait presque toute l'Europe ?

L'Allemagne a omis de faire ce beau geste. Par contre, malgré l'affaiblissement de la Russie en 1905, la France a réduit son service militaire de trois à deux ans. Elle diminue en outre, en 1908, les périodes d'instruction de ses réserves. Que fait l'Allemagne ? Elle ne cesse de créer des corps d'armée nouveaux,

afin de s'assurer une suprématie de forces écrasantes.

L'Allemagne n'ignorait point les efforts en faveur de la détente qui se poursuivaient en France. Les écrivains les plus notoires et les hommes politiques les plus influents travaillaient d'accord afin d'établir des relations normales entre les deux pays.

Certains hommes politiques risquaient dans ce jeu ingrat leur avenir et leur popularité. Il faut se rappeler les discours prononcés au Parlement français contre l'augmentation de la flotte ou de l'armée.

A La Haye, les représentants français ne cachaient point leurs désirs de rendre impossible toute scission violente entre les deux pays rivaux. Le souffle de bon sens qui traversait la France menaçait de se transformer en un simple accès de folie en regard des paroles provocatrices venues de Berlin.

Les hommes de bonne volonté, découragés par l'Allemagne, ont finalement compris l'impossibilité de travailler pour la paix allemande.

Que dire enfin des excitations de ces derniers temps ?

D'autre part, l'établissement d'une contribution de guerre de 1.250 millions de francs, et cela en pleine paix, la préparation de nouveaux impôts annuels d'environ trois cents millions, au milieu de la crise, qui sévissait en Allemagne, enlevaient toute illusion à ce sujet.

En parlant de Guillaume II, j'ai noté, en même temps avec regret, que sa sensibilité trop éveillée provoquait chez lui des « interruptions de continuité fréquentes et inquiétantes ».

Je soutenais déjà alors cette thèse que l'ambition malade du souverain allemand, qui ne connaissait

aucun frein, faisait craindre et prévoir les éventualités les plus invraisemblables et les plus redoutables...

Cela se passait au commencement de 1913...

c). Entre la France et l'Allemagne.

La France, qu'on ne cessait de déclarer, en Allemagne, chauvine, hystérique et détraquée, infligeait pourtant des leçons de sang-froid, de bon sens et de modération au peuple allemand. Les historiens de demain seront stupéfaits de constater combien la psychologie du peuple français avait été profondément faussée, ou plutôt avec quelle injustice flagrante on avait confondu les deux France, celle d'avant et celle d'après 1870.

Malgré les sacrifices d'amour-propre que la France s'imposait à cause de l'Allemagne, personne ne voulait et n'osait assumer, chez nous, la responsabilité d'une guerre.

Le doute n'est plus aujourd'hui possible.

C'est l'Allemagne qui l'a voulue et traitreusement préméditée.

Lorsqu'on aura divulgué un jour toutes les humiliations que les gouvernements français successifs ont subies du côté allemand, on ne pourra s'empêcher d'admirer la maîtrise de nos hommes d'État et les sentiments pacifistes de la nation.

Notre quai d'Orsay prenait toujours des soins extrêmes afin de cacher à la nation les procédés inquiétants de sa voisine. La presse elle-même passait sous silence, avec un tact et une délicatesse rares, les sujets permanents d'irritation.

Mais le Kaiser travaillait. Et tandis qu'il s'efforçait de conquérir les cœurs de maints Parisiens égarés à Berlin, il ne cessait de souffleter les sentiments français les plus respectables.

La majorité pondérée en France ne demandait pourtant qu'une chose : laisser à un avenir plus élément et plus juste le soin de régler la question de l'Alsace-Lorraine. Le pays a été travaillé dans ce sens. Le traité franco-russe confirma hautement les dispositions pacifiques de la France. Il ne prévoyait la marche commune des Français et des Russes qu'en cas d'une guerre défensive mais non point offensive. La France, en signant et en respectant cette convention, fournissait la meilleure preuve de ses dispositions courtoises et rassurantes à l'égard de l'Allemagne.

La simple honnêteté internationale commandait à l'Allemagne de seconder la France dans cette voie. Elle n'avait qu'à respecter les droits moraux et matériels des deux provinces conquises. Elle faisait ouvertement le contraire.

Bien pis, elle poussait son iniquité, dans les pays annexés, jusqu'à une sorte de méchanceté démente. Et cela contre ses propres intérêts. Au bout de quarante ans, l'Allemagne y a été plus haïe et méprisée qu'immédiatement après la conquête. Chaque nouvelle blessure infligée à l'Alsace-Lorraine ne pouvait que raviver la douleur française. Le nombre de ceux qui ne demandaient qu'à oublier ne faisait que diminuer. En perpétrant ses crimes, l'Allemagne parlait hypocritement d'un rapprochement avec la France, comme si chaque rapprochement réalisé dans ces conditions n'eût pas été une lâcheté à l'égard des Alsaciens-Lorrains martyrisés !

Mais l'amour de la Paix a poussé des racines tellement profondes dans la conscience française, qu'il y avait quand même des journaux, des écrivains, des hommes d'État, et non des moindres, qui rêvaient à l'établissement de relations amicales avec l'Allemagne de Guillaume.

Une Allemagne dirigée par des hommes sensés aurait laissé le temps travailler pour elle. Les sacrifices demandés par la paix armée auraient ruiné la France au bout d'une quinzaine d'années. Rien que le service de trois ans qu'elle ne pouvait éviter, l'obligeait à faire venir de l'étranger 200.000 travailleurs de plus. Or les Allemands l'avaient déjà envahie pacifiquement !

Ils s'établissaient en France et s'y emparaient de son commerce et de son industrie. Par voie détournée, l'Allemagne dirigeait partiellement ses finances et disposait de l'épargne française. Cela ne l'a point empêché d'y ajouter un système d'espionnage qui travaillait la France dans tous les sens.

Les gouvernements qui se sont succédé ne pouvaient point ignorer les calamités qui, grandissant sans cesse, auraient dû infailliblement détruire la puissance morale et matérielle du pays. La France soumise, en outre, aux effets dissolvants d'une nouvelle immigration allemande, était menacée de perdre peu à peu ses vertus essentielles.

Les patriotes circonspects dénonçaient avec une continuité louable ces menaces de dénationalisation de la France. Mais comment contrecarrer ou détruire leurs causes liées à la sociabilité française et aux relations juridiques entre les deux pays ? L'Allemagne n'avait qu'à patienter. Sa conquête pacifique s'étendait

sur la France, n'épargnant de celle-ci ni l'âme ni les aspirations.

Comment se fait-il qu'en violentant brusquement les circonstances si favorables pour elle, l'Allemagne ait voulu provoquer cette guerre ? Pour saisir sur le vif son paroxysme de folie, qui nous vaudra le salut de l'Europe et de la France, il faut examiner avant tout le rôle et le caractère des deux empereurs alliés et étudier ensuite la situation spéciale de la diplomatie allemande, de même que l'Allemagne d'aujourd'hui, telle que l'ont faite le Kaiser, ses pangermanistes et ses hobereaux.

CHAPITRE III

LE KAISER

a). Le Mattoïde.

Dans l'Europe d'aujourd'hui, le mot *Kaiser* tout court fait sourire. Quelques mois avant la guerre, l'imagination des peuples, sans parler de la nation allemande, lui attribuait quelque chose de mystérieux, de puissant et de redoutable à la fois. Il fut même populaire en France. On voyait en lui une espèce de Lohengrin moderne, l'incarnation de la loyauté et d'une largeur de vues, un véritable *Empereur*, de la paix, comme l'autre, l'authentique, le grand Bonaparte, incarnait le génie de la guerre !

L'incohérence de ses paroles grandiloquentes et ses gestes de cabotin avaient un caractère inquiétant. Ses discours se suivaient et se contredisaient, de même que ses sympathies et ses goûts. Si ses moustaches en croc prêtaient à son visage un air de décision et d'énergie ; ses yeux rêveurs, qui, soudain, se fixaient avec une immobilité déconcertante sur l'interlocuteur, son bavardage souvent insipide et presque toujours nerveux, la rapidité avec laquelle il changeait de sujet troublaient profondément ceux

qui l'approchaient. Lorsqu'on avait le courage de regarder l'homme derrière le souverain, celui-ci paraissait peu normal, sinon déséquilibré. Un ambassadeur, qui n'avait point été trompé par ses prétentions de démiurge, m'a dit un jour, que Guillaume lui rappelait un de ces arlequins qui inauguraient solennellement les réjouissances de Venise...

On s'avisa, à un moment donné, de publier un recueil des discours de Guillaume II. Leur contradiction et leur incohérence flagrante impressionnèrent profondément les spécialistes des maladies mentales.

Je me suis trouvé à ce moment de passage à Turin. Dans une conversation avec Cesare Lombroso, celui-ci me fit part de son jugement sur l'Empereur allemand. Pour le célèbre fondateur de l'anthropologie criminelle, Guillaume II n'était qu'un *mattoïde* caractérisé (1). Il fut même convenu que nous devions publier, en collaboration, une étude psychiatrique du souverain, dont les accès de verbomanie et de mégalomanie surexcités par une maladie héréditaire, ne cessaient de préoccuper les psychologues. Et puis, d'un commun accord, nous avons renoncé à écrire un article de ce genre, pour des raisons d'opportunité politique.

Il m'a été cependant difficile de m'affranchir de ce cauchemar d'un *mattoïde* couronné dont les caprices dirigeaient le monde. Je tremblais pour la paix internationale, ce trésor le plus sacré de l'humanité, confié à une conscience aussi fragile. Avec l'impressionnabilité

(1) Le mot *mattoïde* veut dire homme mi-fou et mi-criminel. Il provient d'une façon directe du mot italien : *matto* et indirectement du mot grec μάται qui signifie, chez Eschyle : chose vaine, et chez Sophocle (*fragment 788*) : sottise, folie. On peut donc l'écrire indistinctement par deux ou un *t*...

d'un détraqué raisonnant et délirant, l'Empereur Guillaume était capable de tout, et même, je l'admets volontiers, d'une bonne et grande action ! Rien ne m'étonnait chez lui, pas même son Dieu étrange, qu'il invoquait comme une sorte de fonctionnaire inférieur devant légaliser les débordements de ses paroles ou de ses gestes irrésolus. Dans sa mentalité troublée, il paraissait réellement convaincu que le vrai Dieu, le Dieu de la miséricorde et de l'amour du prochain, lui avait confié la tâche de régner sur l'Allemagne et que les Hohenzollern sortaient tout droit de la cuisse divine. C'est en son nom qu'il aimait à parler de la paix... Mais c'est aussi comme porte-parole de Dieu le Père, qu'il agitait son glaive. L'Empereur d'Allemagne et le Bon Dieu ainsi confondus, Guillaume se croyait invincible. Son audace de ces derniers temps n'a rien d'étonnant. L'Europe, et même le monde entier, unis contre lui, ne l'auraient point autrement troublé. La puissance divine n'était-elle point de son côté ! On croyait à tort à un accès subit de folie là où il ne s'agissait que d'une manifestation de plus de cette maladie lente et continue qui minait l'Empereur. L'histoire de son règne n'est, en réalité, qu'une suite de pensées et d'actes délirants. Par une force d'inertie léguée par le règne précédent, et surtout grâce aux qualités laborieuses et persévérantes de la nation allemande, celle-ci n'a point sombré, malgré et contre l'Empereur et sa camarilla. Elle a pu ainsi supporter les excès des armements et toutes ses folies, y compris celle de son prestige.

Tout pourrissait autour de l'Empereur, malade lui-même. Les vieilles vertus allemandes, l'intégrité et l'indépendance de ses juges, la moralité et la

retenue de ses habitants disparaissaient à vue d'œil... Certains procès scandaleux faisaient éclater cette décadence sous forme de petits points inquiétants comme on en aperçoit sur des fruits de qualité et sans merci. A l'instar de son maître, l'Allemagne est devenue instable et inconséquente. Son commerce et son industrie des plus modernes se sont greffés sur des vestiges d'un passé vieux d'une dizaine de siècles. La brutalité et la suprématie d'un militarisme outrancier anéantissaient la dignité et paralysaient la vie des classes laborieuses qui constituaient la richesse et le génie allemand. Derrière une façade brillante, tout s'effondrait.

L'Empereur donnait des coups de barre violents de tous les côtés. Il était tantôt du vingtième et tantôt du dixième siècle. Sa morale privée et publique déconcertait. Ce chevalier suprême de la vertu commettait des actes douteux et répréhensibles.

Un exemple typique entre mille montre de quoi était capable le porte-parole du Dieu allemand sur la terre...

L'histoire moderne de l'Europe a été souillée par le règne d'un souverain dont les nombreux méfaits ne faisaient de doute pour personne. Ce fut Abdul-Hamid. Le « Sultan-rouge », comme on l'appelait couramment, avait à se reprocher non seulement des milliers de meurtres commis à Constantinople, mais aussi quelques centaines de milliers d'Arméniens tués par son ordre. Machiavel d'Orient, il faisait assassiner des tribus et des peuplades entières qui pouvaient gêner ses ambitions personnelles. Il confisquait les fortunes de ses sujets et se les appropriait

sans autre forme de procédure. Il a accompli, pour son compte personnel, plus de crimes que tous les forçats réunis de la Nouvelle-Calédonie. Gladstone, à qui la haute situation de chef de parti, commandait une modération de langage, n'a pu s'empêcher de le dénommer, dans un grand discours : « l'assassin couronné ».

Je fus un des premiers à dénoncer en France les crimes d'Abdul-Hamid. Un de mes articles, reproduit par un grand nombre de journaux, publié en 1895; sur le « *Peuple des Martyrs* », m'a valu une lettre ouverte de Gladstone dans les « *Daily News* ». Cet encouragement du « grand vieillard » m'incita à garder vaillamment mon poste de défenseur des Arméniens. Ce qui m'avait frappé dans cette lutte du monstre ture contre une des nations les plus malheureuses du globe, ce fut l'amitié et l'estime que ne cessait de lui prodiguer l'Empereur Guillaume. Ce quasi représentant du Christ sur la terre tendait non seulement une main fraternelle à l'assassin doublé d'un escroc vulgaire qui martyrisait et ruinait une nation chrétienne, mais de plus il le couvrait de son estime aux yeux de toute l'Europe.

— Quel diplomate clairvoyant ! s'exclamaient les gens à courte vue, en voyant l'Empereur troquer son honneur contre des avantages commerciaux et des concessions accordées aux industriels allemands...

Après le spectacle dégradant d'un monarque tout puissant qui, au nom des intérêts matériels de son pays, donne la main à un assassin avéré, justifiant ainsi ses crimes et semant des principes dissolvants dans la conscience publique, l'Empereur Guillaume fait du coup un saut périlleux. Le voilà en plein dans

un domaine douteux où il commet à son tour un crime répréhensible...

Ce fut pendant son voyage triomphal à Constantinople. Le Sultan Abdul-Hamid, passé grand maître dans l'achat des consciences, résolut d'acquérir à tout jamais celle de l'Empereur Guillaume. D'autant plus généreux qu'il offrait des objets de valeur qui ne lui appartenaient point, Abdul-Hamid se montra singulièrement large à l'égard du couple impérial allemand. Il lui avait offert, entre autres, des trésors appartenant au peuple ottoman, des bijoux précieux, des diamants et des perles de la Couronne, dont le prix, d'après l'estimation des connaisseurs, dépassait cinq millions de francs.

Guillaume II ne pouvait ignorer la provenance de ces objets. Il n'ignorait point non plus les crimes du monarque criminel qu'il appelait ostensiblement son « frère ». L'Empereur emporta quand même de Constantinople une petite fortune et le mépris de maints Turcs au courant de cette « opération ».

Le grand écrivain turco-arménien Garabed Bey, à qui Maurice Barrès consacra, au moment de sa mort précoce, des pages émouvantes, m'a parlé le premier de cette affaire si compromettante pour « la corporation des souverains ! ». Quelques mois plus tard, l'incident me fut confirmé par un haut personnage turc qui m'a fourni, en même temps, la liste des « cadeaux » dérobés à la nation ottomane.

Le secret ayant pénétré en Europe, j'en ai parlé bien plus tard à mots couverts dans un article où j'ai relaté quelques nouveaux méfaits d'Abdul-Hamid.

Le Sultan-rouge s'en émut. Contrairement à ses habitudes, il m'intenta un procès pour crime de lèse-

majesté. Ce fut, à vrai dire, le seul procès de son règne. Son ambassadeur à Paris, Munir-Pacha, un des diplomates les plus fins du siècle dernier, qui, manquant totalement de scrupules, avait de l'esprit à revendre, déposa, au nom de la Sublime Porte, une plainte entre les mains du Procureur de la République. Ma joie fut indicible lorsque, appelé devant un juge d'instruction, il m'a été donné de signer mes explications qui ne faisaient qu'aggraver ma faute. J'ai eu pourtant le grand tort d'indiquer une dizaine de témoins comme l'Empereur Guillaume et Georges Clemenceau, le brillant Premier de l'époque, qui devaient aider à faire quelque lumière sur l'agissement des deux nobles souverains, dont l'un régnait aux bords du Bosphore et l'autre aux bords de la Sprée. Je comptais peu sur le concours direct du Kaiser, mais j'espérais pouvoir soulever avec l'appui de la presse mondiale un coin du voile mystérieux qui liait ces deux augustes amis...

Mon désappointement fut grand lorsque j'appris, un jour, que la plainte de Munir Pacha était classée, à la plus grande joie de notre Quai d'Orsay.

Afin d'adoucir mon dépit d'avoir perdu l'unique occasion d'avoir un procès dans ma vie, Munir Pacha m'a offert, au nom de son souverain, pour mes collaborateurs et pour moi, tout un lot de hautes décorations que nous nous empressâmes naturellement de refuser.

Quelque temps après, les Turcs, plus impatients et surtout plus énergiques que les Allemands, se débarassèrent de l'un des deux « frères ». Et l'autre qui resta au pouvoir, le Kaiser, n'a même pas songé à intervenir en faveur d'Abdul-Hamid. Bien plus, lors-

que le Comité Union et Progrès se fut rendu coupable de nouveaux massacres arméniens à Adana, le noble souverain lui prodigua ouvertement ses sympathies. La diplomatie allemande, guidée par Guillaume, adopta les membres influents du Comité, devenus presque cousins de S. M. le Kaiser. Le cynisme de Guillaume dépassait ainsi les prévisions les plus pessimistes.

b). Ses mensonges, trahisons et perfidies.

Son panache, son Dieu et son glaive masquaient devant le monde la fragilité de sa pauvre petite conscience et la versatilité inquiétante de son cerveau.

Une grande perversité morale se manifesta chez Guillaume à toutes les époques de sa vie. L'ingratitude, conséquence naturelle de l'âme aux abois d'un mattoïde, qui touche à tout et ne peut être fidèle qu'à son idée fixe non réalisée, paraît presque innée chez lui.

On a un peu oublié l'histoire tragi-comique du grand seigneur polonais Koscielski, surnommé « l'amiral », pour avoir fait des efforts incroyables afin d'obtenir des députés polonais le vote des crédits pour la marine.

L'Empereur, déjà atteint de l'idée fixe de dépasser la flotte anglaise, avait mis tout en œuvre pour vaincre la résistance des Polonais, qui pouvaient faire pencher la balance en sa faveur. « L'amiral », devenu le camarade inséparable de Guillaume, plaida tant et si bien la cause de la flotte, que les Polonais, allé-

chés par la promesse de quelques mesures équitables à leur égard, votèrent comme un seul homme.

Le vote une fois obtenu, le Kaiser s'éloigna de « l'amiral » qui, trompé et joué, perdit tout crédit auprès de ses compatriotes et s'exila dans ses terres.

L'ancien chancelier, le prince Hohenlohe, parle de lui comme du plus grand égoïste qu'il ait jamais rencontré durant sa longue carrière.

Dès son enfance, le Kaiser a accepté pour modèle de ses actes et de ses pensées Frédéric II, le plus fourbe parmi les monarques du passé. Il suffit d'examiner les œuvres du célèbre roi de Prusse, comme l'*Anti-Machiavel*, sa *Correspondance* ou son *Testament* et de mettre leurs principes en regard des événements du jour pour constater l'analogie frappante entre les procédés de Guillaume II et ceux préconisés par son illustre aïeul. C'est Frédéric II qui avait déjà conseillé d'intervenir à tort et à travers dans toutes les affaires politiques, de se servir de tous les moyens de tromper l'adversaire, de ne jamais reculer devant les fausses nouvelles et même d'aller jusqu'au chantage démesuré ! C'est encore Frédéric II qui enseignera « qu'un général doit être avant tout comédien. Il doit parler légèrement de ses revers et crier bien haut son mépris pour l'ennemi dont un Prussien vaut quatre à lui tout seul... tandis qu'il couvrira d'éloges les meilleures troupes qu'il a l'honneur de commander, les meilleures troupes qui soient au monde »...

La fameuse « attaque brusquée » de Frédéric le Grand a tellement hypnotisé Guillaume qu'il n'a rien voulu lui sacrifier, pas même les exigences du simple bon sens et d'une loyauté élémentaire. « Mieux

vaut se battre hors de son propre pays, disait Frédéric, car alors on travaille sur le velours et plus on occupe de territoires ennemis, plus on a de subsistances et d'argent. »...

Et le Kaiser s'efforce d'extorquer des provinces envahies tout l'argent dont disposent leurs malheureux habitants. « Il ne faut reculer devant rien pour assurer le succès des projets en vue », enseignait Frédéric. Et le Kaiser ira jusqu'à se faire l'associé d'un espion, afin de rendre plus fructueuses les opérations de ce dernier. Le scandale provoqué par la découverte que le fameux Steinhauer, l'officier favori, qui accompagna le Kaiser, en 1911, à Londres en qualité d'ami personnel, fut tout simplement le chef de l'espionnage allemand en Angleterre, ne sera sans doute pas oublié de sitôt.

Cet officier débarqua, un jour, à Londres avec l'empereur Guillaume et logeait même à côté de son souverain, dans Buckingham Palace. Les égards que lui témoignait le Kaiser ont permis à Steinhauer de nouer de brillantes relations dans la société la plus fermée du Royaume-Uni. Admis dans l'intimité des hommes importants, il a pu se procurer des documents et des renseignements inaccessibles pour des espions ordinaires. Mais quel ne fut pas l'étonnement du gouvernement anglais lorsqu'il a découvert, au commencement de cette guerre, des actes abominables d'espionnage pratiqué par l'ami de Guillaume II. Certains journaux anglais prétendent même que de nombreux meetings organisés, en août 1914, contre l'intervention de l'Angleterre, furent réalisés sous les auspices du même espion allemand et à ses frais.

L'insensibilité morale du monarque se manifeste

souvent avec une naïveté déconcertante. Au début de cette guerre n'a-t-il pas poussé son inconscience jusqu'à faire des offres au Japon pour abandonner ses alliés et se retourner contre la Russie? L'empereur Yoshihito repoussa ses promesses avec indignation, presque comme une offense personnelle. Le Mikado païen s'est cru autorisé à infliger une leçon de morale à un souverain chrétien!

Que ce soit pour son profit personnel ou pour celui de l'Allemagne, le souverain montra de tout temps un mépris singulier pour la morale courante. De même qu'il s'est fait accorder personnellement des cadeaux inappréciables par Abdul Hamid, il a commis de nombreux vols en Syrie, au bénéfice des musées allemands. Le colonel Samy Bey, ancien aide de camp du sultan Abdul Hamid, en cite plusieurs exemples. Voici un des plus significatifs. Ayant remarqué à Koblé-Tul-Hazine une bible très ancienne de plus de trois mille pages, l'empereur Guillaume conçut l'idée de s'en emparer. Dès son retour à Berlin, il envoya des professeurs chargés d'emporter cette pièce rare. La première mission échoua. Le Kaiser s'adresse alors au Sultan. L'ambassadeur allemand engage la parole de son souverain que le précieux livre sera rendu aussitôt que les savants de Berlin en auront pris connaissance. Le prêt de l'ouvrage fut accordé dans ces conditions, mais le musée de Berlin garda le livre sans vouloir jamais le rendre. D'après Samy Bey, la valeur de cette pièce unique dépasserait cinq millions de francs.

Rappelons l'incident Krüger et la mémorable dépêche qui, surexcitant le Transvaal, provoqua une guerre fratricide entre les Boers et les Anglais.

L'Empereur Guillaume abandonna ensuite, avec un geste peu élégant, les pauvres victimes de ses paroles irréfléchies ou plutôt de ses actes d'une impulsivité immorale et irraisonnée.

Quelques années plus tard, en 1908 (dans la fameuse interview du *Daily Telegraph*), le Kaiser avoua, avec une inconscience de malade, une de ses nombreuses infamies. Lui qui excita les pauvres Boers à la guerre, avait conçu « un plan qui lui parut le meilleur contre eux, et il l'envoya à la reine Victoria !! »

On se souvient de l'accueil enthousiaste qu'il ménagea au comte Witte, le premier ministre russe, après son retour des États-Unis où il avait scellé la paix entre la Russie et le Japon. Portant aux nues ce diplomate, il l'avait baptisé le second Bismarek. Mais ce qu'on ignore partout, c'est que le comte a dû quitter le pouvoir grâce aux intrigues de Guillaume... Un historien documenté de demain pourra fournir à ce sujet une page digne de Saint-Simon.

Qu'on s'étonne après cela de l'attitude de l'Empereur à l'égard de ses serviteurs allemands. Bismarek, Caprivi, de Bülow et tant d'autres, devaient forcément céder la place à un Bethmann-Hollweg, obscur rond de cuir, devenu l'instrument docile entre les mains de son maître bizarre et anormal.

Le Prince de Bülow, qui appartenait à l'école des diplomates vieillots identifiant le manque de scrupules avec la finesse de l'esprit, fut lui-même souvent choqué par les procédés employés et imposés par Guillaume II.

Ses mensonges et son manque de toute loyauté faisaient rougir un des professionnels de la ruse.

Les faits abondent. Pendant la guerre italo-turque, l'Allemagne, c'est-à-dire son Empereur, qui surveillait en personne sa politique extérieure, appuyait la Turquie — et par quels moyens ? — contre l'Italie, son alliée. L'ambassadeur d'Allemagne, à Constantinople, le baron de Marschall, prêchait aux Turcs la résistance. Les officiers allemands inspiraient et guidaient le célèbre Enver dans sa résistance à Tripoli. Ce dernier, simple officier ayant assassiné plus tard son propre ministre de la guerre, est devenu par cela même plus cher au cœur de Guillaume. Le gouvernement allemand procura même aux Tripolitains des armes et munitions... Bien plus, de concert avec l'Autriche, l'Allemagne fournissait à la Turquie des mines sous-marines pour couler les vaisseaux italiens... La félonie du Kaiser ne connaissant point de limites, ne recule même pas devant l'envoi d'un officier allemand à Constantinople pour faire poser les mines dans le Bosphore.

L'Italie possède aujourd'hui tous les documents qui ne laissent plus le moindre doute sur les procédés louches de Guillaume.

Mensonge et trahison, ces deux plantes vénéneuses qui poussent si abondamment chez les dégénérés, avaient complètement envahi le Kaiser. Il les pratiquait avec l'inconscience d'une pie volant des objets précieux.

Il trompait tout le monde, depuis Dieu, qu'il invoquait faussement et infatigablement, jusqu'aux Allemands eux-mêmes.

C'est Guillaume en personne qui lancera la nouvelle de « l'agression française », de « l'envahissement de la Belgique », de « l'attaque des postes allemands »

par la France avant la déclaration de guerre, ou celle de « l'agression des aviateurs français sur Metz et Nuremberg ! »...

De même qu'en 1906, à l'époque de la conférence d'Algésiras, il télégraphiait aux différents États que la France y était abandonnée et que tout le monde lui donnait tort, de même, il dira à ses troupes qu'elles vont en Belgique pour la défendre contre une invasion française... Exposé aux premiers revers de la guerre, l'Empereur, au lieu de marcher à la tête de son armée, comme son grand-père, se mettra tranquillement à la besogne d'un journaliste vulgaire. Et il noiera son peuple dans un océan de fausses nouvelles...

Comment s'étonner de cette avant-dernière phase de la vie de Guillaume II, après avoir suivi les péripéties de sa triste existence ? Monté sur le trône au moment où les ferments dissolvants, résultant de la guerre de 1870, menaçaient de corrompre et de dissoudre les vieilles vertus germaniques, ce malade couronné n'a fait qu'exaspérer les mauvais instincts de son peuple...

c). Maladie héréditaire.

Le monde, avec cette logique irraisonnée qui dirige nos pensées et nos actes, se montre surtout impitoyable aux petits, et paradoxalement indulgent pour les grands.

Voici un jeune homme qui arrive au pouvoir après avoir joué publiquement le rôle d'un parricide, au moral. Non seulement il avait empoisonné l'existence de son noble père, mais il maltraitait toujours sa

mémoire. Il se rattachait ostensiblement à son grand-père, comme si celui à qui il devait sa brillante fortune, n'était qu'un mythe sans consistance. Son attitude à l'égard de Bismarck était presque aussi monstrueuse. Que dire enfin des souffrances et des humiliations qu'il avait imposées à sa pauvre mère ?

Le monde civilisé, conquis par son verbiage et ses attitudes de Lohengrin, oublia ses vices et ses crimes pour ne penser qu'aux charmes du cabotin. Il jouait du reste son rôle en grand artiste et arrachait des mots d'enthousiasme à des spectateurs aussi désabusés que Renan.

Il y a cependant quelque chose d'infiniment humiliant pour l'humanité à avoir été dupée pendant de si longues années, car, répétons-le, l'auguste charmeur n'est après tout qu'un dégénéré, un de ces *mattoïdes* qui étonnent l'entourage par la souplesse, la variété et l'inconsistance de leurs dons et l'absence de toute moralité.

Affligé en outre d'une maladie héréditaire de l'oreille de Wildermuth, c'est-à-dire de la saillie plus accentuée de l'anthélix comparativement à l'hélix, Guillaume II était prédestiné à fournir une recrue de plus à la grande armée des demi-criminels et des demi-fous.

Les médecins spécialistes allemands ont constaté chez lui plusieurs traits d'une dégénérescence héréditaire. Son bras atrophié ; ses abcès froids de l'oreille interne souvent accompagnés d'écoulements nauséabonds ; la *pododysodie*, c'est-à-dire la transpiration fétide des extrémités inférieures, et tant d'autres tares qui, de temps en temps, ont été signalées dans la presse médicale, indiquent nettement que Guillaume II

doit être rangé, pour beaucoup de raisons, parmi les anormaux.

Même sa manie de déplacements sort de l'ordinaire. On a calculé que l'Empereur passait très souvent jusqu'à deux cents jours par an hors de chez lui: Il réussissait à parcourir, dans une année, de trente à cinquante mille kilomètres.

Le professeur Pitres, de Bordeaux, a qualifié jadis ce genre de voyages forcés d'« automatisme ambulatoire ». Et ce serait une maladie spécifique des névrosés!

La conformation désastreuse du pavillon de l'une de ses oreilles prédispose, paraît-il, au crime et au mensonge. D'après les études faites par Frigerio, l'angle auriculo-temporal dépasse 90° chez les normaux et descend chez les dégénérés. Or, il résulte de certaines indiscretions faites par des médecins, que chez le Kaiser le même angle ne serait que d'environ 68° , degré qui caractériserait les dégénérés, en général, et les faussaires et les criminels, en particulier.

N'allons pas aussi loin. Comme les données de l'anthropologie criminelle me laissent d'ordinaire sceptique, je préfère m'en tenir aux indications psychologiques et aux faits réels, puisés dans la vie du sujet étudié.

Les péripéties de l'existence de Guillaume, ses attitudes, ses gestes, ses pensées, ses actes, sont incontestablement ceux d'un dégénéré dans le véritable sens psychologique de ce mot. « Au lieu des affections de famille et des affections sociales, nous dira l'auteur de *l'Homme criminel*, qui chez les criminels, sont complètement éteintes, ou se présentent à l'état

d'équilibre instable, on voit dominer chez eux d'autres passions moins nobles, mais extrêmement tenaces. Et d'abord, entre toutes, la vanité ou, pour mieux dire, un sentiment excessif de leur valeur personnelle, sentiment que nous voyons croître chez les hommes, en raison inverse du mérite »...

On nous dira aussi que chez ceux-ci le sens moral fait complètement défaut. S'ils mentent, commettent des vols ou des faux, s'ils tuent même, ils croient toujours avoir le droit de leur côté. La faute retombe, d'après eux, sur leurs victimes. En allant de Maudsley à Enrico Ferri, et en passant par Lacassagne et tant d'autres psychologues des folies criminelles, nous retrouverons, chez tous ces auteurs, les indices d'une unanimité troublante dans le cas de Guillaume II.

Une observation profonde d'Eugène Süe fut plus tard reprise et confirmée par maints psychiatres. Les malfaiteurs ont en horreur tous les récits où il est question des choses immorales ou des crimes. Rappelons la haine que le roman réaliste français de même que le théâtre des réalistes allemands a toujours inspirée à l'Empereur.

La religion d'un mattoïde est une religion toute spéciale. Il se forge un Dieu à son image et l'annexe à son profit individuel. Son Dieu a une sollicitude particulière de ses propres intérêts, il doit le seconder dans ses entreprises et rendre par cela même respectables et saints ses actes les plus blâmables.

Si l'on ne rencontre presque point d'athées parmi les malfaiteurs, on voit la plupart des mattoïdes dans des relations de familiarité extrême avec leur Providence. Casanova constate, dans ses *Mémoires*, que tous ceux qui pratiquent un métier illicite ont une con-

fiance exagérée dans leur Dieu. Ce phénomène est encore plus fréquent chez les mattoïdes en liberté. De même que les malfaiteurs croient acheter la grâce divine en portant des amulettes ou en brûlant des cierges, un mattoïde couronné s'en ira de gaieté de cœur mettre à feu et à flamme le monde tout entier. Mais il fera prier pour sa cause tout un peuple. Et cela doit forcément, d'après lui, désarmer la colère de Dieu et conquérir la puissance divine en sa faveur.

Verzeni, qui avait étranglé plusieurs femmes, était parmi les assidus à l'église. Agenouillé devant l'autel, il y parlait familièrement à son Dieu, un Dieu bien à lui, qui garantissait la réussite de ses exploits et le couvrait de sa protection toute-puissante. Un Boggia, condamné à mort pour plusieurs douzaines de meurtres, faisait des sermons, prêchait la morale et la religion du Christ. Il ordonnait à tous ceux qui l'entouraient de prier à l'église.

L'Empereur Guillaume aura, il est vrai, sur sa conscience non point quelques douzaines, mais des millions de victimes. N'importe. Ses invocations au ciel et sa familiarité touchante avec le Dieu tout-puissant ressemblent étrangement à celles de Boggia...

La folie mitigée ou, si l'on préfère, pour parler le langage d'autrefois, « l'innocence » de Guillaume II, se manifeste dans l'universalité de ses talents, de même que dans ses contradictions de tous les jours. Placé dans d'autres conditions, il serait devenu un de ces graphomanes qui constituent la plaie des rédactions et la punition des lecteurs attirés par les titres de leurs ouvrages. Ayant hérité d'un pouvoir absolu, il devait tôt ou tard amener des cataclysmes dans l'humanité.

La conscience diminuée d'un mattoïde le rend réfractaire à tout sentiment du devoir. Il glorifiera néanmoins la vertu dans des allocutions pleines de phrases toutes faites, empruntées tantôt aux Évangiles, tantôt aux moralistes réputés. Mais à la moindre occasion le masque tombera. Le néant de son âme apparaîtra alors redoutable dans l'inconscience et la sauvagerie de ses actes et de ses aspirations. La satisfaction de sa vanité et de son ambition maldive constituera l'unique frein de sa vie.

Il violera avec préméditation la neutralité du Luxembourg et de la Belgique et fera commettre à ses soldats des atrocités qui les avilissent au niveau des bandits ou des sauvages.

De même que, par son ordre, on fera subir à une femme respectable entre toutes, l'impératrice-mère de Russie, un affront sanglant, ou l'on offensera les représentants des puissances étrangères, de même il ordonnera et tolérera des crimes qui le feront haïr et mépriser du monde entier.

La décadence morale de l'Allemagne moderne, provoquée par les agissements de ses hobereaux, les influences néfastes de la cour, de sa soldatesque, et surtout par le culte de la doctrine de la force devant primer la loi, ont sans doute rendu possibles les actes de sauvagerie et de bestialité auxquels nous assistons. Mais l'influence directe du Kaiser ne devrait faire de doute pour personne. Il est avéré aujourd'hui que tous les crimes de lèse-humanité ont été exécutés par ordre, à la suite d'un plan adopté et contre-signé par Guillaume.

Relisons les protestations belges, russes ou françaises et nous y retrouverons les mêmes faits, les

mêmes procédés, les mêmes ignominies. On massacre les habitants paisibles, on bombarde les endroits non fortifiés, on rançonne les villes et les villages.

Ce généralissime étrange, doublé d'un « touche à tout » proverbial, a sans doute approuvé sinon rédigé le plan et les procédés d'une guerre que répudieraient les apaches.

C'est dans sa chute, que nous espérons décisive et prochaine, qu'éclatera le vide de cette existence théâtrale. Il tombera, comme il avait vécu, dans l'ivresse de ses caprices et de ses crimes. Rappelons-nous l'idole majestueuse de l'Écriture qui se brisa sur le parvis du Temple. De sa tête d'or sortit une poignée de rats...

Après avoir déchainé une des guerres les plus formidables qui ait jamais ensanglanté la terre, au lieu d'étonner le monde par des actes d'un demi-dieu, il s'amuse à mentir contre l'évidence même. Il publie de faux manifestes et inonde l'univers de fausses nouvelles. Sa conscience léthargique l'empêche de voir le gouffre qu'il a creusé pour lui et son peuple et les montagnes de haine et de méfiance qui se dressent de toutes parts contre lui et ses complices.

d). L'ivresse du pouvoir.

L'histoire lui sera pourtant clémente. Elle n'oubliera pas les débuts dans la vie du jeune homme corrompu par l'entourage des courtisans et des politiciens. Une maladie inguérissable lui avait ôté la maîtrise de sa personne et de ses actes; son impulsivité déroutait tous les calculs, y compris les siens. L'exercice d'un pouvoir quasi despotique ne pouvait qu'affaiblir sa

conscience limitée et son intelligence privée de la boussole d'un caractère fortement trempé et réfléchi.

Le dernier acte de son règne ne m'étonne du reste point. Mais ce qui me rend perplexe, c'est le temps infiniment long qui s'est écoulé entre les premières scènes de cette farce tragi-comique et son dénouement. C'est ainsi que nous coudoyons, pendant des années, des anormaux. Ils nous paraissent même très intelligents, jusqu'au moment où leur folie, latente et raisonnée, éclate dans une crise violente et décisive...

Pauvre Allemagne ! Ce fut son châtiment d'avoir eu, pendant tant d'années, pour maître de ses destinées, un illuminé des plus dangereux. Il aurait pu la perdre irrémédiablement sous des aspects mensongers de richesse et de puissance. Une anarchie violente et subite l'aurait peut-être ruinée à tout jamais, à moins qu'une pourriture des mœurs et la sauvagerie soldatesque, un abaissement de sa vie consciencieuse et morale, n'en eût fait fatalement la proie d'une décadence, de toutes les décadences.

A ce comédien déséquilibré la nature donne pour tréteaux le théâtre du monde, et la société, au lieu d'un surveillant, une constitution singulière qui lui procure tous les droits et aucune responsabilité.

Devenu presque l'arbitre de l'univers par la servilité de ses contemporains, il laisse éclater des prétentions de plus en plus étranges.

L'impunité et la courtisanerie surexcitent sa pauvre volonté. Incarné jadis dans un Caligula, il aurait sans doute demandé la tête de l'Humanité. Mais dans les conditions de notre vie moderne, ce descendant de la grande lignée des Césars morbides s'est borné tout simplement à vouloir décapiter la France et la

Russie, de même que ceux parmi les peuples qui, comme les Belges et les Anglais, oseraient susciter des entraves à la réalisation de ses désirs.

La condescendance de l'Europe laissa sa conscience de plus en plus désemparée. Entre lui et l'humanité tous les liens se trouvèrent brisés. Elle lui est aujourd'hui aussi étrangère que s'il habitait une planète lointaine. Le sens des réalités lui échappe. Il ne comprend rien et ne comprendra sans doute jamais rien à cette union des peuples qui marque la fin de son règne. Malheur aux despotes déviés ! Leur puissance n'est plus de notre temps. Ils n'ont même plus l'espoir de pouvoir figurer après leur mort dans la constellation des héros et des demi-dieux. Un jour arrive où les peuples humiliés et hypnotisés relèvent la tête, retrouvent leur lucidité d'esprit, démasquent et punissent l'imposture. C'est ainsi que le Kaiser redoutable n'est plus, à nos yeux, qu'un malade. Son dehors brillant a tout simplement trompé l'Allemagne et le monde.

Remémorons-nous la chute du plus criminel des Césars. Un jour Rome se déclare contre lui et le rideau final tombe. Le Néron de la veille, démailloté de sa pourpre, est redevenu le plus infortuné des hommes. C'est ainsi que l'humanité civilisée, ayant abandonné le Kaiser, celui-ci se montre à nous comme un être à la fois redoutable et lamentable.

Mais peut-on en vouloir à l'idole que nous avons créée de toutes pièces ? La postérité n'excusera l'Europe de sa singulière méprise que pour l'énergie que celle-ci aura déployée à détruire intégralement l'œuvre néfaste du Kaiser secondé par son peuple devenu anormal et morbide à son tour...

CHAPITRE IV

LE VÉNÉRABLE DOYEN FRANÇOIS-JOSEPH

a). Le Jéhovah du roi David.

Il rappelle étrangement sous certains rapports le Jéhovah des psaumes du roi David :

« Jéhovah est miséricordieux, car il a envoyé dix plaies à l'Égypte.

« Jéhovah est magnanime, car il a tué tous les Amalécites.

« Jéhovah est bon, parce qu'il a ruiné tous ceux qui n'ont pas cru en lui. ».....

Il en est de même du vénérable empereur d'Autriche. On s'est plu à en faire un souverain loyal et vertueux. Et pourtant sa vie n'a été qu'une longue série de méfaits. Cette réputation usurpée remplit le monde.

On parle avec attendrissement du noble vieillard qui au seuil de la mort, se trouve obligé de soutenir une guerre d'extermination. Son peuple montre un attachement incompréhensible pour son règne fait d'indécision et de demi-mesures; de transactions bâtarde et de leurs violations; de persécutions des faibles et d'actes de félonie à l'égard des forts; de

guerres provoquées avec légèreté et subies avec déshonneur.....

Comme l'histoire se répète ! Au milieu de toutes les calamités qui dévastaient la France sous Charles VI, ses sujets n'ont jamais cessé de témoigner un amour irréséchi pour leur « Bien-aimé ». La famine décimait le pays et la misère frappait à toutes les portes. Le peuple souffre et gémit, mais pas une récrimination ne s'adresse à l'homme coupable de tant de malheurs. On prie ardemment le ciel de conserver la santé du roi.

Les assommeurs qui rôdent, volent et tuent dans la capitale, s'arrêtent consternés et pleins de respect devant le palais du roi. Les massacreurs supplient le « chier Sire » de paraître... Charmés par l'aspect de la majesté chancelante et tremblante, ils se dispersent ensuite à travers la ville en égorgeant et dévalisant ses habitants. Le roi mort, la population verse des larmes abondantes. Des cris éclatent dans la foule : « Jamais nous n'aurons un si bon prince ».

Les légendes que les peuples imposent à l'histoire sont souvent faites de caprices irraisonnés et inexplicables. Ils font des héros de simples pantins et vouent à l'oubli des demi-dieux. L'imagination du peuple crée même des réalités avec le néant. Tandis qu'elle néglige ses véritables bienfaiteurs, elle se plaît fréquemment à faire sortir de l'obscurité des personnages non existants et les charge de réaliser les enthousiasmes qui la soulèvent et passionnent.

L'immortel Roland, dont les exploits remplissent une dizaine de siècles et font battre tous les cœurs, n'a peut-être jamais existé.

Le chroniqueur Eginhard qui relate la fameuse

bataille, le cite simplement parmi les morts, sans lui accorder la moindre épithète. Et pourtant l'ombre de son néant couvre l'histoire des siècles à l'instar d'un Charlemagne ou d'un Napoléon. Dans sa personne se rencontrent les héroïsmes et les nobles aspirations dont étaient capables les humanités successives et la continuité des siècles.

Devant lui s'effacent les frontières du temps et de l'espace. Il prend Constantinople avant Baudouin. Il s'oppose seul à toute une armée. Son Olifant, lorsqu'il souffle, descelle les portes des villes et sa Durandal ouvre les Pyrénées.

Derrière Roland que de faux héros encombrant ainsi l'histoire ! Elle est remplie de grands monarques qui méritaient la corde ou le bûche, tandis qu'elle a fermé les portes de la gloire aux personnalités humaines les plus méritantes.

Notre époque, plus réfléchie, devrait se méfier des jugements irraisonnés des foules. Il faut exercer surtout notre contrôle à l'égard des grands, des très grands. C'est peut-être le seul moyen de les maintenir dans la voie du devoir. Je ne saurais jamais m'insurger assez contre les deux poids avec lesquels nous pesons les mérites des puissants et ceux des humbles. Comme si la vertu ne se cotait qu'en raison inverse des privilèges et des honneurs !

L'exemple de ce *respectable* Empereur est édifiant entre tous. Si un simple mortel avait accompli un sixième de ses actes blâmables, honni de tous, il serait peut-être allé expier ses méfaits dans un refuge réservé aux ennemis de l'ordre public. La nécessité d'appliquer la même règle aux souverains et à leurs sujets glacera d'épouvante maints de mes lecteurs.

Et pourtant n'y a-t-il pas quelque chose d'injuste dans la clémence révoltante que l'on pratique à l'égard de ceux-là précisément qui, récompensés avant la lettre, nous doivent au moins la moyenne des vertus humaines ?

Le règne presque séculaire de François-Joseph est chargé de faits qui vont à l'encontre de nos sentiments de franchise et d'honnêteté.

Nous nous bornerons à y choisir, sommairement, quelques actes saillants, d'une authenticité absolue, quoique totalement oubliés.

Sous l'influence des idées libératrices venues de Paris, le trône de Ferdinand IV tremble sur ses bases. Les insurrections et les soulèvements des peuples de l'Empire sèment la terreur à Vienne. La Bohême se révolte, les Magyars déclarent leur indépendance, une révolution éclate dans la capitale, Metternich s'enfuit... Ferdinand IV, tremblant pour sa vie, abdique ses droits, en décembre 1848, en faveur de son neveu, François-Joseph.

Le nouveau monarque apparaît sur l'horizon dans toute la splendeur de sa jeunesse et de sa beauté physique et morale. On parle de son caractère fait de courage, d'amour de la liberté et de la loyauté. Pour ceux qui en douteraient, son manifeste dissipera les hésitations et fera naître toutes les espérances.

« La vraie liberté, l'égalité des droits de toutes les nationalités de l'Empire, ainsi que celle de tous les citoyens devant la loi, non moins que la participation des mandataires du peuple à la législation, telles seront les bases de mon règne. »

Impuissant à vaincre la révolte hongroise, François-Joseph fait appel à la Russie. Le tsar Nicolas I^{er}, qui

tenait avant tout à sauver le principe monarchique, lui envoie une armée redoutable qui sème la panique et les dévastations dans le royaume de saint Étienne. La forteresse de Comorn continue pourtant à résister. Le magnanime François-Joseph fait des promesses à sa garnison. Il lui assure son généreux pardon et toutes les douceurs, le pays une fois pacifié. Comorn se rend, confiant dans la parole impériale. Mais dès le lendemain, la terreur et les massacres ensanglantent toute la Hongrie.

Sur l'ordre formel du jeune empereur, on exécute à Pesth et à Arad les chefs les plus célèbres de la défense nationale. Les conseils de guerre fonctionnent dans tout le pays. Ils condamnent à tort et à travers hommes, femmes et n'épargnent même pas les jeunes gens au-dessous de vingt ans. Les cris de douleur des pauvres Magyars apitoient même le dur Nicolas, ainsi que toute l'Angleterre. Les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Londres interviennent auprès de François-Joseph en faveur de ses propres sujets. En vain. Malgré ses promesses solennelles, il abolit, une à une, les lois constitutionnelles ratifiées par tant de serments de ses aïeux et transforme la Hongrie en une province conquise.

Avec un raffinement de cruauté consciente et réfléchie, il fait décapiter les grands hommes Magyars qui auraient pu tôt ou tard travailler pour le salut de leur peuple. On commence par condamner à mort Louis Batthyany, l'ancien président du conseil des ministres hongrois sous Ferdinand IV, l'homme dont la loyauté et le dévouement à la constitution étaient proverbiales. Batthyany réclame la Haute-Cour à laquelle il a droit. François-Joseph ordonne de passer outre

et le fait soumettre à un jugement d'un Conseil de guerre, qui, par ordre, le condamne à la mort par la corde. On confisque en même temps tous ses biens.

Les exécutions se suivent. On pend à Pesth le baron Sigismond Perenzi, président de la Chambre des Magnats et de la Cour suprême de justice. Il avait dépassé quatre-vingts ans et atteignait l'âge qu'a François-Joseph aujourd'hui. Avec lui on exécute la plupart des hommes politiques.

On s'empare des officiers supérieurs. Comptant sur la parole de François-Joseph, ils s'étaient volontairement rendus. Tous, généraux et colonels, sont pendus avec la même absence de jugement et de toute procédure. Citons, dans leur nombre, les grands patriotes hongrois, les généraux Nagy Sandor, Ernest Kiss, Damjanich, Török, Lahner, le comte Leinigen, le comte Vesesey, le colonel Hazar et tant d'autres.

Ces soldats héroïques meurent comme ils avaient vécu. Pleins de courage et de dignité, ils ne cachent point leur mépris de la mort et celui encore plus grand que leur inspirent l'Empereur félon et les exécuteurs de ses ordres.

Le général Damjanich devait être exécuté le dernier. Trainé au supplice dans une charrette, car ses jambes brisées par les balles lui refusaient tout service, il s'écrie :

« C'est étrange, moi qui étais toujours le premier devant l'ennemi, me voilà obligé de marcher après tous les autres. »

Rappelons que même les officiers français, comme Abancourt, qui servirent dans l'armée hongroise subirent également la peine de la pendaison.

Il faudrait un volume pour énumérer les victimes de ces répressions sanguinaires. Ceux que le gibet épargna se virent quand même enlever leur fortune, car le Gouvernement impérial jugeait toutes les confiscations licites et profitables. On a ainsi ruiné le pays et décapité les citoyens les plus estimés.

Et les femmes? L'empereur, jeune et chevaleresque, avait naturellement des égards tout particuliers pour elles. Il les fait fouetter sur les places publiques. François-Joseph trouvait, dans son jugement équitable, qu'on ne peut pas être impunément mère, sœur ou fille d'un héros.

Ces bacchanales de vengeance se prolongent des années entières. Le souverain loyal et magnanime ne cesse de torturer et de ruiner le pays des Magyars. Il leur enlève peu à peu tout ce qui forme leur ancienne constitution : leur ministère national, leurs villes et communes libres, leurs comitats autonomes et leurs diètes délibérantes.

De même que certaines hordes cannibales piétinent les cadavres des vaincus, François-Joseph se mettra à piétiner la Hongrie meurtrie. Il lui enlève des provinces et des comitats et lui octroie des administrations spéciales. Il aurait sans doute fait rayer la Hongrie de la surface du monde, si la chose avait été seulement possible.

Bien plus tard, forcé par les événements, il a dû concéder des droits larges et des libertés constitutionnelles à la même Hongrie qu'il avait si outrageusement trahie et ruinée.

Les Magyars, oubliant leurs grands patriotes de 1849, à qui, après tout, ils doivent leur conscience nationale, s'enrôlent dans l'armée de celui qui fit

assassiner leurs héros et fouetter leurs épouses et leurs filles.

Avec l'aveuglement qui caractérise la générosité des peuples, les Hongrois paraissent ne pas comprendre que si l'Autriche redevenait un jour victorieuse et puissante, leurs libertés risqueraient de nouveau d'être noyées dans des flots de sang et perdues dans un abîme d'injustices.

b). Les douceurs de son règne.

François-Joseph a passé sa vie à prêter des serments et à signer des conventions qu'il violait avec une insouciance qui lui a conquis... le respect universel.

Tant qu'il se croit fort et à l'abri du soulèvement de ses peuples, il continue son régime de pendaisons. Les annales de la Lombardo-Vénétie contiennent des actes de férocité contresignés par le général Radetzky, homme de confiance de François-Joseph et par son émule, le feld-maréchal Haynau, actes qui n'ont rien à envier à ceux pratiqués par ses subordonnés en Hongrie, en Galicie ou en Bohême.

Mais peu à peu les malheurs s'abattent sur son empire. Toujours vaincu par ses adversaires, diminué à l'extérieur et affaibli à l'intérieur, François-Joseph se voit obligé de réaliser les promesses faites dans son manifeste de 1849. Un régime vraiment constitutionnel va donc être inauguré dans son vaste empire. Mais ce passage de la tyrannie au respect des libertés consenties présentait quelques difficultés pour le caractère déloyal de l'Empereur. Ses sujets jouissaient de ses engagements renouvelés, mais ses hommes

de confiance ne cessaient de les violer. On persécutait au même titre les langues des différentes nationalités de même que les cultes qui s'éloignaient du catholicisme.

Ce n'est qu'après Sadowa que François-Joseph applique le régime dualiste qui lie l'Autriche à la Hongrie. Voyant son empire en décomposition, il s'efforce de le soutenir en lui donnant pour base une fédération disparate de peuples, de langues et d'aspiration politiques et nationales.

Il avait cependant quelques dettes de reconnaissance à payer et il s'empresse de s'en acquitter.

Lorsque le roi de Prusse, Guillaume I^{er}, envahit la Bohême, il promit aux Tchèques de larges droits politiques s'ils consentaient à aider son armée. Les Tchèques repoussèrent les offres prussiennes, préférant garder une attitude loyale à l'égard de François-Joseph.

La paix avec la Prusse une fois conclue, les Tchèques ont été sacrifiés aux Allemands. Et lorsque poussés à bout par les vexations de ces derniers, ils se révoltèrent; en 1892, les régiments de leur doux Empereur remplirent de cadavres la ville de Prague. On y avait mis en mouvement les mêmes procédés dont se servent les Allemands pendant la guerre actuelle : les massacres, les pillages et l'achèvement des blessés !

Et tandis que Paris, Londres et Pétersbourg protestaient contre ces tueries, Berlin les approuvait au nom des principes supérieurs. Le grand historien allemand, Mommsen, a prononcé à cette occasion ce mot inoubliable : « Puisque les idées justes n'entrent pas facilement dans les cervelles tchèques, il faut les y faire pénétrer avec une crosse de fusil ».

S'il n'avait jamais été d'une loyauté extrême à l'égard de ses propres sujets, il ne l'avait pas plus en ce qui concerne l'Europe et le monde civilisé. Sa signature ne l'a jamais gêné. Ses paroles ou ses promesses encore moins. Son attitude à l'égard de la Bosnie-Herzégovine en est la meilleure illustration. Le traité de Berlin de 1878 lui accorde ces provinces à certaines conditions. Il les accepte et s'oblige à les respecter. En violation évidente avec le texte, trois ans après, il se permet de soumettre au service militaire les habitants de ces deux provinces. Puis, en 1908, profitant du désarroi dans lequel était plongée la Turquie, il s'approprie les deux pays, violant ainsi de nouveau, mais cette fois d'une façon décisive, le traité conclu avec l'Europe.

En créant de la sorte une nouvelle Alsace-Lorraine slave, François-Joseph a creusé lui-même un gouffre où il ne manquera pas de périr. Et, comme la Serbie ne pouvait s'accommoder de cet état de choses, François-Joseph lui voua une haine sans merci; ajoutons aussi, sans scrupules. Il reste aujourd'hui avéré que la seconde guerre des Balkans, la violation de l'alliance balkanique par la Bulgarie et tous les crimes et méfaits commis par le roi Ferdinand et les Bulgares, ont été inspirés par François-Joseph et sa diplomatie.

Sa déloyauté n'épargne même pas l'Église romaine. Ayant promis solennellement, par son ministre Goluchowski, de ne pas faire valoir son *exclusive* au Conclave réuni après la mort de Léon XIII, François-Joseph a recouru à un subterfuge.

Il propose au cardinal Gruscha de lui prêter son nom... Le cardinal, scandalisé par ce manque de correction de l'empereur, proteste si bruyamment que



toute l'Europe se trouve au courant de l'incident. Mais l'Empereur ne se considère point comme battu. Il manœuvre si bien que le cardinal Rampolla échoue. Il n'a point exercé son *exclusive*, mais il a imposé le veto de plusieurs cardinaux dépendant de son Empire !...

Si l'on ajoute que ce vieil empereur se disant, de même que son ami et allié Guillaume II, « l'Empereur de la paix », s'est opposé à la limitation des armements réclamée par la Conférence de La Haye, nous aurons un tableau approximatif de ses mérites.

Son long règne fait éclater sa médiocrité et son égoïsme désespérants. Il n'a même pas l'excuse d'être fou à l'instar de ces rois d'Espagne dont la fantaisie morbide semait autour d'eux la décomposition et la ruine. Notre compassion va vers un Philippe V qui, détraqué, passe son temps à vouloir monter les chevaux tissés sur les murailles de son palais. Mais la cruauté froide et bornée de François-Joseph, son manque de cœur à l'égard de ses sujets, de sa femme et de ses propres enfants, nous glacent d'épouvante.

Déroutés par ce monstre au moral, des savants, comme le docteur Neipp, ancien médecin en chef de l'asile fédéral des aliénés de Genève, ont voulu voir en lui un anormal, sinon un déséquilibré. On nous parle de l'induration congestive de ses méninges, du ramollissement de sa matière cérébrale, de son front déprimé, de sa masse encéphalique d'un volume inférieur à la normale ou de ses parois crâniennes d'une épaisseur excessive...

Ces observations justes ou erronées ne peuvent cependant transformer l'empereur François-Joseph en un simple irresponsable. Si l'Autriche n'a point le

malheur d'avoir pour souverain un fou, elle a eu, par contre, l'humiliation de subir pendant plus d'un demi siècle les volontés et les caprices d'un homme médiocre, égoïste et méchant à la fois.

Époux méprisable, car il a infligé une maladie incurable à sa femme, la plus belle et la plus sympathique parmi les souveraines ; père dénaturé qui n'a su ni élever, ni préserver ses enfants de tant de malheurs qui les accablèrent ; excessivement sévère pour les lois de l'étiquette et d'un dédain suprême pour les principes essentiels de la morale ; tel est l'illustre doyen des souverains d'Europe qu'on tient à nous montrer comme un exemple de vertu civique et un monarque ayant droit au respect du monde...

CHAPITRE V

LA DIPLOMATIE ALLEMANDE

a). A l'instar du maître.

L'échec lamentable de la diplomatie allemande a vivement impressionné tous les esprits réfléchis. Puissante et florissante, l'Allemagne n'a su conserver pour l'heure décisive ni ami, ni allié. Bien plus, les rares sympathies d'intérêt qui formaient le pivot de ses combinaisons internationales se changent en antipathie ouverte et hostile. Il n'y a que l'Autriche, boulet inopportun et presque dangereux, qui continue à graviter autour de son étoile et qui sera peut-être bientôt la cause irrémédiable de sa perte. Il y a en outre la Turquie dont le démembrement, en dehors du concours de l'Allemagne, privera celle-ci des fruits de ses efforts longs, coûteux et pénibles.

En voyant l'isolement de l'Allemagne mis en regard de son insolence, les gens avisés ne trouvaient d'autre explication que l'acquisition par l'Allemagne d'un engin mystérieux qui devrait mettre en déroute toutes les forces ennemies. Devant l'absence de cette arme redoutée, on se demande avec anxiété comment une

nation réfléchie a osé risquer son existence dans une lutte contre le monde civilisé ?

Nous touchons ici à une série de faits historiques qui demandent à être soulignés. La folie allemande ne date point d'aujourd'hui. Chronique, quoique violente, elle n'a cessé de se manifester depuis la disparition de Bismarck. Le chancelier de fer avait créé une diplomatie à son usage spécial. La brutalité, qui l'avait caractérisé, était faite de la conscience de sa force et du manque de scrupules. Il en imposait souvent à l'Europe par la franchise d'un malfaiteur qui demande ouvertement votre porte-monnaie sous la menace d'un browning.

La résistance de l'interlocuteur fléchissant du coup, Bismarck triomphait en proclamant que la force prime toujours le droit.

L'empereur Guillaume, ayant accepté l'héritage de Bismarck, n'a ni son caractère vigoureux, ni la même force redoutable dont disposait le chancelier. L'Europe s'est peu à peu soumise au joug allemand. Mais la France a levé la tête, et avec elle les autres pays continuaient à augmenter leurs armements. Comme les menaces allemandes ne pouvaient plus obtenir le même résultat, le personnel choisi par l'empereur Guillaume, pour faire suite à la diplomatie de Bismarck, produisait, dans ces conditions, un effet plutôt comique...

La décadence, qui commençait à ronger l'Allemagne, était surtout visible dans le domaine de sa diplomatie. Quel étrange personnel que celui recruté par Guillaume II pour réaliser son rêve d'empereur mondial ! Esclave de ses conceptions féodales et resté, en outre, sous l'influence des hobereaux, il ne pouvait confier

les destinées de son pays qu'aux personnes très titrées et, parmi celles-ci, de préférence aux gens très opulents. Car l'empereur a professé de tout temps un culte immodéré pour la richesse. On avait ainsi créé de toutes pièces une « camarilla » diplomatique faisant pendant à la « camarilla » militaire et à celle de la cour.

Les grands seigneurs allemands n'ont jamais brillé ni par la lucidité, ni par la profondeur de leur esprit. L'Allemagne se vit représentée dans les capitales du monde civilisé par des princes, des comtes ou des barons qui mirent en mouvement leur arrogance et leur incompréhension innée pour la défense des intérêts de leur souverain. Celui-ci concevait fréquemment de grands, de très grands projets qui, confiés à ces pygmées, éclataient comme des fusils mal chargés. Le monde consterné observait avec étonnement les variations de la diplomatie allemande, toujours à l'affût de nouvelles combinaisons et à la recherche d'échecs constamment réitérés.

Le personnel diplomatique très nombreux et n'ayant en vue que plusieurs capitales ardemment disputées, était devenu la proie de rivalités mesquines. Les diplomates allemands, au lieu de poursuivre une continuité de vues à travers le monde, se calomniaient réciproquement et mettaient des entraves dans leurs rouages.

Lorsque les chancelleries mondiales ouvriront un jour leurs archives, on sera étonné de voir les coulisses plaisantes de cette diplomatie qui scandalisait souvent l'Europe par ses décisions brusques, menaçantes et presque toujours puérides.

La suggestion de la force et le souvenir toujours

vivant de Bismarck masquaient aux yeux de tous l'incapacité des diplomates et de la diplomatie allemande.

L'Empire a été représenté partout par des gens capables peut-être de traiter avec des vaincus, mais non point avec des nations ayant souci de leur indépendance et de leur dignité. Le cynisme et l'insolence de certains diplomates allemands ont du reste cessé de provoquer la terreur avec la diminution du prestige militaire de Berlin:

Le rare génie diplomatique dont l'Allemagne s'enorgueillissait fut Marschall de Biberstein. Jadis simple procureur de Stuttgart, il fut bombardé secrétaire d'État des Affaires étrangères. Il n'était pas de la caste. Devant l'hostilité qu'on ne cessait de lui témoigner, il quitta bruyamment la diplomatie. La disette d'hommes capables obligea l'Empereur d'avoir recours à lui. On l'envoya à Constantinople, où son intelligence et sa ruse essayèrent de sauver le régime d'Abdul-Hamid. Après la mort de cet ambassadeur, on a constaté que l'héritage qu'il avait légué à l'Empire était bien maigre. Il n'a rien prévu, et la Turquie, démoralisée par l'influence néfaste de l'Allemagne est sortie de la guerre des Balkans diminuée et blessée à mort.

b). Le prince de Radolin et M. de Schœn.

Paris fut singulièrement soigné au point de vue du choix des ambassadeurs. Ceux-ci recevaient pour mot d'ordre de briller en France par des procédés plus chevaleresques et plus en harmonie avec les usages du pays. Le comte Munster a laissé parmi nous la

réputation d'un homme médiocre, quoique correct. Le choix du prince de Radolin aurait pu être bien plus heureux si l'Empereur lui avait laissé une certaine latitude d'action. Grand seigneur, car il rattachait ses origines aux Piast, la première dynastie royale de Pologne, il disposait en même temps d'une grosse fortune qu'il savait dépenser d'une façon intelligente. Grâce aux relations de sa femme, proche cousine des Talleyrand, des Castellane et des Sagan, il a fini par se créer des amitiés solides dans tous les milieux parisiens. Le gouvernement français appréciait vivement non seulement sa réelle sympathie pour notre pays, mais aussi une certaine loyauté dans l'accomplissement de ses fonctions à laquelle ses prédécesseurs ne nous avaient point accoutumés. Polonais d'origine, le prince de Radolin avait, comme tous ses compatriotes, un vif penchant pour la France et sa civilisation. Avant et pendant la conférence d'Algésiras, le prince n'avait point caché son dédain pour certains procédés venus de haut qui ne cadraient ni avec ses conceptions morales, ni avec ses sentiments de convenance. Guillaume II nourrissait une sorte de respect pour les origines royales des Radolin. Il supportait de sa part une opposition qu'il aurait sévèrement réprimée chez un autre diplomate. Chaque fois qu'il s'agissait d'avoir recours à des mensonges ou à des moyens répréhensibles, on avait soin d'adjoindre au prince des auxiliaires spéciaux. Ainsi l'ambassade se trouva souvent pourvue d'hommes comme M. de Rosen et plusieurs autres que nous préférons ne pas nommer.

Livré à lui-même, le prince de Radolin, grâce au charme qu'il exerçait et à la réputation de loyauté

qu'il avait conquise de haute main à Paris, aurait sans doute pu établir des relations passables entre les deux pays.

L'empereur Guillaume paraissait le comprendre et tenait infiniment à ce que son ambassadeur conservât son poste le plus longtemps possible. A la mort de son fils, le prince, plongé dans un deuil profond, voulut retourner en Allemagne où l'attendaient ses propriétés terriennes immenses, laissées sans surveillance. Mais l'Empereur fit appel à son dévoué serviteur et ami. Dans une lettre autographe il avait promis au prince que, s'il lui rendait le service de rester à Paris, il pourrait demeurer titulaire de l'ambassade jusqu'à la fin de ses jours. Le prince, qui adorait la France et Paris, sacrifia ses intérêts en Allemagne, organisa tant bien que mal l'administration de ses biens et resta parmi nous, à la plus grande joie de ses amis et des amis de la paix. Mais un incident, survenu bientôt après, modifia brusquement la face des choses.

Parmi les rares diplomates d'origine roturière en Allemagne, M. de Schœn se fit remarquer surtout par sa grande richesse. Il s'en servait adroitement pour faire quelques pas dans le monde. Fils d'un marchand de cuirs, dont la fortune dépassait une trentaine de millions de francs, il attira vite l'attention de l'Empereur. Guillaume l'anoblit d'abord afin qu'un homme sans particule ne déshonorât point sa diplomatie. Premier secrétaire à Paris, il a été surtout connu par des tours de prestidigitation qu'il faisait avec la maëstria d'un professionnel. Pendant une réunion diplomatique très suivie, il réussit à tirer des plumes de paon du nez et des boules de billard

de l'oreille d'un ambassadeur de la Triplice. M. de Schœn trahissait ainsi un talent exceptionnel qui devait sans doute faciliter son chemin dans un milieu incolore où tous se ressemblaient.

On prévoyait déjà à cette époque sa brillante carrière. Ses collègues faisaient donc l'impossible pour se débarrasser de lui.

M. de Schœn se vit alors obligé de donner sa démission. Ses nobles manières et ses talents de société lui procurèrent bientôt les fonctions de maréchal de la Cour dans la principauté de Cobourg. M. de Schœn y serait sans doute resté pendant longtemps, si un accident survenu à l'Impératrice d'Allemagne ne l'avait mis en vedette. L'Impératrice, qui se soula le pied, fut accueillie avec tant d'empressement dans le château de M. et M^{me} de Schœn que, charmée, elle présenta le couple à Guillaume en personne. Reçu à la Cour de Berlin, M. de Schœn, comme champion de tennis et faiseur de tours incomparable, se fit apprécier vivement par l'Empereur. On l'envoya représenter l'Allemagne à Copenhague, poste de passage. Il fut promu bientôt après ministre des Affaires étrangères.

La disette d'hommes en Allemagne était réellement étonnante, car le même poste des Affaires étrangères fut également proposé au prince de Radolin. Avec cette modestie rare qui le caractérisait, le prince refusa, donnant comme motif son incapacité de remplir cette fonction. Fait vraiment unique qui mérite d'être signalé, car il honore davantage l'homme qui a laissé à Paris tant de sympathies justifiées.

Malgré la servilité de la presse et de l'opinion :

Pégarde de la Wilhelmstrasse, M. de Schœn s'y montre tellement au-dessous de son poste qu'on réclame ouvertement, en Allemagne, son déplacement. M. de Schœn souhaite alors le poste d'ambassadeur à Paris. L'Empereur, qui n'a rien à refuser à son favori, sans se préoccuper des promesses faites au prince de Radolin, demande à ce dernier de faire ce sacrifice, au nom des intérêts de la patrie. L'ambassadeur indigné ne cache point son étonnement. Ce sentiment se change bientôt en un dédain qui éclate au grand dîner offert par la colonie allemande au moment du départ du prince de Radolin.

Paris s'en amusa follement. Dans un petit speech prononcé à la fin du banquet, le prince de Radolin stigmatisa ouvertement le caractère peu chevaleresque de son souverain...

Nous avons eu ainsi la joie de voir parmi nous M. de Schœn. Ce diplomate n'a rien compris à la France de nos jours. Sous ses dehors d'homme poli, il pratiquait des procédés repréhensibles au point de vue de la loyauté usuelle. N'insistons pas. Il nous suffira de dire que M. de Schœn a été pour quelque chose dans la déclaration de cette guerre.

Dans ses rapports à l'Empereur il n'a cessé de parler de la France comme foncièrement rongée par l'anarchie et l'antimilitarisme. On m'a cité une phrase de M. de Schœn qui peint la perspicacité de ce diplomate : « Si une guerre éclatait, la France aurait bien plus à faire à l'intérieur qu'à l'extérieur »... Ajoutons qu'une simple dépêche de sa part aurait pu épargner à l'Allemagne la honte des procédés qu'elle eut envers M. Cambon et du personnel diplomatique français à Berlin. Et tout en bénéficiant des égards qui lui

furent prodigués à Paris, au moment de son départ, il a omis d'accomplir un acte de politesse, sinon un devoir qui s'imposait.

En contact avec des gouvernements faibles, les diplomates allemands se montrèrent singulièrement agressifs. Le baron Ketteler faisait tranquillement assommer de paisibles Chinois qu'il rencontrait sur son chemin à Pékin. C'est lui surtout qui inspira aux Célestes un dégoût formidable de la douce civilisation d'Europe. Il fit éclater la révolution des Boxers et fut assassiné à la même occasion. Pourtant son successeur, le baron Mumm de Schwarzenstein, a continué les aimables agissements de Ketteler. Et, quand il eut réussi à compromettre l'Allemagne sur toute la ligne, on l'a envoyé continuer ses exploits comme ambassadeur à Washington.

c). Le Tamerlan de la diplomatie allemande.

Et le prince Lichnowski?... Le meilleur parmi les diplomates allemands d'aujourd'hui compte déjà à son actif un faux avéré dans le genre de la dépêche d'Ems. C'est lui qui a eu la malencontreuse idée de lancer la nouvelle d'un singulier marchandage anglais qui aurait consisté à faire trahir la Russie par la France, de même que l'Angleterre par tout le monde. Ce gentleman de la diplomatie allemande, car il passe pour tel, rappelle cette scène inénarrable du *Revisor* de Gogol. Lorsque celui-ci demande des nouvelles des fonctionnaires de l'endroit, son interlocuteur lui répond :

« Le procureur est un potdevinier émérite ; le gouverneur est un faux bonhomme qui trahit tout l

monde. Il n'y a qu'un homme comme il faut dans toute la région et c'est le receveur général. Mais certes, c'est un porc. »

On comprend facilement la terreur qu'inspirait à tous ces diplomates M. Delcassé. De toutes les ambassades et des légations allemandes arrivaient des rapports inquiétants sur l'attitude du ministre français. Pour ces écervelés, M. Delcassé devint bientôt une sorte de Tamerlan de la diplomatie allemande. Après tout, il était si commode de mettre les échecs allemands sur le dos du Bismarck français. Le Kaiser lui-même fut gagné par la contagion. Dans sa petite conscience troublée, il voyait en Delcassé une sorte de force apocalyptique paralysant ses rêves et ses desseins.

Si nous insistons sur ces incidents mi-tragiques et mi-comiques, c'est pour montrer combien l'amour de la paix a été grand en France. N'y a-t-on pas sacrifié un ministre d'une valeur réelle pour calmer les appréhensions du Kaiser dont les procédés ne justifiaient point ce genre de condescendance?

Cette étude sommaire sur la diplomatie allemande ouvre une fenêtre de plus sur l'Empire rongé par l'esprit déséquilibré de son Kaiser, les appétits voraces de ses hobereaux et le manque de scrupules et de continuité dans ses relations internationales.

L'Empereur qui, malgré les paroles de paix à la bouche, ne rêvait que plaies et bosses, donna une empreinte ineffaçable à la politique de son pays. On n'a point oublié son fameux dessin représentant les peuples européens ligués contre un gigantesque Bouddha, incarnant le monde jaune. Les tendances et l'exécution de ce dessin se valaient. Elles furent éga-

lement détestables. Les diplomates allemands, de même que le peuple, y voyaient pourtant une sorte de suggestion impériale. Le mépris pour les Jaunes devint dès lors en Allemagne aussi général que l'est aujourd'hui la haine des Russes, des Anglais ou des Français.

Qu'il me soit permis de rappeler un incident, qui démontre l'influence néfaste exercée par l'Empereur sur son peuple.

On se souvient du rôle admirable joué par le vicomte Suyematsu, pendant la guerre russo-japonaise. Gendre du célèbre marquis Ito, il fut placé presque au-dessus des ministres et des ambassadeurs de son pays. Tout puissant, quoique privé de tout titre officiel, il parcourait les capitales européennes, aidant de son mieux au dénouement de la crise russo-japonaise.

Son intelligence vive et le charme que dégagait sa personne lui valurent quelques amitiés durables à Paris. Lorsqu'on a eu le bonheur de se trouver en compagnie du baron Motono, qui a quitté plus tard l'ambassade de Paris pour celle de Saint-Pétersbourg, du vicomte Suyematsu, de M. Adatci, aujourd'hui ministre au Mexique, de M. Tatzuke, un des dirigeants de la politique étrangère de son pays, on ne peut que hausser les épaules devant les préjugés stupides que certains esprits inférieurs ne cessent de nourrir à l'égard des peuples jaunes.

L'Allemagne, qui paraissait vaccinée contre cette étrange phobie, s'enflamme pourtant comme un seul homme contre les Japonais et les Chinois.

M. Suyematsu eut le malheur de s'embarquer au retour d'Europe sur un bateau allemand. Le capitaine, les officiers et les passagers allemands prodiguèrent

à l'éminent voyageur des humiliations qui, une fois connues, provoquèrent un soulèvement d'opinion au Japon. Une lettre que m'envoya plus tard cet éminent diplomate, doublé d'un écrivain de grande valeur, relatant les événements de son voyage, m'a fait comprendre jusqu'où pouvait aller le sans-gêne prussien.

Le Japon, ayant reçu ainsi un avertissement salutaire, ne l'oublia pas de sitôt. L'antipathie pour le Kaiser, son peuple et sa diplomatie, est sans doute pour quelque chose dans cette unanimité avec laquelle le peuple japonais est intervenu dans la grande croisade des civilisés.

Les Japonais, comme du reste les Chinois, ne pourront jamais assez penser aux paroles du Kaiser, adressées en 1900, à Bremershaven, à ses troupes, partant sous la conduite de Waldersée, châtier les Boxers révoltés :

« Pas de pardon ! Pas de prisonniers ! Ceux qui tomberont entre vos mains, ô soldats allemands, vous en ferez ce que vous voudrez. Comme il y a mille ans, les Huns, sous leur roi Etzel, ont conquis un renom qui, maintenant encore, les fait paraître terrifiants, de même l'Allemagne saura se montrer en Chine si violente, que jamais plus un Chinois ne se permettra de regarder un Allemand en face. »

Toujours le rêve d'un Attila, toujours les Huns !

Les diplomates allemands, recrutés surtout parmi les anciens militaires redescendus au niveau de simples mannequins, apportaient, en outre, dans leurs relations internationales avec des procédés inqualifiables, l'incompréhension du monde civilisé et une sorte d'amoralité faisant suite à celle de leur mai-

tre. De même que les sauvages n'empruntent à la culture que ses côtés les plus répréhensibles, les diplomates allemands n'avaient gardé de l'ancien art diplomatique, plein de grâce et de finesse, que certains procédés immoraux, des mesquineries enfantines et des mensonges grossiers. Ils augmentaient ainsi l'incertitude qui régnait à travers le monde à l'égard des intentions allemandes.

A côté de la méfiance, ils semaient aussi la haine. Et l'exaspération de l'Europe éclata, au moment décisif, sous forme de l'inimitié ouverte ou discrète contre les procédés du Kaiser, de sa diplomatie et contre l'insociabilité de son peuple.

CHAPITRE VI

L'AME ALLEMANDE

Comment un peuple d'environ soixante-dix millions d'hommes a-t-il pu s'accommoder d'un régime aussi monstrueux? Hypnotisés par le souvenir d'une Allemagne civilisée à laquelle nous devons une phalange de philosophes et de grands écrivains, nous avons considéré l'Allemagne d'aujourd'hui comme héritière directe de celle très humanitaire et très aimée d'autrefois. Les observateurs superficiels ne cessaient d'entretenir ce mirage de nos sens. Égarés dans le grand foyer d'activité allemande, ils ressemblaient souvent aux promeneurs qui croient entendre, dans la forêt, la mélodie vivante d'un cor de chasse, tandis qu'il ne s'agit que de ses échos.

L'Allemagne, qui avait déjà subi quelques transformations avant 1870, s'est radicalement modifiée après cette date. La psychologie collective d'un peuple ne se présente point sous une formule mathématique immuable. Les nations varient comme les individus sous l'influence des circonstances qui façonnent leur mode de penser et d'être. Un peuple, comme les Germains, chez qui les penchants individuels sont plus

rares et moins profonds, subit avec plus de facilité une empreinte extérieure. Bismarck et le militarisme excessif des Hohenzollern, le régime autocratique basé sur la prépondérance des hobereaux, le culte de la force brutale et des privilèges de naissance, de même que le mépris des vertus morales et intellectuelles, ont radicalement transformé la conscience allemande. La personnalité puissante de Bismarck est pour beaucoup dans la formation psychologique de l'Allemagne moderne. Fascinés par le sort heureux réservé à sa brutalité et à son manque de conscience, maints Allemands ont fini par identifier la force de caractère et l'héroïsme avec le manque de scrupules. « La force prime le droit », cette devise de Bismarck, est devenue celle des écrivains, des penseurs et des soldats. Le Kaiser qui poussait avec la logique impitoyable d'un mattoïde les armements allemands à leur limite extrême, a été sans doute un facteur non moins puissant pour le développement démesuré des mauvais instincts de son peuple. La presse, travaillant de concert avec le gouvernement autocratique, n'a cessé de seconder ses plans. Afin de justifier la mainmise sur le monde, il était nécessaire de prouver l'infériorité de tous les peuples en regard de la nation allemande. A côté des journaux, les écrivains politiques de toutes nuances se chargèrent de cette besogne. L'anthropologie, science vague et imprécise, a été surtout mise à contribution pour prouver la supériorité de la race germanique.

Peu à peu, toutes les disciplines scientifiques et morales s'en mêlèrent, faussées, violentées et réduites à l'état de bonnes à tout faire.

Notre âme n'est point un vieux meuble aux

cachettes indépendantes et impénétrables. C'est plutôt une nappe continue dont les parties se touchent et s'influencent réciproquement. Il y a des consciences gangrenées, comme il y a des corps rongés par la maladie. L'âme allemande, attaquée de tous les côtés, a fini dans des excès d'immoralité...

Ces déductions, tirées de faits précis, éclatent aujourd'hui, aveuglantes et tragiques. Essayons de dégager rapidement quelques branches de l'arbre malade. En les examinant de plus près, nous constaterons plus facilement la déchéance irrémédiable du tronc... On y trouvera en même temps une réponse claire à cette question angoissante :

Avons-nous affaire à une nation évoluant en marge de l'humanité ou, simplement, à certaines de ses parties malades ou dégénérées ?

a). La première race du monde.

Chose surprenante, ce fut un Français, le comte de Gobineau, fantaisiste aimable, qui apporta les premières pierres pour l'établissement de l'hégémonie morale et physiologique du peuple allemand. Sa doctrine étrange de l'homme supérieur incarné par le dolichocéphale blond, aux yeux bleus, fut adoptée avec frénésie par les savants allemands. Vacher de Lapouge, emboitant le pas à Gobineau, n'a fait que confirmer sa doctrine paradoxale d'après laquelle les Allemands auraient le privilège d'un indice céphalique exceptionnel, qui leur procurerait toutes les vertus et assurerait tous les droits.

J'ai démontré ailleurs la futilité de toutes ces thè-

Ce qui constitue véritablement la race ou plutôt la nation, dans le sens moderne, c'est l'expression élevée de la communauté des intérêts moraux et matériels. Les races latines n'ont point de sang latin dans leurs veines, mais elles jouissent au même titre d'une vieille civilisation, d'une vieille humanité et des aspirations analogues. Elles constituent par cela même une vaste famille de peuples cimentés par une civilisation et une morale similaires.

La théorie brutale et matérialiste des distinctions purement physiologiques ne trouve son application que dans le monde animal. En oubliant l'existence de la raison et des sentiments qui distinguent l'homme des autres êtres vivants, les Allemands sont devenus la proie d'une doctrine, d'un fétichisme grossier.

C'est l'indice céphalique (1) qui devait les différencier des autres peuples et races. Or, depuis que Gobineau et ses élèves se sont laissé hypnotiser par la conformation du crâne humain, la science a fait de singulières constatations. Ainsi la dolichocéphalie, si divinisée en Allemagne, se rencontre surtout chez des peuplades sauvages et primitives.

Constatons avant tout que le « crâne étroit », consistant dans un indice céphalique au-dessous de 76,

(1) L'indice céphalique, qui constitue le rapport établi entre le diamètre frontal minimum et le diamètre maximum antéro-postérieur du crâne, varie souvent même dans la première génération, d'après les nombreuses vérifications faites par la *Commission d'émigration* aux États-Unis. Les travaux de Broca, Lacassagne, Virchow et tant d'autres, démontrent que la tête est toujours plus développée chez les gens instruits qui ont fait travailler leur cerveau. Elle s'élargit afin d'offrir la place nécessaire pour l'augmentation de nos connaissances. Avec l'agrandissement des lobes frontaux et du volume de l'encéphale change également la forme extérieure du crâne.

qui enthousiasme tellement les pangermanistes, car ils l'attribuent presque exclusivement aux Germains, caractérise, en réalité, maintes peuplades sauvages. On le rencontre de préférence chez les Hottentots, chez les Nègres-Krous, chez les Muchikongos et Bakongos (73), chez les Achantis en Afrique, chez les Papous de la Nouvelle-Guinée (74), chez les Aïnos de Sakhalin, chez les Hurons et les Botocudos, chez les Tasmaniens en Océanie. Les Allemands se trouveraient, de la sorte, dans une société bien choisie, tout à fait digne de leur moralité et de leur sensibilité d'aujourd'hui.

D'autre part, le crâne varie et évolue avec le genre de notre travail. Les savants allemands qui insistent tellement sur la valeur de leur crâne spécifié, car long et étroit, oublient que Kant lui-même était un brachycéphale. Rendons cette justice aux Allemands que leur crâne s'est modifié également avec le temps. Ils ne se distinguent point, sous ce rapport, des autres peuples. Mais ils affirment leur supériorité crâniologique, croyant y trouver une forte base scientifique pour justifier leurs prétentions de race exceptionnelle et dominante.

La légende des crânes privilégiés une fois détruite, que reste-t-il de la suprématie anthropologique de l'Allemagne?

Nous retombons alors dans le domaine moral, dans un idéalisme élevé, dans la sphère des aspirations humaines qui seules classent et différencient peuples et races.

Les pangermanistes, en s'emparant de conceptions mensongères, en tirèrent des conclusions dont la férocité n'avait d'égale que leur fausseté.

Les Germains constituent, d'après eux, le type le plus noble de l'humanité. Comment pourrait-on alors leur refuser la domination du monde? La science des races falsifiée ou faussement interprétée contribua ainsi à modifier l'ancienne mentalité allemande. Les principes théoriques fabriqués de toutes pièces deviennent peu à peu des règles pratiques devant guider la politique et la diplomatie allemandes. L'ambition d'être l'empereur du premier peuple du monde incitait le Kaiser à encourager la doctrine et ses serviteurs plus ou moins désintéressés. Une littérature de haine et de mépris pour les autres nations envahit les pays germains. Ses ravages n'épargnaient même pas les bourgeois les plus paisibles et les ouvriers les plus dégagés des autres préjugés. « L'Allemagne avant tout » se doublait d'une « Allemagne au-dessus de tout ».

b). Les pangermanistes.

Nous citons, à titre d'exemple, plusieurs ouvrages adoptés par l'Allemagne à l'égal d'un catéchisme national. Voici, par exemple, un Woltmann, qui lui enseignera qu'elle a atteint les plus hauts sommets de la civilisation, « grâce à l'organisation la plus parfaite du cerveau germain ». Tout ce qui est noble et grand dans l'humanité ne peut être que Germain. Qui deviennent alors certains Français, dont le génie ne peut être contesté? Woltmann les baptisera Germains. Il n'est point dupe du changement dans leurs noms. Gounod n'était qu'un Gundivald, de même que Diderot n'aurait été qu'un Tietroth. Il procédera de même à l'égard de l'Italie. Dans l'attente du moment où

toute puissante Germanie aura pu s'approprier plusieurs de ses provinces, Woltmann et son école annexent, d'ores et déjà, ses hommes illustres. Le Vinci se trouve transformé en un Wincke ; Tasso devient Dasse, et Giotto, un Jotte. La renaissance italienne est également un produit german, et c'est l'Allemagne qui aurait créé l'Italie moderne.

Houston Chamberlain, que le Kaiser affectionne d'une façon particulière, prétend que les grands actes de même que les inventions dont s'enorgueillit l'humanité ont été accomplis et réalisés, depuis le vi^e siècle après Jésus-Christ, exclusivement par des Germains.

Reimer, l'auteur de l'*Allemagne pangermaniste*, en tirera les conclusions nécessaires. Les Allemands constituant la première race du monde, les autres peuples doivent s'effacer devant elle. Que ce soit la France, l'Angleterre, l'Italie ou la Russie, elles ne peuvent que céder leurs terres, de gré ou de force, à la race à laquelle l'humanité doit tout, y compris ses surhommes les plus nobles et les plus imposants.

La conquête, comme principe, ne le satisfait point. Pour assurer la vitalité des Germains, il faut, autant que possible, *détruire les autres races* qui, d'essence inférieure, paralysent les progrès de la première nation du monde.

Mais comment se débarrasser des peuples inférieurs ? Il faut les conquérir et les condamner à la *stérilité*. La France se trouve parmi les nations vouées en premier lieu à une destruction immédiate. Pourtant le propagandiste implacable de la doctrine « *ausrotten* » (extirper) si chère à la plupart des Allemands de nos jours, consent à traiter avec

quelques égards la Normandie, l'Artois et la Picardie en raison du sang normand qui coule dans les veines de leurs habitants.

M. Reimer a fait pressentir à l'Europe subjuguée quel sera son sort sous la domination allemande. Les peuples demi-germans n'auront aucun droit de s'allier aux Germains pur sang, ni d'occuper dans la Germanie élargie aucune fonction privilégiée.

Les non-Germains jouiront en Europe de la situation accordée aux Nègres des États-Unis. Seulement, tandis que les Américains n'entravent aucunement les mariages et les naissances nègres, les Allemands, et non des moindres, de l'école Reimer, prêchent ouvertement la destruction, sur la base de la loi des sélections sociales, des peuples slaves et français.

Parmi les soldats allemands qui se firent remarquer en Belgique, en Pologne ou en France par leurs assassinats monstrueux, il y avait sans doute des partisans des Chamberlain, des Reimer, des Woltmann, sincèrement convaincus que la race germanique n'ayant rien de commun avec le reste de l'humanité, ils pouvaient, et même ils devaient se livrer à des meurtres sur les femmes et les enfants afin de diminuer ainsi les représentants des races inférieures !

Un commandant d'État-Major m'a affirmé que, dans une localité située dans le Nord, un colonel allemand aurait fait castrer une dizaine d'enfants. Très conséquent avec l'Évangile anthropologique si répandu parmi ses compatriotes, il a voulu réaliser, avant la conquête définitive de l'Europe, les principes si chers à ses savants.

Voici un échantillon de nombreux journaux de route ou de mémoires trouvés sur des officiers alle-

mands tués ou blessés. Un commandant, mort sur le champ de bataille, y donne libre cours aux idées puisées chez un des maîtres de son pays :

Je bénis Dieu d'être né Allemand et d'être né assez tard pour assister à l'expansion formidable sur le monde de la puissance allemande. Ce ne sont plus les colonies françaises seulement que nous allons posséder et civiliser. Puisqu'il a plu à l'Angleterre de se mettre sur notre route, tant pis pour elle. Elle sera réduite à végéter dans son île tandis que nous ferons flotter notre drapeau sur ses possessions africaines et asiatiques.

Nous assistons aujourd'hui aux dernières convulsions de la civilisation latine devenue impuissante depuis déjà longtemps et exhalant sous notre botte son dernier souffle. Il importe que partout, dans les deux mondes, les Latins soient remplacés par notre race, plus jeune et plus forte, qui représente la civilisation nouvelle, la grande civilisation de l'avenir. Vous qui connaissez les pays sud-africains et surtout le Brésil, vous savez ce que les Latins en ont fait. Gouvernants corrompus, peuples sans vigueur et sans moralité, en pleine anarchie, incapables de tirer le moindre profit des régions où ils sont établis, vivant de mendicité et de rapines au milieu de richesses naturelles infinies qu'ils n'ont ni la force, ni le courage d'exploiter, voilà ce qu'on voit aujourd'hui dans ces pays où les Latins dominent. *De ce côté-là aussi, il faudra porter notre effort après la victoire.*

Nombreux furent ceux qui ont adopté la tâche de déraciner l'ancien idéalisme et de lui supplanter la nouvelle culture matérialiste.

Que ce soit le professeur Lamprecht ou Schieman, von der Goltz, Clausewitz ou Bernhardt, Karl Boettcher ou Sonntag ; généraux, philosophes, hommes d'État, romanciers, poètes, tous prêcheront le même chauvinisme irascible, basé sur le principe de la supériorité allemande qu'il faudra réaliser par l'extermi-

nation des peuples et la destruction de leurs biens.

Un écrivain militaire, comme le général Bernhardt, nous dira sans ambages que le militarisme allemand signifie la suppression des nationalités non germanisées. La mission des humains consiste, pour lui, à faire la guerre. Lorsque la grande heure aura sonné, il sera inutile de s'embarrasser de scrupules stupides si en honneur chez les peuples inférieurs. En empruntant les données mises en vogue par la philosophie de Nietzsche et la méthode historique de Treitschke, il attribuera à l'Allemagne la situation d'un *surpeuple*, qui, de même que le *surhomme* de Nietzsche, aura tous les droits, mais point de devoirs... Élevé à cette école, le colonel Kœttschau proclamera dans sa « *Prochaine guerre franco-allemande* » que le droit des gens n'impose *point de restrictions* au but et au droit de la guerre, et que, d'autre part, « la violence et la brutalité du combat ne comportent *aucune limite* ».

Toujours le même langage. Il nous offre l'expression sincère d'âmes foncièrement corrompues et devenues étrangères à la vraie morale.

C'est ainsi qu'un ministre, le maréchal Baron Bronsard de Schellendorff, écrit textuellement dans son ouvrage :

Nous proclamons, dès à présent, que notre nation a droit non seulement à la mer du Nord, mais encore à la Méditerranée et à l'Atlantique. Nous nous annexerons donc successivement le Danemark, la Hollande, la Belgique, la Franche-Comté, le nord de la Suisse, la Livonie, puis Trieste et Venise, enfin... le nord de la région gauloise, de la Somme à la Loire...

Pour justifier tant de crimes contre l'espèce humaine,

l'homme de confiance de Guillaume II ne trouve à nous dire que ceci :

N'oublions pas la tâche civilisatrice qui nous incombe selon les décrets de la Providence...

L'hypocrisie du pacifisme allemand s'évanouit lorsqu'on envisage l'enseignement que les intellectuels allemands ont de tout temps donné à leurs élèves. Leur science géographique est là pour démontrer que les maîtres d'école, de même que les professeurs de l'enseignement secondaire, développaient d'une façon méthodique les instincts chauvins chez leurs élèves. En exaspérant le désir de conquêtes et les ambitions démesurées chez les jeunes générations, ils préparaient sciemment la guerre. Ainsi, dans le *Guide de l'enseignement de la géographie* de H. A. Daniel, qui est arrivé à environ 275 éditions, on nous donne comme appartenant à l'Allemagne : la Suisse, le royaume de Belgique, le royaume des Pays-Bas, le Danemark, de même que le Grand-Duché de Luxembourg, sans compter l'empire d'Autriche. Un autre géographe, non moins répandu dans la jeunesse allemande, M. von Seydlitz, trace les frontières de l'Allemagne d'une façon analogue. Les poètes font chorus avec les géographes et les savants. La première strophe de l'hymne national allemand nous indique que « l'Allemagne restera au-dessus de tout, au-dessus de tout au monde, tant que pour la défense et l'attaque elle sera *unie fraternellement de la Meuse au Niémen et du Belt à l'Adige* ». Il en est de même des romanciers populaires, comme Félix Dahn ou Gustave Freytag. Tous deux se rangent du côté des pangermanistes et dénigrent les autres peuples au profit des « surhommes »

allemands. Les revues populaires suivent l'exemple donné par les professeurs et les maîtres d'écoles. Le célèbre périodique *Heimdall* parlera de l'Allemagne qui doit s'étendre de « Skagen à l'Adriatique », de « Boulogne à Narva », de « Besançon à la mer Noire » ! En renchérissant sur les patriotes qui ne demandent que l'annexion de la Suisse, du Danemark ou de la Hollande, les écrivains du *Heimdall* réclament une partie de la Russie, de même qu'un morceau considérable des Balkans. Et les journaux ? M. le professeur Otfried Nippold, un des écrivains courageux de l'Allemagne, indique comme appartenant à la presse pangermaniste les organes les plus répandus en Allemagne. Il énumère, en outre, une quantité innombrable de brochures qui y ont paru dans ces derniers temps en vue de surexciter l'animosité contre la France et le restant de l'Europe.

Que dire enfin des ligues toutes puissantes, comme l'*Association des Pangermanistes*, la *Ligue militaire* et la *Ligue navale* ? Il faudrait y ajouter l'*Association de la jeune Allemagne* dont les adhérents dépassent cent mille et se recrutent parmi les boys-scouts. Leur organe officiel, la *Jungdeutschlandpost*, publiait dans son numéro du 25 janvier 1913 un article où nous trouvons des phrases dans le genre de celles-ci : « La guerre est la plus haute et la plus sainte des actions humaines... Nous avons le droit d'en désirer secrètement la venue prochaine ».

Les écrivains chauvins ne forment point en Allemagne une exception, mais la règle. Ils font tous partie du même système de pensées et d'une même méthode d'action. Sur toutes les échelles de l'activité

intellectuelle on rencontre la même unanimité de vues et de sentiments.

Les sociologues et les économistes travaillent de leur mieux afin de justifier, au point de vue des intérêts matériels et immédiats, les conceptions idéologiques des poètes, des romanciers ou des simples rêveurs.

Un professeur Hasse enseignera à ses élèves de l'Université de Leipzig (*Weltpolitik*) que « l'amour du prochain ne peut pas être toléré entre nations » ou « que la puissance l'emporte sur les traités ». Telle est aussi la doctrine également chère aux économistes et aux représentants de la science « *Das Finanzwesen* », dont les Allemands se montrent si fiers. Cette propagande systématique et sanguinaire explique la facilité avec laquelle le Kaiser a pu soulever tout le peuple allemand et le rendre solidaire de la sauvagerie de cette guerre.

Les principes scientifiques, politiques, sociaux et internationaux, qui minaient l'Allemagne moderne depuis un demi-siècle, ont peu à peu transformé ses aspirations et radicalement changé le caractère national de ses habitants.

c). Autocratie et liberté.

Le peuple docile a suivi les impulsions venues de haut. L'autocratisme prussien grandissant tous les jours a laissé peu de place à la pensée indépendante. La science de l'Allemagne est, elle-même, devenue officielle, comme sa morale et sa politique.

Le parti libéral agonisant, la bourgeoisie humiliée et maltraitée, les ouvriers et les paysans persécutés et

exploités, soulageaient leur conscience en donnant leurs voix aux socialistes. Mais, soumis à l'influence du milieu ambiant, ces derniers se virent obligés d'emboîter le pas à l'impérialisme allemand. On a beaucoup trop parlé du despotisme russe, mais jamais assez de celui de l'empire allemand.

Le simulacre de la Constitution couvrait, aux yeux de l'Europe, un grand peuple dégénéré n'ayant plus de volonté et de liberté sauf celles que daignait lui accorder l'empereur Guillaume.

Bornons-nous à jeter un coup d'œil sur la vie parlementaire de ces dernières années. L'absolutisme prussien qui s'y fait jour, éclaire d'une lumière étrange la nation allemande descendue au niveau des Turcs ou des Chinois privés de toute possibilité de gouverner leurs propres affaires.

Rappelons l'inoubliable interview de l'empereur Guillaume parue en octobre 1908 dans un grand journal anglais. Le Kaiser y parlait d'une façon indigne de l'Angleterre et des sentiments que celle-ci inspirait à ses sujets. Ses déclarations faites en dehors du chancelier soulevèrent une révolte des esprits aussi bien en Angleterre qu'en Allemagne. L'exubérance du langage impérial et son manque de prudence venaient de susciter aux intérêts allemands de graves difficultés. Les forces libérales de l'Allemagne se liguèrent contre l'autocratisme du Kaiser. Le prince de Bülow lui-même, animé de tendances plus généreuses et plus larges, obtint de Guillaume la promesse qu'il renoncerait à tout jamais à ses interventions directes dans la politique allemande. Le 17 novembre 1908, M. de Bülow annonce ce fait mémorable en plein parlement. La joie des libéraux

et des socialistes est partagée dans le monde entier. On se croit à la veille d'une ère nouvelle. Mais les hobereaux et le Kaiser veillent. Les réactionnaires, ligüés à leur tour et aidés en cachette par l'Empereur, obligent le chancelier à démissionner l'année suivante. Et ce fut la dernière tentative pour détruire la forteresse absolutiste. Depuis, les conservateurs catholiques et protestants, les centristes, les piétistes, les hobereaux et les cléricaux réunis font cruellement expier aux partis avancés leurs espérances libératrices. Le nouveau bloc dote l'Empire d'impôts vexatoires prélevés sur la consommation des articles de première nécessité. On trouve ainsi 600 millions de francs de plus par an, dont pas un sou ne devait être payé par la grande propriété rurale. On pousse l'impudence jusqu'à accorder aux hobereaux une extension du privilège des grands bouilleurs de crus.

L'Allemagne entre dans une phase nouvelle. M. de Heydebrandt, connu sous le nom de « roi non couronné » de Prusse, avoue hautement au nom de son parti sa méfiance absolue du suffrage universel et la nécessité de sauvegarder l'autocratie du roi de Prusse.

La situation politique ainsi transformée demande un chancelier approprié. Le Kaiser trouve l'homme digne de l'emploi en la personne de M. de Bethmann-Hollweg. Fonctionnaire docile et intelligent, il ne voit et ne respecte rien en dehors de son maître et souverain. Sa manière douce d'affirmer des principes révoltants rallie autour de lui les libéraux eux-mêmes. Le chancelier se flatte de pouvoir établir la nécessité d'une autocratie en Allemagne par des considérations philosophiques et historiques. Il déclare avec la

pédanterie doctrinaire d'un élève de Hegel que le Parlement et la Constitution sont contraires au génie de la nation allemande. Il manifeste ouvertement son estime mitigée pour l'intelligence de la bourgeoisie et du peuple qu'il considère comme incapables de gouverner les affaires du pays. Le chancelier n'a de confiance qu'en des bureaucrates choisis par l'Empereur: M. de Bethmann-Hollweg proclame ouvertement la mission divine du Kaiser découlant des privilèges de la monarchie héréditaire. Fidèle à ses idées, le chancelier traite le Parlement en quantité négligeable et refuse de lui rendre compte de la gestion des affaires publiques. Il refuse même d'assister aux séances du Reichstag, où il se fait remplacer par ses subalternes.

L'Allemagne se précipite ainsi, tête baissée, vers l'absolutisme du Kaiser qui centralise les fonctions essentielles de l'État : l'armée, la diplomatie, l'administration. Quelques ministres, comme le fameux Dernburg, donnent leur démission, ne voulant pas être réduits au rôle de simples mannequins entre les mains de l'empereur Guillaume.

La réaction, enivrée par tant de triomphes, ne tient plus compte des partis d'opposition. Les promesses faites jadis par M. de Bülow, entre autres la réforme électorale en Prusse, tombent dans l'eau. A la Chambre prussienne, les six députés socialistes qui y pénètrent en 1908 et représentent à eux seuls 600.000 électeurs contre 220 conservateurs qui n'ont réuni que 450.000 voix, sont persécutés, et réduits à l'impuissance. On les expulse de la Chambre par la police et on les soumet à toutes sortes de tracasseries.

Le Reichstag se comporte d'une façon aussi brutale que le Parlement prussien.

La politique des hobereaux et des agrariens, si préjudiciable aux intérêts du peuple, est vigoureusement maintenue. L'Allemagne souffre de la famine; les prix de la viande et du pain augmentent et le peuple, cruellement irrité, fait entendre ses doléances.

Le Kaiser n'y fait point attention. Profitant de la complaisance des réactionnaires, il augmente ses armements. Puis, comme les ouvriers et les paysans paraissent à bout de patience, on a recours aux agitations patriotiques pour détourner leur colère. La France, la Russie et l'Angleterre sont dénoncées, chacune à son tour, comme rêvant la destruction de la Germanie et des Germains.

Le militarisme tout puissant établit un régime de fer à travers tout le pays. L'Empereur, considéré comme archi-saint, est soustrait à toute critique. Les procès pour crime de lèse-majesté se multiplient à vue d'œil. On interprète faussement les lois sur les réunions publiques et on punit sévèrement les orateurs qui osent y parler contre le gouvernement.

A l'instar de l'empereur, son armée et ses fonctionnaires se trouvent soustraits au contrôle de l'opinion publique. Les journalistes et les écrivains de l'opposition sont exposés à des amendes et à l'emprisonnement. N'a-t-on pas vu un journaliste socialiste puni d'un an et demi de prison pour avoir critiqué la reine Louise de Prusse, morte il y a un siècle ?

La richesse imposante de façade cache derrière elle une misère du peuple, matérielle et morale. La nation allemande perd toute boussole pour s'orienter

dans l'Océan des événements qui évoluent autour d'elle. Trompée et dégradée au moral, elle finit par croire que la haine du monde entier ne tend qu'à son écrasement et que son salut repose entre les mains du Kaiser et de son armée.

Sous l'influence de ce régime de servilité, la mentalité allemande reçoit son dernier coup de grâce.

Dès le commencement de la guerre de 1914 on a pu s'en convaincre en observant l'état d'âme des prisonniers allemands. On constate avec stupéfaction le degré de crédulité inouïe où est descendue cette nation considérée jadis comme une des plus pondérées et des plus réfléchies.

d). Vers la servitude.

La civilisation allemande garde pourtant intacte sa culture extérieure. Les découvertes et les inventions se multiplient; le commerce et l'industrie font des progrès étonnants; la flotte allemande s'accroît d'une façon vertigineuse; la production des livres graves grandit tous les ans. Les œuvres de génie y font défaut. L'Allemagne du Kaiser n'a à nous montrer ni romanciers, ni dramaturges, ni philosophes, ni poètes de grande envergure. Déçu par le dehors trompeur, le monde civilisé ne s'en aperçoit point.

Chose plus grave : désorientée, l'Europe semble ne point voir une effroyable gangrène morale qui atteint la nation et ses dirigeants.

Ce peuple, si vigilant au point de vue de l'extension de ses conquêtes commerciales, devient d'une insensibilité totale à l'égard de la beauté et de la grandeur de la vie moderne. La liberté des citoyens et la

dignité de la vie, de même que les principes élevés, disparaissent de l'horizon allemand.

Cette nation qui n'a jamais brillé par son amour de la liberté devient une agglomération d'esclaves. Sa constitution de parade ne lui garantit plus ni la libre disposition de son présent, ni celle de son avenir. L'empereur irresponsable, jouissant de pouvoirs illimités, fait gérer l'Empire par des créatures médiocres et serviles, simples instruments de sa volonté capricieuse, malade et criminelle. Le peuple, qui tôt ou tard devait expier les méfaits de son souverain, n'a même pas la satisfaction de pouvoir le critiquer ou le railler.

Les crimes de lèse-majesté, sévèrement châtiés et appliqués sur une échelle monstrueuse, finissent par faire de l'empereur Guillaume un autocrate d'autant plus dangereux qu'ils s'est abrité derrière une constitution inexistante. Les articles 95 et 97 du Code criminel allemand rendent impossible la moindre critique des agissements de l'empereur et de son entourage. En élargissant le texte du Code, les tribunaux punissent rigoureusement non seulement les opinions imprimées ou émises en public, mais les appréciations défavorables formulées dans l'intimité.

Entre 1888-1898, donc pendant la première décennie du règne du Kaiser, on inflige au peuple allemand 1120 années de prison pour crimes de *Majestaetsbeleidigung*, sans compter la perte des privilèges, des droits de citoyen et des situations acquises ! Depuis 1898, le nombre de procès de ce genre atteint des proportions fantastiques. Chaque ville, sinon chaque village, a ses suspects et ses victimes. Le régime de délation bat son plein. Les domestiques

congrédiés s'en font une arme redoutable contre leurs patrons. La prescription pour les crimes de lèse-majesté étant de cinq ans, on assiste souvent à des procès insensés, grâce au zèle des domestiques ou des amis intimes qui se souviennent après coup des offenses proférées à l'égard de l'empereur plusieurs années auparavant. On devine aisément les douceurs de la vie allemande et l'abaissement inévitable de ses mœurs. Un professeur de l'Université de Berlin, de passage à Paris, m'a conté naguère l'aventure survenue à l'une des dames des plus respectables de la capitale. Elle fut emprisonnée pendant plusieurs mois pour avoir parlé de façon irrespectueuse de la multiplicité des talents offerts par le Kaiser à l'admiration de son peuple. On connaît l'aventure d'un Anglais arrêté sous l'inculpation du crime de lèse-majesté. En causant avec son voisin, au célèbre café Bauer de Berlin, il aurait prononcé en anglais ces mots : « Il faut que l'Empereur soit vraiment fou pour faire des choses de ce genre ». Le voisin de table le dénonce au policier se trouvant devant l'établissement et voilà l'Anglais arrêté.

— « Mais oui, j'ai parlé d'un Empereur fou, répond l'Anglais, mais il s'agissait du Tsar russe. » Et le policier l'interrompt : — « Vous avez parlé d'une majesté folle, or il ne peut s'agir que de notre Empereur. »

La moindre note indépendante à l'égard de l'Empereur, parue dans la presse, se trouve de suite relevée et punie par les tribunaux. Les saillies les plus inoffensives des caricaturistes prussiens ne trouvent point grâce aux yeux de la magistrature servile et avide d'avancement. Ainsi, le directeur du *Kladderava-*

datsch est condamné à trois mois de prison pour avoir osé railler les paroles de l'Empereur : « Que personne ne peut être un bon soldat sans être un bon chrétien ». Le dessin incriminé représente tout simplement le grand Fritz, Napoléon et plusieurs autres illustres guerriers qui, lisant dans l'autre monde le discours du Kaiser, s'en moquent agréablement.

*
* *

L'aventure survenue au professeur L. Quidde mérite d'être rappelée. Le savant historien, écœuré par les procédés du Kaiser, publie vers la fin du dernier siècle un petit ouvrage, intitulé : *Caligula*, « l'étude d'une folie impériale ».

Avec de nombreux emprunts faits aux historiens romains, Quidde s'efforce de refaire le portrait de Caligula à la lumière des événements... récents. L'empereur romain, arrivé au pouvoir à un âge relativement jeune, se sépare brutalement du grand général Macro, qui avait rendu tant de services à la patrie. Très impressionnable, Caligula se mêle de toutes les affaires de l'État et laisse partout l'empreinte de son esprit désordonné. Profondément pénétré de ses droits divins, il étonne le monde par son arrogance et sa suffisance. Il se prononce sur toutes sortes de sujets et palabre abondamment à chaque occasion. Peu à peu, sa folie cachée se déclare publiquement : Caligula se croit égal à Dieu lui-même...

Toute l'Allemagne découvre le Kaiser derrière Caligula. Mais comment trainer en prison l'historien impassible qui n'a pas fait la moindre allusion aux Hohenzollern en général et au Kaiser en particulier ?

Les pouvoirs publics très perplexes, après avoir manifesté le désir de poursuivre, reculent devant le danger qui en résulterait pour Guillaume, car, Quidde, une fois condamné, le Kaiser devenait un véritable Caligula aux yeux du monde.

Relevons ce trait significatif de Guillaume. Jamais, et à aucun moment, il n'a voulu exercer le droit de pardon à l'égard des condamnés pour le crime de lèse-majesté. Or, d'après un statisticien allemand, les années de prison octroyées de ce chef à ses sujets irrespectueux ou tout simplement faussement accusés et injustement condamnés, auraient atteint, jusqu'à l'année 1912, le chiffre global de 12.600!

Le Kaiser plane ainsi au-dessus de la nation. Sa soldatesque et ses hobereaux bénéficient largement de cette auréole impériale. Gardiens vigilants de l'autocratie, qui seule peut garantir leurs privilèges et leur prestige, ils veillent jalousement aux droits de leurs castes exclusives et fermées.

La masse de la nation s'accommodait difficilement, au début, des privilèges de la soldatesque et de la *Junkerthum* (noblesse). Mais le militarisme grandissant fait s'évanouir toute velléité de résistance. L'esprit de subordination finit par pénétrer toutes les couches sociales de l'Allemagne. Sorti de la caserne, un homme du peuple y contracte les habitudes d'obéissance, de cruauté et de sauvagerie. Le traitement brutal et inhumain, que lui infligeaient ses supérieurs, chasse de sa conscience toute velléité de révolte...

L'instituteur allemand, à qui on avait jadis attribué la victoire de 1870, est devenu un instrument auxiliaire pour l'asservissement de la nation. C'est à lui

qu'incombe la tâche de semer dans l'âme enfantine les idées antihumaines, dont le Kaiser et les classes privilégiées ont besoin. Avec la grandeur de l'Allemagne constituant « la première race du monde », on enseigne aux enfants le mépris et la haine des autres peuples... On leur enseigne également une servilité démesurée à l'égard du Kaiser, des hobereaux et des officiers.

Afin que rien ne puisse contrecarrer l'influence néfaste de l'instituteur, les enfants sont obligés, dans la plupart des écoles, non seulement de montrer à leur professeur les lettres qu'ils écrivent à leurs parents, mais aussi celles qu'on leur adresse.

Il serait fastidieux de vouloir étudier « en détail » le système d'enseignement allemand. Parlons plutôt de ses fruits. Bebel, un des hommes parmi les plus sincères et les plus courageux de l'Allemagne moderne, parle de ses compatriotes, sous Guillaume II, comme d'un « peuple de laquais ».

e). Le déclin moral et le vice allemand.

Quelques honnêtes psychologues mieux avisés, qui ne se laissent point éblouir par le tonnage des bateaux allemands ni le prestige de l'armée, dénoncent, avec une amertume croissante, la dégénérescence nationale.

Aucun écrivain étranger n'aurait pu se hausser au niveau d'un Wigand qui, tel un Jérémie, se couvre de cendres devant le spectacle de sa patrie si désespérément lamentable au point de vue moral. Effrayé de tant de ravages, il en parlera comme du pays de l'« inculture ». En parcourant ses pages tristes et désolées, on croirait lire une sorte d'Apocalypse rela-

tant une débâcle effroyable de la conscience collective d'un peuple.

Des plaies répugnantes se découvrent à nous, profondes et lamentables. Et au-dessus de tant de désolations morales, on dirait que le Jugement dernier s'approche pour faire disparaître ce peuple sans dignité, sans foi et sans honneur :

Il faut reconnaître, nous dit Wigand, que le peuple allemand, tout entier, sans excepter les plus farouches parmi ses démocrates, souffre d'un mal très grave, très profond et probablement incurable : le manque d'indépendance morale et comme un besoin absolu d'asservissement.

Ce triste défaut du caractère allemand, ce mélange de platitude devant le supérieur et de morgue brutale à l'égard des humbles, n'est pas, malheureusement, assez sévèrement jugé même par tous ceux qui comprennent ce qu'il a pour nous de dégradant.

Sans se préoccuper des causes de cet abaissement, Curt Wigand fustigera l'Allemand de nos jours comme l'être le moins chevaleresque de l'Europe entière. Insolent avec les inférieurs, il est d'une platitude écoeurante avec ses supérieurs ; grossier et haineux, il joint à la joie que lui inspire le malheur d'autrui, sa passion de délation. « Il n'y a pas au monde un peuple, prétend le même auteur, où les délateurs soient aussi nombreux que chez nous et aussi... estimés de leur entourage... »

Une musserie sans bornes s'infiltré dans les consciences. La délicatesse des sentiments disparaît partout. Le vice allemand est devenu grossier, cynique. L'affaire Eulenbourg, suivie de tant d'autres procès des plus scandaleux, laisse à peine soupçonner la dépravation des mœurs, si générale en Allemagne !

De même que sa chancellerie se servait souvent d'un langage inusité dans les sphères diplomatiques, de même le peuple obéit à des sentiments qui l'éloigneront de plus en plus de la conscience raffinée des civilisés.

Les Allemands en voyage sont devenus le tourment de tous les promeneurs. Froissés et incommodés par leur sans-gêne et leurs habitudes grossières, les touristes plus aisés quittaient l'Europe, afin d'éviter les souffrances que leur occasionnait le voisinage forcé de ces parvenus arrogants et hautains.

Les ravages que l'ambiance impérialiste avait exercés dans leur conscience ont éclaté pendant cette guerre terrible. Rappelons le fait qui démontre la faillite de la délicatesse des sentiments et de l'éducation allemande. Il ne s'agit pas des crimes dont nous parlons ailleurs, mais de la profanation des tombeaux, dans des circonstances particulièrement odieuses. Arrivés dans un bourg de l'Est, ils brûlent et dévastent la maison des Poincaré. Fait de guerre. Mais ils font quelque chose de plus. Ils cambriolent le caveau de la famille du Président de la République, l'ouvrent et y enterrent des soldats allemands.

Il serait impossible de qualifier un fait de ce genre, Le vocabulaire des peuples civilisés ne nous offre pas un mot suffisant pour le flétrir.

Pour accomplir cette ignominie, il a fallu au détachement ou au régiment en cause une autorisation des chefs. Et tandis que la presse du monde entier stigmatise avec dégoût cet acte inqualifiable, l'Allemagne, si prompte à mentir et à démentir, le trouve tellement normal qu'elle ne se donne même pas la peine d'atténuer ou de nier le forfait commis...

L'âme d'un peuple éclate autant dans ses vertus que dans le caractère spécifique de ses crimes et de ses méfaits.

Une douzaine d'écrivains allemands : psychologues, démographes ou simples moralistes qui, de temps en temps, nous offraient quelques petites ouvertures sur les misères morales de leurs concitoyens, ont été servis à souhait pendant cette guerre.

On a divisé le monde en deux camps : d'un côté, Berlin ; de l'autre, tout ce qui n'est pas german.

Le glaive du Kaiser représentait l'ange exterminateur de l'humanité rebelle à l'exclusivisme allemand. Devant le spectacle de ce dégénéré qui devait se substituer à la conscience humaine, perfectionnée par tant de siècles d'efforts et de souffrances, certains Allemands, plus courageux, font entendre leur cri de détresse. Ils ne sont point écoutés.

Et la dégénérescence morale battait ainsi son plein. Nous avons pu l'observer de près sous toutes ses formes : cris de haine et de mépris pour les autres peuples ; l'insociabilité criminelle engendrée par la conviction de la valeur exclusive du peuple allemand ; et la servilité aveugle envers les chefs et la disparition de toute délicatesse morale.

f). L'espionnage et le culte du mensonge.

On s'étonne devant l'espionnage allemand, devenu une véritable institution nationale. Ses formes complexes et variées nous inspirent une sorte d'horreur et de dégoût. Le spectacle de ces grands commerçants et industriels qui, après avoir joui d'une large hospitalité à l'étranger, après y avoir gagné des fortunes et con-

tracté des liens de parenté et d'amitié, trahissent leurs pays d'adoption froidement, cyniquement, avec préméditation, a mis le comble à l'indignation du monde civilisé. On s'est aperçu enfin que la morale allemande n'est pas celle des autres peuples.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit point de l'espionnage militaire, devenu, à la suite des agissements des états-majors prussiens, une calamité inévitable pour l'Europe. Nous n'avons en vue que l'espionnage civil des gens qui n'y étaient nullement obligés, donc celui de la plupart des Allemands habitant l'étranger.

La France, la Belgique, l'Angleterre, la Russie et avec ces pays, l'Europe tout entière, subissaient le régime d'espionnage, qui gangrenait à la fois leur vie militaire et morale. Le contact de cette abjection morale que constitue une trahison lente et discontinue, serrant de près notre vie de tous les jours, a quelque chose de profondément désolant. La guerre de 1914 aurait pu trouver sa justification rien que dans le désir d'épargner au monde civilisé la contagion de cette maladie essentiellement allemande. Que dire de ce Kaiser et de ses chefs qui, privés de tout sentiment d'honneur, se considèrent comme de grands héros, pour avoir répandu à travers le monde ce malaise. Même une victoire sur les Alliés, réalisée dans ces conditions aurait été, quand même, une grande défaite morale ! L'Allemagne aurait pu, il est vrai, se justifier en invoquant le grand Frédéric qui lui avait inculqué le vice de l'espionnage. Mais combien la fourberie de ses *Principes généraux de la guerre* se trouve aujourd'hui dépassée ! L'espionnage, presque exclusivement militaire d'autrefois, est devenu essentiellement civil, c'est-à-dire national. Toutes les

classes de la société y participent. Depuis 1870, l'Allemagne y a fait des progrès singuliers ! Et pourtant déjà à cette époque, la fourberie de ses espions faisait scandale. Ils ne respectaient alors rien, pas même les ambulances et les hôpitaux. Les espions servaient dans les ambulances internationales. Ils surprenaient jusqu'aux confidences des officiers blessés ! On a découvert un jour deux d'entre eux déguisés en sœurs de charité !...

Pour qu'un prince Saxe-Meiningen puisse se vanter ouvertement d'avoir exercé le métier d'espion, il faut que le pays le considère comme honorable. Il serait superflu d'insister sur le cortège de vices et de bassesses morales qui doivent se greffer sur l'espionnage. L'anesthésie morale qui en résulte déforme et corrompt la conscience. La trahison, la fourberie, la cruauté, l'ingratitude, que d'infirmités qui sortent de la même et unique racine !

Les mensonges monstrueux mis en circulation par l'Allemagne avant la guerre ne peuvent se comparer qu'à ceux dont elle ne cesse de remplir le monde actuellement, et ils seront sans doute encore dépassés par ses historiens de demain. Chaque Allemand qui se respecte y contribue pour sa part. Le Kaiser d'abord, véritable archiprêtre de ce nouveau culte, suivi de près par ses généraux, ses agences télégraphiques, ses journaux, ses professeurs, ses savants, ses financiers, ses commerçants. Établis en Suisse ou aux Etats-Unis, en Suède ou en Argentine, au Brésil ou en Hollande, tous, grands et petits, ils se mettront au diapason des faux répandus par leur *mattoïde* couronné. Comme si le patriotisme le moins scrupuleux pouvait s'accommoder de cette bassesse d'âme

qui consiste à commettre les crimes et à les transformer ensuite en actes d'héroïsme ou en nécessités historiques !

g). Le Waterloo intellectuel.

L'impérialisme allemand, représenté par tant de facteurs dissolvants, devait forcément détruire la cohésion morale et intellectuelle de l'Allemagne d'autrefois. Les penseurs, les savants et les écrivains, d'ordinaire plus rebelles à la poussée du dehors, ont succombé à leur tour. La passivité nationale, jointe à tant d'influences pernicieuses, qui, lentes, systématiques et permanentes, brisaient le moindre effort de la pensée indépendante, a fini par réaliser son œuvre. Peu à peu, tout ce qui faisait le charme de la vieille Allemagne, la douceur de ses mœurs, le respect du droit et de la justice, l'idéalisme élevé de ses poètes, de ses romanciers ou de ses philosophes, a disparu de la circulation intellectuelle et morale du pays.

L'autocratie grandissante des Hohenzollern, les passions malsaines des pangermanistes, des hobereaux et de la soldatesque faisaient endosser par toute la nation la honte des crimes répugnants. La persécution des Polonais a pris des formes inusitées dans un pays civilisé. On punissait jusqu'aux enfants qui faisaient leurs prières dans leur langue. L'administration confisquait et s'appropriait, en outre, les biens des particuliers. Le gouvernement créa une banque d'État travaillant ouvertement à la ruine et à l'expropriation de ses propres sujets. Que dire enfin des souffrances imposées aux Alsaciens-Lorrains ou aux Danois du Slesvig-Holstein ! Le martyrologe des sol-

datés allemands, brutalisés par des officiers appartenant à la caste des hobereaux, n'avait rien d'analogue dans aucun pays. Et, non contents de rudoyer leurs inférieurs, les officiers tyrannisaient les habitants paisibles, publiquement et impunément.

Les intellectuels allemands subissaient sans se révolter les affronts quotidiens faits à leur dignité de citoyens. Mais aussitôt qu'un pays voisin devenait la proie d'une de ces causes célèbres où la justice paraissait compromise, l'Allemagne, pour se dédommager, s'élevait comme un seul homme pour défendre les principes sacrés de l'humanité.

Elle fulminait ainsi contre la persécution des Finlandais en Russie, mais elle ne bronchait point contre l'extermination des Polonais, des Alsaciens ou des Danois. Les pogromes des Juifs ont provoqué des protestations unanimes de l'Allemagne ! Et pourtant, c'est elle qui, la première, avait inauguré ce genre de crimes au XIX^e siècle. Les massacres des Juifs dans la Prusse orientale ont précédé de plusieurs années les pogromes russes.

Bien plus : tout en protestant contre l'antisémitisme en Russie, l'Allemagne gouvernementale et intellectuelle ne cesse point de le pratiquer et de le développer chez elle.

* * *

Ces contradictions flagrantes entre les actes et les paroles, entre la grandeur de l'Allemagne prêchée dans les livres et sa vie intérieure et internationale, laissent insensibles ses moralistes. Ils ne pouvaient et ne peuvent pas ignorer les *vilenies* de leur Kaiser et de sa diplomatie. Ils ne pouvaient pas douter un instant

que leur « Allemagne au-dessus de tout » était le *mauvais génie* de l'Europe. C'est elle qui préparait des *attentats odieux* contre la civilisation et semait partout la *haine* et la *corruption*. Où est pourtant le grand Allemand, à défaut de grands Allemands, qui ait élevé sa voix en faveur de la morale internationale et protesté avec courage contre les *crimes* de son gouvernement ?

Non content de s'être ainsi *discrédité* aux yeux du monde avant la guerre, ce peuple continue à se couvrir d'*opprobre*, en se solidarissant avec les *crimes* de sa soldatesque.

Voici deux penseurs, deux grands philosophes, représentant les deux grands courants de la pensée et de la morale modernes. Le professeur Eucken figurait aux yeux du monde l'idéalisme allemand, et Ernest Haeckel, le matérialisme humanitaire. Tous les deux ont eu leurs admirateurs zélés. On croyait à leur sincérité, tout en regrettant leur passivité à l'égard des agissements allemands. Ils viennent finalement de rompre leur silence et, accomplissant leur devoir de citoyens, ils font entendre leur voix.

La protestation des 93 intellectuels allemands, que MM. Eucken et Haeckel ont également signée, permet d'étudier sur le vif l'âme allemande si terriblement ravagée. Jamais, dans l'histoire, aucun peuple n'avait prononcé sa condamnation avec une insouciance morale poussée à ce degré. La voici dans sa teneur intégrale :

En qualité de représentants de la science et de l'art allemands, nous soussignés protestons solennellement devant le monde civilisé contre les mensonges et les calomnies dont nos ennemis tentent de salir la *juste et bonne cause* de

l'Allemagne dans la terrible lutte qui nous a été imposée et qui ne menace rien de moins que notre existence. La marche des événements s'est chargée de réfuter cette propagande mensongère, qui n'annonçait que des défaites allemandes. Mais on n'en travaille qu'avec plus d'ardeur à dénaturer la vérité et à nous rendre odieux. C'est contre ces machinations que nous protestons à haute voix : et cette voix est la voix de la vérité.

Il n'est pas vrai que l'Allemagne ait provoqué cette guerre. Ni le peuple, ni le gouvernement, ni l'empereur allemands ne l'ont voulue. Jusqu'au dernier moment, jusqu'aux limites du possible, l'Allemagne a lutté pour le maintien de la paix. Le monde entier n'a qu'à juger d'après les preuves que lui fournissent les documents authentiques. Maintes fois, pendant son règne de vingt-six ans, Guillaume II a sauvegardé la paix, fait que maintes fois nos ennemis mêmes ont reconnu. Ils oublient que cet empereur, qu'ils osent comparer à Attila, a été pendant de longues années l'objet de leurs railleries provoquées par son amour inébranlable de la paix. Ce n'est qu'au moment où il fut menacé d'abord et attaqué ensuite par trois grandes puissances en embuscade, que notre peuple s'est levé comme un seul homme.

Il n'est pas vrai que nous ayons violé criminellement la neutralité de la Belgique. Nous avons la preuve irrécusable que la France et l'Angleterre, sûres de la connivence de la Belgique, étaient résolues à violer elles-mêmes cette neutralité. De la part de notre patrie, c'eût été commettre un suicide que de ne pas prendre les devants.

Il n'est pas vrai que nos soldats aient porté atteinte à la vie ou aux biens d'un seul citoyen belge sans y avoir été forcés par la dure nécessité d'une défense légitime. Car, en dépit de nos avertissements, la population n'a cessé de tirer traitreusement sur nos troupes, a mutilé des blessés et a égorgé des médecins dans l'exercice de leur profession charitable. On ne saurait commettre d'infamie plus grande que de passer sous silence les atrocités de ces assassins et d'imputer comme crime aux Allemands la juste punition qu'ils se sont vus forcés d'infliger à des bandits.

Il n'est pas vrai que nos troupes aient brutalement détruit Louvain.

Il n'est pas vrai que nous fassions la guerre au mépris du droit des gens. Nos soldats ne commettent ni actes d'indiscipline ni cruautés. En revanche, dans l'est de notre patrie la terre boit le sang des femmes et des enfants massacrés par les hordes russes, et sur les champs de bataille de l'Oise, les projectiles dum-dum de nos adversaires déchirent les poitrines de nos braves soldats. Ceux qui s'allient aux Russes et aux Serbes, et qui ne craignent pas d'exciter des Mongols et des Nègres contre la race blanche, offrant ainsi au monde civilisé le spectacle le plus honteux qu'on puisse imaginer, sont certainement les derniers qui aient le droit de prétendre au rôle de défenseurs de la civilisation européenne.

Il n'est pas vrai que la lutte contre ce qu'on appelle notre militarisme ne soit pas dirigée contre notre culture, comme le prétendent nos hypocrites ennemis. Sans notre militarisme, notre civilisation serait anéantie depuis longtemps. C'est pour la protéger que ce militarisme est né dans notre pays, exposé comme nul autre à des invasions qui se sont renouvelées de siècle en siècle. L'armée allemande et le peuple allemand ne font qu'un. C'est dans ce sentiment d'union que fraternisent aujourd'hui des millions d'habitants sans distinction de culture, de classe ni de parti.

Le mensonge est l'arme empoisonnée que nous ne pouvons arracher des mains de nos ennemis. Nous ne pouvons que déclarer à haute voix devant le monde entier qu'ils rendent faux témoignage contre nous. A vous qui nous connaissez et qui avez été, comme nous, les gardiens des biens les plus précieux de l'humanité, nous crions :

Croyez-nous ! Croyez que dans cette lutte nous irons jusqu'au bout, en peuple civilisé, en peuple auquel l'héritage d'un Goethe, d'un Beethoven et d'un Kant est aussi sacré que son sol et son foyer. Nous vous en répondons sur notre nom et sur notre honneur.

Les hommes les plus illustres de l'Allemagne littéraire, religieuse et savante, ont approuvé le document. Citons entre autres : A. von Harnack, le grand théologien ; W. Ostwald et Ehrlich, les prix Nobel de chimie ; W. Roentgen ; W. Wundt, le philosophe ;

Lamprecht, l'historien ; des économistes, comme Schmoller ou Brentano ; F. von Liszt, le grand juriste ; des écrivains, comme G. Hauptmann, Sudermann, etc. ; des musiciens comme S. Wagner, F. von Weingartner, etc., etc.

L'Allemagne boit sa honte jusqu'à la lie, car chaque mot de ce *factum* est un mensonge et chaque pensée une violation de la loyauté.

L'inconscience de ces hommes représentatifs de la *Kultur* va jusqu'à affirmer que leurs soldats *ne commettent ni actes d'indiscipline, ni cruautés !* Et ce sont les seules assertions exactes qui par mégarde leur aient échappé. Oui, comme nous l'avons démontré ailleurs, les cruautés, les actes de sauvagerie barbare ne sont exécutés complaisamment par les troupes qu'en vertu des ordres venus de haut. Le peuple et ses chefs ont décidément leurs âmes à l'unisson.

Un certain nombre de ces grands hommes aurait pu, à la rigueur, garder le silence. Le courage civil étant si rare en Allemagne, leur abstention aurait pu ne pas être soulignée.

Ce document constitue l'acte d'accusation le plus grave qu'on ait jamais pu dresser contre les intellectuels allemands de nos jours. Le peuple pourra plus tard invoquer son ignorance des causes réelles de la guerre, de même que l'incompréhension des principes internationaux qui garantissent la sécurité et la continuité de la civilisation. Mais tous ces intellectuels, qui remplissent le monde sciemment et bénévolement de leurs mensonges, fournissent un témoignage *désolant* du désarroi de la conscience allemande.

Voyons les autres intellectuels allemands ? Avec

quelle servilité déconcertante ne se mettent-ils pas au service de leur Kaiser ! Et toujours arborant les mots « morale, culture, loyauté » ! On dirait des suivantes de Proserpine nous conduisant aux enfers, les mains garnies de fleurs...

L'Université de Berlin inaugura en septembre 1914, une série « de discours allemands en temps d'épreuves » et le *professeur de droit*, si réputé en Allemagne, M. Otto von Gierke, racontait à ses auditeurs les bienfaits de l'année 1870 dépassés encore par ceux de 1914. Cette guerre, dit le savant allemand, a été nécessaire pour remplacer la « *malsaine conception matérialiste du monde par l'idéalisme allemand* » ! On croirait rêver... Et il ajoute, en guise de consolation pour les peuples vaincus et restant à vaincre, qu'ils auront le bonheur de jouir de la *culture morale allemande*.

Frédéric II, que l'on considérait comme le plus grand fourbe de son temps, aimait à dire : « Je commence par prendre, je trouverai ensuite des savants pour démontrer mon bon droit ». Il y a visiblement quelque chose de changé dans la conscience européenne, car le Kaiser trouve nécessaire de faire marcher ses savants pour devancer ses conquêtes...

*
* *

Que penser des professeurs germaniques, répandus à travers le monde ? Ceux des États-Unis y ont provoqué, par leurs écrits mensongers, un dégoût si profond que les Américains de provenance anglaise, même parmi les plus germanophiles, n'osent plus défendre ni les actes, ni la pensée allemande.

Un de mes amis, de l'Université Harvard, vient de me communiquer une anthologie de cette prose étrange qui coule à flots sous forme d'articles de journaux, de revues ou de brochures politiques.

Le professeur Ernst Richard, de l'Université de Columbia, le fameux président de la *Société germano-américaine pour la paix*, prétend que « l'Allemagne n'est point une autocratie et que son armée est une armée de citoyens pour la défense du pays (*a citizen's army for national defence*) ». Quoi! une milice suisse...

Le professeur Hugo Munsterberg affirme, de son côté, que le Kaiser a fait des efforts surhumains pour éviter la guerre et qu'après tout l'Allemagne n'a jamais entrepris, depuis Iéna, une guerre plus justifiée. Le professeur Kuno Francke insiste sur le pacifisme du Kaiser et la nature moutonnaire de son peuple, car une guerre, même victorieuse, ne pourrait rien ajouter à sa grandeur. Il est évident que c'est la Belgique, la Russie et la France qui portent la responsabilité exclusive de leurs attaques dirigées contre la nation la plus morale et la plus pacifique de la terre !...

Nous nous bornons à citer ces trois porte-paroles de la pensée allemande aux États-Unis. Les savants et les journalistes de moindre importance ajoutent un peu plus de fiel aux mêmes mensonges.

« La morale allemande » a fait ainsi son œuvre. Toutes les classes sociales et toutes les religions paraissent être atteintes au même degré. Protestants, juifs ou catholiques, tous sont dignes de leur Kaiser de leurs hobereaux et de leur soldatesque.

Voici ce qu'on trouve, par exemple, dans un app

adressé, en septembre, par les catholiques allemands à leurs coreligionnaires de l'étranger...

..... Jusqu'à présent, grâce au Dieu *tout-puissant* qui protège si visiblement la *cause juste de l'Allemagne*, nous avons remporté la victoire..... Nous *en remercions le Dieu des armées*..... Mais l'Angleterre n'a pas hésité à porter la guerre dans nos colonies africaines. *Cette nation qui ne respecte pas les traités internationaux*.....

La mentalité de ces croyants, qui se servent de Jésus-Christ comme *Dieu des armées* et l'invoquent pour contresigner leurs mensonges, *dépasse peut-être en laideur morale les écrits et les discours des professeurs et des savants allemands*..... Soyons justes. Les pasteurs protestants et les rabbins israélites ont fait de même.

Les prêtres de la pensée et de la foi allemandes ressemblent étrangement à ces démons qui, dans les vieilles légendes, cachés sous des habits sacerdotaux, souillent les choses les plus sacrées de l'Église.....

Les crimes entassés en Belgique et en France; les villes et villages incendiés, dévastés et pillés; les habitants conduits en Allemagne ou fusillés, les blessés achevés sur les champs de bataille, les femmes violées, les enfants martyrisés; les villes ouvertes et les ambulances bombardées; les Taube et les Zeppelin jetant des bombes sur des femmes et des enfants; les œuvres d'art et les églises détruites; la pose des mines dans les mers, sans le moindre respect des conventions signées, et, par dessus tout, ce martyrologe si long et si cruel, infligé à la Belgique, n'arrachent pas un seul cri du cœur, un seul mot de protestation à tous ces savants, philosophes, juristes, protestants, juifs ou catholiques convaincus! Ils ne

pouvaient point ignorer les crimes monstrueux *déjà consommés*, la presse allemande les ayant étalés avec orgueil.

Certains journaux des pays neutres qui circulaient librement en Allemagne ne permettaient du reste plus le moindre doute sur les procédés des *Kulturtraeger!*

Presque simultanément avec les appels allemands a paru une autre protestation indignée. Celle-ci émane d'un distingué diplomate américain, M. Spencer Eddy. S'étant engagé à la Croix-Rouge, il a pu assister à de telles scènes de sauvagerie, qu'oubliant sa qualité de diplomate, il a publié sous sa signature une *accusation formelle*, où nous lisons, entre autres, ceci :

Les Allemands infligent les pires mutilations aux prisonniers et aux blessés français et anglais..... Bon nombre d'hommes ainsi mutilés meurent d'hémorragie ou se font sauter la cervelle.

Les atrocités commises par les Allemands dépassent infiniment les cruautés commises jadis par les Peaux-Rouges.

Et malgré tout cela, les esprits représentatifs de l'Allemagne ne cessent de clamer sa *grandeur morale* et son droit à la *domination du monde!*

En vertu de quoi? Les principes « au-dessus de tout », « disparaissent peuples, afin que je prenne votre place » ne nous ramènent-ils pas vers la sauvagerie des fauves qui détruisent, sur leur passage, hommes et choses, au nom de leur force plus considérable! C'est la méthode qui a varié, mais la bête féroce, malgré le vernis scientifique dont elle se couvre, est restée désespérément la même.

Peut-on douter encore du matérialisme grossier qui pénètre la pensée allemande de nos jours? Der-

rière le mirage de la force brutale et de la prospérité économique, le peuple et ses conducteurs ont oublié l'altruisme et la solidarité, le respect des hommes et des lois qui font la beauté de la vie.

Où sont l'idéalisme et la morale, dont les Allemands ne cessent de parler, tout en les ayant chassés de leur temple, sinon du côté de ceux qui combattent en leur honneur ?

*
* *

Une formule synthétique, simple et grandiose à la fois, exprime le sens de la guerre de 1914. C'est l'idéalisme de l'humanité meilleure qui combat le matérialisme grossier, fait des survivances sauvages affublées d'une phraséologie empruntée à la science moderne.

Il suffirait d'opposer à l'Allemagne au-dessus de tout des fauves, l'idée directrice des alliés civilisés : le respect égal de tous les humains, pour comprendre le gouffre profond que viennent de creuser les intellectuels allemands entre leur prétendue culture et celle, véritable, des autres peuples.

Noyés dans l'ambiance malsaine, les écrivains germaniques y ont succombé. Pauvre pensée ! pauvres penseurs allemands ! En se solidarissant avec leur Kaiser, leurs hobereaux et leur soldatesque, ils ont subi une sorte de Waterloo, qui ne leur permettra pas de se relever dans l'opinion du monde pendant plusieurs décades...

h). L'autre Allemagne.

Une analyse succincte de la pensée et de la vie publique nous a découvert le gouffre béant où l'âme allemande, de chute en chute, allait se perdre à tout jamais. Nos déductions théoriques se trouvent singulièrement confirmées par des faits saillants apportés par la guerre. Les pacifistes du monde entier, les démocrates et les travailleurs faisaient toujours ressortir la valeur réelle des socialistes allemands en opposition flagrante avec le Kaiser et son entourage. Les trois ou quatre millions de voix socialistes paraissaient indiquer l'existence de plusieurs millions de citoyens indépendants et vigoureux, devant défendre le grand idéal humanitaire...

J'admets volontiers qu'enchaînés dans l'armature militariste formidable, il leur a été impossible d'empêcher la guerre. Mais les hostilités une fois commencées, quel a été leur rôle ? Ont-ils protesté contre l'envahissement du Luxembourg et de la Belgique, contre les cruautés et les actes de sauvagerie exercés partout ?

Ils ont fourni plus d'un million de soldats à l'armée. Or non seulement ceux-ci n'ont point empêché les crimes reprochés aux troupes, mais ils y ont contribué de leur mieux.

Nous ne serons jamais, pour les socialistes allemands, aussi sévères que leurs coreligionnaires répandus à travers le monde. L'Italie, la Hollande, la Suède leur ont déjà prouvé le peu de cas qu'on fait partout de leur phraséologie empruntée à Marx et aux vieux programmes radicaux. Tout récemment le ci-

toyen A. Pannekoek, qui fut appelé par les socialistes allemands à professer dans la grande école qu'ils ont fondée à Berlin, s'éleva avec indignation contre la servilité de la social-démocratie. Il constate avant tout que l'Allemagne pouvait éviter la guerre, car elle l'a provoquée, étant convaincue de pouvoir en tirer des avantages faciles et réels. Mais les socialistes n'ont rien fait pour la rendre impossible. Bien plus, certains membres du comité directeur du parti étaient pour la guerre, qu'on tenait à rendre populaire. On parlait ouvertement « d'une lutte contre le Tsar sanguinaire et la barbarie russe ». On allait même jusqu'à dire qu'il s'agissait « d'une guerre contre la guerre ».

Pannekoek accuse les socialistes allemands de n'avoir rien fait contre l'impérialisme afin de ne pas compromettre la sécurité de leur organisation. Et il nous dira avec amertume « que l'âme socialiste a été sacrifiée ».

Mais est-il bien sûr que le socialisme allemand eût une âme faite de sincérité et d'amour pur pour les idées qu'il ne cessait d'afficher ? Son internationalisme ne pouvait avoir en tout cas d'autre conséquence que la ruine des autres nations.

Écoutons M. Compère-Morel, un de nos socialistes les plus ardents et les plus convaincus qui, détrompé, se sépare, avec un déchirement du cœur, de ses illusions d'autrefois. Inlassablement attaché à l'idée de l'entente pacifique des peuples et à leur action commune internationalisée, il fut toujours plein d'admiration pour la pensée socialiste de ses frères en Marx. L'incendie et la destruction de tant de villes, les feux et les assassinats de Senlis, le bombardement de Reims l'ont ramené à la dure réalité.

De mes camarades d'avant-hier, l'impérialisme des Hohenzollern a fait des cœurs de pierre, des consciences mortes et des âmes de glace. Sous la *schlague* des junker et la botte éperonnée des hobereaux galonnés, les têtes se sont baissées, les fronts se sont courbés, les échine se sont pliées et les bras se sont armés et « pour Guillaume II, empereur d'Europe », comme les soldats l'écrivaient sur les murs de Liège, ils ont accepté de marcher. Et contre qui? contre cette France, dont un de leurs plus grands hommes disait qu'elle était la deuxième patrie de tout socialiste allemand.

Tout ce que M. Compère-Morel a écrit si courageusement, maints idéologues socialistes me l'ont avoué, presque honteux. Ils furent, pendant de longues années, dupes de leurs nobles illusions et de leur foi en l'autre Allemagne. En pouvait-il être autrement? La morale des peuples n'est que le fruit de l'ambiance, conçue dans le plus large sens de ce mot. Les miasmes de tant de poisons qui remplissaient l'atmosphère devaient corrompre l'air respirable de l'empire.

Les socialistes eux-mêmes, sciemment ou inconsciemment, ne pouvaient y vivre qu'en se soumettant à la pression centrale qui mettait à l'unisson la pensée et les aspirations de la nation. L'exemple venait de haut. Les sphères dirigeantes dépravées et immorales donnaient le ton à l'Allemagne entière. Le militarisme se chargeait du reste de remettre à leur place les esprits insubordonnés. Gare à ceux qui tentaient de s'évader de l'encerclement de sauvagerie imposant à la nation une vie singulièrement perverse et d'une monotonie déconcertante! Sur le vaste sarcophage de la vieille âme allemande, maints penseurs ou écrivains continuaient à ébaucher des rêveries et des idylles humanitaires. Trompé par ce spectacle décevant, le monde n'avait cessé de croire à une conscience

allemande identique à celle de l'Europe civilisée.

Les Allemands, célébrant à leur manière, avec un lyrisme débordant, le bien et la vertu, les bienfaits de la culture et du progrès, secondaient, en apparence, les efforts des autres peuples. Seulement, lorsqu'on examinait de plus près le contenu de la même terminologie, on apercevait, derrière la façade décevante, les sentiments d'insociabilité implacable. Tout cela devait logiquement se transformer en sauvagerie en temps de guerre.

Est-ce à dire que l'Allemagne n'avait point d'hommes sincères, dont les pensées et les actes s'accordaient avec les meilleures aspirations du monde moderne ? Qui oserait en douter ? Seulement, insignifiants comme nombre et placés dans des conditions des plus désavantageuses, leur influence se brisait contre l'ambiance toute puissante.

La faillite des socialistes, cette fine fleur de la démocratie allemande, ne fait plus doute pour personne. « Ils représentent dignement l'armée allemande », aurait dit le Kaiser, en parlant d'eux. Ce certificat élogieux de Guillaume équivaut à leur condamnation en bloc.

Depuis longtemps, l'Allemagne a été privée de toute boussole morale qui aurait pu modifier sa destinée. Dans l'atmosphère de corruption propagée par la Cour, la soldatesque et les hobereaux, périclitait lentement, mais irrémédiablement, tout ce qui fait la gloire de l'homme moderne : les aspirations vers la liberté et la justice ; le culte de la vérité, le respect de l'homme et des humains.

Cet état d'âme a-t-il éclaté spontanément à la veille de la guerre ? L'ensemble de la vie et de la pensée, tel

que nous l'avons tracé plus haut, donne une réponse contraire. Il suffisait d'examiner, sans idée préconçue, l'âme allemande pour constater les dangers imminents que ses égarements préparaient pour le monde.

Voici un exemple topique. W.-T. Stead, le grand et noble écrivain anglais, mort dans la catastrophe du *Titanic*, avait conçu un jour une idée grandiose. Il s'agissait de rapprocher et de réconcilier les peuples anglais et allemands et de refaire, sur la base de cette entente, la paix du monde. Homme d'action, courageux et entreprenant, très aimé en Angleterre et très apprécié en Allemagne, disposant en outre de ressources personnelles considérables qu'il mettait sans compter au profit de la cause humanitaire, il inaugura sans tarder les processions interminables des Allemands en Angleterre et des Anglais en Allemagne. C'est ainsi qu'il invitait à Londres, à tour de rôle, les journalistes notoires, les commerçants et les industriels, les syndicalistes et les socialistes... Les Allemands faisaient, à cette occasion, montre des sentiments les plus généreux. On ne parlait que de la justice, de la paix internationale, et du désarmement. Stead jubilait. Son âme candide d'apôtre entrevoyait déjà la réalisation prochaine de la fraternité des peuples de même que l'établissement des États-Unis d'Europe (1). Mains journaux et une foule de libéraux anglais suivaient Stead dans ses illusions empreintes d'une loyauté et d'une sincérité touchantes.

Le scepticisme avec lequel j'accueillais cette propa-

(1) Rappelons à ce propos que pour Carlyle, Stead était le brave homme par excellence, pour le cardinal Manning, une espèce de Cromwell. Melchior de Vogüé en a tracé un portrait enthousiaste sous le nom de Hiram Jarvis, le héros principal de son roman : *Le Maître de la mer*.

gande, qui m'avait paru des plus dangereuses, exaspérait mon très cher et regretté ami. Il consentit cependant un jour, à la suite d'une discussion douloureuse, à aller en Allemagne seul, sans son entourage coutumier, afin d'y étudier sur place la mentalité du peuple et de ses hommes représentatifs. Son exploration achevée, il vint passer une journée avec moi à Paris avant de rentrer à Londres.

Je ne saurais jamais peindre, d'une façon assez saisissante, la transformation tragique qu'a subie son âme. Ayant entrevu le gouffre qu'il aurait pu creuser pour l'Angleterre et l'humanité qui lui furent également chères, à la suite de sa propagande si fructueuse, il en a ressenti une souffrance indicible. Ayant aperçu l'Allemagne vraie, il s'en éloigna, épouvanté. On se rappelle la campagne ardente et patriotique qu'il a entreprise, sans tarder, dans un sens contraire. *Two keels to one* que nous avons traduit en France d'une façon expressive par « deux gueules contre une », tel fut désormais le programme de Stead qui retentit, fier et ardent comme le son d'un clairon, à travers l'Angleterre. Chaque fois que l'Allemagne devait mettre un nouveau bateau sur le chantier, l'Angleterre devait en construire deux...

La réputation de Stead comme grand pacifiste fut compromise. Le Comité de Christiania n'a jamais pu comprendre qu'en contribuant à rendre l'Angleterre plus forte, en la réveillant de sa léthargie entretenue par une méconnaissance des dangers que courait le monde civilisé, Stead avait précisément travaillé pour le triomphe des idées préconisées par Nobel...

Je savais l'usage que Stead voulait faire du montant du prix. Après sa mort, d'accord avec la famille Stead,

je me suis mis en rapport avec le Comité de Christiania pour lui demander de couronner les efforts de toute la vie du grand apôtre, en lui décernant une récompense nominative, sans la moindre somme d'argent. En même temps des centaines de pétitions parvenaient à Christiania, munies de signatures des évêques, des hommes d'État et des écrivains les plus notoires du Royaume-Uni et des autres pays. Nos efforts restèrent vains. A cela rien d'étonnant. N'avait-il pas pour compétiteur le Kaiser en personne ?

Si je rappelle cet incident, c'est pour montrer que le bluff de la culture et de la morale allemandes s'évanouissait à mesure qu'on réussissait à les étudier sur place. Nos idées sur le peuple allemand, de même que celles sur le Kaiser ou sa diplomatie, ne datent point de la guerre actuelle. Elles expriment une pensée réfléchie, formée, il y a de cela bien longtemps, en dehors de l'indignation et du mépris que justifie la guerre actuelle.

i). Militarisme allemand.

On ne saurait s'élever assez violemment contre l'admiration que certains peuples proclament pour le militarisme allemand. Trompés par ses succès brutaux, nous lui attribuons des mérites usurpés. On paraît oublier que la tension de l'activité allemande n'allait, depuis un siècle, que vers un seul but, le développement d'une armée plus puissante que celle des autres pays. Elle lui a sacrifié tout : son âme, son honneur et son salut. Elle voulait acheter sa victoire même au prix d'une haine et d'un mépris universel. Elle travailla de tout temps pour la guerre, tandis

que l'Europe ne rêvait que la paix. L'humanité, évoluant avec les exigences de la civilisation, élaborait les règles d'une vie meilleure; l'Allemagne les accepte mais les trahit. A l'abri de toute méfiance, elle trompe tout le monde. Bien plus, elle choisit son heure et commence une guerre préméditée depuis longtemps. La France, se fiant aux traités, inaugure sa campagne basée sur le respect de la neutralité. Elle pense si peu à une guerre prochaine que Paris ne se trouve mis à l'abri de toute surprise que cinq semaines après le commencement des hostilités! Que d'autres conditions désavantageuses! La France était minée par un espionnage systématique et se trouvait au lendemain d'une grande réforme militaire projetée et non réalisée. Un bandit, en se jetant traitreusement sur un honnête homme, s'il dispose, en outre, de toutes les ruses et a recours aux crimes les plus perfectionnés, possède toutes les chances d'accomplir son forfait. Son coup réussi, il ne saurait par cela même nous en imposer. Il faut toujours penser aux contingences d'un combat. Mais que dire d'un malfaiteur qui, ayant si bien préparé un forfait, échoue quand même?

Le militarisme allemand, l'unique vertu de ce peuple dégradé, lui a donc faussé compagnie. Il n'est point paradoxal de dire que l'Allemagne ne pourra redevenir un pays civilisé et faire partie de l'humanité de demain qu'après une *défaite décisive et définitive*.

Victorieuse ou vaincue à moitié, elle rendrait inévitable une guerre nouvelle. Le rêve de domination universelle par la force brutale n'est plus de notre temps. Sans parler d'autres peuples, la Russie qui aura sous peu 200 millions d'habitants, grandit à

côté de l'Allemagne comme son danger mortel. L'Allemagne ne saura le conjurer qu'en rentrant dans la vaste famille humaine. Son militarisme triomphant n'aurait pu que la rendre de plus en plus barbare et malheureuse. Il lui a déjà enlevé le respect du monde et compromis gravement son honneur. Or, ce sont les deux trésors les plus sacrés des hommes et des peuples.

Avant d'être vaincue par les armes, l'Allemagne se trouve d'ores et déjà moralement écrasée. Qui voudra désormais se fier à sa parole ou se lier, à son égard, par un traité quelconque ? Sa science elle-même, ses intellectuels, jusqu'à son Dieu, ne pourront plus inspirer à l'humanité qu'une profonde aversion. Libre au matérialisme grossier de mépriser certaines considérations idéales ! Mais le progrès du monde ne se fait que par l'idéalisme et va, en outre, vers l'idéalisme !

Le culte de la force brutale a ruiné l'Allemagne moralement. *Et c'est plus grave* que d'être ruinée matériellement. L'essence du progrès git surtout dans l'augmentation incessante de la sociabilité internationale. Il y a un esprit européen, sinon mondial, comme il y a une finance et un commerce internationaux. Les peuples et les individus ont besoin d'une confiance et d'un appui réciproques. Je plains les Allemands de demain qui seront obligés d'avoir recours aux autres peuples ou de vivre à l'étranger. Quel est le pays qui voudra les accueillir fraternellement après la terrible perversion morale dont ils ont fourni tant de preuves criantes ? Il faudra un demi-siècle, sinon un siècle entier, pour faire oublier au monde leurs crimes et leurs vices, leur façon de faire

la guerre ou de vivre dans la paix. Ils ne pourront point s'établir à demeure d'ici longtemps, dans aucun des pays alliés. Et les neutres ne pourront les accueillir que d'une façon malveillante ou franchement hostile. Les archives de leur espionnage systématique, compliqué de tant de mensonges et de trahisons, à peine entr'ouvertes, provoquent déjà la réprobation universelle. Le jour où toute la vérité se connaîtra, sera peut-être un des plus funestes pour l'Allemagne de demain.

Les intellectuels allemands, en se solidarisant avec tant de turpitudes, ont enlevé à l'humanité une dernière illusion. Leur intervention fut non seulement une faute de goût, mais aussi une grave faute de tactique. Nous ne doutons point de leur sincérité. Mais c'est peut-être le seul mensonge, le seul acte de pharisaïsme qui aurait pu être plus tard utile à leur pays.

Au moment du règlement définitif, ils auraient pu donner le change à l'opinion du monde.

Comme le Seigneur, qui avait voulu jadis sauver Sodome pour dix justes, l'Europe aurait peut-être eu quelques égards pour l'Allemagne, en pensant à ses intellectuels restés moralement intacts dans leur pays de perdition. Mais les justes manqueront totalement à l'appel.

Nous répétons : pauvre Allemagne ! Et doublement pauvre, si le sort aveugle devait, contre toute attente, favoriser ses armes. Car, quelle que soit l'issue de cette guerre, le militarisme, qui avait déjà ruiné l'Allemagne socialement et moralement, ne manquera pas de la ruiner économiquement et politiquement.

Devant cette réalité tragique, nous admettons volon-

tiers que le Moloch militariste allemand, après avoir consommé les trésors les plus précieux dont dispose un pays civilisé, l'avait doté en échange d'une armée redoutable.

A peine la guerre avait-elle commencé que déjà le vieux et le nouveau monde, saisis de malaise devant tant de turpitudes, manifestaient partout à l'égard de l'Allemagne une réprobation et un mépris unanimes. En dehors de la Turquie, cette alliée si digne du Kaiser, le monde civilisé se détourne actuellement du peuple allemand avec haine et mépris.

Le même cri éclate partout. Il faut en finir avec ce peuple insociable et cruel, menace permanente pour l'humanité. Ce ne sont plus les seuls alliés qui ont des comptes redoutables à régler avec l'Allemagne. C'est l'humanité. Le pacte solennel qui lie la France, l'Angleterre, la Russie et la Belgique, les empêchera sans doute de faire une paix bâtarde qui permettrait le renouvellement des mêmes horreurs, quelques années plus tard. Il y a quelque chose de plus. Les alliés représentent aux yeux du monde le grand rempart de l'humanité contre la barbarie. Leur mission ne peut être limitée à réprimer et à venger les crimes allemands commis pendant la guerre, ou à se faire allouer des provinces ou des indemnités de guerre. Mission bien plus sacrée, il leur *faudra* aussi, sur les *ruines* de l'hégémonie prussienne, établir un nouveau régime de paix et de justice qui empêchera le retour possible des crimes germaniques.

Nous ne prêchons point la cruauté à l'égard du peuple allemand. Les armées alliées ont fourni des preuves de leur conscience supérieure, même au moment où les actes de sauvagerie commis en Bel-

gique, en France ou en Russie, autorisaient les représailles les plus sévères.

La certitude de la victoire, qui illumine leurs efforts, leur permettra de ne pas se départir de la clémence qui sied aux nations *bataillant* au nom et en l'honneur de l'humanité. Au règlement définitif, en détruisant le nid séculaire des Hohenzollern et en faisant disparaître avec ceux-ci la soldatesque et les hobereaux prussiens, en brisant les éléments de la ténébreuse puissance, en amputant l'Empire des provinces qui rêvent de se séparer d'elle, en empêchant le militarisme allemand de renaître de ses cendres, les alliés délivreront le peuple allemand lui-même du joug odieux qui le menait fatalement vers la perte des qualités et des droits humains.

CHAPITRE VII

LA PRÉMÉDITATION... QUI A VOULU LA GUERRE ?

(Étude comparée de tous les livres diplomatiques.)

Il devient très facile en suivant les « livres diplomatiques » de ces derniers temps de se faire une idée exacte relative aux responsabilités.

Au début de la guerre, lorsque l'Allemagne paraissait sincèrement convaincue de sa victoire imminente, elle aurait cru presque déshonorant de discuter cette question. Elle se croyait très forte, elle croyait le moment très propice ; quoi de plus simple que d'engager une guerre, même contre toute l'Europe, si le succès final lui paraissait certain ? A mesure que la réalité faisait s'évanouir ses espérances, commença un véritable déluge d'écrits et d'articles destinés à tromper aussi bien l'Allemagne elle-même que les peuples neutres et les esprits hésitants dans les pays alliés. Le manifeste des quatre-vingt-treize intellectuels, de même que les innombrables appels signés par des prêtres catholiques ou pasteurs protestants, avaient tous le même but. Il s'agissait de démontrer que l'Allemagne n'a tiré l'épée qu'à la suite des pro-

vocations venues du dehors et « pour la défense de son existence ».

Quand on consulte les collections des journaux allemands pendant la guerre, on est stupéfait de constater la monotonie des arguments qui y sont répétés machinalement et quotidiennement. Il en est de même des publications allemandes parues à l'étranger. On ergote sur les faits à côté, on incrimine les pensées intimes des Anglais, des Français ou des Russes, et l'on charge de tous les péchés les Belges héroïques et leur Roi incomparable. On évite pourtant d'aller aux sources réelles, aux rapports des ambassadeurs et des agents de tous les pays belligérants, y compris l'Allemagne, pour faire entrevoir la vérité.

La publication du *Livre bleu* anglais, du *Livre orange* russe, du *Livre gris* de Belgique, du *Livre bleu* serbe, du *Livre blanc* allemand, du *Livre jaune* de France, de même que la divulgation des rapports supplémentaires des agents du Kaiser dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, fournissent aujourd'hui des preuves éclatantes, en ce qui concerne les desseins bien arrêtés de l'Allemagne de provoquer cette guerre. L'authenticité de ces documents officiels reste au-dessus de tout soupçon. Tous ces *Livres* se complètent. Les faits qu'ils offrent s'éclairent et s'expliquent réciproquement. On se trouve devant un tel enchevêtrement de demandes, de réponses, d'affirmations ou de protestations, que chaque esprit non prévenu peut, en consultant les documents en cause, arriver à une conclusion précise. Les savants allemands ne pourront plus jeter à la face du monde leurs mensonges imperturbables, car tous ceux qui, de bonne foi, auront pris connaissance des dépêches

et des rapports diplomatiques, répandus aujourd'hui à travers le monde, n'auront qu'à leur opposer la vérité qui en ressort simple, claire, et, par cela même, inattaquable. Nous essayerons d'en dégager les faits essentiels, en les complétant les uns par les autres, et en ayant recours à la méthode si sûre de la *Cross-examination*, si chère aux Anglais.

a). **Le Kaiser et son peuple préparent une guerre inévitable.**

Les livres diplomatiques que nous analysons ont trait exclusivement aux années 1913 et 1914. Nos pages sur la *France pacifique* facilitent la compréhension des faits qui avaient prélué à la guerre d'aujourd'hui.

Le 17 mars 1913, M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin, mande au quai d'Orsay :

La proposition du Gouvernement de la République rétablissant le service de trois ans, et la résolution virile avec laquelle cette proposition a été accueillie en France ; l'impression d'étonnement que ces projets ont produite, a été mise à profit par le Gouvernement Impérial pour insister sur la nécessité absolue de l'augmentation des forces militaires de l'Allemagne ; ses projets ont été présentés comme une réponse. C'est le contraire de la vérité, puisque l'immense effort militaire que la France accepte n'est que la conséquence des initiatives de l'Allemagne.

Les Autorités impériales ne cessent d'exalter le sentiment patriotique. L'Empereur se complait à rappeler tous les jours les souvenirs de 1813. Hier soir, une retraite militaire a parcouru les rues de Berlin et des discours ont été prononcés dans lesquels la situation présente était assimilée à celle d'il y a un siècle. L'entraînement de l'opinion aura sa répercussion dans les discussions qui s'ouvriront le mois pro-

chain au Reichstag, et j'ai lieu de craindre que le Chancelier lui-même ne soit poussé à faire, dans ses déclarations, des allusions aux relations de la France et de l'Allemagne. Il fallait s'attendre à ce qu'on exaltât le patriotisme de la nation au moment où on lui demande de nouveaux sacrifices, mais c'est abuser du rapprochement historique que de comparer le temps présent à 1813.

Cet état de l'opinion dans les deux pays *rend la situation grave.*

Notre attaché militaire à Berlin écrit, à son tour, à M. Étienne, ministre de la Guerre, le 15 mars 1913 :

Depuis quelque temps déjà, on rencontre des gens qui déclarent les projets militaires de la France extraordinaires et injustifiés. Dans un salon, un membre du Reichstag et non un énergumène, parlant du service de trois ans en France, allait jusqu'à dire : c'est une provocation, nous ne le permettrons pas.

De plus modérés, militaires ou civils, soutiennent couramment la thèse que la France, avec ses quarante millions d'âmes, n'a pas le droit de rivaliser ainsi avec l'Allemagne.....

Je me permets de rappeler ce qu'écrivait, il y a un an, lors de l'apparition de la loi de 1912, mon prédécesseur, le colonel Pellé :

« Nous découvrons tous les jours combien sont profonds et durables les sentiments d'orgueil froissé et de rancunes contre nous provoqués par les événements de l'an dernier.

« Le traité du 4 novembre 1911 est une profonde désillusion.

« Le ressentiment éprouvé dans toutes les parties du pays est le même. Tous les Allemands, jusqu'aux socialistes, nous en veulent de leur avoir pris leur part au Maroc.

« Il semblait, il y a un ou deux ans, que les Allemands fussent partis à la conquête du monde. Ils s'estimaient assez forts pour que personne n'osât entamer la lutte contre eux. Des possibilités indéfinies s'ouvraient à l'industrie allemande, au commerce allemand, à l'expansion allemande.

« Naturellement, ces idées et ces ambitions n'ont pas disparu aujourd'hui. Les Allemands ont toujours besoin de

débouchés, d'expansion économique et coloniale. Ils estiment qu'ils y ont droit parce qu'ils grandissent tous les jours, parce que l'avenir leur appartient. Ils nous regardent avec nos quarante millions d'habitants comme une nation secondaire.

« Dans la crise de 1911, cette nation secondaire leur a tenu tête, et l'Empereur et le Gouvernement ont cédé. L'opinion publique ne l'a pardonné ni à eux, ni à nous. *Elle ne veut pas qu'un pareil fait puisse se reproduire.*

« Il faut constater d'ailleurs que le *Gouvernement met tout en œuvre pour chauffer le sentiment national, en fêtant avec éclat tous les anniversaires de 1813..... »*

A la même date, l'attaché naval français à Berlin attire l'attention du ministre de la Marine sur ce fait que :

Le Gouvernement craint que, parmi les classes riches et bourgeoises, cette imposition extraordinaire d'un milliard portant exclusivement sur la fortune acquise ne crée un durable mécontentement; aussi fait-il tout ce qui est en son pouvoir pour persuader ceux qu'il va rançonner si durement que la *sécurité de l'Empire est menacée et pour établir une analogie entre les temps belliqueux de 1813 et la période actuelle.*

En fêtant bruyamment le centenaire de la guerre de l'Indépendance, on veut convaincre le peuple de la nécessité du sacrifice et lui rappeler que la France est, aujourd'hui comme il y a cent ans, l'ennemi héréditaire.

Si nous constatons que le Gouvernement allemand s'efforce d'obtenir que cette énorme taxe ne soit pas acquittée en plusieurs échéances; et si, comme le disent certains journaux, le paiement intégral devait être réalisé avant le 1^{er} juillet 1914, il y aurait là pour nous une indication redoutable, car rien ne saurait expliquer une telle hâte des autorités militaires à posséder un trésor de guerre liquide d'un milliard dans leur caisse.

Avec 700.000 hommes sous les armes (sans compter les réservistes fort nombreux qui sont actuellement en instruction), une organisation militaire parfaite, et une opinion

publique qui se laisse dominer par les appels belliqueux de la Ligue militaire et de la Ligue navale, le peuple allemand est à cette heure un voisin bien dangereux.....

Nous empruntons à une *Note secrète sur le renforcement de l'armée allemande* le curieux passage qui suit. Ajoutons que le ton et le style indiquent que sa rédaction émane du Kaiser lui-même. Elle est datée du 19 mars 1913 et c'est tout dire...

Nos ancêtres de 1813 ont fait de plus gros sacrifices. C'est notre devoir sacré d'aiguiser l'épée que l'on nous a mise en main, et de la tenir prête pour nous défendre comme pour porter des coups à notre ennemi. *Il faut faire pénétrer dans le peuple l'idée que nos armements sont une réponse aux armements et à la politique française.* Il faut l'habituer à penser qu'une guerre offensive de notre part est une nécessité pour combattre les provocations de l'adversaire. Il faudra agir avec prudence pour n'éveiller aucun soupçon, et éviter les crises qui pourraient nuire à notre vie économique. Il faut mener les affaires de telle façon que sous la pesante impression d'armements puissants, de sacrifices considérables, et d'une situation politique tendue, un déchaînement (*Loschlagen*) soit considéré comme une délivrance, parce qu'après lui viendraient des décades de paix et de prospérité comme après 1870.....

Il faudra susciter des troubles dans le Nord de l'Afrique et en Russie. C'est un moyen d'absorber des forces de l'adversaire. Il est donc absolument nécessaire que nous nous mettions en relations, par des organes bien choisis, avec des agents influents en Égypte, à Tunis, à Alger et au Maroc, pour préparer les mesures nécessaires en cas de guerre européenne.....

Quoi qu'il en soit, nous devons être forts pour pouvoir anéantir d'un puissant élan nos ennemis de l'Est et de l'Ouest. Mais, dans la prochaine guerre européenne, il faudra aussi que les *petits États soient contraints à nous suivre ou soient domptés.* Dans certaines conditions, leurs armées et leurs places fortes peuvent être rapidement vaincues ou neutralisées.

Vers la fin du mois de novembre 1913, M. Jules Cambon relate une conversation entre le Kaiser et le roi Albert de Belgique, qui révèle une hostilité non déguisée contre la France. L'ambassadeur y ajoute ces mots significatifs : « *Le Kaiser a cessé d'être partisan de la paix* ». Le général de Moltke parlera exactement comme son souverain, mais il se montrera plus assuré encore du succès, « car dit-il au roi Albert, cette fois il faut en finir, et Votre Majesté ne peut se douter de l'enthousiasme irrésistible qui, ce jour-là, entraînera le peuple allemand tout entier ».

Dans les rapports si lucides de notre ambassadeur à Berlin, où des faits concrets et graves se trouvent mêlés à des observations d'une psychologie très fine, nous trouvons parfois des indications ingénieuses. Il nous dira par exemple, « qu'à mesure que les années s'appesantissent sur Guillaume II, les militaires prennent plus d'empire sur son esprit. Peut-être, ajoute M. Cambon, l'Empereur éprouve-t-il on ne sait quelle jalousie de la popularité acquise par son fils, qui flatte les passions des pangermanistes ».

On s'aperçoit de la sorte que, déjà en 1913, le Kaiser, de même que ses généraux et l'opinion publique allemande, mettaient tout en œuvre pour préparer une guerre prochaine, qu'ils rendront inévitable un an plus tard.

b). Autour du cadavre d'un archiduc.

L'Allemagne veut la guerre, mais elle ne tient pas à la provoquer brutalement. Il lui faut des prétextes. Il faut, coûte que coûte, que l'étincelle parte d'un autre coin de la terre. Elle, qui aura tout machiné, aura

ainsi l'air d'une simple victime obligée de défendre son existence. Cette tragi-comédie de Serajevo, remplie de mensonges, de réticences, de dénégations et de protestations allemandes, tendant à tromper et à endormir l'Europe, apportera quelque chose d'inusité dans l'histoire de la diplomatie mondiale. On connaît les faits. La Serbie ne pouvait, sous aucun prétexte, être rendue responsable d'un assassinat commis par plusieurs Bosniaques, sujets de S. M. François-Joseph. Le désir de faire subir à la Serbie les conséquences de ce crime avait quelque chose de profondément humiliant pour son gouvernement et son peuple. Le jeu de l'Autriche était clair. Sa diplomatie, dont les maladresses ne peuvent être comparées qu'à celles commises par l'Allemagne, cherchait un prétexte pour rehausser sa situation morale dans le monde, singulièrement diminuée à la suite de son rôle bizarre joué pendant la première et la deuxième guerre des Balkans. On ne recula même pas devant le cadavre d'un archiduc !

Convaincue que la Russie et la France ne pourront pas intervenir pour protéger la petite Serbie (1), l'Autriche tient à précipiter les événements. En vain la Serbie essaya, par tous les moyens possibles, d'apaiser ses ressentiments. Lorsque la fameuse note du 23 juillet 1914 lui fut adressée, la Serbie, comme l'on s'en souvient, a tenu à se soumettre à toutes les

(1) Nous en trouvons une preuve évidente dans le rapport de M. Dumaine, ambassadeur de France à Vienne (du 15 juillet 1914) : « Le journal militaire officiel, de même que les autres journaux viennois, poussent à la guerre, en prétendant que la Russie n'est point prête. »...

Il faut lire également la plaquette si lumineuse de M. Vesnitch, ministre de Serbie à Paris : *La Serbie et la guerre européenne*.

conditions imposées par l'Autriche, sauf en ce qui concerne l'atteinte faite à son indépendance.

Le gouvernement serbe accepte même la collaboration des organes du gouvernement autrichien, conformément aux principes du droit international et de la procédure criminelle. La Serbie s'engage, en outre, à faire voter une loi de la presse qui punirait les provocations contre l'Autriche ou son intégrité territoriale. Enfin, voulant enlever toute possibilité à l'Autriche de pousser à la guerre, la Serbie consent à remettre les points en litige à la décision des grandes puissances, qui avaient provoqué la déclaration du gouvernement serbe de l'année 1909.

L'Autriche n'en tient aucun compte. Elle rompt ses relations diplomatiques avec la Serbie. Cette attitude, on n'en doute plus aujourd'hui, lui a été imposée par l'Allemagne. On essaierait du reste, en vain, de vouloir diminuer la part prise dans le crime par l'Autriche-Hongrie. N'oublions pas que la genèse de toutes les complications incombe à ce pays. Son annexion scandaleuse et immorale de la Bosnie-Herzégovine brisa, en 1908, l'équilibre européen et menaça directement l'indépendance de la Serbie. Bien plus, c'était un premier affront grave et douloureux que l'Autriche portait, à la même occasion, à la situation de la Russie comme puissance protectrice des Slaves. Tout cela obligeait l'empereur François-Joseph à être plus discret et surtout plus conciliant à l'égard de la Serbie et de l'Europe.

Le dé est jeté. Les initiatives prises par la France, l'Angleterre et la Russie, pour régler pacifiquement le différend échouent, sur toute la ligne. Les livres diplomatiques prouvent que les ambassadeurs russes,

français et anglais ont fait l'impossible pour conjurer l'orage. L'ultimatum autrichien et la déclaration de la guerre éclatent d'une façon tout à fait imprévue. M. Bienvenu-Martin, qui remplace le ministre des Affaires étrangères, fait part au comte de Szeesen, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris, du sentiment pénible que provoque « le moment choisi pour une démarche si impérative et de si court délai », MM. Poincaré et Viviani sont absents. Ils se trouvaient précisément en mer, de retour de Saint-Pétersbourg et, par conséquent, « hors d'état d'exercer, d'accord avec les autres puissances, l'action apaisante dans l'intérêt de la paix générale ».

e). Les agissements et les mensonges allemands.

Le 24 juillet, M. de Schoen se présente au quai d'Orsay. Il y donne lecture, à deux reprises, sur la demande de M. Bienvenu-Martin, d'une note dont il ne veut point laisser de copie. Le gouvernement allemand y affirme son désir ardent de localiser le conflit, « toute intervention d'une autre puissance devant provoquer des conséquences incalculables ».

M. Jules Cambon mande le même jour, dans son rapport, que M. de Jagow, le secrétaire d'État, lui a affirmé que le cabinet de Berlin « avait totalement ignoré les exigences autrichiennes ». L'ambassadeur de France exprime son étonnement de voir l'Allemagne soutenir des prétentions dont elle ignorait les limites et la portée. N'importe ! M. de Jagow réclame que le conflit reste localisé. Mais son ton agressif « indique déjà que l'Allemagne veillera à ce que l'incendie s'étende en Europe ».

A la même date, M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, signale la volonté énergique de Sir Edward Grey de limiter la crise. D'accord avec M. Cambon, le cabinet anglais demande à l'Allemagne de prendre l'initiative d'une démarche à Vienne pour offrir « une médiation des quatre puissances qui ne se trouvent pas directement intéressées ».

Le lendemain, M. de Schœn va protester au quai d'Orsay contre l'affirmation de certains journaux qu'il y aurait un « concert » entre l'Autriche et l'Allemagne pour la note autrichienne ! Pour lui, l'Allemagne ignore cette note. C'était décidément, le mot d'ordre. D'autre part, l'ambassadeur d'Autriche à Londres va rassurer Sir Edward Grey, en lui disant que la note autrichienne ne constituait pas un *ultimatum*, « mais une demande de réponse avec limitation du temps »...

Mais le gouvernement allemand, « qui ignore la note », déclare quand même que, sous aucun prétexte il ne tient à s'immiscer dans le conflit qui divise l'Autriche et la Serbie. C'est le prince de Lichnowsky, l'ambassadeur allemand à Londres, qui fait cette déclaration stupéfiante au Foreign Office. En même temps, M. Paléologue, l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, signale les démarches faites par le gouvernement russe pour obtenir *une prolongation du délai à Vienne*. Cette demande est appuyée par l'ambassadeur de France et l'ambassadeur anglais auprès du comte Berchtold. Le chargé d'affaires de Russie à Berlin reçoit l'instruction de demander au gouvernement allemand « d'insister auprès du cabinet de Vienne », afin de faire prolonger le délai de l'*ultimatum*. Mais, ici, admirons l'esprit pervers des diplo-

mates allemands ! M. de Jagow lui donne rendez-vous à la fin de l'après-midi, c'est-à-dire au moment où l'ultimatum viendra à échéance. Les faits précités dispensent de tout commentaire. Une véritable explosion de chauvinisme couvé et surchauffé par le gouvernement se produit, en ce moment, à Berlin. Le Kaiser revient directement à Kiel. La démarche concernant la prolongation de l'ultimatum ayant été repoussée catégoriquement à Vienne, on s'attend à des surprises du côté russe.

M. Jules Cambon, comme toujours très prévoyant, télégraphie à Paris, qu'aux premières mesures militaires de la Russie, qui devenaient imminentes, l'Allemagne se jettera sur la France. L'Autriche l'a bien compris. Et c'est pourquoi elle procède sans délai aux mesures militaires, forçant ainsi la main au gouvernement du Tsar. Cette machination diabolique ne fait aujourd'hui plus de doute pour personne.

d). Les efforts des diplomates alliés.

Les diplomates alliés continuent à parlementer. M. Sasonoff déclare que « jusqu'au dernier instant, il sera toujours prêt à négocier ». Il fait mander auprès de lui le comte Szapary et lui tient ce langage : « L'intention qui a inspiré votre note est légitime, mais le procédé auquel vous avez eu recours n'est pas défendable ». Et il conclut : « Reprenez votre ultimatum, modifiez-en la forme et je vous garantis le résultat » (1).

Le chancelier russe décide, en outre, d'ouvrir une

(1) Rapport de M. PALÉOLOGUE du 26 juillet.

conversation directe entre Vienne et Saint-Pétersbourg. On croit ce procédé prompt et efficace. Mais *l'Allemagne commence déjà sa mobilisation* ! Elle tient à paralyser de suite les efforts pacifiques de ses adversaires. M. de Schœn se rend en même temps au quai d'Orsay pour assurer « que l'Allemagne se sent solidaire de la France dans l'ardent désir que la paix puisse être maintenue et qu'elle a le ferme espoir que la France agira à Saint-Pétersbourg »...

M. Bienvenu-Martin lui fait remarquer que la Russie se montrant des plus conciliantes, il faudrait que l'Allemagne agisse à Vienne en vue d'éviter l'envahissement de la Serbie. M. de Schœn se retranche alors derrière le manque d'instructions à cet égard.

Laissons de côté les autres intrigues du même M. de Schœn, qui tient à arracher au directeur politique du quai d'Orsay une note déclarant « que tout va pour le mieux, et que la France agit d'accord avec l'Allemagne ». Cela se passe le 26 juillet, au moment même où les rapports des agents diplomatiques de France, qui arrivent de tous les pays, signalent la mobilisation allemande !!! Ainsi, le Consul général de Bâle mande, le 27 juillet, que, quatre jours auparavant, les officiers allemands en vacances ont reçu l'ordre de regagner l'Allemagne !

Sir Edward Grey éclaire d'une façon loyale l'ambassadeur d'Allemagne sur les intentions de son pays. Il lui dit, entre autres, que si l'Autriche envahissait la Serbie, « il se posera une question européenne ». M. Jules Cambon, fait de son côté, des démarches désespérées auprès de M. de Jagow en faveur de la paix, mais celui-ci se dérobe. L'ambassadeur de France lui demande s'il avait pris connaissance de la note

serbe, et cet étrange Secrétaire d'État de lui répondre « qu'il n'en a pas eu encore le temps !! » Et cela se passe le 27 juillet ! Le diplomate allemand essaie même d'endormir la vigilance de M. Cambon, en lui disant « qu'il augure beaucoup de bien des conversations directes entre Vienne et Pétersbourg ». Ce qui ne l'empêche point, comme cela ressort des documents contenus dans les livres diplomatiques, de travailler dans la coulisse contre la proposition d'intervention des quatre puissances.

L'Autriche, d'accord avec Berlin, ne répond point à la suggestion de M. Sasonoff. Le Comte Berchtold déclare paisiblement (le 28 juillet !) que toutes ces conversations n'ont aucun but, la guerre ayant été officiellement déclarée à midi !

Cette résolution violente de l'Autriche a été naturellement prise sur l'instigation de l'Allemagne, dont les représentants continuent pourtant à tromper les alliés, afin de les empêcher de mobiliser. M. de Schœn affirme même à Paris que la France, d'après lui, « n'a aucun sujet de crainte, l'Autriche ayant donné l'assurance qu'elle respecterait l'intégrité territoriale serbe ».

Des rapports alarmants continuent à affluer à Londres, à Paris et à Saint-Pétersbourg. L'Autriche précipite ouvertement ses préparatifs militaires contre la Russie. Sa mobilisation formelle commence sur la frontière de Galicie. La Russie se voit obligée d'agir à son tour et, le 29 soir, l'ordre de mobilisation est expédié aux treize corps d'armée destinés à opérer éventuellement contre l'Autriche.

e). L'Allemagne travaille pour la paix !...

M. de Schœn ne se décourage pas pour si peu. Il continue à mentir de son mieux. « Le gouvernement allemand, dit-il le 29 au quai d'Orsay, ignore les intentions de Vienne. Quand Berlin saura jusqu'où l'Autriche veut aller, on aura une base de discussion ! » (*Livre jaune*, page 111).

Sir Edward Grey, avec un zèle des plus louables, n'abandonne pas la cause de la paix. Mais déjà l'Allemagne, tremblant qu'on ne réussisse à éviter la guerre, envoie subitement son ambassadeur déclarer à M. Sazonow « que si la Russie n'arrête pas ses préparatifs militaires, l'armée allemande recevra l'ordre de mobiliser ! » Le gouvernement russe comprend alors que la guerre est devenue imminente. Le doute n'était plus possible, l'État-Major et l'Amirauté russes ayant reçu des renseignements précis sur les préparatifs formidables déjà réalisés par l'armée et la marine allemandes.

Sir Edward Grey persiste dans ses nobles illusions. Il invite le prince Lichnowsky « à prier son gouvernement de proposer une formule, à son gré, pour une conférence ou une médiation », « et si elle permet de maintenir la paix, elle sera agréée par l'Angleterre, la France et l'Italie ».

Paris donne des conseils de prudence à Saint-Pétersbourg. La chancellerie russe reçoit l'assurance que « la France, résolue à remplir toutes les obligations de l'Alliance, ne négligera cependant rien pour obtenir une solution pacifique ».

Le 30 juillet, M. Paléologue (*Livre jaune*, pièce

n° 102) mande à M. Viviani que l'État-Major russe, conformément au désir de la France, afin d'enlever à l'Allemagne tout prétexte de mobilisation, *avait fait surseoir à des mesures de précaution militaire*. Bien plus, le chef d'état-major général russe donne sa parole d'honneur à l'attaché allemand que la mobilisation, qui a été ordonnée, visait exclusivement l'Autriche...

Le même jour, M. Paléologue, dans un télégramme envoyé dans la soirée, reproduit ces paroles qu'il tenait de M. Sasonoff : « En intervenant à Pétersbourg, tandis qu'elle refuse d'intervenir à Vienne, l'Allemagne ne cherche qu'à gagner du temps, afin de permettre à l'Autriche d'écraser la Serbie avant que la Russie ait pu la secourir... »

Pourtant, le désir russe d'arriver à une solution pacifique est tel que M. Sasonoff fait une nouvelle proposition : « Si l'Autriche se déclare prête à éliminer de son ultimatum les clauses qui portent atteinte à la souveraineté de la Serbie, la Russie *cessera immédiatement toute mesure militaire* ». M. Schebeko, l'ambassadeur russe à Vienne, travaille dans le même but auprès du Comte Berchtold. Dans le rapport de M. Dumaine, nous trouvons cette phrase qui démontre que tout permettait encore d'espérer la paix : « L'entretien, dit M. Dumaine, entre le comte Berchtold et M. Schebeko s'était maintenu dans un ton amical et permettait de croire que toute chance de localiser le conflit n'était pas perdue... »

Mais l'Allemagne veut sa guerre à tout prix et paralyse en cachette les efforts de la diplomatie européenne. Bien plus : elle mobilise à la hâte, semant ainsi l'inquiétude et la méfiance à travers l'Europe.

Ses intentions si brutalement démasquées, l'espoir de conserver la paix s'évanouit. Cela n'empêche point M. de Jagow de téléphoner dans l'après-midi du 30 juillet à M. Cambon que la nouvelle de la mobilisation allemande publiée par un journal officieux, *Lokal Anzeiger*, était fausse. Il prie même l'ambassadeur de France d'en informer son gouvernement *d'urgence!* Mais M. Cambon n'en est point dupe. Dans sa dépêche à M. Viviani, il découvre le jeu allemand. « J'ai, dit-il, les plus fortes raisons de penser que toutes les mesures de mobilisation sont prises en Allemagne, mais on y tient à ce que la France donne l'ordre formel de mobilisation générale avant l'Allemagne, afin qu'on puisse lui attribuer les responsabilités de la guerre. »

L'Allemagne prend ses dispositifs de couverture à quelques centaines de mètres de la frontière, sur tout le front du Luxembourg aux Vosges. Les troupes en garnison à Metz sont poussées jusqu'à la frontière et renforcées par de nouveaux régiments. *Depuis le samedi 25, les gares sont occupées militairement et les réservistes se trouvent rappelés par convocation individuelle!*

A l'intérieur, les routes sont barrées et les automobiles ne circulent plus qu'avec un permis. *Les avant-postes de l'armée allemande ont, du reste, pénétré déjà la veille, sur le territoire français. Et l'Allemagne appelle tout cela « travailler pour la paix! »*

M. Viviani s'empresse de signaler cette série de faits à Londres. Les conversations diplomatiques continuent quand même. L'Allemagne tient encore et toujours à gagner du temps. Le chancelier allemand profite même de ses bonnes relations avec l'Angleterre pour obtenir

d'elle, le 31, la promesse de laisser l'Allemagne agir « librement ».

Malgré tant d'actes de mauyaise foi commis par la chancellerie allemande, les Alliés ne se découragent point. Le 31 juillet, l'ambassadeur d'Angleterre remet une note au gouvernement français, lui demandant d'appuyer à Saint-Pétersbourg une nouvelle solution pacifique. Le Quai d'Orsay se rallie à la suggestion anglaise et en informe sans tarder son ambassadeur à Saint-Pétersbourg. *La paix aurait encore pu être sauvée.* Mais, dans la nuit, les Autrichiens bombardent subitement Belgrade. Que s'est-il donc passé? Comment l'Autriche, qui paraissait suivre les conseils de sagesse qui lui venaient des puissances alliées, a-t-elle pu commettre cet acte presque irréparable?

La Russie avait en effet accepté la formule de pacification qui lui était soumise par M. Paléologue. De nouveau une lueur d'espoir pénétrait dans toutes les chancelleries! C'est alors que l'Autriche, en conformité des instructions données par M. Tchirsky, l'ambassadeur allemand à Vienne, décrète la mobilisation générale atteignant les hommes de dix-neuf à quarante-deux ans.

M. Viviani, dans sa dépêche envoyée, le soir du 31 juillet, à tous les ambassadeurs de France, leur dit textuellement ceci :

L'attitude constante de l'Allemagne qui, depuis le commencement du conflit, tout en protestant sans cesse auprès de chacune des puissances de ses intentions pacifiques, a fait échouer en fait, par son attitude ou dilatoire ou négative, toutes les tentatives d'accord et n'a pas cessé d'encourager, par son ambassadeur, l'intransigeance de Vienne; les préparatifs militaires allemands, commencés dès le 25 juillet et poursuivis sans arrêt depuis; l'opposition immé-

diatè de l'Allemagne à la formule russe, déclarée à Berlin inacceptable pour l'Autriche avant même d'avoir consulté cette Puissance; enfin toutes les impressions venues de Berlin imposent la conviction que l'Allemagne a poursuivi l'humiliation de la Russie, la désagrégation de la Triple-Entente et, si ces résultats ne pouvaient être obtenus, la guerre.

f). L'Allemagne découvre ses cartes.

Dans la soirée du 31 juillet, l'Allemagne constate que son jeu devient ingrat. Ses adversaires ont les yeux largement ouverts. M. de Schœn annonce alors, à 7 heures du soir, à M. Viviani que l'Allemagne a décidé de prendre toutes les dispositions militaires que comporte l'état dit « *état de danger de guerre* ». Il demande en même temps « *quelles seraient les intentions de la France en cas de conflit entre l'Allemagne et la Russie* ». On sait le reste. La volonté de l'Allemagne de provoquer la guerre réside encore dans ce fait que M. de Schœn a demandé, le 31 au soir, sans attendre aucune réponse à ses questions, qu'on prenne des « *dispositions pour sa propre personne* ». Il s'agissait donc d'une rupture des relations diplomatiques pure et simple. L'Allemagne adresse un ultimatum à la Russie, lui demandant le retrait de sa mobilisation, non seulement du côté de l'Allemagne, mais encore du côté de l'Autriche, « *à l'heure précise où l'accord pouvait peut-être s'établir entre Vienne et Saint-Petersbourg* ».

Le 2 août, l'Allemagne déclare formellement la guerre à la Russie. Or, en ce moment, l'Autriche-Hongrie, chose inespérée, acceptait de discuter avec les puissances le fond même de son conflit avec la

Serbie! (1). Le Kaiser inaugure en même temps contre la France une série d'actes de guerre, sans une déclaration « préalable ». Et tout en le faisant, il charge M. de Schœn de remettre une note au quai d'Orsay, le 2 août, affirmant « que l'Allemagne ne commet point d'actes d'hostilité » et que les mesures militaires qu'elle avait prises dans le Grand-Duché de Luxembourg ne tendent qu'à la protection des chemins de fer dépendant de l'administration allemande!!!

L'impudence de ce diplomate et son absence de scrupules ne reculent devant rien. Il reçoit des instructions de son gouvernement appuyées sur des mensonges évidents et il va les communiquer sans broncher au quai d'Orsay. Ainsi, dans la soirée du 3 août, il remet une lettre à M. Viviani, dans laquelle il affirme que « les aviateurs militaires français ont survolé le territoire de son pays », qu'« ils ont violé la neutralité de la Belgique », qu'« ils ont jeté des bombes sur le chemin de fer près de Carlsruhe et de Nuremberg »!!! *Et il ajoute qu'en présence de ces « actes d'hostilité caractérisée et de ces agressions, l'empire allemand se considère en état de guerre avec la France »!*

Inutile d'ajouter que tous ces faits étaient de pure invention. La fameuse dépêche d'Ems pâlit singulièrement devant ces procédés de mensonge répétés et multipliés à l'infini. Ajoutons que M. de Schœn, en prenant congé de M. Viviani, verse quelques larmes de crocodile sur ses espérances et ses rêves détruits

(1) Cf. *Livre jaune*, pièce 135, de même que les rapports de M. DE BUNSEN, l'ambassadeur anglais (*Livre bleu*).

de pouvoir travailler pour le rapprochement franco-allemand !!

g). Le Tsar et le Kaiser.

Afin de permettre de s'orienter dans le labyrinthe de ruses et de crimes sans nombre qui avaient précédé cette guerre, il nous faut encore étudier quatre épisodes de la plus grande importance. Ils se passent simultanément à Saint-Petersbourg, à Berlin, à Londres et à Bruxelles. Quelle a été, avant tout, l'attitude du tsar Nicolas et du Kaiser à l'égard du grand conflit ? Il faut avoir recours au *Livre blanc* allemand (1) et au *Livre orange* russe, pour avoir une impression directe du caractère des deux souverains et de leur attitude intime à l'égard de l'orage menaçant qui grondait déjà au loin...

(1) Notons, entre parenthèse, que le *Livre blanc* est singulièrement pauvre, mis en regard de ceux des autres pays. Sa pièce de résistance consiste dans un mémoire très long et dans quelques pièces évasives trop courtes. Et pour cause. La diplomatie allemande n'a pas de quoi se vanter. Mais, fidèle à ses traditions, elle essaie quand même d'accréditer un petit faux. Comme les événements qui se sont déroulés lui donnent ouvertement tort, le *Livre blanc* s'efforce d'accréditer ce fait erroné, que le communiqué russe du 25 aurait été envoyé à tous les cabinets d'Europe, le 24, contrairement au contenu des autres livres diplomatiques. Ce faux devient à la fois manifeste et superflu, la Russie n'ayant envoyé son communiqué qu'après avoir gagné la certitude (*Livre orange*, les rapports des agents russes de Vienne et de Berlin), que le délai, devant prolonger l'expiration de l'ultimatum autrichien, sera refusé.

Après tout, le communiqué en question, n'ayant point modifié la situation internationale, l'Autriche n'avait qu'à accorder le délai demandé, et le *statu quo* se trouvait rétabli.

Ce qu'il y a d'original et d'inattendu dans cette petite plaquette allemande, c'est son sous-titre : *Comment la Russie et son maître trahirent la confiance de l'Allemagne et causèrent une guerre européenne !*

Nous donnons presque *in extenso* les lettres échangées entre les souverains russe et allemand. Dans la dépêche du 28 juillet (10 heures 45 du soir), l'empereur Guillaume écrit à l'empereur Nicolas :

Je ne me dissimule aucunement combien il est difficile pour toi et ton Gouvernement de résister aux manifestations de l'opinion publique. En souvenir de la cordiale amitié qui nous lie tous deux étroitement depuis longtemps, j'use de toute mon influence pour décider l'Autriche-Hongrie à en venir à une entente loyale et satisfaisante avec la Russie. Je compte bien que tu me secourras dans mes efforts tendant à écarter toutes les difficultés qui pourraient encore s'élever.

Ton ami et cousin très sincère et dévoué.

GUILLAUME.

Et l'empereur Nicolas, de répondre le 29 juillet, au Kaiser :

Je suis heureux que tu sois rentré en Allemagne. En ce moment si grave, je te prie instamment de venir à mon aide. Une guerre honteuse a été déclarée à une faible nation ; je partage entièrement l'indignation qui est immense en Russie.

Je prévois que très prochainement je ne pourrai plus longtemps résister à la pression qui est exercée sur moi et que je serai forcé de prendre des mesures qui conduiront à la guerre.

Pour prévenir le malheur qui serait une guerre européenne, je te prie, au nom de notre vieille amitié, de faire tout ce qui te sera possible pour empêcher ton alliée d'aller trop loin.

NICOLAS.

Palais de Péterhof, le 29 juillet 1914 (1 heure après-midi.)

Dans l'après-midi, Nicolas adresse une autre dépêche au Kaiser. Comme l'Allemagne tenait à la faire passer sous silence, le *Messenger officiel* russe l'a rappelée à son souvenir, le 31 janvier 1915. Cette

dépêche a été rédigée en anglais; voici sa traduction littérale :

Merci pour votre télégramme conciliant et amical. Attendu que le message officiel présenté aujourd'hui par votre ambassadeur à mon ministre était conçu dans des termes très différents, je vous prie de m'expliquer cette différence. Il serait juste de remettre le problème austro-serbe à la Conférence de La Haye. J'ai confiance en votre sagesse et en votre amitié.

Le même jour, dans la soirée, Guillaume télégraphie au Tsar :

Je pense donc qu'il est très possible à la Russie de persévérer, en présence de la guerre austro-serbe, dans son rôle de spectatrice, sans entraîner l'Europe dans la guerre la plus effroyable qu'elle ait jamais vue.

Je crois qu'une entente directe entre le Gouvernement et Vienne est possible et désirable attendu que, comme je te l'ai déjà télégraphié, mon Gouvernement essaie de toutes ses forces de la favoriser.

Naturellement des mesures militaires de la Russie, que l'Autriche-Hongrie pourrait considérer comme une menace, hâteraient une calamité que tous deux nous cherchons à éviter et rendrait également impossible ma mission de médiateur que j'ai acceptée avec empressement lorsque tu as fait appel à mon amitié et à mon aide.

GUILLAUME.

Quelques heures après, l'empereur Guillaume réfléchit visiblement et se dit qu'il faudrait, coûte que coûte, se préparer un alibi pour l'avenir. Il télégraphie donc au Tsar que « si la Russie mobilise contre l'Autriche-Hongrie, sa mission de médiateur sera compromise et que c'est le Tsar lui-même qui aura à supporter les responsabilités de la guerre ou de la paix ».

Nicolas continue à prendre au sérieux son impérial

cousin. Il lui répond, le même jour, que les mesures militaires ont été décrétées, il y a cinq jours, à titre de défense contre les préparatifs de l'Autriche, et il le supplie de continuer son rôle de médiateur, de même que son intervention énergique. Et le lendemain, le tsar Nicolas télégraphie à l'Empereur « ses remerciements de tout cœur de ses intentions d'aider à régler tout à l'amiable ». Et il ajoute même ces lignes touchantes : « Nous sommes loin de désirer la guerre..., mes troupes ne se livreront à aucun acte de provocation, je t'en donne ma parole d'honneur..., je souhaite la réussite de ton intervention à Vienne pour le bien de nos pays et la paix de l'Europe ».

Ces dépêches personnelles échangées entre les deux monarques nous permettent de saisir sur le vif le degré de l'abjection morale dans laquelle est tombé le mattoïde couronné de Berlin.

Il s'agissait de tromper la Russie sur ses intentions et le Kaiser opère en personne, flanqué de son chancelier et de ses diplomates. Ils mettent tous la main à la pâte, afin de dérouter l'Europe...

Le 31 juillet, le Kaiser se croit déjà assez fort pour renoncer à ses cartes biseautées. Mais il lui faut, avoir en réserve, un témoignage, attestant pour l'Europe et pour la postérité, qu'il n'a pas cessé de travailler pour la paix. Il trouve également nécessaire de faire rejeter d'avance sur d'autres la responsabilité de la guerre. Et, au moment suprême où la catastrophe éclate, il adresse cette dépêche au Tsar : « Je suis allé jusqu'à l'extrême limite du possible dans mes efforts pour maintenir la paix. Ce n'est pas moi qui supporterai les responsabilités de l'affreux désastre qui menace maintenant tout le monde civilisé... »

Mais cela ne lui suffit point. Il insiste davantage, dans la même dépêche, sur son rôle d'ange pacificateur. Il dit au Tsar : « la paix de l'Europe peut être encore maintenue par toi, si la Russie se décide à suspendre ses mesures militaires qui menacent l'Allemagne et l'Autriche ».

Mais, pour que la Russie ne réussisse pas à le faire, si, par hasard, le Tsar voulait donner suite à son désir, l'Allemagne envoie, dès le lendemain, c'est-à-dire le 1^{er} août, *un ultimatum* des plus blessants qui ne permet point de reculer. Cette comédie est si bien machinée que l'Allemagne, sans tarder, rejette sur la Russie les responsabilités de la guerre ! (Voir la pièce 78 du Livre orange).

b). La violation de la Belgique.

Pour comprendre les malheurs injustifiés et la grandeur du peuple belge, il ne faut point oublier la situation spéciale de ce pays à l'égard de l'Europe. Détachée de la Hollande, la Belgique avait bénéficié, en 1831, d'un statut international spécial, lui garantissant son *indépendance* et sa *neutralité perpétuelle* (article 7). Huit ans plus tard fut conclu le traité définitif hollando-belge, sur la même base d'indépendance et de neutralité perpétuelle. La Grande-Bretagne, la France, la Prusse et l'Autriche, qui prennent part à ce traité, *garantissent* son exécution.

Lorsqu'éclata la guerre de 1870, la Grande-Bretagne a obtenu, sans la moindre difficulté, l'engagement des deux pays belligérants de respecter leur propre signature. Mais les temps sont changés.

L'hégémonie allemande, qui s'étend en Europe de-

puis une quarantaine d'années, a gravement compromis le respect dû aux traités internationaux. Voisine immédiate de l'Allemagne, la Belgique, sous le coup des menaces qui lui venaient de ce côté, essaie d'y remédier. Elle s'offre donc avant tout le service militaire personnel en 1909. Le danger allemand ne cessant de grandir, et l'appui éventuel, qu'aurait pu lui prêter l'Angleterre devenant de plus en plus problématique, la Belgique adopte, en 1912, une nouvelle loi qui lui permet de doubler ses effectifs. Cette loi doit produire son plein rendement en 1917, l'Allemagne a aussi, de ce côté, quelques raisons pour précipiter sa guerre.

Les armements belges sont dirigés *indistinctement* contre tous ceux qui auraient voulu violer ses frontières. Son souci d'impartialité paraissait même offrir à l'Allemagne de telles préférences, avant la guerre, que l'opinion française, émue, accusa pendant longtemps le roi Albert et son peuple de trop pencher du côté allemand.

Tandis que le Kaiser continue à flatter le Roi et son pays, les commerçants et les industriels allemands s'emparaient pacifiquement de la Belgique. Et si la guerre avait éclaté une dizaine d'années plus tard, la mainmise des Allemands sur la Belgique eût été un fait accompli. Quoi qu'il en soit, ce pays avait droit de compter, non seulement sur l'engagement formel de l'Allemagne, mais aussi sur la reconnaissance personnelle du Kaiser et celle de son peuple.

L'Allemagne n'a cessé d'accuser l'Angleterre d'avoir, à son tour, prémédité son intervention. Mais il suffit de se reporter au passé du Royaume-Uni pour s'apercevoir que la Grande-Bretagne n'a pu agir autrement.

En 1870, n'a-t-elle pas demandé aux puissances belligérantes de respecter la neutralité belge, de même qu'elle l'a demandé en juillet 1914 ?

A cette époque, la Belgique paraissait surtout menacée du côté de la France. L'Angleterre invita les belligérants à déclarer qu'ils ne violeront point le territoire belge. Bismarck affirma qu'une assurance de ce genre devenait tout à fait excessive, étant donnés les traités en vigueur. La France répondit de même.

La Belgique adressa à cette occasion à la reine Victoria un document où nous lisons ces lignes touchantes : « Après l'inaltérable attachement des Belges à leur indépendance, le plus vivace sentiment qui remplit leur cœur est l'impérissable gratitude qu'ils accordent au peuple de la Grande-Bretagne. Ce genre de reconnaissance oblige également celui qui l'a contracté, de même que celui qui l'a fait naître ».

Ce qu'on paraît oublier pourtant, c'est l'attitude héroïque de la France à la même époque. M. Lloyd George l'a qualifiée dans son célèbre discours prononcé le 19 septembre 1914, à Londres, comme un « sacrifice volontaire de la France ». A un moment donné, l'armée française se trouva enfermée entre la frontière belge et l'artillerie prussienne. Elle n'avait qu'à violer la neutralité de la Belgique pour échapper au plus grave danger. Mais la France accepta sa défaite afin de ne pas violer ses engagements solennels. Si la France s'était résignée à commettre ce crime, l'issue de la guerre de 70 en aurait peut-être été modifiée !

Ceci dit, reprenons le fil de notre récit.

Le *Livre gris* belge renseigne sur les procédés allemands relatifs à la neutralité de la Belgique. Rappé-

lons, avant tout, le discours prononcé par le chancelier de l'Empire, le 4 août, à la tribune du Reichstag. Chaque mot y constitue une offense contre les principes les plus sacrés qui régissent les relations de peuple à peuple. Le chancelier voulait imiter Bismarck. Il procède par des phrases lapidaires et des formules décisives qui restent gravées dans la mémoire des hommes, mais son manque de scrupules est doublé d'une maladresse étonnante. Rendons pourtant justice à sa sincérité qui offre à l'Europe un document caractéristique sur les mystères de l'âme allemande...

« Nous nous trouvons en état de légitime défense », clamait le chancelier et « *la nécessité ne connaît pas de loi* ». Et puis, aux applaudissements du Reichstag, il ajoute ceci : « Nos troupes ont occupé Luxembourg et ont peut être déjà pénétré en Belgique ; cela est en contradiction avec les prescriptions du droit des gens, mais nous savions que la France se tenait prête pour envahir la Belgique : *la France pouvait attendre, nous pas... L'injustice que nous commettons de cette façon, nous la réparerons dès que notre but militaire sera atteint* ». Le chancelier continue en même temps sa campagne de mensonges qui tendent à détourner l'Angleterre de son devoir de protéger la neutralité belge. Il signifie à Londres que « l'Allemagne était obligée de procéder de la sorte à cause de *la France qui aurait eu l'occasion d'envahir la Belgique* ». « Il est évident, dit la note allemande, que nous ne pourrions annexer le territoire belge d'une manière avantageuse sans faire en ce moment une acquisition territoriale au détriment de la Hollande. Or, l'Allemagne a donné solennellement sa parole à la

Hollande de son intention de respecter sa neutralité.» Les anciens faisaient souvent graver sur des sarcophages des scènes plaisantes. Plus fort que les artistes des temps reculés, le chancelier offre à l'humanité, en proie à une catastrophe des plus gigantesques, une page d'une gaieté autrement macabre.

M. Asquith ne se laisse point troubler par ce morceau de littérature. Il demande une assurance analogue à celle que la France avait déjà donnée. Le cabinet anglais accordait à celui de Berlin jusqu'à minuit, le 4 août, pour lui faire connaître sa réponse.

Citons pour mémoire l'ultimatum allemand adressé à la Belgique, l'attitude si fière et si noble de ce pays et de son Roi qui risquent leur sécurité et leur avenir afin d'accomplir *leur devoir* de souverain et de pays neutre. Ce qui mérite pourtant d'être souligné, c'est qu'en présence de la promesse allemande du 29 juillet 1914, faite par M. de Jagow, de *respecter la neutralité belge* (1), après l'aveu du chancelier fait le 4 août que l'Allemagne a commis *un acte d'injustice* en envahissant la Belgique, ce dernier pays avait le devoir et le droit de se défendre *par tous les moyens se trouvant à sa disposition*.

Le gouvernement belge a attendu non seulement le délai posé par l'ultimatum, mais aussi la violation effective de son territoire par les troupes allemandes, avant de faire appel à la France et à l'Angleterre, garantes de sa neutralité (*Pièce n° 78 du Livre gris*). Aux termes de l'article 10 de la Convention de La Haye sur les droits et les devoirs des puissances neutres, la Belgique, en repoussant par les armes les

(1) Voir le *Livre gris*, pièce n° 38. Il s'agit de la séance du comité du Reichstag de la même date.

envahisseurs, n'a même pas accompli un acte d'hostilité.

On connaît l'opinion si autorisée du célèbre Bluntschli, le fondateur de l'*Institut allemand du droit des gens*, dont la Prusse se montre si fière. L'auteur du « *Droit international codifié* » avait établi ce principe que l'État neutre, qui ne « sait pas ou ne veut pas défendre ses droits, les perd *ipso facto!* » Si la Belgique ne défendait pas ses droits, elle aurait par cela même, d'après la doctrine allemande, compromis gravement son indépendance et son avenir! Et elle aurait été, dans ces conditions, mûre pour une annexion allemande!

Derrière le crime de la violation de la Belgique, se jouait également une de ces farces diplomatiques, qui amusera vivement la postérité. Dans les complications survenues autour de la Belgique, la diplomatie allemande a donné la mesure de son incapacité et de sa mauvaise foi. Il faut se reporter au *Livre bleu* anglais et suivre de plus près les conversations et les notes échangées entre Londres et Berlin pour comprendre jusqu'où allaient l'aberration et l'imprévoyance diplomatiques de l'Allemagne.

i). Une scène historique.

Le 4 août 1914, Sir Edward Grey, à la suite du suprême appel adressé par le roi Albert au roi George, demandant l'intervention diplomatique de la Grande-Bretagne, fait entendre à Berlin sa protestation contre la violation d'un traité que l'Allemagne a signé avec les autres puissances. Il demande une réponse immédiate. M. de Jagow prie alors le prince

Lichnovsky « de dissiper tout soupçon qui pourrait subsister à Londres au sujet des intentions allemandes ». Mais Sir Edwar Grey résiste au charme allemand. Il invite M. Goscheit, ambassadeur anglais à Berlin, à réclamer une réponse satisfaisante à son télégramme du 4 août qui devra lui être envoyée avant minuit. « Dans le cas contraire, dit-il à son ambassadeur, vous demanderez votre passeport »...

Nous assistons à une scène dramatique du plus haut intérêt. Elle dépasse, au point de vue pathétique et pittoresque, les pages les plus impressionnantes de Saint-Simon. Ayant reçu le télégramme si énergique de son gouvernement, l'ambassadeur anglais s'en va trouver M. de Jagow. Celui-ci réédite la comédie des raisons de « vie et de mort » qui se posaient pour l'Allemagne. L'ambassadeur britannique, que l'éloquence du diplomate allemand laisse imperturbable, lui pose nettement la question : est-il encore temps de faire un pas en arrière, sinon, il se verrait obligé de demander ses passeports... M. de Jagow parle encore de la sécurité de l'Empire. Il ajoute même ses regrets poignants de voir « *s'écrouler toute sa politique et celle du chancelier, qui consistait à nouer des relations amicales avec la Grande-Bretagne et ensuite, par elle, de se rapprocher de la France.* »...

M. Goschen insiste sur l'impossibilité pour l'Angleterre d'agir autrement. Il demande à voir le chancelier en personne. Ici, laissons la parole à M. Goschen et donnons textuellement le récit de son entrevue (*Livre bleu*, pièce n° 160) :

J'ai trouvé le Chancelier *très agité*. Son Excellence a commencé tout de suite *une harangue qui a duré environ vingt minutes*. Il a dit que la mesure prise par le Gouverne-

ment de Sa Majesté britannique était terrible au dernier point; *juste pour un mot* — « neutralité », un mot dont en temps de guerre on n'a si souvent tenu aucun compte, — *juste pour un chiffon de papier*, la Grande-Bretagne allait faire la guerre à une nation à elle apparentée, qui ne désirait rien tant que d'être son amie. Tous ses efforts en ce sens ont, a-t-il continué, été rendus inutiles par cette dernière et terrible mesure; la politique à laquelle, comme je le savais, il s'était voué depuis son arrivée au pouvoir, était tombée comme un château de cartes. Il s'est écrié que ce que nous avons fait est inconcevable; *c'est comme frapper par derrière un homme au moment où il défend sa vie contre deux assaillants*. Il tient la Grande-Bretagne pour responsable de tous les terribles événements qui pourront se produire.

J'ai protesté avec force contre cette déclaration et ai dit que, de même que lui-même et M. de Jagow désiraient me faire comprendre que pour des raisons stratégiques, c'était pour l'Allemagne une affaire de vie ou de mort d'avancer à travers la Belgique et de violer la neutralité de cette dernière, de même je désirais qu'il comprit que *c'était pour ainsi dire une affaire de « vie ou de mort » pour l'honneur de la Grande-Bretagne que de tenir l'engagement solennel pris par elle de faire en cas d'attaque tout son possible pour défendre la neutralité de la Belgique*. Il est, ai-je insisté, tout simplement nécessaire de tenir ce pacte solennel, sans quoi quelle confiance n'importe qui pourrait-il avoir à l'avenir dans les engagements pris par la Grande-Bretagne?

Le Chancelier a repris: « Mais à quel prix ce pacte aurait-il été tenu? Le Gouvernement britannique y a-t-il songé? » J'ai insinué à Son Excellence, avec toute la clarté qui me fut possible, que la crainte des conséquences ne pouvait guère être considérée comme une excuse pour la rupture d'engagements solennels; mais *Son Excellence était dans un tel état d'excitation, il était si évidemment démonté par la nouvelle de notre action et si peu disposé à entendre raison que je m'abstins de jeter de l'huile sur le feu en argumentant davantage*. Comme je prenais congé de lui, il a dit que le coup que la Grande-Bretagne portait à l'Allemagne, en s'unissant à ses ennemis, était d'autant plus violent que

presque jusqu'au dernier moment lui et son Gouvernement avaient travaillé avec nous et appuyé nos efforts en vue du maintien de la paix. »

Nous aurions pu finir ici l'exposé du crime allemand. Mais l'activité diplomatique de Berlin n'a point cessé avec la violation de la neutralité de la Belgique. Le monde civilisé ayant été saisi d'horreur devant un tel manque de scrupules, le chancelier croit utile d'ajouter quelques nouveaux mensonges à ceux déjà prodigués par lui avant et après le commencement des hostilités.

j). Quelques mensonges de plus.

Il s'agissait de prouver que la Belgique avait négocié avec l'Angleterre un pacte dirigé contre l'Allemagne. On a inventé, pour le besoin de la mauvaise cause, une histoire tout à fait invraisemblable. Le roi Albert devenu, au printemps de 1914, un simple agent de la Triple Entente, aurait conclu une convention militaire avec l'Angleterre et la France !

D'autre part, le même roi Albert, agissant pour le compte de la Triple Entente, aurait essayé de former une ligue des États neutres de l'Europe centrale. Cette invention fait long feu. L'Allemagne, tout en se servant des pièces fantaisistes et en dénaturant le sens des documents authentiques, ne peut rien prouver. La ligue des neutres, qui avait été lancée en Suisse, fut précisément accueillie avec indifférence, sinon avec une hostilité marquée, par la Belgique. Et s'il avait été même prouvé que la Belgique tenait à garantir sa neutralité par un pacte spécial conclu avec l'Angleterre et la France, elle eût été dans son droit.

La menace de sa violation n'était point illusoire. Les ouvrages des écrivains militaires allemands les plus autorisés l'avaient ouvertement. Tous les plans stratégiques de l'Allemagne y compris celui de la guerre de 1914, préparé depuis plusieurs années, avaient pour point de départ l'envahissement de la Belgique.

Dans une conférence faite à Berlin par le général von Schlifffen, à la demande du Kaiser et en sa présence, le général avait exposé les plans de la future guerre franco-allemande, qui devait commencer par l'envahissement de la Belgique, facilitant la prise de Paris plusieurs semaines après...

Cet aveu formel résulte d'ailleurs de tous les documents signés par le chancelier et par M. de Jagow.

*
* *

La lecture de ces documents, incontestables et impossibles à contester, dissipera les doutes en ce qui concerne les responsabilités de la catastrophe mondiale, déchainée avec une préméditation si évidente par le Kaiser, sa diplomatie et son peuple. L'Autriche y joue le rôle d'un complice d'autant plus coupable que son crime de 1908 avait déjà gravement compromis la sécurité de l'Europe.

Les livres diplomatiques réunis dégagent, en outre, une telle atmosphère de crimes et de mensonges, qu'on comprend aisément que le monde civilisé ne pouvait plus continuer à vivre en paix en présence des provocations et des inquiétudes créées et entretenues par l'hégémonie de Berlin.

CHAPITRE VIII

UNE GUERRE MONSTRUEUSE

« Et voilà un cheval pâle; et celui qui
était monté là-dessus s'appelait la
Mort; et l'Enfer le suivait. »
(*Attila*, par THIERRY).

a). Violation de tous les droits de la guerre.

La même pensée paraît animer tous ceux qui bataillent à la suite et à côté de la France : il s'agit de sauver la mise sacrée de l'humanité contre les barbares. Nous avons conquis, au cours des siècles, des progrès inappréciables. D'essence morale, ils animent et éclairent de rayons doux et humains, le régime de la paix et celui de la guerre, la vie privée des individus et celle des peuples. Une série de traités et de conventions ont eu en vue d'endiguer la barbarie et la cruauté d'autrefois. On a réussi à « christianiser » les conflits et à protéger les petits peuples contre les belligérants plus forts, qui pourraient être tentés de les soumettre aux calamités de la guerre.

Le respect de leur « neutralité » s'impose de même que celui de la vie des paisibles citoyens, des villes ouvertes et non fortifiées. Le Kaiser et sa soldatesque

ont prouvé, dès le début de cette guerre, le peu de cas qu'ils font des engagements solennels contractés par leur pays et de l'estime des honnêtes gens. Devant la force, la loi disparaît.

Animé de ce principe, le Kaiser viole la Belgique. Bien plus, il fait suivre ce crime initial d'une multiplicité de forfaits tellement odieux que son armée se trouve, dès le commencement de la guerre, au niveau des Bachi-Bouzouks tures ou des Boxers chinois.

Un cri d'horreur retentit à travers le monde civilisé. Ceux-là mêmes qui avaient été trompés, avant le mois d'août, par l'Allemagne d'autrefois, ont compris que celle d'aujourd'hui, foncièrement démoralisée par le mattoïde qui la gouverne, est sur le point d'être reniée par la famille des peuples civilisés. Une lettre de Sir William Ramsay, publiée dans le *Times*, est d'autant plus significative qu'elle résume l'état d'âme de presque tous les amis de l'Allemagne d'hier. L'homonyme du célèbre prix Nobel dit textuellement ceci : « Mon admiration pour l'Allemagne en tant que puissance civilisatrice se transforme en moi en un *sentiment de répulsion*, lorsqu'elle foule aux pieds l'équité et les droits et contraint un état neutre à subir les horreurs de la guerre ».

Les États-Unis, malgré les appels désespérés de la diplomatie allemande et l'influence néfaste qu'y exercent les financiers et les industriels d'origine germanique, se détournent du Kaiser et de ses armées.

Que dire de l'Italie qui, alliée hier, se trouve obligée à son tour de prendre les armes pour sauvegarder les conquêtes de la civilisation dont elle est un des nobles et ardents champions ?

Les cris de colère, de mépris et de réprobation

retentissent partout. La Prusse se charge elle-même de jeter son masque d'emprunt. Elle prouve au monde civilisé qu'il faut détruire sa puissance militaire si l'humanité ne veut point sombrer.

L'année 1914 rappelle sous certains rapports celle de 451, où Aétius avait vaincu Attila dans les champs catalauniques. Sans cette victoire, l'Europe, découronnée de tout ce qui faisait sa gloire, aurait été replongée dans une sauvagerie sans nom. Le monde fut alors tout près de sa fin. Attila, chassé avec ses hordes, disparut quelques années plus tard, dans l'opprobre, comme un épouvantail déshabillé.

L'armée allemande est marquée d'ores et déjà du sceau d'infamie pour de longues années. Elle a perdu son honneur militaire que ne sauront lui rendre des batailles victorieuses... ou désastreuses.

L'histoire des méfaits allemands n'est point fermée. Elle se prolongera probablement jusqu'à la fin des hostilités. L'ivresse des premiers triomphes a surexcité chez les soldats de Guillaume la cruauté des instincts humains réveillés d'une façon si malencontreuse, tandis que les batailles infortunées ne feront sans doute que les exaspérer davantage.

Victorieux ou vaincus, les soldats allemands n'ont cessé de transgresser les règles les plus sacrées des conventions modernes. De toutes les prescriptions du célèbre accord consenti à La Haye par les puissances sous le titre : « Lois et coutumes de la guerre sur terre », il ne reste aujourd'hui presque rien. Les commissions officielles érigées par la Belgique d'abord et ensuite par la France, ont fait ressortir d'une façon désormais indiscutable que les pillages, les massacres, les viols, les incendies ont caractérisé la

campagne allemande dès ses débuts. Dès leur entrée en Belgique, ils ont tué et torturé des milliers de non combattants et parmi eux des prêtres, des femmes, des enfants et des vieillards. Ils déportent en outre, en Prusse, des populations paisibles.

Ils détruisent systématiquement des villes et des monuments historiques, des établissements scientifiques et charitables et cela, le plus souvent, sans aucun but stratégique. Ils bombardent les villes ouvertes et jettent des bombes sur des femmes et des enfants. Le vol systématique est organisé en outre sous la surveillance des officiers supérieurs ; on vide les musées, mais on vide aussi les maisons des particuliers. L'odieux des crimes allemands éclate surtout en Belgique, car ce pays neutre n'a fait que remplir son devoir en défendant l'honneur et le droit. Que dire enfin du traitement sauvage infligé aux prisonniers ? Tantôt on trempe les mains des malheureux dans l'eau bouillante ; on met la corde au cou aux autres et on les fait courir derrière les chevaux. On arrache aux prisonniers leurs jambes en les écartelant ou on leur enlève les entrailles après leur avoir fendu la tête à coups de crosse. Aux femmes on coupe les seins ; aux enfants leurs petites mains ; on assassine les médecins penchés pour ramasser les blessés ; on jette les malades dans la rue, de même qu'on égorge les prêtres par centaines. Les Allemands inventent un système d'otages particulier. Ceux-ci servent autant à extorquer les derniers sous qui restent aux habitants qu'à semer la terreur dans leur entourage. Sans attendre le moindre prétexte on les bat et on les torture. Souvent pour l'amusement des soldats, on les met en tas et on les massacre à coups de mitrail-

leuse. On les oblige avec une cruauté raffinée à creuser leur propre fosse et puis on entasse dedans les blessés et les morts.

Il ne s'agit point de méfaits isolés commis en état d'ivresse, mais de crimes décrétés d'avance. Les officiers supérieurs et les généraux se solidarisent avec ces actes. On surprend souvent des signatures de commandants apposées au bas des ordres les plus révoltants.

Le général de Bülow fait afficher, le 22 août, à Liège que : « C'est avec mon consentement que le général en chef a fait brûler toute la localité et fait fusiller cent personnes ». Le général Stenger signe l'ordre d'assassiner les blessés. Ce procédé paraît être très fréquent, car il se trouve confirmé autant par les Belges, les Anglais, les Russes et les Français que par les prisonniers allemands eux-mêmes.

La commission française relève la même monotonie de crimes de lèse-humanité. Elle constatera, d'accord avec celle de Belgique, que tous les crimes mentionnés plus haut sont de pratique courante. On nous dira aussi dans le même document « que ces faits accusent dans la mentalité allemande depuis 1870, une étonnante régression ».

Les Allemands donnent partout comme prétexte que des civils avaient commencé à tirer sur eux. Or ils ne peuvent le prouver nulle part. On a même pu produire des documents établissant que les envahisseurs ont tiré des coups de fusil dans le voisinage des habitations afin de trouver des excuses pour accomplir leurs horreurs. La fureur incendiaire des envahisseurs s'affirme au même degré en France comme en Belgique. Elle est dirigée surtout

contre les églises et les monuments qui présentent un intérêt d'art ou de souvenir. Et comme les destructions ont été prévues d'avance, les Allemands avec cet esprit de méthode dont ils sont si fiers, transportent partout un véritable matériel incendiaire qui comprend des grenades, des pompes à pétrole, des torches, des baguettes de matière fusante et des sachets contenant des pastilles d'une poudre comprimée très inflammable. Il serait fastidieux de vouloir reproduire cette série lamentable de forfaits (1).

Il suffit de consulter les documents officiels pour saisir sur le vif l'abaissement de l'Allemagne moderne déterminé par son militarisme qui méprise tous les progrès moraux de l'humanité.

Le professeur Lasson déclare pourtant que « l'armée allemande est pour ainsi dire une image réduite de l'intelligence et de la moralité du peuple allemand! » Même les ennemis les plus passionnés de l'Allemagne ne pourront pas aller au delà de cette définition de son peuple par le célèbre historien berlinois. Et M. Lasson doit être dans le vrai. « Le crime allemand » révèle dans son intégralité, un calcul si minutieux, une préparation si méticuleuse, qu'on ne peut point se méprendre sur son caractère national. Il constitue le prolongement des aspirations de tout un peuple, l'expression de sa haute « Kultur » scientifique, consciente de ses buts, de sa méthode et de ses moyens pour s'imposer au monde. Et le professeur

(1) Les rapports officiels belges et français, basés sur les témoignages recueillis sous la foi du serment et appuyés par des pièces irréfutables et des documents photographiques, sont, à cet égard, des plus troublants. Il faut lire également : *Les Barbares en Belgique*, par Pierre NOTHOMB; *Les Crimes allemands d'après des témoignages allemands*, par Joseph BÉDIER, etc.

Neisser renchérissant sur son confrère ajoutera même que si l'Allemagne sort victorieuse de cette guerre, « elle cultivera de son mieux son militarisme, afin de conserver les fruits de sa victoire ».

« C'est la guerre », s'écrient pourtant certains Allemands, dans leur désir de disculper les criminels et leurs crimes. Ils oublient que le recours suprême aux armes a ses lois et que la guerre a son code d'honneur. Comment les supprimer sans exposer l'humanité à de plus graves dangers ? Conçue et exécutée à la façon allemande, la guerre et les armées ne représenteraient plus qu'un vaste crime ayant à sa disposition des criminels innombrables de droit commun !

Les noms des généraux de marque, solidaires de tous ces forfaits et qui tous jouissent en Allemagne d'une estime particulière, ajoutent encore à l'odieux de leurs procédés.

Parmi les cambrioleurs, les assassins des habitants paisibles, ou parmi les incendiaires figurent, entre autres, le duc de Brunswick, le général von Dureuh, le prince de Wittgenstein, le général Clauss, le général von Heeringen, le général Fabricius, ou les propres fils de l'empereur ! Que faut-il penser de leurs actes et de leur honneur ?

Ce sont les Allemands eux-mêmes qui se chargent de les juger. Rappelons-nous la fameuse enquête de l'un de leurs principaux périodiques, la *Deutsche Revue*, publiée en octobre 1913. Il s'agissait à cette époque des atrocités commises par les Bulgares. Les généraux allemands, consultés à ce sujet, donnent libre cours à leurs sentiments désintéressés. Pour le général Litzmann : « l'on devrait, par tous les moyens, amener l'opinion publique universelle à considérer

comme privée d'honneur et décréter *indigne de la société des peuples civilisés*, toute nation qui ferait la guerre aussi honteusement ». Le général von Bernhardi, lui-même, déclarera « qu'il faut se garder de tout acte de violence contre les populations paisibles ». En parlant des officiers bulgares, il leur reproche qu'ils n'ont rien tenté pour mettre fin aux abominables procédés de leurs soldats et il ajoute : « Ces peuples ont prouvé par là qu'ils ne pouvaient pas être comptés avant longtemps parmi les nations civilisées et qu'ils ne sont chrétiens que de nom » !

Le sac de Louvain et le bombardement de Reims, la destruction d'Arras et de tant d'autres monuments et choses d'art, sont autant de crimes contre la civilisation, contre l'art et contre l'humanité. Ils se trouvent du reste condamnés aujourd'hui par tous les peuples civilisés.

Les Allemands qui aiment à se reporter dans le passé pourront y trouver des preuves humiliantes pour leur amour-propre. Lorsque Alaric, roi des Goths, pénétra dans Rome en 410, il avait défendu de mettre le feu à la ville. Les Vandales de Genséric ayant pris Rome en 455, après avoir pillé la capitale, en respectèrent tous les édifices. Il en est de même des Goths qui assiégèrent la ville sainte en 537, ou de ceux qui, conduits par Totila en 546, s'emparèrent de Rome. Théodoric, roi des Goths, parle avec une piété touchante de Rome qui renferme « les miracles de l'univers », et défend ses monuments contre les Romains eux-mêmes. En comparant Guillaume et son peuple aux Vandales et à leurs rois d'autrefois, on s'aperçoit de combien ces derniers leur sont supérieurs.

Nous l'avons dit et nous le répétons à dessein. Les

belligérants de même que les peuples neutres doivent se pénétrer de cette vérité. Tant que le militarisme allemand restera vivant, la Paix, le Droit et la Justice demeureront des mots vides de sens...

Nous n'essaierons même pas d'énumérer ses crimes. L'Histoire et le tribunal de La Haye s'en chargeront plus tard. Qu'il nous soit seulement permis de citer une série de faits épisodiques, qui, officiellement confirmés par les Belges, les Anglais et les Français, ne peuvent plus être contestés par personne.

b). Crimes et cruautés.

Passons sous silence les premiers exploits guerriers du gouvernement prussien. Sa façon de traiter les ambassadeurs français, anglais et russe, de même que les procédés odieux employés à l'égard des paisibles habitants des pays alliés, qui se trouvaient sous sa domination au moment de l'explosion de la guerre, ont soulevé la conscience universelle. On empêche l'impératrice douairière de Russie de continuer son voyage jusqu'à Saint-Pétersbourg; on arrête un grand-duc et on permet à la foule d'injurier et de cracher au visage de paisibles voyageurs russes. Bien plus, on accable de coups de canne et de parapluie les hommes, les femmes et les enfants.

Le premier secrétaire de l'ambassade de Russie à Berlin a été frappé d'une façon tellement violente que son visage en fut ensanglanté. Tandis que le gouvernement français, respectant les droits de l'hospitalité et de civilité internationale, entoure de tous les soins le départ de M. de Schœn et lui offre un train spécial, on insulte l'ambassadeur français et sa suite.

On colle au mur et on assassine à bout portant des étudiants français et des voyageurs de commerce qui essaient de regagner leur pays.

On n'épargne pas le même traitement odieux aux vieillards qui, tel que M. Bernardino de Campos, l'ancien président de Saô-Paulo, aveugle et pouvant à peine se trainer, méritait cependant quelques ménagements.

En même temps on commence l'odieux chantage contre la Belgique, et on inonde le monde et l'Allemagne de fausses dépêches où l'on va jusqu'à donner des détails sur l'assassinat de M. Poincaré.

Mais, une fois en Belgique ou en Alsace, les armées allemandes y inaugurent des crimes de sauvageries et de brutalités qui laissent derrière eux tout ce que les Allemands avaient fait pendant la guerre de 1870.

Chose plus significative. On a trouvé des notes de route sur les prisonniers et les cadavres allemands où leurs auteurs avec cette « ingéniosité sentimentale » qui nous attendrissait tellement chez les Allemands d'autrefois, enregistrent leurs impressions et les ordres reçus. Ces documents authentiques se trouvent entre les mains des gouvernements alliés.

Nous donnons à titre d'exemple un extrait du rapport officiel du préfet de Meurthe-et-Moselle. Il démontre que tous ces crimes ont été perpétrés d'une façon méthodique.

A Badonviller, onze personnes assassinées, dont la femme du maire, soixante-dix-huit maisons incendiées, avec du pétrole ou des cartouches spéciales.

Après le pillage de la ville, l'église a été canonnée et démolie; quinze otages, dont le juge de paix, ont été emmenés, le 15 août.

A Bréménil, cinq personnes ont été assassinées, dont un

vieillard de 74 ans; un homme blessé il y a quelques jours, alité, a été brûlé dans sa maison avec sa mère âgée de 74 ans. Le maire a eu l'épaule traversée d'une balle.

Parux n'est plus qu'un monceau de ruines; presque toutes les maisons ont été incendiées, non par des boulets pendant un combat, mais par des soldats dès leur arrivée, avec des cartouches spéciales.

A Oslamont, plusieurs victimes, dont une jeune fille. La chocolaterie saccagée et pillée.

Et comme le Kaiser est généralissime de son armée et se mêle à tous les détails de son fonctionnement, il faut aller logiquement jusqu'au bout de notre accusation et jeter à la face de ce souverain, qui a déshonoré son trône et son pays, les infamies dont il s'est rendu coupable.

Du reste, dans un communiqué officiel du gouvernement français, publié vers la fin du mois d'août, nous lisons, entre autres, ceci :

L'incendie des villages a été une mesure générale, de même que les mises à mort des habitants.....

L'ordre d'exécution a été donné par le commandement : colonels dans certains points et commandants de corps dans d'autres.....

Et comment oublier, au moment du règlement des comptes définitifs, les crimes dans le genre de ceux indiqués plus haut, qui multipliés à l'infini, demandent une justice exemplaire et implacable?

CHAPITRE IX

LES FRANÇAIS DE NOS JOURS

France et Allemagne ! Mises en regard pendant cette guerre terrible, leur dissemblance — résultant d'une morale différente nourrie d'autres inspirations et tendant vers d'autres buts — devient tout à fait saisissante. Les deux pays, vivant dans un contact quotidien et soumis à une pénétration réciproque, se trouvent plus séparés que le Nord extrême du Sud le plus éloigné ou le blanc des jaunes ou des noirs. L'énumération des choses qu'ils ont en commun, en commençant par la religion chrétienne et en finissant par les conquêtes matérielles de la civilisation, deviendrait pourtant fatigante dans sa longueur. Comment a-t-on pu creuser le gouffre qui les rend si éloignées ?

On invoque l'antagonisme des races, généralisation facile et vide de sens. Germains contre Gaulois ! Cette constatation, qui satisfait les badauds de la pensée, a contre elle toutes les données de l'anthropologie historique. Rappelons cette affirmation catégorique de Jubainville, fruit des études approfondies faites pendant toute sa vie : « C'est la France qui a été peuplée

par les Germains et c'est l'Allemagne qui a été faite par les Gaulois. » Faudra-t-il en conclure que les Germains de France ne pourront jamais supporter les Gaulois de la Germanie ?

Abandonnons cette logomachie qui n'explique rien. L'antagonisme des races est la résultante, mais non point la cause. L'anthropologie sépare énergiquement les Français des Russes, les Flamands des Wallons, et les Anglais des Russes et des Français, et cela ne nous empêche point de leur rendre justice, de les aimer et de collaborer pour le triomphe d'une grande œuvre. Le principe *racial* est à la fois décevant et dissolvant. Le sens moral des hommes fait tout. La configuration crânienne, celle des angles faciaux, la couleur de nos yeux, de nos cheveux ou de notre peau, restent privées de toute signification. Après tout, l'anthropologie la plus pointilleuse n'est pas en état de révéler les traits distinctifs qui sépareraient les Français et les Germains.

Mais il y a l'âme. Il y a la conscience humaine. C'est dans ce domaine que les peuples se différencient le plus. Les uns se rapprochent de Dieu, les autres des démons.

Nous oublions un peu trop notre caractère d'homme pour ne penser qu'à nos qualités de bêtes. Les données du matérialisme grossier et factice nous trompent chaque fois, quand nous les appliquons à l'être fait à l'instar de Dieu. Revenons de grâce au principe spirituel qui seul donne un but à la vie et une signification à nos agissements sur la terre.

Et c'est à ce point de vue que les Allemands se distinguent radicalement des Français.

a). L'âme française.

Nous avons donné plus haut quelques explications de l'abaissement moral et intellectuel de l'Allemagne moderne. Les peuples sont maniables comme les individus qui les composent. Sous l'influence de ses bourreaux — les Hohenzollern, les hobereaux et la soldatesque — les Allemands s'embourbaient de plus en plus dans une sorte d'insociabilité, faite du mépris des autres peuples et des principes moraux qui animent et embellissent notre vie.

Les Allemands sous Guillaume II ne forment point une race, mais *une humanité distincte*. Leurs chefs pouvaient déclarer hautement que les traités ne représentent que des chiffons de papier ; leurs armées pouvaient envahir un pays neutre et y commettre des cruautés sans nombre ; leurs dirigeants pouvaient même préparer et préméditer de longue main une guerre fratricide et la conduire, dès le début, contrairement aux règles élémentaires de la civilisation, de la religion et de la morale ; le peuple allemand n'en a ressenti ni le moindre remords, ni la moindre honte. La France et le monde civilisé paraissaient même parler une langue inaccessible aux Germains. Ceux-ci ont fini par ne rien comprendre ni aux sacrifices des Belges défendant leur liberté, ni au mépris unanime du monde civilisé.

Les classes dirigeantes ont réussi à déraciner chez le peuple allemand les plus belles fleurs de la sensibilité moderne : la pitié pour les faibles, le respect pour la femme, l'amour et la commisération pour les malheurs humains.

Pauvre Allemagne ! Tout en admettant la nécessité de son châtement qui doit s'abattre le plus durement sur les principaux criminels, il faut plaindre ce peuple descendu si bas au bout d'un demi-siècle. Il est plus douloureux de compromettre la dignité humaine que de perdre quelques batailles, voire même quelques provinces. La sympathie du monde et son estime, si méprisées par l'Allemagne de nos jours, ont, du reste, une grande valeur matérielle. Elle a pu s'en rendre compte, en voyant les amitiés et les concours qui entourent la France et lui procurent des réservoirs inépuisables de force et d'espérance.

Ceux qui ont osé douter de la France assistent à un spectacle unique dans les annales du monde. Le peuple, qu'on avait taxé d'anarchiste et d'antipatriote, dont les divisions intérieures encourageaient tous les attentats contre son indépendance, se révèle de nouveau comme le peuple le plus discipliné de la terre. L'unité nationale, qui n'a été rompue que de surface, se refait subitement à l'appel de la Patrie en danger. Quatre millions d'hommes quittent leurs foyers. Joyeux et pleins de confiance, ils vont accomplir leur devoir...

Les pouvoirs publics se trouvent eux-mêmes surpris et désorientés. Dans chaque pays on escompte instinctivement d'avance un certain nombre de défaillances, pour ne pas dire de désertions. La France n'en connaît point. Bien plus, de toutes les classes sociales partent des suppliques inattendues, réclamant l'honneur de servir la patrie. Et tel est le charme qu'exerce sa sociabilité, que presque tous les étrangers vaillants qui se trouvent sur le sol français, au moment de la déclaration de la guerre, demandent

à participer à la défense du pays et de l'idéal français.

La France a fini par avoir un nombre de soldats inespéré. Chose qui stupéfiera les historiens de l'avenir, ce pays, réputé antimilitariste, a pu mettre sur le pied de guerre relativement presque autant de combattants que l'Allemagne ayant une population tellement militarisée qu'elle ressemble, en pleine paix, à un camp guerrier.

L'ennemi devant les portes a opéré instantanément la concorde et l'amour entre tous ceux qui pensent « à la française ». Les partis ont remisé leurs drapeaux de discorde et arboré unanimement celui de l'humanité luttant pour la paix et le droit.

En commençant par le gouvernement, en passant par toute la presse et en finissant par les socialistes et les antimilitaristes eux-mêmes, tout le monde proclame à l'unisson que la France bataille pour un grand idéal et devra faire tous les sacrifices pour son triomphe. En fondant le *Bulletin des Armées*, le ministre de la guerre écrit au président du conseil que la guerre a pour but, non seulement l'indépendance de la patrie et la grandeur de la France, mais le triomphe du droit et de la liberté. Et le président du conseil de lui répondre que « la France incarne le droit éternel » et que « cette guerre nous mène vers un avenir qui doit affranchir l'Europe de la plus abjecte tyrannie et assurer la paix internationale ».

La force de l'armée française et sa victoire, en dehors de la libération de la patrie, veulent dire à la fois le règne du droit et le triomphe de la justice à travers le monde.

La Confédération générale du travail, qui affichait

ses préoccupations exclusives de la lutte matérielle des classes et ne concevait une révolution que pour l'augmentation des salaires, épouse, à son tour, le grand idéal humanitaire ! Des milliers de terrassiers, qui menaçaient de se tourner contre les officiers en temps de guerre, réclament à hauts cris des fusils afin d'abattre les ennemis de la liberté.

Il y a donc un génie français qui synthétise toutes les aspirations de l'âme nationale. Il plane au-dessus des querelles et des luttes momentanées, et unit en un faisceau inséparable ses membres les plus disjoints. Il est humanitaire par excellence, car il pense au salut de tous les peuples par le salut de la France.

La patrie française continue à être une étoile morale qui éclaire et anime le monde. Imaginons-nous son déclin passager, et nous apercevrons de suite, comme conséquence directe, la liberté diminuée ou anéantie, et l'humanité elle-même qui, de chute en chute, retomberait dans une barbarie sauvage.

L'amour de la France s'impose ainsi à tous, car sa fortune entraîne celle des autres pays. Son patriotisme s'accommode de celui de tous les peuples libres et des nations qui veulent être libérées. Les sympathies qui vont vers elle sont presque instinctives. En travaillant pour la communauté des peuples, elle ne tient point à garder pour elle l'exclusivité de ce privilège. Elle accueille avec joie et reconnaissance tous les efforts qui secondent les siens. Son contact anime d'un altruisme supérieur les autres pays qui travaillent avec elle ou à côté d'elle.

L'Angleterre passe avec raison pour un des peuples les plus nobles et les plus libres de la terre. Mais elle a réalisé la liberté à son profit, en sa faveur. On n'étai

point accoutumé à la voir travailler au bénéfice commun. Or, écoutez le langage d'aujourd'hui de ses hommes d'État, de ses généraux, de ses écrivains. Jamais paroles plus réconfortantes et d'un désintéressement plus généreux et plus large n'avaient retenti à travers le monde.

C'est un véritable Evangile de peuples libres qui se tendent les mains pour recréer une humanité nouvelle.

La Russie, elle-même, sous l'influence magnétique de la confraternité d'armes avec la France et la Grande-Bretagne, tient également à gagner sa grand-croix humanitaire. Ses qualités guerrières étaient connues, mais la voici occupant un rang enviable parmi les peuples travaillant pour une espérance bien plus noble que les agrandissements territoriaux : une humanité meilleure et plus heureuse.

b). Le passé et le présent.

On a beaucoup écrit sur l'âme française. Ses adversaires eux-mêmes n'ont pu s'empêcher de rendre hommage à ses vertus séculaires. Parcourons la littérature universelle. Il n'y a pas un pays au monde dont les actes et les gestes furent plus admirés et plus exaltés. Les écrivains allemands, anglais, slaves, espagnols ou italiens, tous, à l'unisson, vantaient son esprit et son génie.

Pourtant ces hommages ne s'adressaient ordinairement qu'au passé. Des malentendus regrettables semblaient séparer de nos jours le monde civilisé et le génie français. Ces malentendus avaient atténué l'admiration d'autrefois et diminué la sympathie universelle

dont jouissait la France. Laissons de côté la défaite de 1870. Ce fait brutal n'a pu impressionner que les peuples et les individus voués exclusivement au culte de la force, et par cela même d'essence inférieure. Il y avait, à cette altération des sentiments, d'autres raisons plus graves. L'étranger, ayant pris trop à la lettre les diatribes de nos grands pamphlétaires, de même que la littérature des prétendus « réalistes », s'est cru autorisé à parler de décadence d'âme, là où il n'y avait souvent qu'un amour trop passionné du pays, des excès d'une littérature romantique, ou tout simplement le résultat de calculs mercantiles. Le grand public, qu'il soit français ou étranger, n'aime malheureusement qu'une littérature ou un journalisme pimentés.

Pour la France la chose se compliquait davantage. La liberté illimitée de la presse, jointe aux passions des partis, qui comprennent le patriotisme sur la terre et le salut au ciel d'une façon tout à fait opposée, a créé une littérature et une langue spéciales. C'est toujours du français ; mais ses termes ont perdu leur ancien sens et pris une nouvelle signification. Les mots usuels : traître, vendu, tripoteur, ou tout simplement voleur, n'expriment souvent qu'une simple divergence d'opinion relative au monopole de l'enseignement ou à la nécessité de l'impôt sur le revenu. Dans leur incompréhension des finesses de la langue ou des conditions de la lutte des partis, maints écrivains étrangers ont émis sur la France des opinions injustes. N'avons-nous pas vu des ouvrages monstrueux sur la psychologie collective du peuple français, rédigés d'après les opinions des Français eux-mêmes ? Ironie suprême : certains écrivains ont cru être tout à fait

impartiaux en se servant des jugements réciproques que les partis principaux en France professent à l'égard des autres. On devine quelle image épouvantable on a ainsi obtenue de notre pays et de ses citoyens.

Une littérature abondante, et qui avait pour but de salir nos mœurs et nos pensées, a fait le reste. Les étrangers, avec une naïveté naturelle ou simplement feinte, prenaient la France au mot. Et tandis que Paris, foyer d'attraction des oisifs des deux mondes, leur offrait des amusements au niveau de leurs appétits, on a voulu voir le goût de la France dans ces plaisirs douteux réservés à ses hôtes passagers et frivoles. C'est un peu comme cette littérature pornographique d'exportation, fabriquée spécialement pour les blasés de tous les pays. On aurait tort d'y voir une peinture de la vie française, de même qu'il serait excessif de considérer les noms de leurs auteurs comme représentatifs de notre littérature.

Tous ces malentendus n'ont rien changé à la mentalité, ni au génie, ni à la conscience de la France. Le passé n'est point tombé en ruines, parce qu'il y a eu tant d'étrangers qui n'ont pas compris le présent.

c). Un essai de mobilisation morale.

Mais voilà qu'une grande calamité ruine le pays. Il s'agit de l'inondation de 1910. Elle bouleverse sa vie et remue profondément sa conscience. C'est dans l'adversité qu'il faut surtout juger la valeur de notre âme. Toutes les couches d'emprunt ou d'alluvion reculent, pour laisser la place à l'or ou à la boue qui git dans ses profondeurs. La France a su s'imposer dans le malheur. Toutes les qualités de son âme, cachées ou

endormies, éclatent avec une force surprenante. Et devant le tableau d'un peuple tout entier sachant tenir tête aux déchainements des forces hostiles de la nature, le monde civilisé s'incline de nouveau avec respect.

On a enfin compris que la décadence des vertus civiques, la faillite du courage, de la persévérance, de l'énergie, la sécheresse du cœur, l'hostilité profonde des classes et des citoyens, l'abaissement des mœurs, le fameux Paris des bars, n'étaient que des inventions ou des exagérations insultantes à l'égard d'un grand peuple et d'une ville unique au monde. Dans ce concert d'hommages universels il n'y avait pas une seule note discordante.

Avec les opinions qui remplissaient les colonnes des journaux du monde entier, on aurait pu former un bouquet unique par la saveur et la splendeur de ses fleurs. Pour que la France fût ainsi encensée, et les Français portés aux nues et replacés à la tête des nations, il a fallu quelque chose de plus qu'une inondation dévastatrice. Il a fallu tout simplement que la France fit, à cette occasion, montre des qualités et des vertus primordiales de son âme.

En voulant les présenter dans tout leur éclat, nous nous verrons obligés de reprendre, par le détail, la suite des événements tragiques. Nous aurions dû énumérer les progrès du fléau et la force de résistance, énergique et persévérante, que leur ont opposée la population et les classes dirigeantes. Les collections des journaux de l'époque seront, sans doute, uniques dans leur genre. Ce sont de véritables annales des forces cachées d'un peuple. Ce furent des actes d'héroïsme des grands et des petits, des victimes et des

témoins, des hommes âgés ou jeunes, des femmes du peuple ou des classes aisées. Devant l'ennemi commun plus de désunion. Aux dangers multiples qui menaçaient une agglomération de quatre millions d'hommes on a su opposer un programme, résultat du mariage raisonné de la volonté ferme du gouvernement et de l'esprit d'abnégation de toute la population. Chacun fut à sa place et tout le monde à la hauteur du devoir : « Il y a des jours, a dit Victor Hugo, où tout habitant doit se faire soldat, où tout passager doit se faire matelot ». Paris n'a été peuplé en ces jours de désastre que de soldats et de matelots. En commençant par les représentants de la ville et du pays et en finissant par le petit troupié obscur qui, plein de cœur et de courage, barrait la route au flot déchainé, que d'énergie et de bonté ! que de solidarité mise en mouvement, touchante et inoubliable !...

Cette fraternité, cette solidarité de tout un peuple, quel faisceau admirable d'éléments pour conjurer n'importe quel danger !

Une calamité de cette envergure équivalait presque à l'invasion d'un ennemi. La nature sait être aussi cruelle que les hommes. Ses coups sont d'autant plus douloureux qu'ils tombent à l'improviste. Or, on s'affole davantage devant un danger inattendu. Les vertus et les qualités, qu'on sait opposer aux éléments déchainés, trahissent, avant tout, les forces profondes de nos consciences. Quiconque sait vaillamment et intelligemment combattre le mauvais destin personnifié par la nature, écrivions-nous alors, saura également écraser celui qui s'incarne dans les hommes.

Cet essai de mobilisation de l'énergie française a

donné des résultats rassurants, sinon inattendus. Ceux qui avaient, à toute époque, proclamé la vitalité morale de la France d'aujourd'hui, et l'auteur de ces lignes est de ce nombre (1), ont rencontré une confirmation décisive de leur opinion. La vaillance du pays, son courage, le sentiment de solidarité, l'esprit de sacrifice, l'endurance à la fatigue, le sang-froid, la discipline dans le malheur, enfin toutes les qualités tellement vantées chez des peuples dits énergiques, y ont brillé de tout leur éclat. Il n'y a que des nations grandes dans la liberté et libres dans leur grandeur, pour accueillir ainsi les déchainements de la nature.

Ces qualités morales faisaient pressentir l'attitude de la France à l'égard de ses ennemis du lendemain...

d). L'héroïsme français.

Le courage civique, qui est la plus belle fleur de notre vie intérieure, alimente, seconde et engendre le courage militaire. Tous deux demandent le sacrifice de soi-même pour la cause noble que nous mettons au-dessus de nos intérêts passagers et de notre existence elle-même. Le premier est plus réfléchi, le second souvent plus instinctif; mais l'un et l'autre ont leur grandeur et leur beauté.

Il y a le courage contagieux comme il y a la peur contagieuse des troupeaux, mais il y a aussi le courage personnel venant de l'âme et travaillant au profit d'un idéal, que ce soit la patrie ou l'humanité. Ce courage devient presque toujours de l'héroïsme.

(1) Voir dans notre *Préjugé des Races* (Bibliothèque de Philosophie contemporaine, le chapitre consacré à la formation du génie français.

Cette guerre a mis à l'actif de la France des exemples incalculables de ce courage supérieur, digne des modèles les plus glorieux du passé.

Il devient insuffisant de parler des héros de France, il faudra désormais parler de la France héroïque. Les soldats français sont devenus subitement grands, très grands. Mis en regard des Allemands qu'on croyait les premiers guerriers du monde, ils les égalent par leurs qualités professionnelles et les dépassent par la splendeur et la beauté de leurs gestes et de leurs actes.

L'âme française s'y reflète, non seulement sans peur, mais aussi comme douée d'une énergie indomptable et d'une ténacité surhumaine. La force de résistance des soldats surprend jusqu'à leurs propres chefs.

Les luttes se prolongent pendant des semaines entières dans les tranchées, luttes si contraires au tempérament français. Ces batailles interminables, souvent sinon toujours, contre des ennemis supérieurs en nombre et en armements, n'affaiblissent ni leur ardeur ni leur vaillance. Les vertus militaires des soldats français arrachent des cris d'enthousiasme à leurs compagnons d'armes, aux Anglais les plus flegmatiques.

Qui aurait dit que le soldat français pourrait rester impassible sous le feu des mitrailles et l'éclatement des obus, sous des pluies démoralisantes, tout en gardant intacts son courage et sa foi dans la victoire finale ?

Bien plus : on l'aurait cru incapable de batailler contre un ennemi invisible, de reprendre une dizaine de fois le même pouce de terre perdu et regagné,

de faire preuve pendant toutes ces attaques et contre-attaques d'un sang-froid et d'un mépris joyeux de la vie, si vanté chez les héros les plus réputés d'autrefois.

Les citations à l'ordre du jour et les listes de soldats proposés pour la médaille militaire forment déjà des livres d'or inépuisables et d'une beauté sans pareille (1).

Que de gestes, que de mots qui rehaussent encore ces héroïsmes au niveau des plus beaux souvenirs du courage classique ! Seulement, celui-ci se démocratise à son tour. Les héros de Corneille sont devenus tout un peuple. On se rappelle l'attitude du général de Castelnau, voyant tomber à côté de lui, frappé d'une balle au front, le dernier des cinq fils qu'il avait sous le drapeau. Il détourne les yeux, ordonne qu'on relève l'enfant et, inflexible, continue à commander.

(1) Nous cueillons, au hasard de la plume, dans la liste du 28 septembre, ces quelques cas de bravoure qui honoreront les soldats les plus glorieux de l'ancien temps :

Soldat Lavrilleux, au 85^e régiment d'infanterie, pendant une légère accalmie du feu, est allé chercher en arrière, à une centaine de mètres, un blessé non abrité qui ne pouvait marcher, l'a ramené sur ses épaules dans la tranchée où sa section tirait, et l'a pansé.

Cavalier Laferté, du 3^e régiment de chasseurs, ayant eu son cheval tué sous lui, a brûlé la dépêche qu'il portait après en avoir pris connaissance, a poursuivi sa mission et a été blessé par un éclat d'obus.

Hervieu, brigadier au 2^e régiment de chasseurs, brave jusqu'à la témérité, demande toujours la place la plus périlleuse et cherche toujours à remonter le moral de ses camarades. Placé en poste en avant de l'infanterie, la renseigne, puis sous une pluie de balles, et de sa propre initiative, par deux fois, se met à la recherche de deux fantassins blessés, qu'il ramène sur son cheval en le conduisant en main. A trois reprises différentes a fait à lui seul un prisonnier.

Pagnel, brigadier au 3^e régiment de chasseurs : étant en recon-

Voici un pauvre curé de village, M. l'abbé Lahache, à qui les Prussiens demandent s'il y a des soldats français dans sa paroisse et en quel endroit. Ils lui ordonnent de prêter serment de dire la vérité. Le curé de la Voivre n'hésite pas un instant : « Plutôt mourir que de trahir ! » répondit-il. Un quart d'heure après, il est fusillé. -

Les annales de la guerre débordent de documents de ce genre qui remplissent les yeux de larmes et transportent notre pensée dans les régions du sacrifice et de l'abnégation surhumaine.

La solidarité française elle-même a pris des formes touchantes. Laissons de côté les actes de mobilisation volontaire, car hommes, femmes et adolescents, qui ne pouvaient batailler sur le front, ont cherché, trouvé et assumé des tâches patriotiques pleines de risques, de sacrifices et de dévouement.

Mais comment ne pas s'incliner surtout devant l'initiative collective de départements tout entiers,

naissance, a eu les deux yeux crevés par une balle; retrouvé plusieurs heures après par l'officier commandant la reconnaissance, lui a donné des renseignements sur ce qu'il avait vu dans la tranchée avant d'être blessé.

Carmel, cavalier au 3^e régiment de chasseurs, conducteur mitrailleur : blessé d'une balle en pleine poitrine au moment où le commandant de la section donnait l'ordre de recharger la mitrailleuse, est resté à cheval et a emmené son attelage sous une grêle de balles; n'a quitté son service que lorsqu'il est tombé épuisé par une blessure très grave.

Canzano, maréchal des logis au 2^e régiment d'artillerie de montagne : a rapporté, sous le feu de l'ennemi, son capitaine grièvement blessé, et a aussitôt exécuté lui-même la reconnaissance périlleuse que son capitaine n'avait pu poursuivre, etc., etc.

Et il m'en coûte de ne pas aller jusqu'au bout de cet exposé des vertus sublimes. Ces soldats réunissent dans leur corps, en apparence si frêle, les qualités des volontaires de 1792, jointes à celles des grognards de l'Empire...

venant au secours des autres provinces durement éprouvées ? Les agriculteurs des Deux-Sèvres décident de mettre une partie de leurs récoltes à la disposition des pays ravagés par les Allemands et, de suite, quarante wagons de pommes de terre, recueillis parmi les petits agriculteurs, partent à destination du Nord. Le département d'Oran met une somme de un million à la disposition des réfugiés...

Tout le monde tient à travailler au bénéfice de la patrie en danger. Un cachet de grandeur s'attache aux manifestations de la vie française. La guerre opère vis-à-vis de la collectivité comme chaque grand danger à l'égard de l'individu. Elle appelle à la surface les vertus les plus refoulées de la conscience, les utilise et les fait valoir. Le dégagement intense de la force motrice d'ordinaire méconnue, car invisible, que révèle cette guerre, illumine de rayons de beauté insoupçonnée toutes les classes sociales, tous les représentants du peuple français. L'harmonie d'une sensibilité élevée, expression d'un esprit commun, s'en dégage, pure et émouvante.

e). Sensibilité et génie français

Oui, il y a un génie français spécial, propre à tous ceux qui, après avoir subi l'influence de son ambiance, s'en trouvent pénétrés et « francisés ». Les événements d'aujourd'hui sont peut-être la meilleure réponse à ceux qui osèrent et oseraient encore en douter !

Qu'il me soit permis de citer l'extrait d'une lettre que m'avait adressée autrefois à ce sujet M. Raymond Poincaré, en réponse à une enquête sur l'« esprit français », conçu dans sa forme la plus vaste comme

génie et sensibilité. Cette enquête, j'avais cru pouvoir la mener à bien avec l'aide des principaux représentants du génie national. Le Président de la République m'envoya à cette occasion un exposé magistral, qui complera dans sa carrière de penseur et de lettré.

Les tendances divergentes qui se font jour dans la littérature, prétend M. Poincaré, accusent quand même une grande parenté. « Souvent un frère, qui ne croit pas ressembler à son frère, apprendra d'un inconnu les signes mystérieux qui marquent d'un sceau leurs physionomies. C'est ainsi que les étrangers savent parfaitement distinguer à distance les traits essentiels de l'esprit français. Ils le calomnient, ils le raillent, ils essaient parfois de le ridiculiser. Ils ne prendraient pas tant de peine s'il n'existait pas. »...

L'amour de la France et le respect des humains; l'altruisme, joint à une énergie et à un courage indomptables; une personnalité indépendante et réfléchie qui s'efface docilement devant l'intérêt collectif; une compréhension large des hommes et des choses et une facilité d'adaptation due à une vieille culture humanitaire et aux origines ethniques complexes; une intelligence caractérisée par la finesse et la clarté; le bon sens, fruit de la compréhension et de la modération; une sensibilité exquise, fruit d'une morale sociale purifiée par les courants de solidarité humanitaire, telles sont les qualités essentielles de l'âme française.

Son organisation politique et son heureuse situation géographique permettront à la France de garder et de fortifier son génie avec les temps à venir.

Une sensibilité séculaire a fini ainsi par façonner une âme spéciale, car, n'en doutons point, l'âme d'un

peuple est surtout influencée par les instincts sociaux qui s'y font jour. La doctrine évolutionniste apporte des preuves abondantes en faveur de ce fait que les instincts améliorés par l'expérience de la vie se transmettent par l'hérédité.

Seules, parmi les tribus innombrables qui avaient précédé l'humanité actuelle, ont survécu celles qui se laissaient guider par un instinct de sociabilité dont les manifestations contrôlées donnent la mesure du progrès réalisé.

Les peuples sont d'autant plus viables qu'ils pratiquent mieux la solidarité sociale et internationale; et la disparition prochaine de l'Allemagne comme peuple dirigeant fournira une preuve supplémentaire à l'appui de cette thèse.

Notre tendance à exalter l'influence de la raison nous a rendus injustes à l'égard des affections et des sentiments. Les historiens, de même que les psychologues, oublient trop souvent leur influence dans l'évolution de l'humanité. Or la plupart des révolutions qui ont transformé le monde doivent leur origine aux sentiments et non point aux idées raisonnées. C'est le sentiment qui suscite souvent l'idée, car il finit par s'incarner dans une idée. L'idée ne supplante fréquemment un sentiment qu'à la condition de devenir elle-même un sentiment. Et c'est l'équilibre des sentiments et des idées représenté par la raison qui a fait la grandeur française et promet de l'accroître dans l'avenir. La sociabilité, fruit de sa sensibilité, a rendu celle-ci de tout temps chère aux nations civilisées.

On a su gré à la France de ce qu'elle a tenu à rendre la vie divine non seulement pour elle-même, mais

aussi pour les autres. Démocratisée et généralisée, cette sensibilité française ne nous frappe presque plus. Ailleurs exceptionnelle, elle est devenue chez nous presque banale et par cela même invisible.

On comprend aisément que le peuple français pénétré d'un idéal élevé, devait se montrer héroïque sous toutes les formes. Sa bravoure, son enthousiasme, son dévouement illimité pour la patrie, la générosité de ses sentiments, la dignité de son courage, la pondération avec laquelle il accueille ses victoires et ses défaites, étonnent et ravissent le monde. Ce qu'on n'a point dit assez, c'est la force inébranlable de ses sentiments humanitaires qui n'ont point fléchi sous le coup bien rude que lui porte la sauvagerie de l'invasion allemande. Au moment le plus douloureux de cette guerre, lorsque l'exaspération devant la barbarie germanique atteignait son point culminant, des paroles d'une noblesse indicible se font entendre à travers les provinces françaises. Les généraux eux-mêmes proclament avec une grandeur d'âme sublime que la France reste malgré tout la France, c'est-à-dire juste et douce, même à l'égard des êtres inhumains. Le général d'Ormesson, commandant d'armes de la place d'Angers, adresse aux journaux de cette ville une circulaire qui constitue une réponse noble et fière aux actes d'atrocité dont sont remplies la presse et les protestations des trois Gouvernements alliés (1).

(1) Nous y trouvons, entre autres passages, celui-ci :

« Si les Allemands se conduisent comme des brutes vis-à-vis de leurs prisonniers, ce n'est pas là une raison pour les imiter. Une nation comme la France qui se vante, à bon droit d'être la plus civilisée d'entre toutes, ne peut, en agissant comme eux, se mettre à la remorque des barbares que nous sommes en train de combattre les armes à la main ».

Voici un autre fait puisé entre mille dans le même ordre d'idées. On se rappelle les cruautés allemandes commises en Lorraine. Le maire de Badonviller, M. Benoit, a connu en une journée tragique toutes les douleurs ; sa maison de commerce a été brûlée, sa femme assassinée. Avec un courage admirable, il n'a cessé de veiller à la protection des intérêts de sa commune, sans un instant de repos, sans une minute de défaillance, en soutenant les forces morales de tous. Et le lendemain de ces malheurs, les Allemands ayant évacué Badonviller, un prisonnier allemand fut amené au village. La population, frémissante des atrocités subies, entoure et menace le prisonnier. Le maire Benoit s'interpose, rappelle le respect dû à tout captif ennemi et lui sauve la vie.

Ailleurs les Allemands, domiciliés en territoire français et restés sans ressources, se trouvent secourus par des collectes faites par des habitants. La population, quoique indignée et profondément révoltée par des faits sans cesse renouvelés de cruauté allemande, cesse de manifester d'une façon hostile devant les prisonniers ou les blessés.

Le sentiment qu'on se bat pour l'avenir des hommes éclate partout. Je l'ai entendu exprimer par de simples soldats de même que par des paysans bretons et normands. La vieille sociabilité française, qui dormait paisiblement au fond de millions de consciences, est revenue du coup à la surface. Un grand idéal, qui n'est accessible ailleurs qu'à une élite, pénètre ainsi tout un peuple profondément uni, malgré les divergences apparentes qui déroutèrent les calculs de ses ennemis.

Aux Allemands, maltraitant, mutilant et achevant

les blessés français; ne devrait-on pas répondre par un procédé analogue ?

Et voici l'effet d'une vieille civilisation et d'une noble sensibilité qui devient presque innée. Quelque chose en nous s'oppose à cette vengeance légitime. Une révolte de la conscience, plus forte que les excitateurs du dehors, empêche l'application de mesures analogues.

Le général Galliéni, entrant dans une salle d'hôpital remplie de blessés allemands, dit à voix haute, de façon à être entendu de tout le monde : « Rappelez-vous que les blessés n'ont point de nationalité ». Les simples soldats m'ont exprimé la même chose avec une ingéniosité touchante...

Je me suis trouvé à côté d'un convoi de blessés et de prisonniers allemands. Un sergent et plusieurs soldats français qui les accompagnaient me parlaient de la barbarie germanique. Et puis le sergent ajouta ces mots : « Avec quelques camarades, nous avons décidé de les achever à notre tour, mais *c'était plus fort que nous* ».

Oui, c'était plus fort ; c'était même tellement au-dessous de la conscience française qu'on s'est contenté de stigmatiser les barbares, sans essayer de les imiter.

Tout de suite, on a compris la sainteté de cette lutte, où ni la France, ni ses alliés, n'ont le droit de charger leurs consciences d'actes de basse vengeance sur des malades ou des blessés.

Les deux sensibilités, expression de deux civilisations si désespérément distinctes, ne cessent de se différencier pendant la durée de la guerre.

Rien de plus touchant et de plus imposant que la cérémonie de la Fête des Morts à Paris.

Pendant cette année héroïque, elle fut consacrée aux morts pour la patrie. Les tombes des soldats enterrés à Paris disparaissaient sous les fleurs.

Dans un coin du cimetière de Pantin, sept tertres surmontés d'une croix noire indiquaient le refuge suprême de sept soldats allemands. La grandeur d'âme du peuple de Paris, encore sous l'impression de la criminalité des armées ennemies jetant des bombes sur l'Église de Notre-Dame, sur des femmes et des enfants dans une ville non assiégée, ne lui a cependant point permis de passer indifférent devant le refuge des morts coupables de tant de cruautés. Et les tombes des Allemands furent-elles aussi couvertes de fleurs !...

Il est avéré aujourd'hui que les Allemands achèvent leurs propres blessés. Ils se servent de leurs propres cadavres comme de remparts, ou, encore mieux, comme d'une terre solide pour traverser des rivières. Mais ils ont fait quelque chose de plus : lors de leurs essais de traverser l'Yser, environ 10.000 cadavres jonchaient le sol. Ils les avaient déshabillés pendant la nuit. Ils ont entassé ensuite les corps nus dans les wagons, et les vêtements militaires, ainsi reconquis sur leurs propres morts, furent envoyés en Allemagne pour l'équipement de nouveaux soldats. Ce fait, que je tiens d'un officier belge, me fut ensuite confirmé par les infirmiers français.

Peut-on s'imaginer un Français pratiquant le même crime ? Et peut-on encore douter de l'abîme qui sépare la France de la Germanie et qu'il y ait une manière française de sentir et de penser qui évolue sur un autre plan que celle des Germains ?

Leur dissemblance éclate, dans la définition de la

force surtout. D'après Pascal et tous les Français, « le propre de la puissance est de protéger ». Pour Bismarck, Treitschke, Nietzsche, et les esprits directeurs de la pensée allemande, le propre de la force est de briser les faibles. Magnanimité et oppression ; générosité et cruauté ; justice et abus, que d'antinomies dans les actes, dans les pensées et dans les aspirations des deux peuples ! On peut en dire autant de tous les alliés opposés aux Allemands, Autrichiens et Turcs...

Les Autrichiens, entraînés dans le giron de l'Allemagne, ont épousé, avec sa mauvaise cause, ses procédés indignes.

Les Belges, les Anglais, les Russes et les Français travaillent avec la même noblesse d'âme, le même courage héroïque et la même persévérance pour le triomphe de la justice internationale.

La contagion morale fait ainsi son œuvre. Elle rehausse les justes et précipite aux abîmes ceux qui ont renié les lois divines et humaines.

f). L'amour de la France.

O grandeur du patriotisme français ! Celui de Lamartine, de Hugo, de Michelet, de Quinet, devenu la conquête commune, le sentiment spontané de tous ! Sous sa forme la plus noble, il déborde chez les « prétendus » antipatriotes eux-mêmes.

« O patrie, ô patrie, s'écrie Anatole France, qu'y a-t-il en toi pour que tes enfants t'adorent ainsi ? Au-dessus de la boue et du sang, s'élève ton image radiieuse. O patrie, heureux ceux qui meurent pour toi ! »

Et Jules Lemaitre, qu'on avait accusé de vouloir étouffer son grand élan humanitaire, affirmera pourtant que le patriotisme français « ne peut point haïr l'homme qui demeure de l'autre côté de la montagne ! » « Le patriotisme français, dira Lemaitre, est un achèvement vers l'amour de l'humanité. Il en est une des étapes. Il nous faut la patrie grande autant par la justice et la charité que par l'activité et la richesse. »

Tous l'ont compris en France, le jour même de l'appel général aux armes. C'est ce qui donne un cachet de grandeur indicible aux femmes refoulant leurs larmes devant les êtres chers qui s'en vont vers la mort par la gloire. Ceux qui ne peuvent rejoindre les armées accueillent avec un stoïcisme serein, digne de la plus belle antiquité, les nouvelles les plus cruelles relatives aux absents. Devant la volonté unanime de vaincre, la mort elle-même cesse d'avoir son caractère redoutable. Elle devient un allié travaillant pour la cause commune. On l'accueille avec une tristesse grave, mais adoucie par la pensée sereine d'un avenir meilleur pour tous.

Le peuple français, dénigré et calomnié, prend ainsi une revanche grandiose. On l'avait dit anarchiste et indiscipliné et voilà qu'il se soumet aveuglément à tous les ordres. Il devance l'obéissance, la multiplie, l'embellit par l'amour et l'intelligence. Le gouvernement, sa « bête noire » de toujours, devient presque l'objet d'un culte. Il a beau commettre quelques imprévoyances, on se soumet patiemment à son autorité unanimement acceptée. On a beau ne pas publier la liste des morts et des blessés ; les correspondances militaires mettent un temps infini à parvenir aux destinataires ou ne leur parviennent

point ; les intérêts de la défense nationale l'exigent et l'on accepte ses volontés comme si elles étaient dictées par Dieu en personne.

Les journaux, si décriés pour le débordement de leurs passions et de leurs paroles, se rangent comme de petits enfants autour de leurs maîtres, respectueux, obéissants et dévoués.

Les dissentiments s'évanouissent. Rien ne subsiste en regard d'une France dont la victoire devra être achetée, s'il le fallait, par la ruine et la mort de tous. Les enfants, les vieillards et les femmes demandent à être utilisés. « Le seul embarras que nous a créé la nation, m'a dit un de nos généraux, c'est la multiplicité des gens ne cessant de réclamer leur incorporation dans l'armée et notre impossibilité réelle de leur donner satisfaction. » Que dire enfin de l'intelligence française qui seconde le dévouement et le patriotisme ?

Les officiers se montrent émerveillés de leurs soldats, et ces derniers parlent avec tendresse et enthousiasme de leurs officiers.

Prenons deux conceptions militaires : l'une, allemande, traitant les hommes comme des brutes ; et celle française qui respecte, dans les soldats, les hommes libres. La première a exigé l'anéantissement de toute une nation en faveur d'une caste privilégiée, elle a dégradé le peuple allemand, elle l'a rendu presque automatique, par l'excès de discipline et la destruction de la volonté. Et voici qu'elle doit céder la place à une armée composée d'unités qui, au milieu d'une guerre des plus redoutables, n'oublient point leur qualité d'hommes et les devoirs humains. Les réservistes et les territoriaux accomplissent en

France des merveilles. Pendant les premiers jours de la mobilisation, on assiste à des spectacles surprenants. De petits rentiers, des ingénieurs, des architectes, des écrivains promus du jour au lendemain au grade de commandant ou de capitaine, arrivent à mettre sur pied leurs compagnies formées également de réservistes ou de territoriaux. Arrivés à la caserne, ces chefs improvisés ne trouvent ni un officier de l'active, ni un gradé quelconque pouvant les aider dans leur tâche. Mais leur compréhension fera fonctionner le tout d'une façon parfaite. Leurs hommes seront bien habillés, bien nourris et prêts à accomplir des prouesses.

Le courage collectif n'a d'égal que le courage individuel. Ce peuple, qu'on disait amolli, étonne le monde par son mépris du danger et son endurance. En face de l'appareil guerrier moderne, de l'artillerie à longue portée, d'où jaillit la mort anonyme, les soldats français réussissent à se distinguer dans la lutte à l'arme blanche. C'est à la baïonnette qu'ils enlèvent maintes victoires.

La démocratie française triomphe sur bien d'autres points. Jamais, à aucun moment de son histoire, la France n'avait manifesté un patriotisme plus unanime, plus ardent, plus frémissant, plus énergique.

On croyait sa politique étrangère impuissante, parce que discontinue dans ses efforts et ses tendances. Or, la troisième République a démontré une ténacité et une fidélité diplomatique remarquables. Le plan des alliances une fois dressé, une série de ministres, qui se sont succédé au Quai d'Orsay, s'efforcent avec plus ou moins de talent, mais toujours avec le même sentiment du devoir, à consolider

les positions acquises et à les fortifier par des alliances et des amitiés nouvelles. Nous voyons ainsi un cortège de pays libres de même qu'une grande autocratie se ranger autour de la démocratie française, appuyée en outre sur la sympathie universelle.

Tandis que les Allemands préparaient la guerre, la France ne faisait que fortifier le *statu quo*. Ses ministres de la Guerre n'étaient, à vrai dire, que des ministres de la paix. Mais ses efforts humanitaires, par un retour heureux des choses, l'aident aujourd'hui à gagner des batailles.

Nation démocratique par excellence, elle sait créer des liens de solidarité avec une autocratie. Et la Russie reconnaît la loyauté scrupuleuse avec laquelle la France remplit ses engagements. Les assurances et les promesses faites par la République se trouvent respectées partout. La diplomatie française, contrairement à celle du Kaiser, devient synonyme de franchise et de loyauté. La France contribue même à créer une atmosphère d'honnêteté internationale, inspirée par les conceptions solides d'une diplomatie nouvelle.

Malgré son amour réfléchi de la paix, la France républicaine, d'après le témoignage du généralissime Joffre, a su préparer une armée de valeur. Et, pourtant, endormie par les assurances du Kaiser, elle n'a point fait tout ce qu'elle aurait pu faire dans d'autres circonstances. Il y a en effet quelque chose de plus que le nombre de soldats qu'elle oppose à l'ennemi. Un peuple, communiant tout entier dans l'amour le plus ardent d'un idéal qui incarne la liberté et la justice humaine, doit rester victorieux tôt ou tard. La France réalise ainsi la fraternité

sublime de la nation armée où tous, jusqu'aux vieillards, femmes et enfants, se dévouent à la cause commune.

Qu'importe que cette exaltation de l'âme collective, si rarement entrevue dans le passé, soit réalisée par une démocratie intransigeante ou fortifiée par d'autres influences? L'essentiel, c'est que le spectacle français vient d'embellir de quelques nouvelles vertus le monde vraiment civilisé.

g). La France de demain.

Mais le soleil lui-même n'est pas sans taches. Sur le fond de la clarté française se dressait et se dresse encore une ombre redoutable : l'alcoolisme.

Développé outre mesure grâce à la complaisance criminelle de nos parlementaires, il a coûté au pays bien plus cher que la guerre de 1870. La phthisie l'accompagne. Ces deux fléaux ont causé à la France depuis une cinquantaine d'années bien plus de pertes que ne lui en fera certainement la guerre actuelle.

Au moment du vote de la loi de trois ans, nous étions quelques-uns à réclamer la suppression du privilège des bouilleurs de cru, de même que l'interdiction de la vente des poisons alcooliques.

Le premier, ce suprême vestige des privilèges féodaux terriens, a résisté jusqu'à présent victorieusement à toutes les attaques, même après la guerre. Il serait toutefois impossible d'imaginer un Français poussant depuis cette guerre la trahison de son pays jusqu'à vouloir défendre les méfaits de l'alcoolisme.

La conscience éclairée du peuple assimilera dans l'avenir ce genre de malfaiteurs aux traitres et aux

espions allemands. Après tout, les soutiens de l'alcoolisme sont encore plus dangereux. Ils pourraient causer la ruine définitive du pays si, contre toute attente, ils réussissaient à enrayer le mouvement anti-alcoolique.

Hélas ! l'égoïsme criminel de la majorité de nos législateurs et la crainte de la toute puissante ligue des marchands de vin, nous promettent des années de lutte. Mais l'exaspération contre les méfaits de l'alcoolisme est devenue telle que les citoyens les plus paisibles et les femmes les plus éloignées de la vie politique se feront sans doute un devoir de culbuter n'importe quel régime qui commettrait le crime de lèse-patrie en couvrant de sa protection les marchands de poisons.

Après l'Allemagne, l'alcoolisme a été et continue à être le plus grand ennemi qui ait jamais menacé la grandeur et l'avenir de la France. Plusieurs ligues énergiques dont l'*Alarme* que j'ai l'honneur de présider actuellement, nous offrent du reste presque une certitude de victoire.

Lorsqu'on pense que la Russie a pu définitivement étrangler l'alcoolisme qui, tout en ruinant son peuple, constituait cependant la base fondamentale de son budget, on ne voit pas la France s'exposant à compromettre sa grandeur future et s'inclinant servilement devant les marchands de poisons, après avoir tenu tête aux armées les plus redoutables de la terre...

L'alcoolisme anéanti, la France reprendra, sans entrave, sa destinée glorieuse. La dégénérescence physique et morale une fois enrayerées, l'augmentation de la natalité s'en suivra fatalement.

Or, pour maintenir la grandeur de la patrie, il lui

faudra, après cette guerre meurtrière, en premier lieu, beaucoup d'enfants et surtout beaucoup d'enfants sains...

* * *

Cette guerre inattendue et point désirée est venue à son heure. Elle a réveillé les forces de la nation endormies ou exploitées sans profit dans des controverses politiques stériles ou dans la torpeur créée par la douceur incomparable de la vie...

Les vertus latentes d'héroïsme et d'énergie, qui viennent d'être libérées, continueront à veiller sur le salut national. Elles aideront à combattre et à vaincre les ennemis du dedans, souvent aussi redoutables que ceux du dehors.

Nous sommes de plus en plus confiants dans l'avenir d'un pays qui offre l'exemple d'une grandeur morale rare dans le passé.

La consommation d'héroïsme pendant cette guerre fut plus considérable que durant l'époque qui nous sépare de la découverte du nouveau monde. Et tout cela permet de présager de belles moissons morales pour le temps à venir.

L'humanité plus riche de tant d'actes sublimes, c'est autant de ferments d'une vie plus belle, plus élevée, plus idéale et plus grandiose. Car les héroïsmes réalisés engendrent des vertus illimitées.

La France de demain, fruit de tant de sacrifices nobles et tragiques, sera digne des espérances qui entourent son évolution prochaine et radieuse.

CHAPITRE X

LE PEUPLE ANGLO-FRANÇAIS (1)

Notre terminologie scientifique est remplie de préjugés comme l'âme d'une dévote. Tandis que la théorie des races, point de départ de toutes nos spéculations politiques ou anthropologiques, se meurt silencieusement, la haine entre peuples, fondée sur la prétendue contradiction de leurs origines ou la fausse analyse de leur sang, s'évanouit à son tour. C'est ainsi que les Français, considérés comme un

(1) *L'entente franco-anglaise paraissait presque irréalisable avant sa conclusion. Des malentendus séculaires constamment aiguïsés et remis à neuf par l'incompréhension réciproque des deux peuples opposaient une digue infranchissable à tous les efforts.*

Mais une mobilisation admirable de bonnes volontés des deux côtés de la Manche a eu bien vite raison de la prétendue haine des deux races. J'ai eu l'honneur d'inaugurer cette campagne dans la presse française, au moment même où notre Quai d'Orsay paraissait lui être franchement hostile.

Mes premiers articles furent du reste accueillis par des centaines de protestations venues de tous les côtés. On y voyait une atteinte aux aspirations et aux intérêts nationaux que l'on croyait évoluer dans une direction contraire à ceux de la Grande-Bretagne...

Plusieurs grands journaux anglais et français ont fini par seconder nos efforts. Comme par enchantement, les récrimina-

peuple « latin », étaient censés haïr les Anglais, envisagés comme une branche germanique. Or, dans la composition de la nation française le sang latin n'entre presque pour rien (1) tandis que la formation du peuple anglais, son sang, son âme collective, sa civilisation, de même que ses intérêts le lient d'une façon indissoluble à la racine française. Si on étudie l'histoire anglo-française, sans aucun parti pris, on s'aperçoit que les deux peuples, séparés par les ignorances mutuelles, ne forment en somme que deux branches du même arbre, sorties du même tronc.

L'imposant spectacle de leur développement historique fait valoir avant tout l'influence bienfaisante que les deux nations ne cessent d'exercer réciproquement sur leur sort : leurs sources de civilisation communes, de même que l'analogie des batailles livrées pour la suprématie de principes de vie analogues. Elles se querellent souvent, mais, sans y penser, elles se rendent des services incessants. Tout

tions et les malentendus d'un long passé s'évanouirent dans l'espace de quelques années. L'idée de l'entente reprise par les hommes éminents des deux pays, secondés par le roi Édouard à qui la France et l'Angleterre ont voué le même culte de reconnaissance inoubliable, a été bien vite couronnée d'un succès éblouissant.

La vie sert d'expérience décisive aux idées. Elle facilite leur triage et donne sa consécration définitive aux déductions qui souvent purement spéculatives, s'élèvent grâce à son concours au grade de vérités.

La conception d'un peuple franco-anglais, que j'avais eu la hardiesse d'évoquer en 1900, paraissait alors trop risquée. Elle répond aujourd'hui d'une façon précise à une grande réalité...

(1) Comme le prouve Jullien dans sa *Gallia*, parmi les contrées occidentales, nulle ne demeure plus pure du sang romain que la Gaule, car le nombre des colons romains établis dans les vallées de l'Aube, du Rhône et de la Moselle, n'a jamais dépassé le chiffre de 30.000.

démontre dans leur histoire l'existence d'un élément mystérieux qui, planant au-dessus des obstacles créés par les événements du jour, les subjugue à une force préexistante de solidarité morale et intellectuelle. C'est grâce à cette influence réciproque que les Français et les Anglais sont arrivés à la conscience de leur personnalité politique, ont conquis leurs libertés et formé leur génie national.

Loin de nous l'ambition de vouloir épuiser l'étendue de leurs dettes réciproques. Cela demanderait presque autant de volumes de littérature et d'histoire politique comparée que notre travail aura de pages. Nous nous bornerons plutôt à relever à vol d'oiseau quelques incidents marquants, que les deux peuples ont vécus en commun, pour faire comprendre les bases de leur fraternité inconsciente à travers les âges.

La nature les a choisis et rapprochés pour en faire un couple d'élite. Malgré les brouilles passagères, ils ont passé par l'existence heureux de l'appui mutuel toujours bienfaisant et salutaire. Pour sauvegarder leur amour-propre, c'est tantôt à la France, tantôt à l'Angleterre qu'incombe le rôle de sauveur, protecteur ou bienfaiteur de l'autre. Arrachez de l'histoire de France les pages écrites sous l'influence anglaise et la France sera singulièrement diminuée; essayez dans votre pensée d'exclure la France de l'histoire de la civilisation anglaise et toute la grandeur anglo-saxonne se perd et disparaît dans les brumes....

A. — CE QUE L'ANGLETERRE DOIT A LA FRANCE

a). La parenté des deux peuples.

Dès leurs origines politiques, l'histoire les a destinées à rester unies. Malgré la mer qui devait séparer l'ancienne Gaule de l'ancienne Bretagne, ce sont les mêmes peuples qu'on y retrouve de temps immémorial. Les monuments de pierre identiques (par exemple les Stonehenge en Angleterre et les alignements de Carnac en France), construits des deux côtés de la Manche, prouvent que, bien avant les Celtes, des autochtones, semblables comme aspiration et mentalité, vivaient sur les deux sols.

Avec l'entrée sur la scène historique des Celtes, ceux-ci domineront également des deux côtés de la mer. Le nom de Grande-Bretagne lui vient même de la peuplade celtique, les Bretons. Plus tard les Celtes habitant les deux rives du canal se trouveront également assujettis par les Romains. La ressemblance des peuples occupant les deux côtes de la Manche fait dire à Tacite, parlant des Celtes anglais : *Proximi Gallis et similes sunt*. Malgré les alluvions des peuples qui viendront s'asseoir ensuite de part et d'autre au bord du détroit, l'influence celtique laissera des traces toujours puissantes et toujours vivantes dans les deux pays.

Lorsque, plus tard, les éléments germaniques seront en guerre avec leurs voisins, ils feront en même temps bénéficier de leurs tendresses et souffrir de leurs duretés la Grande-Bretagne et la France. Tandis que les Germains, représentés surtout par les Angles

et les Saxons, s'empareront de la première, *les autres Germains* connus sous le nom de Francs, s'établiront en Gaule. Ce qui a varié dans les deux cas, ce n'est point la qualité, mais la quantité des agresseurs. Les Francs, moins nombreux, se fondront avec les Celtes des Gaules, dont la civilisation suivra son développement normal. Les Angles et les Saxons, par contre, formeront une couche superposée et garderont leur culture, leurs chants et leur langue. Lorsque le gouffre qui séparait les conquérants et les conquis menacera de devenir de plus en plus profond, l'invasion des Français sous Guillaume le Conquérant, le plus important des faits dans l'histoire anglaise, va sauver la Grande-Bretagne de tous les maux dans lesquels elle aurait pu sombrer et lui donner, avec la conscience nationale, une cohésion et une unité politique. C'est là également qu'elle puisera les sources de cette culture admirable qui en fera dans l'avenir une des premières nations. On pourrait dire que la bonne Providence, veillant à son affinité élective, a envoyé à la Grande-Bretagne un nouveau contingent de Français et un appui considérable de leurs idées pour opérer le miracle du rapprochement, gravement compromis. Rappelons en deux mots cette série d'événements.

Après la mort d'Édouard le Confesseur, l'Angleterre, prise entre deux feux, faillit devenir la proie des Germains du Nord (les Scandinaves) dont le chef Harold Hardrada se proposa de rétablir l'empire de Canut. Battu, il dut se sauver. Ce fut le tour de Guillaume, duc de Normandie, qui, prétendant à la couronne d'Angleterre, à la tête des Bretons, des Picards, des Normands, accourt en Grande-Bretagne

et, là où les Germains ont échoué, réussit si bien (bataille Hastings, 1067) que pendant des siècles consécutifs, le pays conquis vivra non seulement sous la domination française, mais sera nourri et imprégné des idées françaises. Cette influence deviendra impérisable. Les deux pays auront beau se détester et se haïr, projeter et mener des guerres d'extermination mutuelle, tous deux porteront l'empreinte ineffaçable d'avoir vécu, souffert et pensé en commun.

Les conquérants français apporteront avec eux leur littérature riche et attrayante. Ses échos joyeux et sereins retentiront dans toute la Grande-Bretagne. Réveillés de leur sommeil, les bardes celtiques, réduits jadis au silence par la muse triste et languissante des Anglo-Saxons, reprennent courage. Le lien brisé avec le passé se renoue de nouveau, et, en sautant pardessus la tête des Anglais et des Saxons, les Celtes renaissent à la vie sous l'influence de la culture qui leur était chère. A la suite des vainqueurs, d'autres Français débarquent dans l'île. Organisateurs incomparables, ils guérissent bien vite le mal causé au pays par tant de guerres fratricides. Plus tard, ils vont créer l'union entre les peuplades divisées, dotent le pays d'une centralisation politique et font naître sa conscience nationale. Les Saxons, nous apprend le vieux chroniqueur latin Guillaume de Malmesbury, buvaient à l'envi, et consumaient jour et nuit leurs revenus en festins, tandis qu'ils se contentaient d'habitations misérables : tout au contraire, les Français et les Normands étaient délicats dans leur nourriture et soigneux dans leurs habits, jusqu'à la recherche. Le peuple anglais a pris connaissance de sa mission civilisatrice, de sa grandeur, de ses premières notions

de patrie, sous l'influence française et à cause des Français. Prompts à la besogne, ces derniers bouleversent tout. Une trentaine d'années après leur arrivée, naissent le style gothique et le style roman qui le précède, dont il propage la solidité. Avant la mort du roi Jean, les Français ont réussi à y fonder plus de 550 écoles. Pour apprécier à sa valeur le tact politique de Guillaume et de son entourage, rappelons qu'avec une délicatesse et une profondeur de pensée rares pour l'époque, ils admirent dans le calendrier, sur le même pied, les saints celtiques et les saints anglo-saxons. Enfin, voulant mettre d'accord les Anglo-Saxons avec leur Odin et les Celtes plantant leurs origines fièrement dans les ruines de Troie, ils acceptent à la fois les deux glorieux ancêtres. Oui, enseignent-ils, le pays doit ses origines illustres à Odin, mais l'illustre Odin descend à son tour de Brutus le Troyen !

La concorde trône de la sorte là où, pendant des siècles, il n'y eut que querelles ou haines mortelles.

Pour faire ressortir les mérites de la France et la grandeur de ses services, il suffit de comparer la situation de l'Angleterre avant et après la bataille de Hastings. Au x^e siècle, la terre anglaise fut constamment le théâtre des invasions successives. Les Danois, les Celtes, les Saxons, en un mot, tous les conquérants du Nord ne cessent de s'y donner rendez-vous. Les aborigènes saxons se voient forcés de se sauver dans les forêts et d'y vivre en « têtes de loups » afin d'échapper aux cruautés des maîtres étrangers. Pendant cinquante ans de suite, les Danois y règnent en souverains avec un pouvoir illimité.

Lorsque le bon roi saxon, Édouard le Confesseur,

arrive enfin à reconquérir le trône de ses aïeux, il se trouve à la merci des barons saxons qui, sauvages et pervers, commettent sous son œil des crimes innombrables et innommables. Le roi, qui fut élevé en Normandie et en a apporté des sentiments plus délicats, souffre de cet état de choses, mais il ne voit devant lui d'autre alternative que de s'y soumettre avec résignation. D'après un chroniqueur contemporain, les Anglo-Saxons étaient tout à fait incultes à cette époque. On rencontrait très rarement un homme sachant lire ou écrire. « Ils mangeaient tous leurs revenus à table, dans de petites et misérables maisons. Leurs bras étaient chargés de bracelets d'or, leur peau était relevée par des peintures et des stigmates colorés; leur glotonnerie allait jusqu'à la crapule, leur passion pour la boisson jusqu'à l'abrutissement. »

En parlant des conquérants, l'écrivain saxon s'ex-tasie devant leur bienveillance, car ils rendent aux étrangers autant d'honneurs qu'à leurs compatriotes et ils ne dédaignent point de contracter des mariages avec leurs sujets saxons. (*De gestis regum anglorum*, l. III.)

Les Saxons eux-mêmes ne voyaient pas d'un mauvais œil que la succession du trône passât au prince Guillaume de Normandie. Mais Harold, un des barons du roi Édouard, a réussi à se faire désigner comme héritier du trône. Guillaume en fit appel au pape qui donna gain de cause au prince normand. Le jugement favorable lui fut envoyé avec un cheveu de saint Pierre et un étendard béni.

L'invasion de Guillaume prit ainsi le caractère d'une croisade sainte. Ne s'agissait-il pas de faire triompher

le jugement de Rome ? Nous insistons sur ce point, car, pour la défense de la cause sacrée, les Français accoururent de tous les points du pays. D'après les historiens, les Normands furent en minorité ; dans leur appréhension pour le résultat de la lutte, ils préféreraient s'abstenir. Par contre, il y avait énormément de Bretons dans le camp de Guillaume. Venus en Normandie avec leur prince Conan pour batailler contre Guillaume, ils se joignirent à son armée après la fin infortunée de leur chef.

La conquête consommée, Guillaume fut le plus parfait des princes. Quelques années après, une organisation, solide comme celle de Charlemagne, remplaça l'anarchie anglo-saxonne. La royauté forte et estimée est venue ainsi au monde, secondée par une Église disciplinée. Le prestige de Guillaume est tellement grand que, d'après un chroniqueur saxon, il aurait conquis l'Irlande par le seul ascendant qu'exerçait son courage et sans avoir le moindre recours aux armes, si le Ciel lui avait donné encore deux années de vie. Il a établi la justice et fondé les premiers éléments d'une armée régulière. Des châteaux multiples furent construits à travers le pays, la propriété privée fut déclarée inviolable, et une paix intérieure régna là où il n'y avait auparavant que carnage et désordre.

Il est vrai que la conquête, comme chaque déploiement de la force brutale, a provoqué pas mal de calamités et de malheurs dans les pays anglo-saxons. Le bien n'est jamais absolu et son triomphe exige souvent des sacrifices douloureux. Il suffit pourtant de comparer les résultats de l'invasion de Guillaume pour comprendre son importance bienfaisante et déci-

sive dans la formation de l'État et du génie anglo-saxon.

La civilisation française, à travers le détroit, s'établit finalement en Angleterre. Elle s'y manifeste sous toutes les formes : chants, chroniques historiques, romans de chevalerie. Les conquérants ne voulurent pourtant aucunement blesser les susceptibilités nationales. Leur sympathie d'origine les pousse, il est vrai, avant tout du côté des Bretons (Celtes) en les aidant à faire revivre les chants d'amour de Tristan et Iseult, les aventures de la fée Morgane, de Lancelot et Guenièvre ou de Perceval, légendes divines qui finiront par rénover la littérature et la musique de nos jours. Mais ils n'oublieront pas en même temps le maigre héritage anglo-saxon et adopteront leurs légendes de Horn et d'Havelok ou le poème de Beowulf.

b). La langue et la littérature anglaises sous l'influence française.

La langue et la pensée françaises s'enracinent ainsi dans le pays. Le français devient la langue par excellence non seulement du gouvernement et des gouvernants, mais aussi de tous ceux qui, à un titre quelconque, s'élèvent au-dessus du peuple vulgaire. Ce dernier, à son tour, voulant ressembler aux seigneurs, se met à parler français. La langue anglo-saxonne recule devant le nouvel ordre de choses et disparaît. A quoi bon lutter, puisque non seulement on évite de la parler, mais on a presque honte de l'écrire ! A côté de la nouvelle souche des Anglais d'origine.. française, qui ne cultivent que le français, les écri-

vains anglo-saxons eux-mêmes s'efforcent d'écrire en français (Robert Grosseteste, Pierre de Langtolf, etc., etc.). Et c'est ainsi que jusqu'à la fin du xiv^e siècle, nous ne trouverons presque pas de trace de la littérature anglo-saxonne. Les lois elles-mêmes seront rédigées et promulguées en français jusqu'au règne de Henri VIII (1). Non contents d'absorber la culture française qui perce par tous les pores de la vie publique et intellectuelle de l'autre côté du détroit, les Anglo-Saxons s'en vont achever leurs études à l'Université de Paris. Même au xix^e siècle, ils y sont plus nombreux que les étudiants des autres pays.

Ce qui a facilité surtout le triomphe de la langue française, c'est le fait aujourd'hui incontesté de sa pénétration en Angleterre bien avant la conquête. D'après les chroniques d'Ingulphus (xi^e siècle), le français dominait déjà à la cour d'Édouard, connu sous le sobriquet du Confesseur, qui, après avoir séjourné plusieurs années en Normandie, en a rapporté le goût et l'usage de la langue française. Sa passion pour la France l'avait poussé même bien plus loin : il a fait venir en Angleterre une quantité de Normands à qui il a conféré les plus hautes dignités. Le français est devenu alors à la mode, et tous les nobles, nous dit Ingulphus, s'en servirent, pour se distinguer des autres.

La plante nourricière de la France poussera ainsi ses racines de plus en plus profondes sur le sol anglais. Elle en changera la composition et portera

(1) Un acte du Parlement de 1731 a même cru utile d'interdire absolument l'usage du français dans certaines procédures judiciaires et dans les actes publics, preuve qu'on en retrouvait des traces jusqu'au xviii^e siècle.

au comble sa fertilité. Désormais tout ce qui y croîtra contiendra un morceau de la France. Toutes les manifestations de la vie en seront imprégnées : sa constitution politique, comme sa poésie ; ses romans comme sa philosophie, sa science de même que ses arts. Mais l'immersion de la culture française ne voulait point dire la destruction de celle qui appartenait au pays. Comme une couche protectrice richement superposée, elle a permis à l'autre de pousser imperceptiblement, à son abri. Lorsque, grandie et mûrie, la dernière peut enfin subsister grâce à ses propres forces, loin d'éliminer son ancienne bienfaitrice, elle la gardera dans sa maison et tâchera de s'approprier à tout jamais le trésor de ses enseignements et de ses idées.

A mesure qu'évoluent la langue et la littérature anglo-saxonnes, elles empruntent de plus en plus les principes de notre prosodie, des mots de notre vocabulaire et des idées de culture polie et raffinée des Français. Celles-ci s'y infiltrent avec une abondance rare, renouvellent et embellissent la langue si rude des anciennes compagnies anglo-saxonnes en la rendant de plus en plus riche et de plus en plus harmonieuse. La littérature anglo-saxonne du xiv^e siècle ne renferme presque rien en dehors des traductions de romans de chevalerie... français. Encore au xv^e siècle beaucoup de poètes écrivent la première moitié du vers en anglais et la seconde en français. Les écrivains autochtones ennoblissent leurs sentiments au contact de ces chefs-d'œuvre gaulois et s'habituent à voler comme les jeunes oiseaux sous le regard bienveillant de leurs aînés. Et dans ces traductions les mots français rentrent tantôt dans toute leur grâce primitive

impossible à rendre dans la langue indigène, tantôt anglicisés, mais gardant, quand même, le parfum délicieux de leur origine. Le nombre de ces mots est tellement considérable que le célèbre dictionnaire étymologique de Skeat indique dans la langue anglaise deux fois plus de mots d'origine française (et latine) que d'origine germanique. Hume (*Histoire d'Angleterre*, I) trouve également que la partie la plus considérable de la langue anglaise, ses côtés les plus beaux lui viennent de celle des Français (1). Autrement dit, la langue anglaise, greffée sur celle des Français, répand sans le vouloir à travers le monde la gloire du parler gaulois. La nécessité de transiger avec le français a forcé la langue anglo-saxonne à se simplifier. Grâce aussi à cette simplification, elle devint la langue la plus facile et la plus accessible du monde. D'autre part, les habitudes d'emprunt, contractées de bonne heure sur une large échelle, donnèrent à la nouvelle langue une élasticité rare et une faculté d'enrichissement prodigieuse. Sa grammaire, de même que sa syntaxe, furent réduites à leurs expressions les plus simples.

« A raison de cette influence réciproque, toutes deux renoncèrent à leurs genres arbitraires; tout ce qui était mâle fut masculin, tout ce qui était femelle fut féminin, tout le reste fut neutre. Les déclinaisons des adjectifs, nous dira Jusserand, disparurent et des auxiliaires, introduits dans la conjugaison des verbes, la rendirent moins gauche et plus claire. »

(1) Il suffit du reste de consulter le curieux *Glossaire comparatif anglo-normand* de M. H. Moisy, ou l'*Historische Grammatik* de M. Kaluza, pour se rendre compte du rôle prépondérant joué par le français dans la formation de la langue et de la grammaire anglaises.

Lorsqu'on s'avise de toucher à la prosodie, on voit avec quel discernement travaillèrent les premiers écrivains anglais, qui, comme Chaucer, contribuèrent si fortement à son émancipation. On dirait qu'ils avaient toujours les yeux fixés sur les qualités du vers et de la prose françaises. Les vers anglo-saxons avaient le même nombre de syllabes accentuées ; les vers français, le même nombre de syllabes et de sonorités analogues dans la rime. La nouvelle prosodie anglaise, ayant recours aux deux sources d'où découlait la poésie, leur a emprunté leurs deux propriétés caractéristiques et c'est ainsi qu'elle a mis à la disposition de ses poètes futurs la rime française et les accents anglo-saxons.

Sous l'influence du français et l'absorption de ses richesses, l'idiome de Shakespeare et de Byron gagne non seulement une précision rigoureuse, mais aussi, par suite de la richesse imposante de son vocabulaire, des beautés d'expression incomparables.

Tandis que sa prosodie devenait de plus en plus souple, son vocabulaire, en augmentant, se montrait le plus riche et en même temps le plus maniable. Les poètes et les écrivains anglais avaient ainsi contracté, dès l'origine de leur langue et de leur littérature, une dette permanente et d'autant plus inoubliable qu'elle ne cesse de se rappeler à leur mémoire avec chaque phrase qu'ils écrivent, chaque mot qu'ils entendent ou avec chaque page que leur ont laissée leurs maîtres.

c). Pénétration de deux âmes.

Mais là ne se borne point l'influence des Français arrivés avec le duc Guillaume en Angleterre. Une

pénétration aussi complète des deux peuples devait forcément laisser des empreintes séculaires. La biologie l'a constaté : une veuve, en se remarquant bien longtemps après la mort de son mari, met souvent au monde des enfants d'une ressemblance frappante avec ce premier époux. C'est que la vie en commun impressionne et transforme jusqu'aux organes les plus mystérieux. Que dire alors de cette pénétration idéale qui s'est opérée entre l'âme française et anglo-saxonne pendant une série de siècles ?

Les particularités nationales s'adoucent, les pensées se rapprochèrent : Anglais et Français, n'étaient les influences du milieu et des événements historiques qui devaient les façonner extérieurement, tendraient instinctivement vers une union d'harmonie parfaite.

Des faits cités plus haut se dégage cet enseignement que le premier et le plus important rapprochement anglo-français, même inauguré sous la forme brutale de la conquête, a eu les conséquences les plus heureuses pour l'avenir de l'Angleterre. Elle lui doit sa conscience nationale, sa langue, sa prosodie, de même que les bases fondamentales de sa civilisation future.

Elle lui doit, à côté des services manifestes, des titres de reconnaissance plus difficiles à découvrir et pourtant non moins importants. Signalons, comme exemple, l'influence indirecte que l'armée des conquérants a exercée sur l'indépendance civique du peuple anglais et, par cela même, sur la constitution et la liberté idéale des citoyens anglais.

d). Les bienfaits de l'invasion normande.

Agissant en conquérant, Guillaume partagea entre ses chevaliers les terres d'Angleterre. Maître de son butin, c'était à lui de dicter des clauses à ceux qu'il voulait favoriser de sa générosité. Ses vassaux ont donc reçu les terres à des conditions autrement lourdes que celles qui liaient les vassaux et le roi de France.

Dès le XI^e siècle, les barons anglais se trouvèrent ainsi moins puissants que ceux du continent qui jouissaient de leurs domaines par voie de prescription et en vertu de droits souvent plus respectables, plus anciens que ceux de leurs souverains et maîtres. Il s'ensuivit ce phénomène, des plus significatifs pour l'histoire d'Angleterre, que ses barons, bien plus faibles, ne purent jamais faire de révoltes ni de révolutions pour leur propre compte. Chaque fois que l'envie leur venait de combattre la puissance du roi, il leur fallait avoir recours à l'appui des citadins et des fermiers. Chaque triomphe qu'ils obtenaient ainsi sur le pouvoir royal s'inscrivait par suite également à l'actif de ces derniers. Et afin de faire comprendre au peuple les leçons de révolte qu'ils n'avaient cessé de lui donner, force a été aux nobles anglais de lui apprendre ses droits d'homme et de citoyen. Réunis ainsi dans leurs revendications, ils tiennent tête à leur ennemi commun, le roi, et partagent fraternellement les fruits de leurs victoires. La *Magna charta*, tout en favorisant les nobles, n'oublie point le peuple anglais. L'ingénieur Hallam a raison de nous dire (*Middle Ages*) que l'égalité des droits entr

tous les hommes libres forme le cachet caractéristique de ce grand acte législatif. En 1264, l'aristocratie anglaise fait ouvertement appel aux habitants des villes et des bourgs pour défendre la cause commune. Considéré comme un rouage nécessaire pour le fonctionnement de l'État, le peuple prend conscience de sa force, de son utilité, et surtout de ses droits de citoyen. Il veillera avec un soin jaloux à leur conservation et travaillera sans cesse à leur élargissement. Dès 1307, nous dira Guizot (*Essais*), les droits qui devaient enfanter en Angleterre un gouvernement libre étaient définitivement reconnus.

Il suffit de comparer sous ce rapport l'histoire de la France et de l'Angleterre pour comprendre tous les avantages que cette dernière a su tirer de cette situation spéciale dont elle était redevable à l'invasion française.

Tandis que dans l'Europe médiévale un fossé profond sépare le peuple et la noblesse, l'Angleterre, sous ses apparences aristocratiques, forme un groupement de citoyens libres. Les inégalités sociales s'y réduisent aux privilèges apparents, mais non point à une différence essentielle dans la somme des libertés.

Le peuple a attendu en France plusieurs siècles avant de conquérir la situation dont jouissait son voisin anglais. Comme nous le verrons plus loin, la grande Révolution, dont les fruits nous sont tellement chers, a éclaté et s'est achevée victorieusement, grâce à l'influence anglaise. Mais cette conquête de libertés, devançant de plusieurs siècles la France, a une influence capitale sur la formation du caractère anglais. Sous le régime bienfaisant de la liberté, les

Anglais ont gagné l'individualisme, la confiance en soi-même, et partant une sorte de méfiance de la tutelle gouvernementale.

Par contre, les Français sont devenus de longue date la proie de la centralisation excessive, ce qui a diminué pour longtemps la force de leur caractère et de leur esprit d'initiative.

Les faits cités suffisent pour montrer de quel poids décisif sur la formation du caractère anglais fut le contact politique des deux peuples.

Ces effets salutaires et impérissables font penser à ces influences bienfaisantes de certaines constellations dont parlaient les anciens. L'Angleterre paraît être née sous une étoile représentant Jacques Bonhomme comme la France à son tour sous celle d'un John Bull. Passons à la formation successive de leur mentalité.

e). L'Évolution du génie anglais.

La littérature anglaise est non seulement née, mais elle a aussi grandi sous l'influence de celle de la France. Le génial Chaucer lui-même, qui jouit de la gloire d'avoir affranchi sa littérature nationale de l'influence étrangère, a été nourri par les penseurs et écrivains français. Il avait beau écrire en anglais, à travers ses écrits percent toujours son éducation française et ses admirations de jeunesse. Son esprit est un esprit éminemment français. Tous les sujets de la satire française se retrouvent dans ses œuvres, y compris ceux du mariage et de la religion. On rencontre même chez lui des pages dignes de ces deux écrivains si profondément français : Rabelais et Molière.

Certains critiques de Chaucer ont voulu insinuer que son goût du français (de même que son langage franco-anglais) lui étaient personnels (Verstegan (1)). Mais Tyrwhitt, à qui l'Angleterre doit la meilleure édition des œuvres de son grand poète, répond avec raison que « si le langage de Chaucer ne correspondait point à l'anglais de l'époque, celui-ci n'aurait jamais réussi à devenir un poète national par excellence, le plus lu et le plus admiré de tous les écrivains du moyen âge ».

De même que la nation anglaise a su juxtaposer sur le fonds français les vertus du terroir et de la race saxonne, Chaucer a su élever au-dessus de son siècle et la placer en regard des conventions galantes et monastiques de l'époque, la vérité découlant d'une profonde compréhension de l'homme et de la nature. Son culte pour Deschamps ou Granson trahit une profonde reconnaissance envers les écrivains qui ont formé son talent et guidé ses premiers pas. Lorsque, plus tard, la littérature anglaise du xvi^e siècle s'efforcera de se rénover, ayant recours aux classiques latins et grecs, on remarquera que le goût de ces études lui est venu également de la France.

Si au lieu de rechercher les pénétrations vagues, nous nous tenons aux influences plus palpables, plus concrètes, nous les retrouverons chez les écrivains les plus illustres dont le génie passe pour être l'essence même de l'âme anglaise. Tel Shakespeare. Et pourtant combien son génie doit à la France, non seulement parce qu'il a profité de tous les biens de sa

(1) Chaucer was a great mingler of English with French, etc., et Verstegan attribue sa passion immodérée pour le français à ses origines françaises.

civilisation, mais aussi parce que sa muse est allée se reconforter à la source française et en est revenue plus profonde et plus humaine !

L'œuvre de l'immortel Will présente deux phases. La première finit et la deuxième commence au moment où il a pris connaissance de l'œuvre de Montaigne. Ce moment marque une révolution décisive dans son esprit. On dirait qu'un horizon nouveau s'est ouvert devant ses yeux. Jusqu'à 1603, le poète n'a écrit que ses *Jeunes gens de Vérone*, les *Erreurs*, *Périclès*, ou *Roméo et Juliette*. Mais voici que paraît la traduction de Montaigne, de Florio. Shakespeare en est ébloui. Il a trouvé enfin son maître favori. Sur son chemin a paru l'éclair divin qui va illuminer la route de sa vie. De plus vastes perspectives s'ouvrent devant son génie. Il s'y plonge avec délices et en rapporte des œuvres impérissables qui ont fait de lui le poète de l'humanité entière. A partir de cette époque Shakespeare doute et, troublé dans sa quiétude lyrique, il commence à observer l'humanité, à scruter ses problèmes, à s'apitoyer sur son sort. Ce n'est qu'après avoir connu Montaigne qu'il écrira *Othello*, la *Tempête*, le *Roi Lear*, *Macbeth*, *Antoine et Cléopâtre* ou *Hamlet*. Philaret Chasles (*l'Angleterre au xvi^e siècle*) a fait cette remarque curieuse et juste, que même le style de Shakespeare s'était transformé après cette mémorable date dans l'évolution du poète. « Avant c'est l'imitation de Pétrarque, de l'Arioste qui est évidente chez lui ; après 1603, cette copie de l'Italie coquette disparaît. » Ne l'oublions point, depuis cette époque plus de rimes croisées, plus de sonnets, ni de *concetti* ! Montaigne s'abritera dans tous les coins d'*Othello*, d'*Hamlet*, de *Cariolan*. Un allemand, Jacob Feis, s'efforcera même

de prouver que *Hamlet* n'a été écrit que pour combattre certaines opinions de Montaigne. John Sterling émet l'avis que *Hamlet* n'est que Montaigne mû par des motifs saillants de la vie (1). M. John Roberston, dans son livre sur *Montaigne and Shakespeare*, va nous dire que l'*Essai sur la Solitude* de Montaigne a laissé une empreinte spéciale sur la vie intime de Will, en la façonnant d'après les préceptes chers au moraliste français.

Avec son don de compréhension suprême, Shakespeare choisira surtout les maximes les plus belles, les plus profondes, les plus humaines et les fera rentrer dans son œuvre. Dans la *Tempête*, on trouvera ainsi la traduction complète du célèbre passage des *Cannibales* (*Essais*, liv. I, chap. XXX). On remarquera que les mêmes pensées qui exciteront plus tard la verve de Pascal et l'enthousiasme de Jean-Jacques sont celles qui frappent le plus l'imagination de Shakespeare.

Pour nous servir de l'expression de Sainte-Beuve, nombreux sont les écrivains anglais qui ont eu « du Montaigne » en eux. Prenons parmi tous celui qui a exercé une influence si considérable sur la littérature et la pensée anglaise au xvii^e et xviii^e siècles, le célèbre Sir Thomas Browne, le premier humoriste anglais.

Sa *Religion d'un Médecin*, qui a fait les délices de tant de générations d'outre-Manche et y a engendré tant d'écrivains, a été conçue et écrite sous l'influence de Montaigne. Et pourtant l'œuvre de Browne ne cesse d'être une des productions les plus originales du xvii^e siècle. L'imagination, la science, l'humour ; les

(1) ...Lifted to a higher eminence and agitated by more striking circumstances (*London and Westminster Review*, July 1838).

préoccupations du métaphysicien, amoureux des abstractions, et celles du sociologue, soucieux du présent; des pensées d'un croyant par tradition et d'un sceptique par la tournure de l'esprit, s'entrechoquent et s'entremêlent, contribuant à un ensemble philosophique des plus délicieux et à un ouvrage de verve des plus tragiques qu'on ait jamais écrit dans aucune langue. De sa plume alerte, railleuse et pourtant douce, sortirent pour la première fois des paroles de doute, des opinions risquées sur toutes choses que Browne, avec ce scepticisme de Montaigne, qu'il imita jusqu'à la coordination de ses *Essais*, n'a jamais voulu donner pour « vraies ». Il se bornera à les offrir comme n'ayant d'autre mérite que d'être l'expression de sa pensée franche et modeste. Et les contemporains ont dû ainsi méditer avec lui sur les idées bizarres d'un homme qui ne croyait ni aux peines éternelles, ni que le monde ait été créé en six jours ou, chose plus grave, que le Dieu de Moïse fût la perfection même. Et tout en doutant des flammes éternelles, il mettait, à la même occasion, en doute le triomphe des saints et enseigna à ses compatriotes des leçons de « tolérance suprême ».

Ronsard et du Bartas ont également des admirateurs passionnés en Angleterre, de même que les recueils français d'histoires tragiques ou licencieuses. Les « amouristes » anglais s'inspirent des poètes français. L'amour ardent et brûlant chanté en France, en traversant le Canal, y gagne quelque chose des brumes mélancoliques de l'île et en évoluant finit avec Donne, le doyen de Saint-Paul, dans l'idéalisation de l'amour triste et macabre renfermant au fond la lie comme le fumet de certains vins vieux.

Voltaire affirme (d'après les propos que lui aurait tenus Brunet) que « Bourdaloue a réformé les prédicateurs d'Angleterre comme il avait réformé ceux de France ». M. F. Brunetière soutient même dans son *Roman naturaliste*, cette thèse peu banale que Bourdaloue aurait contribué à l'évolution artistique de Richardson et de ses chefs-d'œuvre.

Sous la Restauration, le goût français ne cessera de régner en Angleterre. Les membres de la noblesse chassés par Cromwell s'en vont en France dont ils épousent les idées et les engouements. La France est devenue finalement le modèle de la Cour et Charles II accepte des mains de Louis XIV tout y compris une maîtresse. D'après Taine (*Histoire de la littérature anglaise*, t. III), on voit dans les écrits anglais de l'époque que « les auteurs français sont leurs maîtres et se trouvent entre les mains de tous les gens bien élevés. Les plus galants tâchent d'être tout à fait français, de mêler dans leurs phrases des bribes de phrases de français ». Même dans l'âge « auguste » de la littérature anglaise, on aura toujours les yeux tournés du côté de Paris. Il est vrai que le goût dépravé rend difficile un choix exact parmi les auteurs français. Au lieu donc d'aller puiser aux sources intarissables du génie français, on se borne à courtiser des esprits médiocres et à imiter les œuvres de Mlle de Scudéry ou de la Calprenède. Tandis que Lee s'inspire de la *Cassandre* du dernier, Dryden puisera dans l'*Almahide* de la première. N'importe, l'esprit français pénètre de l'autre côté de la Manche et ne cesse d'y vivifier la pensée et la littérature. Car dans cet enthousiasme global pour la France et les Français, il se trouve toujours assez de place pour un Molière que Wycherley

accommodera à la sauce anglaise, pour un Racine ou un Corneille dont s'empareront Pope et la pléiade d'écrivains qui dérivent de lui et de sa gloire.

Les philosophes Bacon et Hobbes, si essentiellement anglais, ont également des attaches profondes avec la pensée française, dont ils vantent le sérieux et avouent l'influence décisive sur leur mode de penser et d'écrire. Dans « l'incomparable dictionnaire de Bayle » (Locke) la plupart des sceptiques anglais du XVIII^e siècle ne cessent de chercher et de trouver leurs armes. Plus tard, Rousseau engendrera le romantisme anglais et en sera le maître incontesté. C'est de lui que procéderont Cowper qui lui consacra des vers ardents, Shelley qui s'avoue son fils intellectuel, enfin Byron qui lui garde son admiration pendant toute sa vie. George Eliot, le plus brillant parmi les romanciers de l'Angleterre moderne, s'écriera même dans un accès de reconnaissance : « C'est Rousseau qui a vivifié mon âme ».

f). Amitié et admiration réciproques.

Écrivains, hommes d'État, philosophes, historiens, artisans, tous se rendent compte des bienfaits de cette pénétration fraternelle de la civilisation anglaise par la pensée française. Et lorsque la conscience nationale d'outre-Manche ne se trouve point obscurcie par les intérêts mesquins des querelles du jour, elle avouera avec gratitude la dette contractée avec la France. Un poète comme Wordsworth n'hésitera pas à reprocher, à un évêque comme Watson, d'avoir osé attaquer la France et lancé ainsi « une flèche contre la liberté et la philosophie qui sont les yeux de la race humaine ».

Le même Wordsworth exulte dans son âme, quand ses compatriotes anglais sont vaincus par les Français « car l'humanité qui est la France, triomphe ainsi sur l'Angleterre, qui n'en est qu'une partie ». Presque tous les grands poètes anglais ne le cèderont en rien à Wordsworth dans cet amour ardent de la France et du peuple français.

Ce débordement des sentiments nobles du côté anglais va, à son tour, trouver un écho puissant en France. La pensée anglaise, mûrie et grandie sous l'influence française, arrivera, au XVIII^e siècle, en France et y trouvera un terrain prêt pour être accueillie et cultivée à son tour. Les voyageurs anglais la suivront et ce sera, des deux côtés de la mer, une longue explosion des sentiments longtemps étouffés. Comme un torrent débordant brise enfin les digues artificielles et atteint des limites insoupçonnées, la pensée anglaise, une fois établie en France, y pénétrera tout et imprimera sur la vie nationale une empreinte indélébile.

Devant le spectacle de cette communion imposante d'âmes, Buckle, un observateur avisé, classera, émerveillé, ce « phénomène de jonction des deux civilisations », comme un des événements les plus imposants du XVIII^e siècle.

B. — CE QUE LA FRANCE DOIT A L'ANGLETERRE

« L'enfer des démons et des parricides, qui servit d'habitation à un peuple enragé quoique stupide et septentrional », d'après le Père jésuite Coulon, auteur du premier *Guide français en Angleterre* (1654), devait

à son tour payer sa dette de reconnaissance envers la France et les Français. On remarquera, avant tout, que la véritable humanité qui consiste dans l'amour et la compréhension des autres peuples, ce trait essentiel de la mentalité française, lui est venue surtout de l'Angleterre.

La France du xviii^e siècle, celle des encyclopédistes, de la Révolution, de cette bonne fée de l'humanité bataillant pour la conquête de ses franchises et l'abolition du despotisme, doit beaucoup à l'influence des Anglais. N'oublions point que pendant tout un siècle (le xviii^e), la France, qui se tenait à l'écart des autres peuples, entretenait pourtant des relations suivies avec la seule nation anglaise. Et, disons-le sans crainte d'être contredit, c'est sur cette influence bien-faisante que se greffent les titres les plus enviés de l'esprit et de la gloire française.

a). Formation du Génie.

La révocation de l'édit de Nantes dote la Grande-Bretagne de milliers de Français d'élite. Les huguenots éclairés s'y sauvent afin de goûter « à l'air libre les fruits de la liberté ». Ils ne connaissent ce pays que pour en avoir entendu dire beaucoup de mal. Si la France fut adorée par les Anglais, l'Angleterre fut par contre, vilipendée et méprisée par tout ce que la France comptait de notable. Déjà, à cette époque, nos voisins avaient en France leurs détracteurs implacables, recrutés dans tous les milieux. On ignorait la langue et le pays anglais, mais cela n'empêcha point de les mépriser tous deux ardemment. Les vers de Saint-Amant qui, dans son *Albion*, soutenait qu'

« la sottise et l'arrogance constituaient toutes ses mœurs », reflétaient bien l'opinion du temps. N'oublions point que la traduction de Shakespeare n'a paru qu'en 1776 et que tout le bagage littéraire anglais, connu en France au commencement du xviii^e siècle, était réduit aux œuvres de Bacon, à *l'Homme de la Lune*, de Godwin, et aux quelques livres de moindre importance.

La haine aveugle que la royauté, la noblesse et le clergé nourrissaient à l'égard de l'Angleterre avait quelque chose de cruel comme la destinée. Le Roi-Soleil désirait l'effondrement de « ce peuple de meurtriers » qui osèrent s'attaquer à la monarchie et à ses droits divins. Le voisinage de cette nation « plus agitée en sa terre et dans ses ports que l'Océan qui l'environne » (Bossuet), faisait trembler la noblesse et inquiétait fortement le clergé. Les écrivains à la solde de Louis XIV, de même que les courtisans qui végétaient dans l'orbite de ses faveurs, maudissaient la cruauté et la barbarie anglaises. Cette haine déraisonnée fut telle que, selon Sprengel (*Hist. de la médecine*), on a réussi à discréditer le quinquina en France à la fin du xvii^e siècle sous prétexte que c'était un aliment favori des Anglais. Le clergé partout se montra indigné au spectacle d'un peuple qui faisait si bon marché de sa religion et tant de cas de ses privilèges terrestres.

Tandis qu'en France le sang coulait à flots autour des dogmes célestes ou de leurs simulacres, en Angleterre les préoccupations de la liberté sur terre percent sous toutes ces luttes confessionnelles. Henri VIII règle par sa seule volonté la religion nationale et rédige les formules de l'Église. Edouard, qui

lui succède, brise la doctrine catholique établie par son père et fait triompher le protestantisme. La reine Marie, née papiste, détruit l'œuvre protestante de son père et proclame la victoire du catholicisme. Mais, aussitôt, Élisabeth arrive, souffle sur les idoles de la reine Marie et fait disparaître le catholicisme et les catholiques. Le peuple anglais assiste impassible à cette série de transformations religieuses que son indifférence facilite et encourage (LOCKE, *Works*, t. V). Que lui importent les aspirations religieuses de ses souverains, pourvu que le domaine de ses libertés grandisse et prospère. Aux yeux des Français éclairés, habitués au spectacle des tragédies écœurantes pour les moindres déviations de la religion établie, l'Angleterre est devenue la terre rêvée de la conscience libre.

Les réfugiés, à leur arrivée, furent du reste éblouis par les trésors de la pensée et de l'intelligence anglaises. Avec cette vivacité et impressionnabilité qui caractérisent l'esprit français, ils passèrent bien vite de l'admiration à la « pénétration » de cet état d'âme nouveau et à la compréhension de ces chefs-d'œuvre inconnus. Ayant bientôt saisi ce qu'il y avait d'injuste et de stupide dans cette ignorance systématique du génie insulaire, ils se mirent à réparer les torts des siècles. Leur travail fiévreux porta bientôt ses fruits. La France fut envahie par les plus belles conquêtes de l'esprit anglais. Drame, roman, poésie, journal, philosophie, science, rien ne fut négligé. On traduisait et résumait non seulement les œuvres connues, mais on exploita aussi tous les petits coins et recoins de la vie intellectuelle d'outre-Manche, en les découvrant ainsi au profit des Anglais eux-mêmes.

Vers la même époque, Rapin de Thoiras publie une *Histoire du Parlement d'Angleterre*. Accueillie avec enthousiasme, elle fait une impression profonde chez les meilleurs esprits de son temps. L'assemblée des sages Saxons, le *Wittenagemot*, devient l'institution idéale de la liberté.

On en verra plus tard la répercussion jusque chez les Montesquieu. D'abord très réservé à l'égard de l'organisation anglaise, qui lui rappelait celle de Lacédémone ou des petites républiques italiennes du moyen âge, l'auteur de *l'Esprit des Lois* s'enflamme ensuite pour le gouvernement mi-aristocratique et mi-bourgeois basé sur le traditionalisme et les coutumes anciennes.

Sans les Français, sans Rapin de Thoiras, nous dira L. Blanc (*Lettres*), les Anglais n'auraient pas encore d'histoire générale de leur nation. Si les nouveaux venus doivent beaucoup à l'Angleterre, ils payent ainsi royalement leur dette de reconnaissance. Ils la font connaître et admirer non seulement en France, mais aussi dans le reste de l'Europe. C'est grâce à eux que Locke, Newton, Shakespeare ou Richardson seront appréciés dans le monde entier. Une fois devenus commis-voyageurs de la grandeur anglaise, les Français remplissent ce rôle avec intelligence et profit pour l'humanité tout entière.

L'Europe apprend de la sorte, grâce aux Français, les avantages du parlementarisme anglais. Jusqu'au commencement du xviii^e siècle, on ne parlait en Europe que de l'Angleterre régicide; par les réfugiés français, on commence enfin à connaître et à exalter l'Angleterre « constitutionnelle ».

D'autre part, c'est grâce à elle et à cause d'elle que le peuple français s'intéresse davantage aux choses de l'étranger et donne libre cours à ses rêves d'égalité et de liberté.

Un pas décisif a été franchi dans la vie nationale de la France. Elle ne se bornera pas, du reste, à être seulement curieuse des choses qui se passent au-delà de ses frontières, elle s'y associera et finira par ouvrir son cœur aux peuples minés par les mêmes préoccupations, les peuples soucieux d'une vie publique digne d'hommes libres.

« Vers l'année 1720, s'établit une sorte d'intimité entre l'esprit anglais et français, intimité qui devait réagir d'une façon salutaire sur l'avenir des deux pays (1). » Nos gazetiers se distinguèrent surtout par leurs travaux qui devaient rapprocher les pensées des peuples et les unir dans le domaine d'une littérature humanitaire. Rappelons entre autres les *Mémoires d'un homme de qualité*, de l'abbé Prévost, cette vraie initiation à la vie de tous les peuples civilisés.

Rousseau fait preuve d'une admiration sans bornes pour l'Angleterre, quitte à modifier plus tard ses sentiments, après y avoir été mal accueilli. L'amour de l'Angleterre est tellement général, son influence tellement décisive, que des pamphlétaires de la fin du xviii^e siècle croient utile de s'attaquer à tous ces anglomanes de l'Assemblée nationale, aux Necker, aux Mounier, aux Lally, aux Malouet et à toute la funeste lignée de Montesquieu. Mais le pli indéracinable a été pris et la France ne s'affranchira plus jamais de l'empreinte anglaise.

(1) Voir notre étude sur *La formation de l'esprit français*, dans *La Revue*, 1^{er} juillet 1898.

Le peuple français fut ainsi révolutionné par son contact avec l'Angleterre. L'évolution prodigieuse du xviii^e siècle, qui aboutit à la grande Révolution, s'opéra sous l'influence de la nation anglaise. Après le long règne de Louis XIV, qui a épuisé le pays matériellement et moralement, la France a ressenti le besoin d'un bain régénérateur. La sève de son génie, appauvrie par tant de siècles de labeur, devait, pour refleurir, trouver un excitant vivifiant et fortifiant. C'est à l'Angleterre qu'est échu l'honneur de renforcer sa pensée et de verser des flots de vie à son organisme anémié. Ce plongeon dans la civilisation anglaise fut suivi d'un effet miraculeux.

b). L'Angleterre et la Grande Révolution.

Il ne faut point l'oublier : ce ne furent pas seulement le roman et la philosophie qui sont allés se nourrir à la source anglaise, mais ce furent aussi les hommes d'action, les révolutionnaires de demain, qui puisèrent dans l'atmosphère ambiante, créée par l'invasion des idées anglaises, des notions d'égalité et d'affranchissement social et politique.

Les mémoires de l'époque nous apprennent avec quelle piété tous les chefs de la grande Révolution s'inclinaient devant les savants anglais, les hommes d'État anglais, les doctrines anglaises et le peuple anglais. Et cette admiration comportait aussi l'ardent désir de transplanter sur le sol français les conquêtes d'outre-Manche. Danton a été imbu des idées anglaises. Avant de monter sur l'échafaud, il a eu recours aux *Nuits* de Young afin de « mourir honorablement ». Camille Desmoulins, Mounier, Lafayette, Mirabeau,

Brissot et les autres chefs de la Révolution paraissent être au courant de la langue, de la littérature et de l'histoire anglaises. Tous ceux qui n'avaient pas le bonheur de connaître « cette langue de liberté » puisaient dans des ouvrages de seconde main l'amour du peuple et le courage de vaincre dans la bataille livrée au nom de ses droits.

C'est ainsi que, peu à peu, la France de l'ancien régime se modifie. La violence de l'irruption de ces nouvelles idées fut telle que toutes les digues du passé s'écroulent. On dirait que la France a changé d'âme dans l'espace d'une cinquantaine d'années. Jadis respectueuse des droits de l'Église, de la royauté de la noblesse, elle commence à afficher une indépendance de sentiments qui fait présager la tempête prochaine. Quand on compare la Révolution de Cromwell et celle de 1789, on est étonné de leurs ressemblances multiples. On dirait même que la France doit la foi illimitée aux forces et aux aptitudes du peuple, à la leçon éloquente que lui avait fournie cent quarante ans auparavant la victoire du peuple anglais.

Les va-nu-pieds anglais ont donné le branle à ce mouvement qui devait faire trembler l'édifice de la société et transporter au sommet ses soutiens d'en bas. Les rôles une fois renversés, le peuple anglais tient même à briser toutes les entraves qui auraient pu compromettre les nouvelles lois de la stabilité sociale. On détruit ainsi la royauté et on s'efforce de balayer la Chambre des Lords. Et de même qu'en France, plus tard, ce sont les fils du peuple qui vont s'emparer des situations les plus hautes et étonneront le monde par leurs capacités insoupçonnées ; un simple charretier

deviendra colonel (Ride) ; un garçon de brasserie (Okey) obtiendra le même grade ; un commis de drapier sera général (Whelley) ; un domestique (Jones, le beau-frère de Cromwell) sera également un soldat éminent. Des garçons bouchers (Salway, Venn, Tichborne, etc.) commanderont avec éclat l'armée. Tous chefs intrépides et courageux, ils vont servir d'enseignement vivant aux générations de demain. Le peuple anglais, au spectacle de ses hommes sortis de ses flancs, qui, sans tradition ni éducation préalable, ont su tenir tête aux grands guerriers devant l'Éternel, a conçu un juste orgueil de sa valeur et une confiance illimitée dans son avenir. Et il suffit de remémorer les incidents marquants de la Révolution française pour s'apercevoir combien celle-ci a suivi, dans maints cas, l'inspiration tragique de l'épopée de Cromwell. On la retrouvera chez nous jusqu'à l'acte du régicide.

S'inspirer ne veut point dire imiter. La grande Révolution, conçue dans d'autres temps et dans d'autres circonstances, a bouleversé toute l'humanité, car elle fut avant tout humaine ; celle de l'Angleterre ne fut qu'anglaise. Mais peut-on oublier, même devant les vastes eaux de la mer, les modestes rivières qui contribuent à sa grandeur ? Or, il est incontestable que la Révolution anglaise fut en quelque sorte la marraine de celle de 1789. Et ce contact des deux peuples a eu une fois de plus les conséquences les plus bienfaites pour l'avenir de l'humanité.

Au xviii^e siècle, la France continue à souffrir des inégalités sociales, mais on sent que le mécontentement grandissant n'attend que le moment opportun pour jeter bas les privilèges séculaires de la royauté

et des trois ordres. Lorsque l'Amérique s'émancipe du joug anglais, la France jubile non point devant l'échec de ses voisins, mais devant le triomphe de la liberté. Elle délire de joie lorsqu'elle apprend la Déclaration américaine qui réduit le gouvernement au rôle de simple « serviteur du peuple ». La poussée en faveur de ceux qui luttent pour la « liberté » est telle que Louis XVI se voit obligé d'aller secourir ceux qui portent le coup de grâce à ses droits divins.

c). La France intellectuelle et l'Influence anglaise.

Si des couches populaires on passe aux personnalités représentatives du XVIII^e siècle, les effets de l'influence anglaise éclatent encore avec plus de netteté et de précision. Voltaire, Diderot, Rousseau, les philosophes, savants, hommes de lettres, tous se laissent pénétrer par les idées anglaises et subissent de gré ou de force leur action. Les *Lettres anglaises* de Voltaire (d'après Condorcet, elles marquent l'époque d'une révolution) ne furent écrites qu'à la suite de son voyage en Angleterre. Ce fut le moment décisif de sa vie. Depuis cette date, le poète se transforme en penseur et philosophe. « L'esprit du siècle, dit avec raison J. Texte dans son *J.-J. Rousseau*, qui se cherchait depuis quelques trente ans, s'est reconnu dans ce livre. Les *Lettres anglaises* sont les lettres de majorité du XVIII^e siècle. » Le goût des choses anglaises, dans l'histoire des lettres, est devenu de la frénésie. Le feu allumé par l'enthousiasme de Voltaire fut simplement prodigieux.

Plus tard, exaspéré dans son amour-propre d'écrivain français, Voltaire s'efforça en vain d'arrêter ce

mouvement. Le public lettré se détourne de son guide favori pour suivre les anglomanes et leurs idoles. Les « encyclopédistes » encensent le roman anglais qu'ils mettent bien au-dessus de l'œuvre des auteurs français. Buffon ira même jusqu'à proclamer que la vérité de la nature se retrouve chez Richardson. « Diderot est tout anglais », déclare Brunetière (*Les Époques du théâtre français*). Il n'a pas seulement passé sa vie à prêcher le culte de la pensée et du peuple anglais, mais il s'appropriâ leurs vertus essentielles qui, dans son œuvre, resplendirent d'attraits multiples et nouveaux. Si original que fût son génie de penseur et de styliste, il ne cesse de le rattacher aux racines anglaises, comme si cette descendance intellectuelle devait anoblir la source de sa création. A tour de rôle, il proclame sans relâche comme ses maîtres Richardson ou Lillo, Sterne ou Moore, Fielding ou Addison. Il faut lire son éloge enthousiaste de Richardson pour comprendre comment, sous son inspiration directe, Diderot s'était laissé aller à écrire la *Religieuse*, qu'on dirait une variante de *Clarisse Harlowe*. Il lui doit l'*Histoire de Mlle de la Chaux* ou les *Deux Amis de Bourbonne*. Et pour cause ! Rappelons-nous ce cri du cœur de Diderot : « Je connais la maison de *Harlowe* comme la mienne; la demeure de mon père ne m'est pas plus familière que celle de *Grandisson* » (*Diderot : Éloge de Richardson*). Que dire des autres écrivains français, si l'un des plus profonds, des plus originaux et des plus brillants comme Diderot, trouvait à peine suffisant de comparer le roman de Richardson à l'Évangile et son auteur « à Moïse, Homère, Euripide et Sophocle ! »

La vogue des Anglais fut tellement irrésistible,

leur influence tellement écrasante, que la France se vit envahie par un déluge de romans faits d'après ceux d'outre-Manche. Des auteurs français (entre autres Crébillon fils, pour assurer le succès de ses *Heureux Orphelins*) présentent leurs œuvres comme des traductions de l'anglais. L'abbé Prévost donne une estampille anglaise à ses *Mémoires pour servir à l'histoire de la vertu*. A côté des romanciers, des poètes comme Young, Thomson et plusieurs autres revendiquent leur part d'influence. Leur mélancolie profonde charme l'âme française et lui procure des jouissances inconnues.

Jamais le monde des lettrés ne fut aussi unanime dans ses adorations. L'Angleterre a accompli le miracle d'amener la France sceptique et gouailleuse à adorer la même divinité : la sensibilité et le génie anglais. Rousseau, l'immortel Rousseau, sera peut-être plus contaminé que tout autre de cette influence d'outre-Manche. « Son roman bourgeois, sa *Julie*, son éloquence du cœur, le ton du sentiment, comme le soutenait Freron, tout cela lui est venu de Richardson. » Son génie, avant de planer au-dessus des mondes et des siècles, va se nourrir chez de Foë, que Rousseau mettra au-dessus d'Aristote et de Buffon. Il puisera dans son *Robinson* la philosophie naturelle et se pâmera d'enthousiasme devant les *Pamela* et les *Clarisse Harlowe*. Ce que Rousseau sera plus tard pour Goëthe (*Nouvelle Héloïse, Werther*), Richardson le fut pour Rousseau (*Clarisse, Nouvelle Héloïse*), d'après la thèse soutenue si brillamment par Marc Monnier. « *Clarisse*, disait Rousseau, renferme une peinture complète du genre humain ». (Bernardin de Saint-Pierre.) La Harpe, Grimm et Diderot se payent le

luxe des comparaisons désobligeantes entre Rousseau et Richardson, au détriment du premier.

Quelles que soient pourtant les ressemblances, le génie de Rousseau n'en souffre point aux yeux de la postérité. Qu'importe la provenance des matériaux qui lui servirent pour créer ses chefs-d'œuvre, si leur beauté divine se montre dans toute la pureté de création originale. C'est que les génies n'inventent presque jamais. Si on analyse les œuvres des créateurs les plus illustres comme Eschyle, Sophocle, Dante, Shakespeare, Molière et tant d'autres, on est étonné de voir combien la trame de leurs œuvres fut peu originale. Toute la trame de la *Divine Comédie* se retrouve dans les visions rimées du frère Albéric du Mont-Cassin. Tout y est jusqu'au triple royaume des âmes damnées, bienheureuses ou expiatoires. C'est dans une vieille pièce : *Le Malheureux règne de Jean*, que Shakespeare retrouve son *Roi Jean* et dans une autre de la fin du xvi^e siècle, son *Roi Lear*, dans les *Menechmes* de Plaute sa *Comédie des Erreurs* ou chez les conteurs italiens son *Roméo et Juliette*. Molière prit son bien chez Cyrano de Bergerac ou chez Plaute, de même qu'Eschyle et Sophocle l'avaient rencontré dans Homère. Sans vouloir diminuer la gloire immortelle de leurs créations, la critique ne peut point se dispenser de célébrer les vertus de ceux qui aidèrent à édifier ces monuments de beauté et de vérité. Le cas de Richardson et des Anglais est du reste autrement glorieux que celui d'un modeste prêteur de l'outil qui aidera à la création immortelle. On leur doit non seulement la trame du « roman bourgeois », mais aussi la compréhension du sentiment humain. Ils ont conquis, en outre, pour les humbles de la vie

le droit d'étaler au grand jour et d'arroser de larmes leurs souffrances morales et leurs déceptions du cœur.

Un monde d'âmes nouveau fut ainsi annexé par le roman. Rousseau, avec sa sensibilité aiguë et la profondeur de son génie, a su transformer cette conquête anglaise en conquête humaine. Il réussira avant tout à y associer la nature qui manque chez les Anglais. C'est pourquoi, tandis que Richardson et ses satellites sont un peu oubliés, Rousseau restera debout au milieu des écrivains inspirés à leur tour par lui, ou imitateurs suivant aveuglément l'action interrompue de son génie.

C'est de lui que procède la littérature française de nos jours, de même que la littérature universelle, devenue ainsi tributaire de la France. Et tout en adorant un des plus glorieux de ses enfants à qui elle doit la génération des *Adolphe* ou des *René*, la France ne peut pas oublier ceux qui contribuèrent à sa naissance, à ses mérites et à sa gloire.

Le romantisme, qui a modifié la culture française, fait ses premiers pas en Angleterre. C'est Taine qui l'affirme : Young et ses contemporains ont dit bien avant eux ce que découvriront plus tard Chateaubriand et Lamartine. « Le vrai et le factice se retrouvent en Angleterre quarante ans plus tôt que chez nous. Les anges et les autres machines célestes ont fonctionné depuis longtemps en Angleterre avant d'aller infester le *Génie du Christianisme* et les *Martyrs*. »

d). Et l'Allemagne ?

Les bienfaits de la collaboration de la pensée franco-anglaise consistant dans l'accroissement réci-

proque de leur patrimoine moral et intellectuel, éclatent d'une façon encore bien plus saillante lorsqu'on les compare aux résultats des relations séculaires franco ou anglo-allemandes.

L'histoire littéraire comparée des peuples nous apprend que si l'Allemagne avait contracté en France des dettes incalculables, elle n'a pas eu encore l'occasion de s'en acquitter. Le bluff de ses philosophes et de ses historiens, en commençant par Auguste Wilhelm Schlegel et en finissant par les anthropologistes et écrivains politiques de nos jours, une fois démasqué (1), que reste-t-il de ses apports réels à la beauté et à la grandeur morale du progrès ?

Il est hors de doute que les premières impulsions des principaux courants de la culture, dont s'enorgueillit l'Allemagne, sont venues de France. Elles doivent par conséquent être inscrites au crédit des Français.

Laissons de côté les époques ténébreuses de l'histoire. Mais à partir de Charlemagne, l'influence française pénètre toutes les manifestations de la vie allemande. La civilisation du moyen âge, avec toutes les fleurs de sa vie et de sa littérature, que l'Allemagne n'a cessé de s'attribuer, sont d'origine française. La féodalité et la chevalerie, avec leurs conséquences : l'adoucissement des mœurs et le trésor littéraire incomparable pénètrent en Allemagne après avoir germé et fermenté en France. La poésie des Minnesinger n'est que le développement de la poésie « courtoise » de France. Le style gothique que l'Allemagne avait annexé à son profit, est essentiellement français,

(1) Voir *La Revue*, novembre 1914 : l'Âme allemande.

les Allemands eux-mêmes ne l'appelaient du reste autrement au moment de son introduction en Allemagne que *opus francigenum*. Les universités allemandes ont été fondées d'après les modèles créés en France ; les poèmes épiques, dont l'Allemagne est si fière, lui viennent également de l'autre côté du Rhin. Lohengrin, Parsifal, Tristan et Yseult, comme l'a démontré Gaston Paris, sont exclusivement français ; l'écriture gothique, elle-même, n'est point une création germanique, car elle est née sur le sol français.

Il en fut ainsi pendant toutes les époques de l'histoire allemande. Lorsque, après la guerre de Trente ans, l'Allemagne divisée en une quantité infinitésimale de petits territoires, aurait pu perdre jusqu'à son individualité, elle n'avait pu la sauver qu'en se tournant vers la France. Celle-ci lui procura les idées directrices d'une renaissance politique et intellectuelle. L'influence française fut en Prusse tellement considérable, que Frédéric II, le roi dont s'enorgueillit la Prusse moderne, avait déclaré que c'était une pure perte de temps que d'apprendre l'allemand.

L'évolution prodigieuse du piétisme protestant en Allemagne y fut engendrée sous l'influence de saint François de Sales (L. Reynaud). Les travaux récents sur les origines du romantisme français démontrent l'influence décisive de Rousseau même sur les esprits tels que Goëthe. Son *Werther*, qui a révolutionné l'Allemagne, fut écrit sous l'inspiration directe de la *Nouvelle Héloïse*. Les admirations de Goëthe allaient en outre, vers Diderot, Voltaire, Racine, sans parler de Shakespeare, avec cet éclectisme d'un goût raffiné qui savait distinguer et faire sienne la part des beau

tés qu'il avait rencontrée chez les autres. Que dire, enfin, de Lessing, qui parle ouvertement de ses dettes contractées à l'égard de Diderot et de Voltaire ?

L'action de Shakespeare sur les lettres allemandes fut telle, que les Allemands d'aujourd'hui se voient obligés d'annexer Shakespeare comme un des leurs, comme le véritable aïeul de leur littérature de ces derniers siècles. Or, c'est de nouveau Voltaire qui a découvert à leur usage les trésors du drame et de la poésie anglaise : Shakespeare et Milton. Le premier réveil national de l'Allemagne, le romantisme déchainé de Herder, qui entraîne dans son courant Goethe et Schiller, s'est effectué sous l'influence combinée de Jean-Jacques et de Diderot.

L'apport de l'Allemagne dans le domaine de la culture générale est, sans doute, considérable. Mais, il est réduit surtout à l'érudition et l'utilisation pratique des découvertes faites ailleurs. En dehors de Goethe, Schiller et Heine, ce dernier ouvertement français, ses autres écrivains auraient pu ne pas exister sans que le patrimoine littéraire de l'humanité fût autrement diminué. En philosophie, elle n'a qu'à nous montrer Kant, Leibnitz et Schopenhauer. Quant à la morale kantienne, le plus bel ornement de sa doctrine, elle a fini par tomber dans le néant. Son impératif catégorique, qui a voulu faire des hommes des demi-dieux, n'a pu flotter que dans l'irréel, entre le ciel et la terre.

Les Allemands de nos jours, qui sont descendus si bas au niveau de l'échelle humaine, ont fourni la meilleure preuve de la valeur fictive de la philosophie kantienne. En renchérissant sur les dogmes chrétiens, Kant avait inauguré dans le domaine moral la

création de quelque chose de « colossal » qui n'a rien de commun avec la nature humaine (1).

Or, une philosophie morale, de même que chaque système de la vie, devrait être jugée par ses résultats, sinon réalisés, mais au moins réalisables. Leibnitz serait inconcevable sans Descartes. Que reste-t-il d'un Hegel après sa démolition décisive faite par Schopenhauer ? L'Allemagne en s'appropriant les conquêtes des autres, n'a su aboutir, d'après l'expression si heureuse de M. Boutroux, qu'à la barbarie savante. Après avoir emprunté les matériaux de construction aux autres peuples, au lieu d'en faire des temples, elle en a fait des casernes.

La France, l'Angleterre et les autres pays civilisés auraient pu évoluer en dehors de l'Allemagne et de sa culture.

Sans Claude Bernard, Berthelot, Pasteur, Lister, Lamarck, Darwin et des centaines d'autres penseurs, poètes, savants ou inventeurs, l'Allemagne n'aurait même jamais pu perfectionner ses sciences appliquées dont elle se montre si fière.

Pour abaisser la superbe allemande, il suffirait de comparer le nombre et la valeur de ses créateurs quasi-éternels dans tous les domaines à ceux que nous offrent en dehors de la France et de l'Angleterre, les Italiens, les Russes ou les petits peuples scandinaves.

(1) Notre critique de la morale kantienne comme d'une erreur sublime, mais regrettable, date de 1908. Voir la *Science du Bonheur*, 12^e édition (Fayard).

e). L'Évolution parallèle des deux peuples.

Le rythme de l'évolution historique de la France et de l'Angleterre offre en même temps des analogies frappantes. Leur développement intellectuel rappelle souvent celui de deux jumeaux, subissant l'influence de leur prédestination commune. Tous deux gravitent en cadence autour des mêmes préoccupations de la pensée et des sentiments. « La marche de leur progrès, constate Buckle (*Histoire de la civilisation anglaise*, t. II), est si identique que le rapport entre Montaigne et Descartes est exactement le même que celui qui existe entre Hooker et Chillingworth, en tenant compte de la différence d'époque et de la différence d'opinion. » Et de même que la célébrité immédiate de Hooker dotera l'Angleterre de Chillingworth, de même celle qui suivra Montaigne éveillera à la vie la pensée de Descartes. Les faits les plus saillants de leur histoire réciproque se retrouvent dans leurs annales avec une similitude qui déconcerte. La Fronde française aura son pendant dans la guerre civile anglaise. Des deux côtés interviendront de puissantes individualités pour réprimer le mal (Richelieu, Elisabeth), des deux côtés surgira un élément inconnu jusque-là dans le passé : la presse libre. La lutte sera violente et passionnée entre les amis du progrès et ceux de la réaction, entre la tradition et la nouveauté, entre la pensée moderne qui commence à poindre sur l'horizon et celle du passé, sourde et difficilement atteinte dans sa puissance séculaire. Des deux côtés de la Manche, derrière la religion, se cache la déesse mystérieuse, la liberté civile, qui provoquera désor-

mais des luttes fratricides et ensanglantera le monde pendant des siècles.

La marche parallèle des événements, à partir de Louis XIV en France et de Charles II en Angleterre, frappe tout observateur impartial. L'Angleterre précède, il est vrai, la France, qui retardée dans son mouvement, suit péniblement son compagnon de route. Mais retardée ne veut pas dire arrêtée. D'un coup, vers la fin du xviii^e siècle, elle rachètera les années perdues par une énergie surhumaine et arrivera finalement à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Et toutes deux puiseront dans une sorte d'arsenal commun leurs armes de combat. Descartes, par sa *Méthode* et l'exaltation de la pensée individuelle, enseignera à l'Angleterre que la preuve de l'existence de Dieu et de tous les privilèges se trouve en nous-mêmes, mais non point en dehors. La liberté de la conscience aura ainsi sa racine indestructible dans le postulat venu de France : « Je pense, donc je suis. » Des ouvriers multiples continueront à travailler en Angleterre autour de cette vérité française, de même qu'autour des *Essais* de Montaigne ou de ce *Traité de la sagesse* de Charron qui abolissait les dogmes, « effets du pur hasard » et inaugurerait le règne du rationalisme. Les Anglais s'approprièrent les idées françaises de même que la France de 1789 s'était laissé inspirer par l'épopée de Cromwell. Qu'importe du reste l'avance gagnée par l'Angleterre !

Celle-ci n'avait travaillé que pour son compte personnel et est arrivée plus vite ; la France est arrivée plus tard, mais elle a travaillé au profit de toute l'humanité.

C. — SOLIDARITÉ TACITE DE NOS JOURS

a). La Grande-Bretagne
est la meilleure colonie française.

Le phénomène de leur solidarité historique éclate encore avec plus d'évidence de nos jours. La fraternité des peuples s'exprime dans les temps modernes presque exclusivement dans leurs échanges commerciaux. La guerre et la paix ne se font souvent qu'en vue de l'augmentation du bilan commercial. Les expéditions dites de conquêtes ne s'exécutent plus que sous la bannière des débouchés à créer ou à élargir. Or il se trouve que, rien qu'en vertu de cette fraternité instinctive des intérêts qui lie les deux nations, toutes deux forment comme deux colonies réciproques. La Grande-Bretagne mérite le nom de la plus riche et de la plus importante des colonies françaises. La France se trouve même tellement enchaînée à son sort que la disparition de la puissance économique de l'Angleterre lui causerait des dommages incalculables.

Pour comprendre l'étendue de cette « union tacite » pour la vie et la mort entre les deux peuples, il suffit de jeter un coup d'œil sur leurs relations économiques. Les faits concrets et palpables de cette fraternité d'intérêts ne feront du reste qu'accentuer davantage les arguments abstraits tirés de la communauté de leurs idées et de leurs luttes pour le triomphe de la Beauté et de l'Idéal.

Toutes les colonies françaises réunies, y compris

l'Algérie, la Tunisie, de même que celles dispersées dans les quatre coins du monde n'achètent à la métropole que 30 à 40 % du chiffre d'achat global de la Grande-Bretagne (1).

Mais outre ce chiffre déjà si colossal, les Anglais dépensent en France tous les ans des sommes très élevées. On évalue couramment l'argent que les Anglais séjournant à Paris ou dans leurs villégiatures favorites laissent dans notre pays à 500 millions de francs, qu'il faudrait ajouter au montant dépensé en marchandises. Nous obtenons ainsi le chiffre formidable d'environ 1.800 millions, que l'Angleterre paie tous les ans à la France.

En étudiant le caractère spécial des produits achetés par l'Angleterre, on serait tenté de croire à une sorte de prédestination harmonieuse qui lierait les relations économiques des deux voisines. La France vend avant tout à l'Angleterre des produits qu'il lui serait difficile de vendre ailleurs. Dans ce chiffre rentrent les légumes, vins, fruits, primeurs, eaux-de-vie, etc., dont le montant de vente dépasse annuellement 230 millions de francs. Nos agriculteurs, qui encaissent cette somme, seraient bien embarrassés s'ils se voyaient obligés de chercher pour leurs produits un autre débouché.

(1) Le bilan commercial franco-anglais accuse une sorte d'harmonie rassurante entre les achats et les ventes opérés par les deux pays. L'importation anglaise en France a atteint en 1912, environ un milliard cinquante mille francs, tandis que celle de la France en Grande-Bretagne s'élevait à environ quatorze cent millions.

En 1913, le Royaume-Uni a acheté à la France pour environ quatorze cent cinquante millions, tandis que la France a vendu à l'Angleterre pour environ onze cent cinquante millions.

L'Angleterre en profite également. Elle trouve dans son voisinage immédiat un pays qui complète ou corrige ses défauts climatiques et lui permet d'avoir à sa portée immédiate les produits qui lui manqueraient totalement ou qu'il lui faudrait faire venir au prix de grands sacrifices des pays lointains. Elle nous achète également pour une quantité de millions, des objets, dus à l'ingéniosité de la ville de Paris, des produits que lui livrent les aptitudes spéciales des paysans français (ceux de la basse-cour, etc.), de même qu'elle nous prend pour plus d'un demi milliard de marchandises provenant de l'industrie de nos habitants des villes (soieries, lainages, produits des grands couturiers, bottines, céramiques, gants, etc., etc...).

L'Angleterre, tout en achetant beaucoup en France, ne se trouve aucunement lésée dans les intérêts de sa propre industrie.

Pour comprendre la portée de cet argument, il suffit d'analyser les ventes américaines et surtout allemandes sur le marché anglais : on s'aperçoit que leur bilan commercial pèse d'autant plus sur la prospérité anglaise, qu'il atteint mortellement les branches d'industrie les plus vivantes et indispensables à son bien-être : l'acier, la fabrication des machines, le fer, etc. Le succès de leur exportation, c'est, dans la plupart des cas, la mort des entreprises anglaises analogues. A mesure que celles-ci avancent, les industries anglaises succombent sous l'impétuosité de l'assaut germano-américain.

Et lorsqu'à son tour la France se met à examiner le caractère des marchandises que lui fournit l'Angleterre, elle arrive à la même constatation consolante. Des deux côtés il y a moins une rivalité pour

la suprématie du marché, qu'une tendance à harmoniser leurs efforts économiques vers le bien-être commun.

En somme, l'Angleterre vend à la France surtout de ces produits spécifiques où non seulement les gains restent les plus considérables, mais dont le total va presque tout entier enrichir sa production nationale.

De même que, dans le domaine politique, le fait de l'agrandissement des forces ennemies à la frontière devient extrêmement dangereux pour la sécurité nationale, l'augmentation incessante et démesurée de l'exportation, provenant du même centre, fait à la longue engendrer des appréhensions justifiées. Or, à ce point de vue, l'Allemagne est devenue un danger permanent pour l'avenir économique de la Grande-Bretagne.

Les rapports du *Board of Trade* retentissaient depuis des années des pressentiments pessimistes à l'égard de l'Allemagne. Sa rivalité y est présentée comme menaçante même sur le marché intérieur de la Grande-Bretagne.

Les enseignements qui s'en dégagent démontrent, d'une façon évidente, la stabilité et la bienfaisante nécessité des relations franco-anglaises.

Comment expliquer qu'en présence de cette solidarité des intérêts due à la communauté d'origines, de culture, de services rendus et à rendre, une sorte de méfiance ne cessait d'envenimer leurs relations réciproques? C'est que les alliances internationales répondent rarement aux besoins et aux penchants naturels des nations ainsi liées. La diplomatie fausse souvent les rouages de la vie publique. Les peuples, abusés par toutes sortes de pêcheurs en eau trouble, vont

bien des fois de même que les individus pris à part, à l'encontre de leurs intérêts. Semblables aux aveugles lancés sur la grande route, les peuples tâtonnent dans leur marche vers l'avenir et tombent entre les mains de malveillants qui les détournent de leur but facile à atteindre. Et pourtant les défaillances de la sympathie franco-anglaise à travers l'histoire n'empêchèrent point celle-ci de se donner libre cours. Comme le soldat fatigué et endormi après une longue bataille, qui, les yeux presque fermés, continue à avancer, elle marchait d'un pas sûr vers le grand but perdu dans les ténèbres.

Cette attraction mutuelle qui lie les deux peuples, a résisté aux fictions diplomatiques et même aux fureurs de la guerre. « Après trente années de bataille, dira le sociologue anglais Ch. Pearson, les soldats de Wellington et de Soult ont fini par nourrir à leur égard mutuel des sentiments de sympathie et de respect cordial. »

Il ne faut pas oublier que, de tout temps, il exista en France, un parti « anglais », tendant vers un rapprochement intime entre les deux nations. Sans vouloir s'égarer dans le passé, rappelons que les meilleurs et les plus perspicaces des hommes politiques, sous la troisième République, à commencer par Thiers et Gambetta, n'ont jamais cessé de voir dans une union franco-anglaise le salut des deux peuples, de même que celui de la paix et de la liberté.

Il en est de même de l'autre côté de la mer, où tous les hommes qui incarnaient l'esprit et le véritable patriotisme anglais ne cachaient point leurs tendresses à l'égard de la France.

Gibbon, qui visita Paris pendant la guerre de

Sept Ans, constate « qu'un rayon de gloire y illuminait tout Anglais », car on supposait toujours que comme Anglais il était né patriote et philosophe. Dans le *Journal encyclopédique* de l'époque (1760 et 1765), on trouve des preuves innombrables que, même pendant la guerre contre l'Angleterre et après la conclusion de la paix qui coûta à la France ses plus belles colonies, le peuple français continua à garder les sentiments les plus amicaux à l'égard des Anglais. Un mois après la conclusion de la paix, Favart fait jouer à Paris une pièce où il exalte l'union franco-anglaise aux applaudissements de la foule :

*Le courage et l'honneur rapprochent les pays
Et deux peuples égaux en vertus, en lumière.*

b). La guerre en commun.

La fraternité des armes a fait disparaître les derniers nuages des malentendus et des jalousies d'autrefois. La guerre une fois engagée, on a eu la surprise agréable de constater des deux côtés de la Manche la même noblesse de sentiments, la même fierté des aspirations, le même respect du droit et de la justice. « La même humanité » se fait jour dans les discours des hommes d'État, dans le langage de la presse et dans le contact des consciences. Les harangues d'un Asquith ou d'un Lloyd Georges auraient pu être signées Poincaré ou Viviani sans choquer ni troubler aucun Anglais.

Les deux peuples s'enivrent avec la même joie des paroles que font entendre les hommes censés incarner leurs espérances et leur héroïsme, mis en commun.

Dans cette collaboration fraternelle, qui s'affirme tous les jours davantage, l'affection et l'admiration réciproques ne cessent de monter. Un écrivain anglais, M. A. Clutton Rock l'exprime éloquentement : « Nous admirons la France comme nous n'avons jamais admiré une autre nation... Elle accuse une force de résistance inconnue jusqu'à présent et elle reste, en outre, le trésor de tous ceux que les Allemands, ces barbares conscients, voudraient détruire. »

Et tout ce que cet esprit distingué accorde à la France, celle-ci l'attribue à l'Angleterre... Les deux pays admirent au même degré leur courage, leur esprit chevaleresque, leur façon humanitaire de comprendre les nécessités et les devoirs de la guerre. Nous avons énuméré quelques actes d'héroïsme des Français. Mais comment ne pas s'émerveiller devant ceux accomplis par les Anglais? Il faut suivre les rapports officiels qui les concernent pour comprendre de quoi est capable à son tour ce peuple qui ignore le service militaire obligatoire et qui paraissait abandonner les vertus guerrières à une armée de mercenaires... Les volontaires anglais forcent l'admiration des Allemands eux-mêmes. Leur courage, leur présence d'esprit, leur endurance et leur mépris du danger et de la mort en font des héros dans le sens le plus noble de ce mot. De retour dans leur pays, ils exalteront sans doute les vertus de leur camarades français, mais ils peuvent être convaincus d'avance que pendant de longues années, sinon pendant des siècles, la France puisera dans les souvenirs de leur courage et du charme qu'ils laisseront derrière eux, des raisons multiples de son amour pour « les braves du Royaume-Uni. »

Dans les batailles de Mons et de Le Cateau, les Anglais ont résisté à une armée allemande quatre fois plus nombreuse et lui ont infligé des pertes très sensibles. Dans celles de la Marne et de l'Aisne, on a pu constater leur impétuosité qui n'avait d'égale que leur énergie opposée à toute fatigue.

Dans les batailles de l'Yser, ils furent tout simplement incomparables. Mais les faits d'héroïsme anglais, chevaleresques et individuels, ont un air de famille étrange avec ceux accomplis par les Français. Preuve de plus que l'idéal humain, qui réchauffe et guide nos cœurs, s'exprime dans des faits et des gestes analogues.

Voici par exemple l'exploit d'un Highlander digne de figurer à côté des plus beaux faits de l'antiquité. Quarante soldats anglais ont pour mission de tenir un pont. Subitement des milliers d'Allemands dissimulés derrière un bois se précipitent sur les Anglais qui succombent sous le nombre. Tous sont tués, à l'exception d'un seul. Il charge sur ses épaules l'unique canon Maxim dont dispose la petite troupe, le transporte à l'extrémité du pont et fait face à l'attaque allemande. Il tire, tire jusqu'au moment où une pluie de balles réussit à l'abattre. Mais son acte d'héroïsme n'est point stérile. Les Allemands subissent un retard et les troupes anglaises arrivent encore à temps pour les chasser de l'endroit.

Le courage anglais se double d'une magnanimité du cœur. Les Allemands sont sans doute aussi courageux, mais leur courage est d'une autre essence. Ils ne pourraient pas en tout cas s'élever à de certaines hauteurs altruistes qui distinguent l'héroïsme franco-anglais.

Devant Ypres, les Allemands, repoussés dans une violente attaque contre les tranchées anglaises, emportent leurs blessés. Mais un seul d'entre eux reste sur le terrain. Un officier anglais sort de son abri et s'en va ramasser l'Allemand par terre. Alors des tranchées ennemies une grêle de coups de feu tombe sur l'Anglais. Grièvement blessé, il chancelle, se ressaisit et continue sa course. Les Allemands ont compris; ils arrêtent leur tir. L'officier anglais marche toujours, malgré la perte de son sang, malgré les douleurs de ses blessures. Il se penche vers le blessé ennemi, le soulève et le porte chez les adversaires. Cet acte presque surhumain arrache des cris d'admiration aux Allemands eux-mêmes. Un de leurs officiers supérieurs, en proie à une vive émotion, épingle sur sa poitrine la croix de fer. L'Anglais salue et s'en va vers les siens. Ses forces le trahissent; il s'évanouit, tombe par terre et meurt.

Que d'autres actes d'un héroïsme analogue ! L'exploit de la batterie « L. » près de Compiègne est typique dans cet ordre d'idées. Le régiment royal d'artillerie bivouaquait près d'un village. Un brouillard épais couvrait la plaine. Soudain, le brouillard se dissipe et les canonniers aperçoivent dans la proximité des tranchées allemandes, à leur droite et à sept cents mètres environ, six canons ennemis postés en face d'eux. L'ennemi ouvre un feu meurtrier. Les canonniers essaient de faire donner leurs canons; mais trois de ceux-ci sont mis instantanément hors de combat. Des trois qui restent, deux se trouvent détruits sous peu. Il ne reste qu'un seul, desservi par un sergent-major, un canonnier et un conducteur et ils continuent à tirer jusqu'au moment où ils abou-

tissent à détruire ou à mettre hors d'action tous les canons allemands.

On pourrait dire des Anglais ce que Ernest Lavisse a dit des soldats français. Leur héroïsme se trouve embelli de grâce souriante à la française et leurs volontaires égalent déjà de vieux guerriers glorieux.

La postérité soulignera avec enchantement un incident de cette guerre, tout à l'honneur des deux pays.

La sobriété et la sécheresse voulues des communiqués français, qui juraient d'une façon si heureuse avec les rodomontades et les mensonges allemands et autrichiens, ont fini par dérouter une partie de l'opinion du Royaume-Uni.

L'État-Major anglais donne le premier signal d'alarme, suivi par l'unanimité de la presse britannique. Il soulève le voile des mérites français avec un enthousiasme chevaleresque et un sentiment de justice incomparable. Le discours prononcé par lord Kitchener, à la Chambre des Lords, est suivi par des articles et des études innombrables où on rend à l'armée et aux généraux français ce qui leur est dû. *L'Observer* résumera bien cet état d'âme des Anglais en disant que les « Français ont fait les neuf dixièmes du travail et que c'est la puissance de la France qui assurera la défaite de l'Allemagne ».

c). L'union Franco-Anglaise.

Dans l'impossibilité où l'on se trouvera de constituer de suite les « États-Unis d'Europe », il faudra se contenter de provoquer l'union partielle de ses membres les plus influents. Envisagée à ce point de vue, l'union franco-anglaise, qui, par la force même

des choses s'élargirait à l'héroïque peuple belge et à l'empire immense des Tsars de même qu'à l'Italie et à tous les pays neutres, s'annonce d'ores et déjà comme l'initiatrice de la paix et du progrès salutaire du monde.

Les deux peuples ont tout à gagner et rien à perdre en se replongeant ainsi dans les influences communes qui ont façonné leurs âmes respectives. En rendant plus solides les chaînes bienfaisantes qui les lient, ils formeront un ensemble d'intérêts et de forces qui leur permettront de sauver la vieille Europe des dangers qui la menacent et de garantir à l'humanité un avenir d'évolution pacifique. Il faudrait, des deux côtés de la Manche, travailler en ce sens et faire rentrer dans la conscience mutuelle des deux peuples leurs attaches indéracinables et les services réciproques qui les lient à travers l'histoire.

Cette union, au nom de l'humanité et pour la défense de son avenir, deviendrait une garantie pour tout le monde, sans menace pour personne. Grâce à elle, l'Europe se verrait enfin délivrée du pénible cauchemar des guerres futures, d'une récurrence possible de la barbarie savante des Allemands et, par ricochet, de la paix armée qui la ruine et la déshonore.

L'idée des États-Unis d'Europe, qui fait encore sourire les gens avisés, en passant par le rapprochement et l'union des alliés, son point de départ normal, grandira sous sa tutelle efficace au rang de postulat de la vie internationale de demain.

Car, avant de ramener tous les peuples d'Europe sous l'égide protectrice de l'union, il faut commencer par des groupements partiels. Or, quoi de plus durable pour la bâtisse pacifique de demain que le fondement

que lui aura procuré le rapprochement cimenté pendant cette guerre terrible?

L'évolution normale et bienfaisante de l'Europe, celle de l'humanité tout entière y trouvera son compte, de même que le bonheur et la prospérité de la France et du Royaume-Uni.

Leur marche harmonieuse à laquelle s'associera également l'Italie, pacifiera le monde et sauvera les principes sacrés de la civilisation et de la morale internationale...



CHAPITRE XI

LA RUSSIE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

Dès le début de la guerre, la « barbarie » et la « sauvagerie » russes furent largement mises à contribution par les Allemands. Ils voulurent ainsi influencer les neutres et les alliés eux-mêmes. Les « Cosaques » incarnaient la cruauté et les procédés inhumains de la guerre d'autrefois : pillage, vol, viol, incendie, destruction des biens et assassinat des non-combattants.

Des intellectuels de différents pays se laissaient prendre à ce piège grossier de la diplomatie allemande, secondée par ses savants, sa presse, ses agences et ses espions.

La réalité a démasqué bien vite ces mensonges. Les « Cosaques » se sont montrés, mis en regard des quasi-civilisés allemands, comme des anges de douceur et de clémence... Le mirage de la sauvagerie russe vient de s'évanouir. Les Allemands eux-mêmes, pour les besoins de la cause, trouvent même plus intéressant de changer le fusil d'épaule et de dénoncer et d'exploiter « l'égoïsme criminel » des Anglais.

Mais il n'est pas sans intérêt de revenir sur la psychologie *sommaire* du peuple russe telle qu'on la conçoit dans le vieux et dans le nouveau monde. L'intérêt primordial de l'Europe de demain demande à mieux connaître les éléments qui doivent contribuer à sa construction.

a). Le peuple et ses dirigeants.

Il faut, avant tout, distinguer le peuple et ses gouvernants. La formation de l'État russe ne permet point de les identifier. La dynastie des Romanoff n'est, à proprement parler, qu'une dynastie allemande. Elle a mis bien des années pour se solidariser avec les besoins et les aspirations de son peuple. Mais tout porte à croire qu'elle y est enfin parvenue.

Les nobles des trois provinces baltiques, composées exclusivement d'Allemands, accusant les plus mauvais instincts des hobereaux prussiens, ont eu, jusqu'à la guerre, une part prépondérante dans l'évolution des destinées russes. Les chefs militaires, les hommes d'État, de même que les plus hauts fonctionnaires, se recrutaient surtout parmi les *Junker* de la Courlande, de la Livonie et de l'Esthonie. Toujours en coquetterie réglée avec la Prusse, où les attiraient la similitude des goûts et des aspirations, ils ne sont Russes que de surface. N'était l'immensité de l'empire et la résistance du vrai peuple, ce petit troupeau de choix, opérant en toute liberté, aurait noyé l'âme russe dans l'océan allemand...

L'alliance franco-russe a rencontré pendant longtemps des difficultés insurmontables. Il a fallu la volonté inébranlable d'Alexandre III et de Nicolas II

pour tenir tête aux intrigues sournoises de la noblesse baltique, appuyée par les Hohenzollern. Il a fallu surtout la maladresse du Kaiser et de la diplomatie allemande qui, en traitant prématurément la Russie en province conquise, ont réveillé l'attention de la Cour et exaspéré les sentiments nationaux.

Le panslavisme et la religion orthodoxe si radicalement opposée aux tendances germaniques ont aidé à sauver l'empire des Tsars. La guerre actuelle sera pour la Russie une guerre de délivrance définitive. La montagne de crimes, qui vient de surgir entre les deux pays, rendra impossible le retour d'une suprématie allemande.

Pourtant, l'influence germanique n'y a pas dit son dernier mot. Tandis que la Russie réalise sa « guerre sainte », de nombreux émissaires allemands paralysent sa vie et compromettent gravement son renom. Les paroles retentissantes du Tsar offrent la paix et une douce tolérance aux Finlandais, aux Polonais, aux Juifs ou aux Arméniens. En même temps tous les éléments qui constituent encore la *survivance allemande* en Russie, y travaillent de leur mieux pour fomenter des désordres et ceux-ci risquent de discréditer les manifestes et les promesses de Nicolas II.

Les journaux des pays neutres publient de nombreux articles, consacrés à la déportation de Finlandais, à des *pogromes* juifs, aux massacres des Arméniens, à la persécution des Polonais, de leur langue et de leur religion, crimes accomplis depuis la guerre. Les précisions inquiétantes qu'on offre à ce sujet, aliènent dès maintenant à la Russie les sympathies américaines, italiennes ou suisses, de même que celles des pays scandinaves. On compromet en même

temps, par ricochet, les intérêts moraux des Alliés. Tous ces forfaits monstrueux, mis sur le compte du peuple et du gouvernement russe, ne sont pas toujours conformes à la vérité. Le mensonge et le manque de scrupules qui caractérisent les Allemands y participent souvent pour beaucoup.

Dispersés dans l'empire russe, les Allemands ont de tout temps travaillé à brouiller ses éléments constitutifs. Aujourd'hui, comme par le passé, on retrouve presque toujours, dans les coulisses, des Allemands haut placés, qui continuent leur œuvre de division pour affaiblir l'empire. Déguisés en vrais Russes, ou plutôt en *Ultra-Russes*, ils entretiennent les journaux de la « bande noire », où la France et l'Angleterre sont vilipendées et l'Allemagne exaltée. L'héroïque armée russe a beau verser abondamment son sang en faveur de l'humanité future, des journaux à la solde de l'Allemagne se désolent que le pays des Tsars travaille contre le Kaiser, qu'on présente comme le génie salutaire de la dynastie et de l'empire.

L'étranger, qui ignore cette complexité de la vie russe, a, par cela même, le grand tort de vouloir confondre les deux revers de la médaille. Il faut se détourner de l'aspect hideux et criminel de la « bande noire », qui compromet la dignité et la noblesse de l'âme slave et n'avoir en vue que le vrai peuple avec ses écrivains, ses savants et ses philosophes qui, eux seuls, reflètent la valeur et la dignité de la nation.

C'est dans les œuvres de Tolstoï, de Dostoievsky, de Tourguenoff, de Gorki, de Tchekoff, de Korolenko et de tant d'autres poètes ou romanciers ; chez Solovjef, le grand psychologue de la religiosité russe ; chez

Borodine, Pavloff, Mendelejeff, Metchnikoff et la brillante pléiade des sociologues, publicistes ou historiens, que nous reconnaitrons l'ingéniosité et la valeur des moscovites. Leurs forces intellectuelles, mises en regard de celles de l'Allemagne de nos jours, l'emporteraient, non seulement par leur nombre, mais aussi par leur valeur intrinsèque. En étudiant le peuple russe chez un Tolstoï, on s'aperçoit de la morale profonde que celui-ci décèle. Or tout ce qui nous frappe dans sa morale surhumaine, et d'une noblesse souvent inconcevable pour les autres pays européens, n'est en réalité que le reflet de la vie de simples moujiks. Chez les dissidents russes, divisés en des centaines de sectes, nous trouvons les plus grandes vérités évangéliques insérées dans des formules d'une simplicité touchante. Les siècles de misère et de tristesse ont singulièrement purifié et ennobli la conscience populaire. En réfléchissant sur les misères de ce monde, un pauvre paysan émet souvent des pensées dignes d'un Epictète ou d'un Spinoza. Mais l'alcoolisme, son redoutable ennemi, la misère par trop grande occasionnée par l'exploitation séculaire de l'État, ont fini par dénaturer le vrai génie du peuple.

L'interdiction de la vente de l'alcool que le Tsar vient de promulguer, va sauver et radicalement transformer les classes populaires qui dépassent 150 millions. Sous le régime de la tempérance forcée, la Russie offrira à l'humanité de demain un spectacle inattendu. On s'apercevra dans une vingtaine d'années de quels prodiges sera capable ce peuple, qui n'a point succombé aux ravages ruinant, depuis des temps immémoriaux, sa vie morale et matérielle.

b). La diplomatie allemande et la guerre russo-japonaise.

En parlant de la Russie, il faut surtout envisager son développement grandiose de demain. Ma sincérité à l'égard du gouvernement et du peuple russe a eu l'occasion de s'affirmer maintes fois. Je fus, pendant longtemps, presque seul à protester contre plusieurs aberrations des dirigeants russes, lesquelles furent suivies d'actes nuisibles pour la nation.

C'est ainsi que la malheureuse guerre contre le Japon a détourné l'évolution russe de son courant naturel. L'historien futur découvrira parmi ses raisons principales l'influence occulte de l'Allemagne. Pour affaiblir la Russie en Europe, elle l'a poussée vers de graves aventures en Extrême-Orient. La chose m'a semblé tellement lumineuse que, dès le début de la guerre, je me suis efforcé de dénoncer les vrais coupables...

Ce conflit menaçait de ruiner la Russie et de la rendre inapte à tenir ses engagements à l'égard de la France. Il était évident que si l'on réussissait à arrêter la guerre, une alliance russo-japonaise, qui s'imposait, aurait pu bien vite réparer les pertes subies par les belligérants.

J'étais presque seul de mon opinion. On la traitait même dans certains milieux de paradoxale et de nuisible. Et lorsque la haute finance, soucieuse avant tout de ses gains, a cru utile de procurer à la Russie un emprunt de un milliard, j'ai tenté l'impossible pour détruire cette opération financière, désastreuse autant pour l'alliance franco-russe que pour toute

l'humanité. L'emprunt était déjà signé à Saint-Pétersbourg, mais l'impossible réussit quand même.

Une étude que j'avais publiée sous le titre : « *Comment sauver nos milliards?* », signée : Un ami de l'Alliance », — car je n'ai jamais cessé de croire à sa nécessité et à ses bienfaits, — provoqua une tempête dans les milieux parlementaires.

J'ai essayé d'y démontrer, entre autres, que, si la guerre se prolongeait, la Russie se trouverait dans l'impossibilité de payer les coupons de ses emprunts. Or, une catastrophe de ce genre aurait provoqué, avec la ruine de l'épargne française, la chute définitive de la troisième République.

M. Rouvier, ministre des finances de l'époque, m'a fait demander de cesser ma campagne qu'il considérait d'abord comme antipatriotique. Pourtant, avec sa vaste intelligence, il a pu se convaincre, après une longue conversation, qu'il a bien voulu me demander, que les véritables intérêts de la France exigeaient, avant tout, la fin immédiate de la guerre.

Le Japon considérait, du reste, et à juste titre, cet emprunt, à la veille d'être émis, comme une intervention hostile et nuisible à ses intérêts. « La France, me disait l'éminent ambassadeur du Japon, le baron Motono, ami si éprouvé de notre pays et ensuite de la Russie, ne pouvant envoyer ses armées dans l'Extrême-Orient, aurait tort d'y envoyer ses fonds. Après la guerre, l'Indo-Chine, pourrait, tôt ou tard, payer les frais de cette intervention et cela même contre le désir des amis de la France »...

On se rappelle l'énergie avec laquelle M. Rouvier a su s'opposer alors à la réalisation de l'emprunt. On a voulu croire que le succès inespéré de ma plaquette,

vendue à plus de cinquante mille exemplaires, aurait été pour beaucoup dans la décision de M. Rouvier. La presse officieuse russe m'a accusé ouvertement d'avoir fait avorter l'emprunt. Et quelques années plus tard, en 1910, au moment de la visite des parlementaires français à Saint-Pétersbourg, M. Kokovtzeff, l'ancien président du conseil russe, si justement apprécié en France, s'est fait l'écho, en public, de la même accusation.

Mon rôle, si modeste en l'occurrence, se trouvait singulièrement exagéré. J'ai répondu, du reste, dans ce sens au ministre russe dans un article de *La Revue*.

Il s'agissait d'un emprunt d'un milliard. Les intérêts de milliers d'intermédiaires des plus influents s'y trouvaient engagés, sans parler de ceux de la presse toute-puissante. Comment admettre alors qu'un modeste écrivain, n'ayant d'autres moyens à sa disposition que sa plume, aurait pu détruire une combinaison engendrée par les deux gouvernements et la haute finance internationale? C'eût été trop beau et trop flatteur pour l'amour-propre des auteurs indépendants.

« Mais, si la chose était vraie, pourtant, disais-je dans ma réponse, il en résulterait que la Russie aurait dû m'élever, de mon vivant, un monument qu'elle n'avait jamais érigé en l'honneur d'aucun de ses hommes d'État. L'emprunt ayant été annulé, la paix russo-japonaise devait fatalement s'ensuivre. Or, celle-ci a eu pour mérite d'épargner la vie de quelques centaines de milliers d'hommes. La fin de la guerre précipitée a permis, en outre, aux deux adversaires de conclure ensuite un traité aussi solide et viable que celui qui lie le Japon à l'Angleterre ».

Bien plus : le rapprochement franco-japonais, qui avait été préconisé pendant la guerre, en 1905, par mon éminent ami, le vicomte Suyematsu, le gendre du marquis Ito, se réalisa aussitôt la guerre finie. C'est ainsi que la France, la Russie et le Japon, se trouvent du même côté de la barricade.

Notre perspicacité se trouva de la sorte justifiée. Il suffisait de regarder la réalité sans aucune idée préconçue, pour constater que la guerre russo-japonaise était une des plus illogiques que l'histoire ait jamais eu à enregistrer. La loyauté parfaite avec laquelle les deux nations ont accepté la fin des hostilités, démontre leur amour sincère de la paix. Livré à lui-même, le peuple russe est essentiellement pacifique. L'esprit de conquêtes lui est étranger, car les ambitions pour l'agrandissement territorial lui furent toujours suggérées d'en haut ou inculquées par des influences étrangères. Les seules guerres populaires en Russie sont celles qui ont en vue un idéal de délivrance slave. En 1879, lorsqu'il s'agissait de l'émancipation des nations balkaniques, l'enthousiasme du peuple ne connaissait point de bornes. En 1905, il se montra réfractaire à une campagne qui lui paraissait monstrueuse et inconcevable. Il s'enflamme de nouveau aujourd'hui pour la grande croisade des civilisés, qui a pour but de débarrasser la Russie de l'influence allemande, et de sauver avec la Serbie les droits politiques et les acquisitions morales de l'Europe.

Ce peuple, considéré comme sauvage et barbare, a ainsi fait plusieurs guerres en faveur d'un idéal ! Il suffira de le comparer aux Allemands, qui n'ont jamais délivré aucun peuple, et n'ont jamais bataillé

en faveur d'aucun principe humanitaire, pour comprendre de quel côté se trouve la suprématie morale.

On reproche à la Russie d'être une nation mongole ou tartare. Mais, victime des invasions des barbares, elle a mis des siècles entiers pour s'émanciper de leur influence et devenir un peuple hautement moral et civilisé. L'Allemagne n'a point eu à déplorer dans son passé un événement tragique de ce genre. Elle commet donc aujourd'hui un crime d'autant plus monstrueux, car elle se sépare des civilisés et retombe bénévolement en pleine sauvagerie. Il suffira, en outre, d'examiner les principaux courants de la pensée russe depuis un demi-siècle pour constater combien ses Idéalistes « restent supérieurs aux Intellectuels » allemands. Depuis les écrivains de 1840, que Herzen décrit avec tant de talent dans ses *Byloie i Doumy*, depuis les Granovsky, Pisemsky, Stankevitch; depuis les Slavophiles comme Kireevsky, Khomiakoff, Aksakoff, un souffle de grands principes humanitaires traverse la littérature et la vie moscovites. Les réformes réalisées à partir de l'année 1860 : l'émancipation des serfs, la réforme judiciaire, l'organisation de l'autonomie municipale et provinciale, enfin le germe d'un parlement libre sous sa forme actuelle font présager à l'empire russe un avenir prodigieux. La Russie deviendra un grand peuple libre et civilisé le jour où elle saura se débarrasser d'une façon définitive de l'influence nuisible des Allemands, qui n'ont cessé de paralyser sa vie et ses aspirations.

c). La dynastie et les menées allemandes.

Les psychologues du peuple russe vantent avec raison ses aspirations innées vers la justice et la liberté. Alexandre Herzen parle du pouvoir autocratique du Tsar comme essentiellement allemand. « Une concorde parfaite régnait autrefois parmi les non croyants et les Slaves catholiques en Russie, prétend le grand publiciste Granovsky. Les juifs, les musulmans et les chrétiens y cohabitaient dans une harmonie parfaite. »

L'asservissement du peuple, transformé pendant des siècles en véritables esclaves, a son origine dans l'invasion des Tatars. Pierre le Grand, au lieu « d'euro-péaniser » la Russie, n'a fait que la « germaniser ». Il a essayé de lui inculquer les côtés formels et extérieurs de la civilisation allemande. Grâce à ses successeurs qui n'avaient de russe que leur titre, les Allemands s'installèrent en Russie comme en pays conquis. Ivan VI, qui succéda à l'impératrice Anna (1740), avait pour père le duc de Brunswick-Wolfenbüttel-Bevern. Sa mère était de la branche de Mecklembourg. Il cède le trône au fils du duc Holstein-Gottorp qui règne sous le nom de Pierre III. Ce dernier épouse une princesse allemande, d'Anhalt-Zerbst, devenue plus tard l'impératrice Catherine II, la Grande. Son fils, Paul I^{er}, manifeste ouvertement ses sympathies allemandes et affiche un mépris pour les institutions et le peuple russe. Son second fils, Alexandre I^{er}, quoique descendant d'un Holstein-Gottorp et d'une princesse de Wurtemberg, a eu la chance d'avoir pour précepteur La Harpe. Et il devra

au maître français les principes humanitaires qui distingueront son règne.

Sous l'influence de son ministre et ami, Spéransky, Alexandre I^{er} était même sur le point d'établir en Russie une monarchie libérale et constitutionnelle.

La « Sainte Alliance », qui l'a jeté entre les bras de la Prusse et de l'Autriche, a bouleversé l'œuvre des premières années de son règne. La Russie est retombée ensuite dans la sauvagerie despotique qui caractérisait les agissements de ses héritiers.

Pourtant, depuis une cinquantaine d'années, on y constate les tendances intermittentes des tsars de se libérer de l'influence allemande. Ils rencontrent des difficultés souvent insurmontables. Derrière les princes et les princesses allemandes affluèrent de tout temps en Russie leurs favoris et courtisans qui y ont créé des familles riches, influentes et opposées aux principes chers aux vrais Russes. Et lorsqu'on y ajoute les familles allemandes des provinces baltiques, on comprend aisément que cette lutte intérieure va se prolonger encore pendant plusieurs décades.

Les familles allemandes, qui ont su s'affranchir de l'influence prussienne sont bien rares. La Prusse a mis une telle empreinte douloureuse sur la vie de l'Empire que tous les patriotes clairvoyants ne cessent de s'en plaindre. Les grands généraux, ou les hommes d'État élevés en dehors de l'influence allemande sont unanimes à ce sujet. Le comte Tolstoï se rencontre, sous ce rapport, avec le général Skobelev; l'écrivain révolutionnaire Herzen sera là-dessus d'accord avec Aksakov ou Soloviev, si essentiellement traditionna-

listes. Rappelons-nous les paroles prononcées par Skobelev en 1882 : « Nous autres, Russes, nous ne sommes pas en Russie... chez nous. »

d). Russes... méfiez-vous des Allemands...

Les événements récents ne font qu'éclairer d'une lumière tragique les affirmations des patriotes russes. Les intentions généreuses du tsar Nicolas II paraissent bien sincères.

Mais les bureaucrates trouvent le moyen de réduire à néant ses projets. Ils continuent à persécuter les Polonais et leur langue. Ils vont même jusqu'à envoyer des popes russes en Galicie ! Ils organisent des pogromes juifs et déportent en Sibérie les représentants les plus aimés de la Finlande. Ce sont de vrais crimes de lèse-majesté, ourdis par ceux-là mêmes qui devraient servir le mieux le Tsar.

Quel est le but de ces mesures vexatoires, sinon de compromettre la Russie aux yeux de ses alliés et de lui enlever les sympathies des peuples neutres ? Comme la Suède se montrait hostile à l'égard de la Russie, à cause de la Finlande, on réussit à l'inquiéter à nouveau.

L'armée russe compte actuellement plus de 350.000 soldats juifs. Les communiqués officiels relèvent leur courage et leur dévouement à la patrie. Les bureaucrates trouvent cependant possible de chasser les soldats juifs blessés de certains endroits, sous prétexte « qu'ils n'ont pas le droit d'y habiter ! » D'autre part, en organisant les « pogromes » au moment où l'union sacrée de la nation bat son plein, ils tentent de détruire

l'harmonie entre les citoyens et s'efforcent de créer une guerre à l'intérieur.

Pour sa réorganisation économique et financière, la Russie aura besoin d'une quantité de milliards. Elle ne pourra, en tout cas, se passer du concours de la finance internationale. On lui suscite donc bénévolement l'inimitié des grands banquiers juifs qui, aux États-Unis, affichent à la suite des pogromes, leur hostilité violente pour la « barbarie russe ».

Les Polonais font montre d'un courage et d'un dévouement surhumains. Malgré la dévastation de leurs provinces et la misère qui sévit parmi eux, ils sacrifient tout : leur vie et leurs dernières ressources au profit de la Russie et des Alliés. Et les bureaucrates russes choisissent ce moment pour exaspérer leur susceptibilité nationale et leur enlever toute foi dans la valeur des promesses du Tsar.

Le cas Bourtzev est bien significatif. Cet ancien révolutionnaire, qui a su se créer tant de sympathies pendant son séjour à Paris et à Londres, renonce, au commencement des hostilités, à ses idées et retourne en Russie, afin d'y prêcher l'union nationale même à l'abri de l'autocratie. Avant de partir, il proclame la nécessité pour les partis avancés de s'unir autour du Tsar et de son gouvernement, afin de combattre l'ennemi commun. Confiant dans la générosité du souverain et dans l'union sacrée du peuple russe, il traverse la frontière. On l'arrête. La Cour d'assises, qui juge en dehors de tout jury, trouve ensuite le moyen de le condamner à la déportation perpétuelle...

Les gouvernements français et anglais, qui ont

réussi à unir dans le même élan patriotique les socialistes, les pacifistes et les révolutionnaires, se trouvent débordés actuellement par les réclamations et les protestations des amis de la liberté. Il serait difficile d'admettre que nous n'ayons affaire qu'à des fonctionnaires inconscients ou maladroits. Quoi? Ils ne comprendraient donc point l'importance des événements qui se déroulent devant eux, ni la valeur morale et les tendances humanitaires des peuples qui y prennent part? Ou plutôt, ne faudrait-il pas y voir la continuation de l'influence allemande qui s'exerce en Russie contre les intérêts du peuple et la volonté formelle de son Souverain?

Il serait inadmissible de voir le Tsar provoquer une guerre mondiale pour délivrer la petite Serbie et se refusant à sauver son propre peuple! Il devient inutile, comme le dit Épiète, de vouloir tuer les tigres et les lions dans les pays lointains si nous n'arrivons pas à nous débarrasser des bêtes fauves qui se trouvent en nous-mêmes...

Mais notre enthousiasme mitigé pour le gouvernement moscovite ne nous empêche point de professer une foi illimitée dans le peuple russe. Dans cette bataille gigantesque livrée contre la barbarie, la Russie saura gagner son propre salut, c'est-à-dire une vraie constitution au niveau de celle des nations alliées et son affranchissement absolu de la Prusse et des Prussiens.

N'oublions pas qu'après la grande convulsion provoquée par la guerre avec le Japon, la Russie tenait ouvertement à asseoir son organisation politique sur des bases nouvelles. L'institution de la Douma

fut suivie de la loi du 18 avril 1907 qui avait apporté à l'Empire la liberté religieuse. En suivant cette voie, la Russie aurait pu transformer son régime autocratique en une monarchie libérale, qui lui aurait procuré une prospérité sans bornes.

On sait combien l'entrevue du Tsar Nicolas avec le Kaiser, dans les eaux de Cronstadt, en 1907, a transformé la politique russe. C'est sous l'influence néfaste du Mattoïde de Berlin que la Douma a dévié et que la « loi de tolérance » fut réduite à une lettre morte.

L'évolution pacifique des événements s'arrêta brusquement. Le mécontentement du peuple, en apparence étouffé, devait éclater tôt ou tard sous forme d'une révolution que les progressistes attendaient comme une délivrance et que les conservateurs redoutaient comme le jugement dernier.

La guerre a mis fin à cette agonie douloureuse d'un « idéal rentré ».

La victoire des Alliés procurera au vaste empire des Tsars la réconciliation nationale si désirée et qui s'étendra jusqu'à l'accord du souverain et de son peuple.

Dans l'intervalle et pendant la durée de cette époque tragique, la Russie continuera cependant hélas ! à être exposée à une série de méfaits.

Le Tsar et le Grand-Duc Nicolas ignorent sans doute tout ce que sont devenues pour le moment leurs promesses magnanimes. Mais il ne faut pas s'y tromper : le jour est proche où les artisans des crimes dirigés avant tout contre la sécurité de la Russie elle-même, seront sévèrement punis. Il s'agit des der-

nières convulsions des Allemands qui tiendraient, avant tout, à rendre leur ennemie suspecte et haïssable aux yeux du monde entier.

Les chancelleries de Paris et de Londres devraient attirer l'attention du gouvernement allié sur les crimes qu'on commet sous son nom. Ils paraissent échapper à l'entourage immédiat du Tsar et à la perspicacité du grand honnête homme qui dirige actuellement sa politique étrangère. Les victimes infortunées de ces mesures vexatoires et des méfaits déjà consommés savent sans doute à quoi s'en tenir.

Les Polonais, les Juifs et les Finlandais, de même que les Arméniens, sont convaincus que leur martyrologe cessera avec la reprise normale de la vie et la défaite décisive des Allemands. Ils escomptent les libertés prochaines que la Russie gouvernementale ne manquera pas de leur accorder. Elle ne pourra, du reste, s'y soustraire au risque de prendre dans l'opinion internationale la place de l'Allemagne.

L'attitude énergique du Tsar ne permet point le moindre doute en ce qui concerne la loyauté de ses promesses. Et les victimes des bureaucrates russes et des agissements allemands devraient rejeter les conseils perfides que leur prodiguent leurs ennemis de toujours...

Ses intérêts primordiaux imposeront, du reste, à la Russie, la nécessité d'évoluer d'une façon de plus en plus libérale. Son empire, devenu un des plus vastes que jamais l'histoire ait connus, aura besoin, pour subsister, de « la paix romaine » dans le plus noble sens

de ce mot. Et cette paix ne pourra être édifiée que sur le respect des peuples, qui en feront partie. Ce n'est qu'à ce prix que le Tsar pourra maintenir la cohésion de ses provinces et obtenir la sécurité pacifique à l'intérieur.

Placée à côté de la France, de l'Angleterre et de tous les autres pays civilisés, la Russie assurera à ses deux cents millions d'habitants, une existence digne et heureuse.

Ennoblie et purifiée par cette guerre grandiose qu'elle a entreprise en faveur d'un idéal, elle veillera, d'accord avec la France, l'Angleterre, l'Italie, la Belgique et tous les neutres, à une évolution plus juste de l'Europe de demain.

Le dissentiment, qui paraissait séparer le Tsar de son peuple, soigneusement entretenu par les Hohenzollern, s'évanouira également avec le temps. L'union entre le tsarisme et le peuple, consolidée et scellée par les sacrifices subis avec tant de dévouement par toute la nation, va créer entre eux des liens indissolubles. De tout temps, les Hohenzollern n'ont cessé de travailler contre la liberté moscovite. Une Russie constitutionnelle leur paraissait une menace permanente contre le maintien de l'autocratie prussienne. Le Kaiser ne pouvait, d'autre part, continuer impunément ses attentats à la constitution allemande qu'en maintenant très vivace la haine de l'Allemagne pour une Russie despotique et barbare. Ne pouvant plus décemment armer contre la France, il ne cessait d'armer contre la puissance moscovite dite cosaque et sauvage.

Mais, derrière cette inimitié des peuples, la solida-

rité des intérêts dynastiques continuait son travail souterrain, au grand détriment des Russes et des Allemands eux-mêmes.

Les liens d'amitié et de famille, définitivement rompus entre les Romanoff et les Hohenzollern, permettront à la Russie de suivre librement ses aspirations nationales et d'atteindre le brillant avenir qui lui est destiné.

CHAPITRE XII

L'EUROPE DÉLIVRÉE

A. — TRANSFORMATIONS MORALES

La grande croisade des civilisés embrasse la plénitude de la vie des nations. Comme il ne s'agit plus d'une simple rectification de frontières, mais du salut de la conscience humaine, nous assisterons, après la fin de la guerre, à une révolution d'autant plus mondiale qu'elle aura pour but de refaire et d'améliorer la vie des peuples et des individus. Leurs intérêts étant devenus aujourd'hui plus solidaires que jamais, c'est l'avenir de l'espèce humaine qui se trouve en jeu.

La « paix allemande » signifiait le matérialisme jouisseur, la satisfaction des appétits d'une nation qui a élevé la force brutale au niveau d'un dogme. Sa barbarie savante manquait d'âme et de morale. En suivant l'impulsion venue d'Allemagne, le monde entier serait devenu une vaste caserne, ayant pour maîtres des brutes galonnées et, comme organes de la vérité, des obus grossissant tous les ans.

Les peuples libres transformés en vassaux soumis au maître de Berlin ; les conquêtes morales de l'humanité dispersées aux quatre vents et remplacées par

les caprices de la force ; un régime de castes s'opposant à celui du libre jeu des talents et des aptitudes naturelles ; et, par-dessus tout, la fin de la grâce, de la beauté et de la vérité, ennemies jurées de la loi et de l'évangile allemand, tel était le spectacle que l'histoire ménagait à l'humanité de demain.

Gare aux petites nations ! Leur indépendance, incompatible avec les ambitions du peuple dominateur, devait faire place à la soumission, prélude d'une disparition inévitable. Le régime établi en Alsace-Lorraine ou dans le grand-duché de Posen offrait l'avant-goût des douceurs réservées à la Suisse, à la Hollande et aux pays scandinaves. Le culte du « 420 » devait remplacer l'enthousiasme que nous inspirait le progrès moral des humains. Les mensonges et l'espionnage auraient été sans doute substitués à la pitié et à la charité. Ne voyons-nous pas déjà le dieu allemand enchaîné aux crimes allemands ? L'homme le plus représentatif de son peuple, le Kaiser, objet d'une idolâtrie éhontée, n'invoque-t-il pas impérieusement le Maître d'en haut pour excuser les pires attentats contre les enseignements divins ?

La force, parfaitement organisée, devant se substituer au droit ; les bases internationales de la vie des peuples soumises à la volonté du plus fort ; le salut de l'idéal européen servilement lié au militarisme et à l'immoralité prussiens ; la religion détournée de son courant altruiste et réduite au rôle d'une servante des Hohenzollern, voilà ce que nous promettait l'avenir.

Catholiques ou libres-penseurs, protestants ou juifs, tous ceux qui vivent pour un idéal et travaillent sincèrement au profit d'un idéal, se trouvaient mena-

cés au même degré. La victoire du militarisme allemand aurait sonné le glas funèbre de l'esprit européen, avec ses ramifications religieuses et morales.

La défaite allemande signifie juste le contraire. Elle marquera, en premier lieu, la pacification du monde; l'union des différents peuples et races travaillant en l'honneur d'une vie meilleure et plus heureuse; le droit doux et égal pour tous, qu'ils soient faibles ou forts, donc l'épanouissement des aspirations nationales et la fin de l'oppression séculaire des petits peuples, leur émancipation politique, intellectuelle et religieuse.

L'esprit allemand pénétrait le monde comme une gangrène invisible envahit le corps. De même que l'Allemagne, aveuglée par le succès prussien, se laissait « prussianiser », de même le monde civilisé devenait insensiblement la proie du germanisme. Les événements récents ont mis à nu le mal. Au commencement de la guerre, tous les pays neutres, y compris les États-Unis, l'Espagne, l'Italie, de même que l'Angleterre, ont manifesté des sympathies tout à fait irraisonnées pour le prétendu génie et les mérites allemands.

Imperceptiblement, le monde européen se laissait détourner de sa voie normale depuis bien des années. Il nous suffira de citer, comme exemple, l'Angleterre, qui se croyait être la plus rebelle à la domination de l'esprit germanique. Depuis Carlyle, l'Angleterre compte cependant des victimes innombrables de la méthode, de la pensée et de la morale allemandes. Le grand historien anglais, un des esprits les plus originaux du XIX^e siècle, considérait, à la façon des

Prussiens, la faiblesse comme un crime. Son culte du succès et de la force était devenu tellement intolérant, que Carlyle exultait ouvertement en 1871. Pour lui, l'Allemagne, qui a vaincu la France, aurait détruit, par cela même, l'œuvre de Satan.

Les historiens anglais qui paraissaient tout indiqués pour combattre « le mal allemand » sévissant en Angleterre, en furent pourtant les victimes les plus à plaindre. Pour Freeman, pour Stubbs, pour Macaulay et Froude, de même que pour tant d'autres, le celtisme ne comptait plus pour rien. L'Angleterre, réduite au rôle d'une simple branche germanique, la civilisation britannique ne cherchait plus la lumière et le salut que dans la science allemande. Sidney Lowe nous dira, avec raison, que les historiens de l'époque de la reine Victoria plaçaient les origines des libertés anglaises dans les forêts thuringiennes ou aux bords de la Sprée et de l'Elbe.

Arnold, si populaire et si estimé en Angleterre, tient un langage que ne désavouerait point un Woltmann ou un Reimer. Pour lui, la moitié de l'Europe, toute l'Amérique du nord, de même que l'Australasie, sont germanes, non seulement comme race, comme langue, mais aussi au point de vue de leur pensée.

Les critiques littéraires, les psychologues ou les philosophes, emboîtaient le pas aux historiens. Un des sociologues italiens les plus admirés, en France n'a-t-il pas exalté à son tour les Germains au détriment de la civilisation et des peuples latins ? A travers toute l'Europe soufflait un vent de découragement à l'égard du vrai génie européen qui, dénigré et négligé, menaçait de se retirer de nous pour longtemps.

Que dire des États-Unis, si des pays essentiellement

latins, comme l'Espagne ou le Chili, restaient désarmés devant la poussée de la barbarie pédante venue de Berlin ?

La France doutait aussi d'elle-même. La marque *Made in Germany* couvrait non seulement les produits frelatés de l'industrie et du commerce, mais pénétrait la pédagogie, la philosophie, la science et l'art français. Le danger de la pensée allemande, si menaçant sous la Restauration, est devenu redoutable dans ces dernières années. Quinet raillait déjà, vers 1830, la pauvre France qui rentrait à l'école allemande comme une petite fille. Qu'aurait-il dit de nos jours ? La *Kultur* prétentieuse et pédante aurait fini par couper les ailes au génie français. L'érudition lourde et stérile, après avoir pénétré sa science, mettait déjà son sceau sur les produits de sa création.

La pensée française, combattue à travers le monde, était sur le point de capituler même dans le pays de son origine.

L'Europe marchait vers la barbarie dans le vrai sens de ce mot. Celle-ci dépend plutôt des buts qu'elle poursuit, mais non point de l'étiquette dont elle se couvre. Les chemins de fer électriques, les universités, les aéroplanes ou les journaux tirés à des millions d'exemplaires peuvent envelopper une sauvagerie d'âmes plus grave que celle des Zoulous ou des Polynésiens. Car il y a deux sortes de barbarie : l'une passive, celle des peuples qui ne sont pas arrivés au niveau du progrès moral qui caractérise les civilisés : l'autre, vivante et active, dont l'Allemagne est l'exemple le plus dangereux et le plus éclatant. Son but consiste surtout à vouloir ressusciter, avec l'appui de la force créée par la science, les principes dissolvants du passé.

Le mépris des autres peuples, le mépris de la vérité et des engagements signés, restent les traits distinctifs de la *Kultur*, opposée à la vraie civilisation. La guerre actuelle devient par cela même une véritable lutte des *civilisés contre les Allemands*, ou si l'on préfère, contre les anormaux.

Il faudra sans doute un grand recul du temps pour faire comprendre aux masses les bienfaits qui résulteront de la chute de la *Kultur* et les bénéfices qu'en retirera la vraie civilisation, qui consiste dans un progrès harmonieux de la science et de la morale, dans une évolution parallèle de nos consciences et de nos cerveaux.

Le discrédit jeté sur l'Allemagne, à la suite de la défaite, affranchira en premier lieu la sensibilité collective. Nos pensées, nos sentiments et nos actes deviendront plus purs et plus grands.

Ce sera aussi la fin de l'oppression du génie humain. La méthode allemande le déformait en substituant l'érudition et la mnémotechnique à l'initiative, à la création, à la personnalité. Elle enrégimentait les esprits, en nivelant à l'école les jeunes cerveaux, en annihilant ensuite à la caserne leurs qualités individuelles. On a réussi de la sorte à former le « *troupeau allemand* » qui renferme au même titre : les prêtres et les savants, les financiers et les médecins, les ingénieurs et les simples concierges. Tous n'ont qu'une âme que leur permet d'afficher leur Maître, leur dieu à tous, le Mattoïde de Berlin !

Le monde civilisé s'acheminait ainsi, sans y penser, par la force de la contagion, vers l'automatisme allemand dans une faillite des consciences redoutable et lamentable, qui précède la mort de la personnalité, la

fin la plus élevée de la morale et de l'éducation humaine.

La défaite allemande marquera le triomphe de la pensée altruiste, représentée surtout par la France, qui, d'après Nietzsche lui-même, est la plus « noblement humaine », le triomphe du beau et du bien, même au détriment de l'utile.

La vraie civilisation se substituant à la « *Kultur* », c'est aussi l'émancipation de la spontanéité et de l'imagination, ces dons les plus précieux de l'homme, qui menaçaient de disparaître sous la férule allemande.

B. — CONSÉQUENCES POLITIQUES

Le règlement définitif de cette guerre aura en vue quatre objectifs... 1° Obliger l'Allemagne à dédommager tous les alliés, de même que les victimes innombrables de cette guerre en général et des procédés de sauvagerie allemands en particulier; 2° Mettre fin à la suprématie de la Prusse et de l'Allemagne en Europe; 3° Réaliser les revendications nationales des peuples en refaisant la carte de l'Europe; 4° Créer un état juridique international qui, garantissant l'indépendance et la sécurité des petits peuples et des neutres, réalisera à la fois les vœux et les projets platoniques adoptés par les conférences successives de La Haye.

Ce vaste programme une fois couronné de succès, l'Europe et le monde civilisé se trouveront libérés du cauchemar de la paix armée et à l'abri des instincts criminels des peuples dits conquérants. La limitation des armements s'établira alors d'une façon mécanique,

car elle répond aux désirs essentiels de tous les peuples. Cette tâche complexe présentera sans doute maintes difficultés d'exécution. On aurait pourtant tort de douter de son succès définitif, car les aspirations harmonieuses de toutes les puissances qui participeront au Congrès futur, en convergeant vers le même but, auront bientôt raison de toutes les entraves.

Sans vouloir trop empiéter sur le programme de demain, nous essayerons d'éclairer les tâches multiples de la paix future. On résoudra l'œuvre du Congrès de 1916 ou de 1917 sous le contrôle de l'opinion européenne. Les temps sont passés où les diplomates taillaient dans les organismes nationaux, sans se préoccuper des cris de leurs victimes. La conscience internationale, de plus en plus éclairée, sinon complètement cristallisée, ne se siera plus à une classe de bonzes particuliers, qui s'approprièrent jadis le monopole de la compréhension politique et des intérêts du monde. Et c'est la raison pour laquelle toutes les suggestions venues du dehors et devant contribuer à édifier l'opinion, ne manqueront pas d'intérêt pratique.

a). Les 170 milliards à payer!

La question des indemnités de guerre sera parmi les plus faciles à résoudre. Des commissions choisies par les alliés évalueront approximativement les dommages occasionnés sous toutes les formes. La carte à payer atteindra sans doute des chiffres inconnus dans le passé. Essayons de dégager quelques indications que nous offrent les guerres survenues dans ces derniers temps.

Le nombre des combattants dans les armées alliées

atteint près de dix millions d'hommes. Selon toutes les probabilités, la guerre durera une douzaine de mois. Or, l'entretien d'un soldat sur pied de guerre, y compris les dépenses pour les munitions, a varié dans les guerres récentes, mais tout en suivant une progression très accentuée.

Pendant celle de 1870-1871, la France a opposé à l'effectif allemand de 1.100.000 hommes environ 800.000 combattants. La guerre s'est prolongée pendant huit mois. Or, les dépenses faites par la France et l'Allemagne se sont élevées de six à sept milliards de francs (1).

Adoptons le chiffre de six milliards pour deux millions de soldats ayant combattu pendant huit mois, et nous arriverons à la moyenne de quinze francs par soldat et par jour.

L'entretien d'un soldat anglais, pendant la durée d'environ trente mois de la campagne anglo-boer, se serait élevé en moyenne à trente-six francs par homme et par jour. Les chiffres varient d'après les pays, les conditions de la guerre et le confort dont jouissent les soldats. Conformément aux données anglaises, la Grande-Bretagne dépensait environ cinquante francs par jour et par soldat au commencement de la guerre pour son effectif de 300.000 hommes qui prenaient part aux opérations.

(1) L'évaluation varie d'après les calculateurs. Selon M. Magne, ministre des finances en 1873, il s'agirait de 4.300 millions; d'après Léon Say, de 6.500 millions; d'après M. Georges Cochery, de 10 milliards. Les calculs faits par Crammond établissent que la guerre russo-japonaise, où, des deux côtés, il y avait un million de combattants, aurait coûté au Japon 5 milliards de francs, et à la Russie 7 milliards 1/2. Ces chiffres n'ont en vue que les dépenses directes, car les pertes indirectes qu'occasionne chaque guerre restent insaisissables.

M. Paul Leroy-Beaulieu a fixé à cinquante milliards les dépenses *directes* de tous les belligérants de 1914, si la guerre devait durer sept mois. Cette somme atteindrait facilement cent milliards si la guerre devait se prolonger pendant douze à quatorze mois.

Pour serrer la réalité de plus près, il faudrait prendre pour base les dépenses faites pendant la guerre de 1870-1871. On sait combien l'entretien des soldats sur pied de guerre a augmenté depuis cette date. L'Allemagne ayant mis en vogue des armes formidables, il n'est pas rare de voir le coût d'un obus se chiffrer par 15 ou 20.000 francs. Or, le gaspillage des munitions est un des traits caractéristiques de la guerre moderne. Il faut y ajouter ses moyens perfectionnés, qui, sous l'aspect de dirigeables ou d'aéroplanes, de même que sous la forme de sous-marins et de grandes unités maritimes, ont eu pour effet de doubler, sinon de tripler les dépenses.

En adoptant la somme de vingt francs par soldat et par jour, les munitions comprises, nous serons sans doute bien au-dessous de la vérité. Cette approximation nous permettra cependant d'éclairer le problème des indemnités futures. Supposons que les armées alliées ne dépassent pas 10 millions et que la guerre soit finie au mois de juillet 1915, nous obtiendrons alors, comme dépenses directes effectuées par les alliés, la somme d'environ 73 milliards de francs. Il faudra y ajouter les dévastations faites par les troupes ennemies qui prennent des formes inusitées dans les guerres précédentes. Comme il s'agit, en outre, du côté austro-allemand, de destructions *projetées d'avance* et *exécutées méthodiquement*, les pertes

qui s'ensuivront devront être calculées d'une façon des plus rigoureuses.

Il est sans doute impossible de dédommager, en principe, les gens qui ont perdu leurs maisons, leurs objets familiers, en un mot leur chez soi, qui ne peut être compensé par aucune somme d'argent.

Mais la vie pratique a ses exigences. Les victimes inconsolables de la guerre se trouveront quand même obligées d'accepter, sous la forme brutale d'argent, l'équivalent des pertes matérielles dont elles auront à souffrir.

La destruction de mines et d'usines, celle des chemins de fer ou des ponts, également préméditée par l'Allemagne, afin de compromettre la prospérité de ses rivaux, feront accroître d'autant les indemnités prévues. Les ruines occasionnées à la Belgique, à la France, de même que les dévastations opérées en Pologne, représentent une quantité de milliards difficiles à préciser. Que dire, enfin, de la destruction des monuments inestimables du passé?

Et comme la guerre a été voulue et préméditée par l'Allemagne et l'Autriche, il est hors de doute que ces deux pays se trouveront obligés de subir *la plénitude* des dommages directs et indirects qui en résulteront.

D'ores et déjà, on peut admettre que les pertes de ce chef seront peut-être égales aux dépenses directes que réclamera l'entretien des soldats alliés. Nous arriverons ainsi à un montant de 140 à 150 milliards de francs.

A mesure que la conception de la force armée s'élargit et embrasse toute la nation, les dépenses pour l'entretien des soldats ne cesse d'augmenter.

La territoriale et la réserve mobilisent les pères de famille qui laissent leurs femmes et leurs enfants sans ressources. L'Etat se voit obligé de prendre leur subsistance à sa charge. D'où une augmentation nouvelle de la dépense moyenne par soldat et par jour.

Et tout cela nous oblige également à envisager un nouveau facteur inconnu dans le passé : la valeur économique de chaque soldat tué ou mis hors d'état de suppléer aux besoins de sa famille après la guerre. L'idée de transformer en une somme équivalente d'argent la vie sacrifiée pour le salut de sa patrie, paraît blasphématoire au plus haut degré. Chaque vie humaine est sacrée. Il nous semble, en principe, impossible de l'évaluer équitablement. Pourtant les sociétés d'assurances contre les accidents fournissent des précédents et des bases qu'on aurait tort de dédaigner. Il faudrait rendre les guerres futures redoutables, surtout pour ceux qui en prennent la responsabilité. On ne saurait jamais assez punir ceux qui les provoquent et les mettent à exécution. Et c'est pourquoi il faudra faire rentrer dans les indemnités de guerre de demain la valeur économique des hommes tués ou mis hors d'état de produire.

Un économiste allemand, le Dr Wittstein (1), a consacré à l'étude de la valeur de la vie humaine un ouvrage devenu presque classique en Allemagne. Sa « *Statistique mathématique* » établie en 1867, donnait comme équivalent de la vie d'un ouvrier allemand, âgé de vingt-cinq ans, la somme de 3.600 thalers. Celle d'un intellectuel équivalait à la perte d'une

(1) *Mathematische Statistik und deren Anwendung auf National-Oekonomie*, Hanovre 1867.

somme de 17.536 thalers, tandis que la disparition d'un agriculteur du même âge ne représenterait que le chiffre de 2.400 thalers (1).

La somme varie donc d'après les occupations du disparu. L'éducation d'un homme de profession libérale nécessitant des dépenses considérables, la disparition d'un avocat, médecin, ou professeur, représente une somme bien plus forte que celle d'un agriculteur ou d'un ouvrier.

Ces chiffres devraient être en outre augmentés à la suite de la baisse de la valeur de l'argent survenue depuis une cinquantaine d'années.

D'autre part, il aurait peut-être fallu y introduire un facteur moral, c'est-à-dire la valeur comparée des hommes. Il serait sans doute monstrueux de mettre sur un pied d'égalité la vie d'un combattant Allemand et celle d'un Français, d'un Belge ou d'un Anglais; de même qu'il serait injuste d'évaluer au même niveau la vie d'un dégénéré et celle d'un être moral et civilisé. Laissons pourtant cette considération de côté. Si on évaluait la vie humaine d'après les principes professionnels, les pertes subies par la France deviennent considérables. Selon les calculs établis par Jean de Bloch (2), sur 1.000 soldats français tués, il y aurait en France 456 agriculteurs et journaliers, 290 industriels et artisans, 162 commerçants et 92 représentants de professions libérales contre 415, 436, 111 et 38 en Allemagne; ou 893, 56, 32 et 19 en Russie. En admettant les principes d'évaluation allemande, la France aurait subi une perte, pour chaque 1.000 hommes, d'environ 4.500.000 tha-

(1) Le thaler vaut environ 3 fr. 75.

(2) *La-Guerre future*, t. IV.

lers contre 3.500.000 en Allemagne ou 1.800.000 en Russie (1).

Si nous prenons, par contre, comme base bien plus juste, la valeur moyenne de la vie humaine telle que l'établissent les tribunaux français, nous arriverons au chiffre de 25.000 francs. Chaque millier de Français tués, indépendamment de leur rang social et de leur occupation donnerait un chiffre de pertes de 25.000.000 de francs environ.

Les guerres précédentes établissent, comme chiffre probable de pertes en hommes, le minimum de 10 % du contingent. L'armée française devant atteindre 4.000.000, nous aurons probablement à déplorer 400.000 victimes mortes ou rendues inaptes au travail après la guerre, dont la valeur économique représente environ cinq milliards.

Ce chiffre augmentera considérablement lorsqu'il s'agira d'évaluer les pertes subies par toutes les armées alliées. L'Allemagne aura à payer de ce chef une vingtaine de milliards de plus.

Nous arrivons ainsi à un montant approximatif de 170 milliards, que la justice élémentaire obligera les alliés à réclamer à l'Allemagne et à ses complices.

Nous insistons sur la *valeur hypothétique* de nos évaluations. Il s'agit plutôt de dégager une méthode de calcul que d'établir ses résultats définitifs. Chaque jour apporte des faits nouveaux qui modifient sensiblement les chiffres en vue. Mais les principes que

(1) M. Barriol a calculé d'autre part que la vie d'un Anglais moyen représente la valeur de 20.800 francs; celle d'un Allemand, 16.900 francs; d'un Français, environ 14.000 francs; d'un Russe ou d'un Autrichien, 10.100 francs.

nous avons établi, resteront, espérons-le, irréductibles. Un crime contre les droits des peuples devrait être puni au moins aussi rigoureusement qu'un crime commis à l'égard d'un particulier. Si la justice n'est pas un vain mot, il faudra appliquer ses exigences primordiales. Aux peuples et à leurs souverains, qui ont prémédité et réalisé la guerre, il incombe en premier lieu de solder intégralement les dommages et les pertes en biens et en vies humaines. La paix future dépend surtout de la façon dont seront punis les auteurs de la plus monstrueuse des guerres que l'humanité ait subies depuis ses origines.

* * *

Une question préalable se pose : ces deux pays seront-ils en état de faire face à une dette aussi élevée ?

Laissons de côté, pour le moment, l'Autriche. Cette guerre, conduite logiquement jusqu'au bout, la privera de presque toutes ses provinces, en dehors de sa partie allemande proprement dite. Et comme, d'autre part, l'Autriche se trouve dans une situation économique et financière sans issue (1), sa participation dans le paiement des indemnités sera presque insignifiante à côté de l'Allemagne.

Les compensations territoriales qu'elle se verra

(1) Selon la *Commercial Review*, l'Autriche aurait une dépense quotidienne, pendant la guerre, d'environ 65 millions par jour. Au bout d'un an de guerre, sa dette publique deviendra tout à fait disproportionnée, mise en regard de sa fortune publique. La monarchie dualiste, qui a été presque ruinée avant la guerre, se trouvera en état de faillite à la fin des hostilités.

obligée de donner permettront à l'Autriche-Hongrie d'échapper à une exécution décisive.

Reste l'Allemagne, car, comme nous le verrons plus loin, la Turquie, se trouvant en état de faillite avant son intervention et destinée à disparaître au point de vue politique, ne pourra aucunement participer dans le paiement des indemnités de guerre.

L'empire germanique passait, à juste titre, pour le plus riche du monde. D'après ses économistes, la fortune de l'Empire se soldait, en 1913, par le chiffre de 400 milliards de francs. Cette somme comprenait, outre la valeur du sol, des immeubles, des propriétés mobilières, des chemins de fer et d'autres domaines de l'État, le montant des fonds étrangers possédés par les Allemands, de même que la valeur de leurs capitaux placés au dehors. Ajoutons que la dette publique allemande est relativement bien inférieure à celle qui grève la fortune des autres pays. Il est vrai que l'Empire augmentait ses dépenses d'une façon inquiétante. Son budget s'est accru d'environ 140 % depuis une vingtaine d'années, tandis que celui de la France n'avait subi qu'une augmentation d'environ 50 %.

Pourtant l'épargne allemande, atteignant annuellement environ 4 milliards, permettait au Kaiser de continuer ses dépenses folles pour les armements. Les signes précurseurs d'une catastrophe prochaine se multipliaient cependant à vue d'œil. Les populations fédérées commençaient à gémir sous le poids des charges imposées par l'État. L'enchérissement de la vie est devenu très sensible. Depuis 1900, les prix ont augmenté de 30 % et tout cela faisait prévoir l'impossibilité de continuer le même gaspillage pen-

dant longtemps. L'extrême nervosité allemande qui a précipité les événements, y trouve son explication partielle (1).

Mais ici admirons l'opportunité de cette guerre, car l'Empire du Kaiser se trouve *encore* heureusement en état de dédommager les victimes de son invasion. Notons, avant tout, que les chemins de fer, si prospères en Allemagne, appartiennent presque exclusivement à l'État. Rien que de ce chef, les alliés auront devant eux un fonds imposant pour compenser les indemnités futures. Il y a, en outre, une série de monopoles d'État qui fourniront des ressources non moins considérables. Détail significatif, les taxes allemandes sont bien au-dessous de celles payées par les Français ou les Anglais.

Dans son désir si légitime de se garantir contre le danger allemand, la France s'est vue obligée, avec une population de 38 millions d'habitants, de dépenser pour la guerre et la marine presque autant que sa rivale avec une population d'environ 68 millions, D'après M. Jules Roche, les charges fiscales d'un citoyen français s'élèvent à 98 francs par an, contre 60 payés par un Prussien. En égalisant les charges, l'Allemagne trouverait facilement onze cents millions de plus par an.

L'Europe nouvelle, qui sortira de cette guerre, permettra à l'Allemagne de réduire ses armements. Et l'Empire pourra réaliser ainsi une nouvelle économie d'environ 1.200 millions.

(1) Le cours des fonds d'Etat allemands, signe précurseur, subissait des chutes inquiétantes. Le 3 1/2 % de l'Empire, qui était de quelques unités *au-dessus du pair* en 1898, est tombé à 91 en 1911 et à 84 avant la guerre...

M. Helfferich, une des autorités financières les plus compétentes de l'Allemagne, a fixé, tout récemment, le revenu annuel à 40 milliards de marks, c'est-à-dire à 50 milliards de francs. Naturellement la guerre, en détruisant la flotte de commerce allemande, de même que son commerce d'exportation et de production industrielle, réduira singulièrement ce chiffre.

Les enseignements des guerres précédentes établissent que la prospérité du pays vaincu baisse immédiatement après la guerre, d'environ $1/4$. Il resterait donc quand même trente-sept milliards de revenu annuel pour une population de 68 millions, soit une moyenne suffisante pour supporter des charges nouvelles occasionnées par les indemnités de guerre. Lorsqu'on ajoute à toutes ces considérations théoriques les compensations territoriales dont il sera question plus loin, on s'aperçoit facilement que l'Allemagne pourra faire face aux responsabilités encourues de son plein gré. Les disponibilités allemandes en or et en valeurs réalisables seront sans doute englouties pendant cette guerre. N'importe! la paix future fournira une telle sécurité au monde entier qu'une activité économique et financière en résultera de suite, surprenante au plus haut degré.

Contrairement au droit des gens, l'Allemagne a emmené en captivité les populations civiles leur occasionnant des dommages considérables. En fusillant les femmes et les enfants tout simplement pour intimider les provinces envahies; en bombardant des villes ouvertes, ou crime plus monstrueux encore, en forçant les femmes, les enfants, ou les habitants paisibles de précéder ses troupes, l'Allemagne a encouru

des responsabilités inéluctables. La moindre sensibilité dans cet ordre d'idées révolterait toutes les consciences justes. Il lui faudra dédommager les victimes de ses crimes qui n'ont rien de commun avec les horreurs inévitables de la guerre.

Or, il serait inadmissible de vouloir faire supporter les charges qui s'ensuivront par des contribuables français, anglais, russes ou serbes.

Nous ne nous laisserons point de le répéter : le salut des peuples dépend, en premier lieu, de l'*application intégrale des principes de justice* à l'égard des auteurs de cette guerre.

Le montant élevé de la carte à solder n'implique point la nécessité de la diminuer. Les paiements échelonnés pendant de longues années contribueront à maintenir l'Allemagne dans la voie de la sagesse. Ils procureront, en outre, un repos bien gagné, *pour de longues années*, à tous ses voisins. L'Allemagne fournira ainsi une leçon des plus efficaces pour les perturbateurs de la paix de l'avenir.

Cette solution rencontrera, espérons-le, l'approbation de tous les pacifistes sincères, de même que celle des pays neutres.

L'Allemagne trouvera aisément les capitaux nécessaires. Elle a, du reste, déjà fourni, en 1871, un enseignement anticipé aux belligérants d'aujourd'hui. Il faudra occuper, à titre de gage, ses provinces les plus florissantes, jusqu'au moment de l'acquittement définitif. Cette occupation ne se prolongera pas outre mesure, car la finance internationale se chargera probablement de faire sortir l'Allemagne de demain des embarras que lui aura occasionnés la guerre. Il se pourra même que la haute finance et certains grands

établissements français, qui avaient de tout temps manifesté des tendresses un peu excessives pour l'industrie et la finance allemandes, fassent partie de syndicats destinés à libérer le territoire allemand qui servira de gage aux armées alliées...

b). La fin du militarisme prussien et de l'hégémonie allemande.

Pour faciliter l'avènement d'une humanité nouvelle, il faudrait, avant tout, détruire la raison capitale de la paralysie du progrès moral et international que nous n'avons cessé de constater depuis une vingtaine d'années. Tout le monde est d'accord là-dessus. Le danger venait exclusivement de l'Allemagne belliqueuse, menaçante et redoutable. Comme sa grandeur a été faite de spoliations violentes et injustes, on réaliserait un acte de haute morale en réduisant à néant ses conquêtes d'autrefois. Il y aura ainsi plus de justice et plus de tranquillité sur la terre.

Les compensations territoriales à accorder aux belligérants, de même que la réparation des injustices séculaires commises à l'égard des nations martyres du passé et du présent, rencontreront des difficultés autrement graves.

Il eut été sans doute facile de les résoudre « à la prussienne », par le droit du plus fort, en dehors de toutes les aspirations nationales des provinces à attribuer.

On connaît sur ce point les théories allemandes. La volonté des peuples ne compte pour rien dans l'attribution de leurs territoires. Treitschke a bien défini la

doctrine allemande lorsqu'il s'agissait des Alsaciens-Lorrains : « Nous Allemands qui connaissons l'Allemagne et la France, nous savons mieux ce qui convient aux Alsaciens que ces malheureux eux-mêmes. Dans la perversion de leur vie française, ils n'ont point de notion exacte en ce qui concerne l'Allemagne ». Il en est ainsi de tous les peuples que l'Allemagne avait envie de s'annexer. Ce n'est qu'une fois conquis et civilisés à la façon allemande qu'ils devaient apprendre les bienfaits de sa culture douce et humanitaire. Donc on s'empare brutalement des territoires avant d'établir la moindre discussion avec leurs possesseurs.

Mais l'Europe nouvelle, qui doit sortir de cette guerre, aura des aspirations plus justes et plus humaines. Il faudra, avant tout, rectifier la géographie politique du monde, et la rendre conforme aux aspirations intimes des peuples. La question de l'Alsace-Lorraine se trouvera résolue par la force même des choses. Les deux provinces retourneront à la France, qu'elles n'auraient jamais dû quitter. Certains esprits inquiets se préoccupent d'ores et déjà de l'annexion du Palatinat. Il ne faut pas trop devancer l'avenir. La durée et l'évolution successive de cette guerre vont sans doute modifier maintes prévisions. Bornons-nous à celles qui s'imposent par leur simplicité évidente.

Sans parler des autres dédommagements que l'Allemagne devra à l'héroïque Belgique, il lui faudra céder une grande province située au delà de Liège, wallonne d'origine et qui n'a cessé de l'être malgré sa germanisation à outrance.

Depuis 1815, la Prusse s'est approprié toute une

partie de la province de Liège et du Luxembourg belge où l'on parlait français. Les noms mêmes de ses principaux bourgs en témoignent : Montjoie, Malmédy, Saint-Vith, etc. Persécutés par la Prusse, les Wallons de ces régions ont gardé intact leur amour pour le génie belge et français et il serait juste de les affranchir d'un joug qui ne les a point transformés.

Des amis mal avisés rêvent pour la Belgique d'autres conquêtes en Allemagne. Cadeau funeste ! Derrière les annexés, des millions de Germains afflueraient en Belgique qui se trouverait de la sorte débordée par les non-désirables.

Les Alsaciens fidèles à la mère patrie, sauront épargner à la France le même danger. Et pourtant, le retour de l'Alsace-Lorraine' présentera quelques difficultés pénibles à résoudre. Mais une trouée allemande faite dans un tout petit pays pourrait provoquer des maux irréparables.

Le peuple belge, conscient de son avenir national, sera sans doute le premier à décliner l'honneur d'absorber une trop grande dose d'Allemands...

D'autres récompenses attendent ce peuple héroïque. Et, en tout premier lieu, la ville neutralisée de Constantinople dont il sera question plus loin. On confiera ainsi à la Belgique une mission qui, outre sa grandeur et sa beauté, lui apportera des avantages considérables. Cette idée, émise par nous au début des hostilités, a rencontré, dans certains milieux diplomatiques, un accueil chaleureux.

Il y a d'autres problèmes qui se poseront, plus complexes, mais point insolubles. Et en premier lieu, celui de la Pologne qui devra être ressuscitée. Le

manifeste du Tsar Nicolas II, promettant la réunion et l'autonomie de la Pologne sous le sceptre russe, constitue un acte de justice sublime et d'une prévoyance politique admirable. En revenant sur le partage de la Pologne, qui a été dépecée trois ou plutôt cinq fois, avec un mépris élémentaire de tous droits humains, le Tsar Nicolas vient d'offrir au monde civilisé un moyen presque infallible pour empêcher la Prusse ou ses imitateurs de demain, de redevenir une menace pour la paix future.

c) La Pologne comme État-tampon.

La reconstitution de la Pologne veut dire la réunion sous le même sceptre de toutes les provinces qui en faisaient partie, avant le premier partage de 1772. Outre le royaume polonais proprement dit, représenté par les dix gouvernements appartenant à la Russie, il s'agirait également de la Galicie autrichienne et de la Prusse occidentale et orientale (1).

En revendiquant pour la Pologne de demain ses provinces prussiennes, le Tsar Nicolas portera par cela même un coup décisif à toutes les vellétés d'un retour offensif allemand. La question polonaise ainsi posée, les crimes séculaires des chevaliers teutoniques reviennent sur le tapis. Le passé de la Prusse un peu trop oublié renaît de ses cendres avec son enchaînement de crimes sans nombre.

(1) Comme c'est la Russie elle-même qui s'est érigée en bienfaitrice des Polonais, il ne peut être question de l'ancienne Pologne « allant d'une mer à l'autre », de la Lithuanie, de la Podolie ou de la Volhynie, qui font aujourd'hui partie intégrale de l'Empire russe.

Les Polonais, dont on vient de réveiller les sentiments chevaleresques, engourdis sinon endormis, depuis une cinquantaine d'années, ne se résoudront plus à subir l'injustice prussienne. Le peuple polonais, grandi et mûri dans le malheur, compte actuellement environ 25 millions d'hommes, pleins de courage et d'esprit de sacrifice. En vain, le Kaiser, voulant suivre l'exemple du Tsar, leur promet à son tour leur indépendance au détriment de la Russie. Ils n'en seront aucunement dupes. Ils connaissent trop bien le passé des chevaliers teutoniques d'abord et ils n'ont point oublié celui des électeurs de Brandebourg, leurs héritiers directs, pour avoir la moindre illusion à l'égard des promesses venues de Berlin. Des siècles de crimes, de trahisons et de persécutions se dressent entre la Pologne et la Prusse. Les mesures adoptées par cette dernière afin de chasser les Polonais de leurs terres, de les priver de leur langue ou de les obliger à adopter le protestantisme, resteront gravées pendant des siècles dans les mémoires polonaises. Divisés et morcelés, entre les trois empires, les Polonais supportaient silencieusement les provocations, les humiliations et les souffrances qui leur étaient imposées par l'Allemagne. Mais les semences de haine, jetées systématiquement avec un mépris profond des droits et des souffrances de la victime, laissent des traces indéracinables. Malgré son incapacité presque organique de comprendre ce qui se passait autour d'elle, la Prusse l'a enfin deviné pendant cette guerre. Les soldats et les habitants polonais abandonnaient ouvertement la Prusse, préférant la mort à l'humiliation de servir dans ses rangs.

La Pologne reconstituée offrira un rempart infranchissable contre les menaces allemandes, visant la Russie. Ce sera aussi une sentinelle des plus vigilantes pour la tranquillité de l'Europe de demain.

*
* *

Les origines de la Prusse sont bien étranges. Le pays, de même que sa population autochtone sont par excellence slaves. Sa constitution politique avec sa double origine, prussienne et brandebourgeoise, empêche d'apercevoir clairement son passé. Constatons avant tout que si la Prusse proprement dite a été toujours sans conteste slave, le Brandebourg n'avait d'allemand que ses maîtres. La dynastie ascanienne qui régnait dans le Brandebourg avait réussi à agrandir ses territoires qui au commencement du xiv^e siècle atteignent la Vistule. Les Slaves, qui habitaient le Brandebourg et la Prusse, se divisaient en plusieurs peuples et tribus. Il y avait surtout trois groupes dominants qui donnaient le ton aux autres. Les Slaves septentrionaux étaient représentés par les Obotrites ; le groupe central était connu sous le nom de Wiltzes ou de Luitizesc. (Parmi ses peuplades les plus marquantes, notons : les Circipaniens, les Redariens, les Brisarriens, les Woliniens, les Ukranien, etc. ; le troisième groupe était composé surtout de Souabes ou Sorbes qui arrivaient jusqu'à la Saale.)

Les historiens allemands, afin de rehausser le mérite des conquérants, présentent ces peuplades comme sauvages et rebelles à toute civilisation. Pourtant les documents fournis par des chroniqueurs slaves prouvent le contraire. La science historique

allemande s'est vue obligée dans ces derniers temps⁽¹⁾ d'admettre également que les Slaves qui habitaient ces régions accusaient des vertus peu banales. Ils étaient très hospitaliers et amoureux de leur indépendance qu'ils défendaient avec courage et obstination. Leur commerce était prospère, et les villes qu'ils habitaient, étaient très peuplées et très riches. Mais les querelles systématiques qui séparaient les peuplades slaves en faisaient facilement la proie des conquérants venus du dehors. Malgré l'extermination des peuplades autochtones, celles-ci étaient quand même très nombreuses et l'élément slave restait toujours dominant dans les pays entre la Vistule, l'Elbe et l'Oder.

La Prusse et le Brandebourg sont distincts jusqu'en 1618 et c'est alors seulement que les Hohenzollern de Brandebourg héritent de ceux de Prusse. Un nouvel État est venu au monde et pourtant les éléments de son nom composite sont purement slaves.

La réalisation d'une justice tardive à l'égard de la Pologne privera la Prusse d'une grande partie de ses territoires. Sa formation historique la rattache d'une façon directe aux chevaliers teutoniques, qui dès leur établissement dans les terres polonaises, y avaient pratiqué la morale prussienne de nos jours. « La Terre Sainte », selon un chroniqueur, avait envoyé en Europe ces chevaliers pour la punir de ses péchés séculaires ». Il serait fastidieux de vouloir refaire l'histoire de ces étranges croisés, qui ont laissé derrière eux un héritage imposant de félonie et de

(1) Voir RANKE : *Genesis des preussischen Staates*, de même que E. LAVISSE : *La Dynastie ascanienne dans son Etude sur l'une des origines de la monarchie prussienne*, etc.

crimes. Rappelons pourtant quelques épisodes typiques de leur passé, car ils jettent une lumière singulière sur la mentalité et la moralité de leurs héritiers prussiens.

*
*
*

Après avoir radicalement ruiné les habitants des pays que la Pologne avait si imprudemment mis à leur disposition, les chevaliers n'ont qu'une idée, c'est celle de dévaster et de s'approprier toutes les provinces appartenant à leurs bienfaiteurs. Ils commencent par piller au commencement du xiv^e siècle la Mazovie et incitent le gouverneur de la Poméranie à se révolter contre son souverain polonais.

Ils se mettent ensuite à la disposition de ce dernier pour l'aider à vaincre les rebelles, de même que le margrave de Brandebourg qui venait de s'emparer de la *Marche brandebourgeoise*, devenue le vrai Brandebourg de nos jours.

Les Polonais acceptent. Les chevaliers commencent par délivrer le château assiégé de Dantzig. Le vaillant défenseur de la forteresse, Bogusz, leur ouvre la porte. Sa stupéfaction fut cependant grande de se voir emprisonné par les chevaliers, ses prétendus alliés, qui s'emparent de la ville et proposent au Roi polonais de la lui restituer moyennant une somme considérable d'argent. Ils continuaient dans l'intervalle leurs attaques contre les amis, qu'ils sont venus secourir. La guerre se prolonge et les chevaliers réussissent finalement à s'emparer de la Poméranie.

Mais craignant les représailles de la Pologne, ils

changent de proposition. Au lieu de demander de l'argent, ils en offrent eux-mêmes en échange d'une *vente formelle* de la Poméranie. Le Roi refuse avec indignation. Les chevaliers, voulant alors *légitimer* leur acquisition, s'adressent à leur complice, le margrave de Brandebourg, et lui achètent, en 1311, la Poméranie. Le Pape, point dupe de cette supercherie, ordonne aux chevaliers de restituer la Poméranie à son propriétaire légitime, c'est-à-dire à la Pologne. Les chevaliers font la sourde oreille. Pourtant cet acte fictif, qui rappelle les procédés les plus douteux pratiqués par des négociants véreux, aidera, quelques siècles plus tard, le grand Roi Frédéric à revendiquer sa bonne foi.

En 1772, lors du premier partage de la Pologne, Frédéric le Grand invoquera cet acte conclu avec les chevaliers et l'électeur pour établir que la Prusse polonaise appartenait depuis des siècles à la maison de Brandebourg!

En mourant, le roi Ladislas le Bref adresse ces dernières paroles à son fils, Casimir le Grand : « Prends garde aux chevaliers et aux margraves de Brandebourg. Chasse-les d'un royaume où la pitié leur avait ouvert un asile. Rappelle-toi qu'ils se sont souillés de la plus noire ingratitude. »

Ces paroles prophétiques, qui datent de six siècles, sonnent aujourd'hui d'une façon étrange. Tout un passé riche de souvenirs s'ouvre devant nous, démontrant l'enchaînement implacable des crimes qui se suivent et s'attirent. Casimir oublie les derniers conseils de son père et expose la Pologne et l'Europe à des calamités incalculables.

Les cruautés commises par les chevaliers sur leurs

nouveaux sujets poussent ces derniers à chercher un appui auprès de leurs anciens maîtres, les Polonais. Leur supplique, si émouvante, relate leurs souffrances indicibles.

« Écoutez nos prières, Sire... Ne repoussez pas ceux qui furent jadis si injustement arrachés à votre royaume... Les chevaliers n'ont pas eu honte d'empiéter sur vos terres. Les papes, reconnaissant vos droits, ordonnaient qu'elles fussent rendues... Sire, que nos larmes touchent votre cœur »...

La paix de Thorn (1466) rendit à la Pologne la Prusse occidentale, c'est-à-dire les trois palatinats de Dantzic, de Culm et de Malborg... L'autre partie de la Prusse resta entre les mains des chevaliers. En 1524, le grand maître de l'Ordre jette l'habit de moine, se fait luthérien et épouse sa maîtresse.

Le pape et l'empereur d'Allemagne indignés voulurent le chasser de ses terres, mais de nouveau la magnanimité de la Pologne, oublieuse du passé, sauve le *duc de Prusse et de Krolewiec* (Kœnigsberg) *vassal de Pologne*, qui, comme tel, jure fidélité, *pour lui et ses héritiers*, au roi Sigismond, à Cracovie, en 1525. L'héritage d'Albert passe ensuite, en 1618, à la maison de Brandebourg. Comme ducs de Prusse ils prêtent également serment de fidélité aux rois de Pologne, mais ils les trahissent à toute occasion. Sous Frédéric III, en 1700, le duc de Prusse devient roi de Prusse, en vertu d'un acte passé avec l'Empereur. Le nouveau roi promet son amitié à la Pologne et *garantit l'intégrité de son territoire*. Mais les traités furent déjà, par anticipation, considérés par le roi de Prusse comme de simples chiffons de papier. C'est de la Prusse que part le signal des partages de la Pologne,

suivis de tant de persécutions et de mesures vexatoires contre les Polonais à qui les Hohenzöllern doivent leur couronne et leur grandeur.

* * *

Quels sont les droits historiques des rois de Prusse à sa partie orientale et occidentale? Il ne s'agit pas des conquêtes, ni même des traités. Les partages successifs de la Pologne, ces actes de brigandage international parmi les plus révoltants que l'histoire puisse nous montrer, peuvent encore moins être invoqués. Il n'y a pas de prescription légale pour les crimes commis contre l'indépendance et l'intégrité territoriale des peuples. Des siècles d'esclavage et de persécution turque n'ont point empêché les peuples balkaniques de revenir sur le passé de même qu'ils n'empêcheront point les Polonais, les Tchèques ou le Trentin de regagner leur liberté.

Afin que la Pologne, ressuscitée sous le protectorat russe, puisse revendiquer légalement ses anciennes provinces, la Russie n'aura qu'à faire appel au sentiment de justice des alliés. La Pologne a des droits imprescriptibles sur tout le territoire qui s'étend de la frontière actuelle russe jusqu'à une limite très rapprochée de Berlin. Les frontières polonaises avant le premier partage (1772) en font foi. Tout y est polonais : les âmes des habitants de même que les noms de toutes les localités. Ils restent vivants dans la mémoire des autochtones du pays, comme si la spoliation prussienne datait seulement d'hier. La ville de Gdansk (Dantzig), ancienne capitale de la Poméranie

polonaise, est restée aussi polonaise que Krolewiec (Kœnigsberg). La tradition et la nationalité polonaise y couvent secrètement quoique ardemment, dans l'attente du moment, où elles pourront éclater au grand jour.

Notons que, vers 1772, la Prusse polonaise ou royale se compose de trois palatinats et d'un duché : la Poméranie, la Culmie, la Malborghie et l'évêché de Warmie.

La Poméranie fut divisée en dix districts, dont Gdansk, devenu Dantzig; Tczewo, devenu Dirschau; Skarszew, transformé en Schoeneck; Swiecie en Schwetz; Nowe en Neuenbourg; Mirechow en Mirchau, etc.

Dans le palatinat de Culmie sont situées les vieilles villes polonaises, comme Toruń, devenu Thorn; Chelmno (Culm); Grudziondz (Graudentz); Radzyn (Roehden); Nowemiasto (Neustadt), etc., etc.

Quant au duché de Prusse ou la Prusse ducale, il formait deux provinces subdivisées en districts et baillages. On y retrouve Ostrow (Osterode); Tylza (Tilsit); Ostrowiec (Insterbourg); Nowydwor (Neuhof), etc.

L'histoire se répète. L'Allemagne s'efforce aujourd'hui de justifier sa mainmise sur la Belgique par des procédés analogues. Elle y débaptise également les villes. Cette opération est connue en Allemagne sous le nom de « restitution géographique ». C'est ainsi que Courtrai est devenu *Kortrijk*; Malines — *Mecheln*; Namur — *Namen*; — Tirlemont — *Thienen*; Furnes *Veurne* ou Ypres — *Ypern*.

Il en est de même en France. Dans l'espoir de pouvoir revendiquer la conquête du nord et du nord-est

de la France, les Allemands ont récemment changé les noms des villes, qu'ils détiennent momentanément, ou qu'ils espèrent pouvoir occuper.

Remiremont est devenu *Reimersberg*; Nancy — *Nanzig*; Épinal — *Spineln*; Neufchâteau — *Neuenburg*; Lunéville — *Lundsweiler*; Arras — *Atrecht*; Lille — *Ryssel*; Dunkerque — *Dunkirchen*...

Vers la fin du XVIII^e siècle, la Prusse, voulant faire disparaître les traces de ses crimes du passé divise les provinces dérobées à la Pologne en *West-Preussen* (Prusse occidentale) et *Ost-Preussen* (Prusse orientale). Ses droits paraissaient pourtant à la Prusse elle-même tellement fictifs qu'elle consentit à ce que plusieurs grandes villes comme Culm, Bydgoszcz (Bromberg), Thorn, etc., fissent partie du grand-duché de Varsovie, créé en 1807.

L'invasion russe en Prusse a surtout en vue la réoccupation de la Prusse orientale et occidentale qui, toutes deux, devront faire partie d'une Pologne reconstituée.

Au moment du règlement définitif, la Prusse sera obligée de s'incliner devant un acte des plus justes, quoique retardé par l'état de spoliation générale qui pèse sur l'Europe de nos jours.

*
*
*

Il en est de même de la Silésie. Ses habitants sont restés polonais, malgré une persécution séculaire de leur langue et de leur religion. Les procédés de germanisation s'y brisèrent contre un attachement inébranlable des habitants pour leur mère-patrie. Les journaux polonais, qui y paraissent actuellement,

atteignent des tirages supérieurs à ceux des journaux publiés dans la Pologne russe ou en Galicie autrichienne.

Mais la Silésie est en même temps tchèque d'origine. Placée entre la Bohême et la Pologne, elle dépendait, au moyen âge, tantôt de l'une, tantôt de l'autre. Le Congrès futur pourra peut-être même l'attribuer totalement ou en partie à la Bohême. Avec le royaume tchèque, les empereurs d'Autriche ont acquis la Silésie. Ernest-Lavisce a fait quelque part cette remarque bien juste « que si les Habsbourg, au lieu de combattre pour des possessions espagnoles, italiennes ou hongroises, avaient bien soigné leur Silésie, ils auraient rendu impossible le développement de la monarchie prussienne vers l'Orient ». Il suffit de regarder la carte de la Silésie pour s'apercevoir des avantages considérables qu'elle procurera contre la Prusse au pays dont elle dépendra dans l'avenir. Située entre Berlin et Posen, la Silésie pourrait également jouer le rôle d'un deuxième gardien devant préserver l'Europe des surprises prussiennes.

Quant à sa population autochtone, celle-ci est surtout composée de Slaves. On connaît la maxime des Habsbourg : ils préféreraient plutôt régner sur un désert que sur des pays peuplés d'hérétiques. Et comme c'étaient surtout les Allemands qui suivaient Luther, on les a obligés d'abandonner la Silésie, qui aux xvii^e et xviii^e siècles est redevenue plus slave que jamais.

Bismarck, le seul diplomate de génie que l'Allemagne ait eu depuis un siècle, a tracé lui-même la voie aux travaux du futur Congrès. « L'indépendance

de la Pologne, aimait à répéter le chancelier de fer, est la pire menace pour l'Allemagne ». « La Pologne libre, disait-il encore, équivaldrait à une forte armée française sur la Vistule, et jamais nous ne pourrions tenir sur le Rhin, si la Pologne indépendante se dresse derrière nous. » Ses confidences faites, à Busch, à Harden et à tant d'autres, sont toujours d'accord. M. de Bülow, qui s'est inspiré des enseignements légués par Bismarck, a cru nécessaire de continuer à tout prix la prussification de la Pologne. Et comme la Prusse, si bassement pratique, manque du sens des réalités, elle n'a réussi qu'à exaspérer davantage les sentiments patriotiques des Polonais. Sans les cruautés et les actes d'injustice commis en Posnanie ou en Silésie, la Kultur allemande aurait peut-être pu s'emparer des âmes de leurs habitants.

Bismarck et ses héritiers n'avaient, du reste, en vue que la résurrection de la Pologne russe. La conception actuelle du Tsar, reprise et contresignée par le grand-duc Nicolas, le généralissime des armées russes, va bien au delà de toutes leurs appréhensions.

La Pologne devenue une réalité politique, c'en est fait à tout jamais des rêves prussiens dans l'avenir !

Et c'est, après tout, le seul moyen de mettre fin aux ambitions guerrières d'une Allemagne qui se reconstituera, tôt ou tard, sur des bases nouvelles. Comme aucune précaution diplomatique ne pourra l'empêcher, malgré l'écrasement et la décapitation de la Prusse, il faudra avoir recours à un rempart indestructible, rôle tout de gloire et d'honneur qui incombera à la Pologne de demain.

Cet infortuné pays bénéficiera, en même temps, d'un acte de justice élémentaire.

N'oublions pas que toutes les horreurs de la guerre russo-autro-allemande se sont abattues sur la Pologne russe, la Galicie autrichienne et la Pologne prussienne. Par une singulière cruauté du sort, les Polonais ont eu à souffrir, en outre, de l'humiliation et de la douleur indicible d'être enrôlés dans les armées prussiennes et autrichiennes et forcés de batailler dans les rangs de leurs persécuteurs et ennemis irréductibles...

d). La fin d'un Empire colonial.

Le rêve d'un empire colonial s'évanouira pour l'Allemagne du même coup. Le traité d'Agadir annulé, la France a repris les provinces du Congo, de même que sa liberté d'action au Maroc. D'autre part, les établissements allemands du Pacifique, l'archipel Bismarck, les territoires de l'empereur Guillaume, les îles Caroline, les îles Marianne, de même que les îles Marshall et Samoà peuvent être considérés, dès aujourd'hui, comme irrémédiablement perdus.

Le Japon vient de mettre fin aux nombreux actes de piraterie commis par l'Allemagne à l'égard de la Chine. On se rappelle qu'en 1897 le Kaiser s'empara, sans aucun motif plausible, d'un grand territoire chinois. Quelques mois après, il obligea le Céleste Empire à lui céder la province de Chan-Toung à bail pour quatre-vingt-dix-neuf ans. Il s'agissait d'une province très riche, d'une étendue de 300.000 kilomètres carrés. L'Allemagne s'approprie Kia-Tchéou et,

profitant de bases d'opérations ainsi conquises, tend à maîtriser le commerce chinois. Ses procédés barbares inquiètent les habitants de l'Empire céleste et provoquent l'insurrection des Boxers, qui, avant la grande croisade des civilisés, avaient compris le danger prussien!

Tôt ou tard, les agissements allemands dans l'Extrême-Orient nous auraient valu des massacres des chrétiens et des guerres discontinues avec les Jaunes qui ne demandent qu'à vivre en paix avec tous les peuples blancs. Le port de Tsing-Tao tombé entre les mains des Japonais, l'Allemagne a perdu à tout jamais la base de ses opérations dans l'Extrême-Orient.

L'Angleterre ne manquera pas de veiller à la destruction de la flotte de guerre allemande, tandis que celle de commerce s'effritera par la force même des choses.

La prépondérance commerciale allemande détruite, son industrie singulièrement diminuée et ses armées anéanties, que restera-t-il de la puissance dévastatrice des Hohenzollern?

e). L'Allemagne affranchie.

La suprématie de la Prusse, appuyée sur sa soldatesque, ses hobereaux et ses agrariens de triste mémoire, ne pourra que s'évanouir immédiatement après la conclusion de la paix. La configuration allemande devra forcément changer d'aspect. Le centre d'attraction modifié, l'Allemagne reprendra peut-être sa marche ininterrompue vers un idéal plus social et

plus humain. La guerre de 1914, si funeste, en apparence, aura été salubre pour ses destinées. Sur la ruine d'un million de privilégiés, renaîtront les droits et les libertés de toute une nation qui, piétinée et humiliée, n'a fait que s'incliner servilement devant un tyran entouré de courtisans et d'exploiteurs des masses populaires. Car, si paradoxal que cela puisse paraître, cette guerre deviendra une guerre de libération à l'égard de l'Allemagne.

Au train dont elle allait, son peuple aurait fini par ressembler à sa dynastie régnante : même morgue, même arrogance, même méconnaissance des droits des faibles, jointes à la cruauté et à l'immoralité des actes et des pensées. A travers les hobereaux et la soldatesque, les auxiliaires directs de la dynastie, qui se façonnaient d'après le modèle venu d'en haut, les mêmes défauts pénétraient toute la nation. Les classes sociales menaçaient de se transformer en véritables castes.

En dehors des citoyens privilégiés composés de hobereaux et de la caste des officiers, célèbres surtout par leur brutalité envers les autres classes sociales, le peuple allemand, maltraité et opprimé, n'a jamais joui d'une existence enviable. Le mécontentement de la nation s'est manifesté surtout dans le nombre grandissant de voix accordées aux socialistes. On se plaisait à voir, dans ces derniers, les ennemis jurés de l'empereur et de son régime maudit. Mais les socialistes n'ont fait que justifier la parole si cruelle de Børne sur les libéraux allemands.

« Le plus convaincu d'entre eux se jettera instinctivement dans l'eau, disait le satiriste allemand,

lorsqu'un prince, laissant tomber sa bague, lui criera :
apporte ».

Et qui osera leur jeter la première pierre? La constitution de pacotille dont ils jouissaient ne pouvait leur garantir ni la liberté de parole, ni celle de leurs actes. La prison et la perte des droits civiques pour le moindre péché, paralysait leurs élans et réduisait leur propagande à de simples manifestations de parade. On leur permettait de prêcher la paix et l'antimilitarisme, mais dans les pays voisins. Leur servilité a éclaté d'une façon douloureuse dans la fameuse séance du Parlement berlinois, où leur chef Haase a prononcé un discours dont l'humilité envers le trône aurait fait rougir un député de la Douma. Et pourtant, c'est le même Haase qui fut le plus ardent parmi les orateurs des congrès pacifistes et antimilitaristes.

En regard des socialistes asservis, que pouvaient faire la bourgeoisie et la classe paysanne désorganisées et désunies ?

Tous ceux qui ont eu un contact quelconque avec l'Allemagne réelle, en dehors de celle de façade qui régnait à Berlin ou dans d'autres grandes villes prussiennes, pouvaient facilement saisir sur le vif les frissons d'indignation qui éclataient chez les citoyens réfléchis, lorsqu'ils parlaient de leur Ivan (le sobriquet de l'empereur), ou de l'oligarchie des hobereaux et des officiers.

Pour cette partie de la population qui végétait dans la souffrance, la fin de la suprématie prussienne sera le commencement d'une ère nouvelle. Elle leur donnera, avec l'égalité, la vie des hommes dignes et libres.

Plus de fils martyrisés dans les casernes; plus d'impôts injustes au profit d'une classe d'oisifs; plus d'inégalité révoltante qui demande aux uns les sacrifices et accorde aux autres les droits, y compris celui de maltraiter et de persécuter les plus représentatifs et les plus nobles de la cité.

Cette partie des habitants maltraités, une fois délivrés du joug séculaire, retourneront à la grande famille des peuples. L'Europe les accueillera fraternellement. Ils n'auront plus à rougir d'être Prussiens. Libérés de l'ancien mode de penser et d'agir, ils redeviendront doublement chers à la conscience universelle.

f). Le démembrement de l'Autriche-Hongrie.

Si la Prusse fut de tout temps un foyer de violence et de brigandage, l'Autriche ressemblait à une sorte de marais stagnant. Des miasmes qui se dégageaient de la politique et de la diplomatie viennoises ne cessaient d'empoisonner la vie des peuples européens. Cet empire, fait de lambeaux arrachés à tous ses voisins, ne pouvait se maintenir qu'à la suite d'intrigues et de crimes de la part de ses gouvernants. Lorsque l'heure des règlements définitifs aura sonné, la plupart de ses provinces, reliées artificiellement, reprendront leurs destinées normales.

La Hongrie, qui, sous le couvert de la dualité, a pu continuer à son tour les exploits autrichiens à l'égard des peuples qui dépendaient d'elle, se verra singulièrement diminuée.

La Transylvanie, et autres districts roumains, vont se détacher de la Hongrie pour rejoindre la patrie

roumaine. Sur une population totale de vingt et un millions d'habitants que compte le royaume magyar, il n'y a, d'après la statistique officielle, que dix millions de Hongrois, trois millions de Roumains, environ deux millions de Serbes, autant de Slovaques, dix-huit cent mille Croates, deux millions d'Allemands et un demi-million de Ruthènes. Ajoutons que ces chiffres ne répondent aucunement à la réalité.

D'après les évaluations roumaines et slaves, les Magyars ne seraient que sept à huit millions ; par contre, les Roumains et les Slaves atteindraient environ onze millions. Les relations entre les Roumains et les Magyars nous offrent un exemple typique de la persécution des minorités en Europe. Ainsi, malgré le régime constitutionnel et le prétendu libéralisme magyar, les Roumains se trouvaient privés des droits les plus élémentaires. Les Roumains qui formaient, en réalité, presque le tiers de la population magyare, ne comptaient au Parlement, en 1910, que cinq représentants contre quatre cent quatre magyars. Les autres populations du royaume de Hongrie n'avaient que quatre députés. L'État magyar persécutait toutes les velléités nationales roumaines et agissait, à l'égard des autres peuples, de la même façon que les Allemands envers les Polonais. L'enseignement s'y fait exclusivement en langue magyare. La dénationalisation des Roumains était poursuivie d'une façon systématique, avec une cruauté sans pareille. Tous les juges, fonctionnaires, professeurs étaient recrutés exclusivement parmi les Magyars ; les Roumains, qui ne comprenaient pas la langue officielle, étaient réduits à se servir, dans les tribunaux, des interprètes mis à leur disposition.

Exaspérés par tant de persécutions systématiques, les Roumains ont essayé d'envoyer une pétition à l'empereur François-Joseph pour lui exprimer leurs doléances. Environ trois cents citoyens, parmi les plus représentatifs de la population roumaine, se sont rendus, en 1893, à Vienne, pour solliciter une audience de l'empereur. Le gouvernement magyar les a non seulement empêchés d'être reçus, mais il a intenté une série de procès politiques aux auteurs de la pétition et leur a infligé des peines infamantes. Et pourtant, la rédaction de cette pétition accusait un esprit des plus modérés. Ses auteurs s'inspiraient du désir d'amener une détente dans les relations entre Magyars et Roumains.

Empruntons à cette plainte collective de tout un peuple ces lignes émouvantes :

« La loi constitutionnelle hongroise promet l'égalité à tous les citoyens. Elle proclame que les emplois publics seront accordés exclusivement d'après la capacité des postulants. Or, il n'y a pas dans tout le pays un seul fonctionnaire de première et de deuxième classes appartenant à la population roumaine, et pourtant, celle-ci donne une majorité absolue dans vingt-trois districts de la Hongrie... Nous n'avons pas non plus un seul président de tribunal roumain... Les Roumains sont traités, en Hongrie, d'une façon plus cruelle qu'un peuple conquis... Les fonctionnaires ne s'adressent pas à nous dans notre langue... On nous a obligés de renoncer à la jouissance de nos franchises municipales... Nous sommes plus de trois millions et l'État n'entretient même pas une seule école publique destinée aux Roumains. Nous n'avons point d'école de commerce, ni d'école d'agriculture,

ni d'école normale d'instituteurs... On nous interdit, en outre, de fonder des lycées à nos frais... Nous ne sommes pas seulement sous le joug d'une loi électorale spéciale, mais on nous a imposé également un régime de presse qui accorde le pouvoir discrétionnaire sur tous nos journaux aux procureurs magyars... Il y a des directeurs de périodiques qui ont été condamnés à des années de prison pour avoir approuvé et publié un appel adressé par un de nos députés à ses électeurs ».

L'intervention probable de la Roumanie dans cette guerre va donc amener la libération de toutes les provinces hongroises peuplées par des Roumains.

Et parmi celles-ci : la Transylvanie, qui compte environ 750.000 Roumains pour 52.750 km. ; le Banat, avec 700.000 Roumains pour une étendue de 28.500 km. ; Crishana, une province de 41.000 km., enfin, la Bukovine et la province de Maramouresh (environ 400.000 Roumains sur une étendue d'environ 20.000 km.)

*
* *

L'attribution de ces provinces à leurs maîtres légitimes présentera quelques difficultés. Les habitants appartiennent à des souches divergentes. Des divisions et des querelles de longue date les séparent. Le Banat de Transylvanie que les Roumains considèrent comme une dépendance directe de leur pays, n'est pas tout à fait homogène. La base des nationalités et les aspirations conscientes des populations, principes si lumineux en théorie, deviennent souvent d'une application difficile. Le Banat contient ainsi des

endroits peuplés par des Serbes. Il en renferme d'autres dont la majorité écrasante est roumaine. La justice doctrinaire exigerait qu'on les départageât entre la Roumanie et la Serbie. Mais on aboutirait alors à des frontières fantaisistes, source de conflits futurs menaçants et inévitables.

Comment résoudre le problème de la Slavonie, de la Croatie et de la Dalmatie ? Les couches autochtones y sont composées surtout de Slaves. Mais ces derniers ne seraient que des Serbes, d'après les opinions de Belgrade. La civilisation qu'on y rencontre est, sans conteste, d'origine italienne. Les principales villes de la Dalmatie, comme Raguse, Spalato, Cattaro ou Sebenico ont été fondées par les Vénitiens. Au moment où l'Autriche s'est emparée de la Dalmatie (1815), la langue italienne y dominait aussi bien dans les villes que dans les campagnes. La jeunesse dalmate allait achever son instruction dans les universités italiennes. Et les plus grands patriotes du pays, comme Tommasco ou Boskovicz, étaient des élèves de l'université de Padoue.

g). Italiens et Autrichiens.

L'Autriche s'est évertuée à détruire l'œuvre des Italiens. Elle mit autant d'acharnement à traquer leur civilisation que leurs nationaux. En opposant la langue des classes dirigeantes aux idiomes slaves dont se servait le peuple, elle a réussi peu à peu à déraciner l'italien. L'œuvre persistante d'un siècle et demi a porté ses fruits et des milliers de familles de provenance italienne paraissent aujourd'hui « croa-

tisées » ou « dalmatisées ». Nous en trouvons des aveux douloureux chez les écrivains italiens eux-mêmes (1).

Plus nombreux en Istrie, les Italiens y ont résisté avec bonheur à la dénationalisation du pays. Les atrocités autrichiennes n'ont pu entamer chez eux, ni l'amour de la mère patrie, ni la fidélité de sa culture. Le mérite des Istriens est d'autant plus grand que l'Italie, engagée dans la Triplice, n'a pu lui prêter un appui efficace, tandis que la population slave y a été puissamment secondée par le gouvernement viennois.

L'Istrie et le Trentin, restés également italiens, seront, par conséquent, conformément au principe de justice internationale, annexés à l'Italie. Pourtant le gouvernement de Rome s'étant déjà emparé de Vallona, et devant, en outre, s'annexer Trieste et Pola, deviendra, par cela même, maître de l'Adriatique. La conquête de Pola semble surtout préoccuper les chancelleries. Mais en vertu de quel principe pourra-t-on s'y opposer? Pola est italienne par excellence. Il est vrai que sur le chiffre global de ses habitants qui dépasse 70.000, les Italiens n'en fourniraient, d'après les statistiques autrichiennes, que 12 à 15.000. Mais le gouvernement de Vienne y fait figurer d'abord une garnison très nombreuse, ensuite des ouvriers des arsenaux recrutés parmi les Slaves des pays voisins.

Quant à Trieste, elle est aussi italienne que Milan et Turin. Les tentatives de la germaniser ont pitoyablement échoué. Les familles allemandes, sous l'in-

(1) Voir, entre autres, l'ouvrage de GAYDA : *L'Italia d'oltre confine* (Fratelli Bocca).

fluence d'une civilisation supérieure, sont devenues actuellement plus irrédentistes que les Italiens authentiques. Fidèle à sa devise : *Divide et Impera*, l'Autriche n'a cependant rien épargné pour y détruire l'influence italienne. Les fonctionnaires de cette province sont recrutés exclusivement parmi les Slaves ou les Germains et la langue italienne y est bannie de toutes les administrations. Les ligues slaves, placées sous la protection de Vienne, y pullulent. Les Tchèques et les Croates, martyrisés dans leur propre pays, y jouissent d'un régime privilégié. Toutes ces mesures se brisèrent cependant contre le roc italien.

Mais que fera-t-on de la Croatie, de la Slavonie ou de la Dalmatie? La doctrine de l'équilibre balkanique s'opposera peut-être à leur annexion à la Serbie. D'autre part, les aspirations des populations autochtones rendront, en outre, leur partage bien difficile. Les Yougo-Slaves ne sont pas tous des Serbes. Ces derniers professent, en outre, la religion orthodoxe et les Slovaques sont presque exclusivement catholiques.

Un referendum établi parmi les habitants résoudra probablement les complications en vue. On y fondera peut-être des républiques neutres dont l'avenir serait garanti par les participants du Congrès futur. La Croatie et la Slavonie pourraient facilement former une république slovaque, tandis que la Dalmatie renaîtrait sous le nom de royaume d'Illyrie, conceptions chères à plusieurs hommes d'Etat russes. Le voisinage de toute la puissante Italie, loin de mettre en danger leur existence, leur procurera, au contraire, une sécurité absolue.

L'indépendance de la république de Saint-Marin

démontre la grande loyauté de l'Italie à l'égard de son petit voisin. Elle n'avait cependant qu'à étendre la main pour s'emparer de la plus vieille république du monde moderne. Celle-ci ne se trouve même point sur ses flancs, mais forme comme un petit corps étranger dans le grand corps italien.

La sollicitude avec laquelle les Italiens veillent sur Saint-Marin m'a toujours inspiré une vive admiration. J'ai eu l'occasion de m'entretenir pendant mon séjour dans ce pays, avec ses présidents, car la petite république en a deux et j'y ai appris des détails qui font grandement honneur au gouvernement de Rome. Ni l'Allemagne, ni la sainte Russie elle-même, n'auraient sans doute pu résister à la tentation de s'approprier un petit pays, beau, riche, et sans défense. L'oisiveté et l'insouciance tout à fait primitives de ses habitants auraient, du reste, pu fournir les prétextes voulus pour s'en emparer.

La France, qui agit de même à l'égard de la principauté de Monaco, nous offre, par anticipation, au même titre que l'Italie, le spectacle de l'Europe de demain. Celle-ci saura, espérons-le, s'inspirer des principes d'honnêteté internationale qui exigent le respect des biens, de la liberté et de la vie d'autrui.

*
* *

La délivrance de toutes ses provinces dépendra, naturellement, de la participation active de l'Italie à cette guerre. Sa neutralité lui a procuré la gratitude platonique des Alliés sans pouvoir cependant lui assurer des agrandissements territoriaux. La fierté et la dignité de la grande nation italienne l'empêche-

raient, du reste, d'accepter des dons qui n'auraient pas été payés par le sang et le sacrifice de ses enfants. Le principe adopté par les Alliés de n'admettre au futur Congrès que les belligérants, priverait en outre l'Italie de la possibilité d'y faire valoir ses droits. Les admirateurs et les amis de l'Italie le regretteraient doublement. Pour faire triompher la paix, il faudra, avant tout, permettre aux grands et aux petits peuples de réaliser leurs aspirations séculaires. Mais comment respecter les exigences des grandes nations, qui, ayant eu la possibilité de contribuer au triomphe du droit, s'y sont refusées? Soyons cependant convaincus que l'Italie, dont la sympathie ardente envers les Alliés ne fait plus de doute pour personne, se joindra à eux, afin de débarrasser ses frères du joug étranger, tout en combattant pour l'affranchissement de l'Europe. Le devoir et l'intérêt parlant le même langage, le patriotisme italien suivra leur commandement.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir, à ce sujet, avec le colonel Garibaldi et ses frères, à Paris, au commencement de septembre 1914. Ces héros, dont deux sont morts si glorieusement pour l'idéal qui leur était cher et qui représente la grandeur et la beauté de la conscience italienne, m'ont expliqué jusqu'où peuvent aller l'amour et les sacrifices de leur patrie pour la cause de la civilisation latine et de la liberté. Ce fut pendant les moments les plus troubles de cette guerre. Le découragement s'était emparé de certains esprits devant la marche foudroyante des Allemands. Mais les Garibaldiens furent plus ardents et plus convaincus de la victoire définitive que maints de nos parlementaires. Ils m'ont entretenu alors de leur projet ingé-

nieux de débarquer en Istrie. Ils étaient déjà environ 12.000, prêts à affronter la victoire ou la mort. Aussitôt après leur arrivée à Paris, ils soumièrent leur projet au Président du Conseil. L'incurie, qui régnait dans les ministères de l'époque, obligea les Garibaldiens, accompagnés d'une quarantaine de leurs officiers, à se morfondre à Paris dans une inactivité douloureuse. Huit jours se sont écoulés sans qu'ils aient pu revoir le ministre chargé de décider du sort de leur entreprise. Ils en furent peinés. Leur sympathie pour la France n'en a cependant subi la moindre atteinte. Nous prîmes rendez-vous au Grand-Hôtel du Louvre, le 2 septembre. Le silence si incompréhensible du gouvernement français nous laissait tous perplexes, mais il ne s'agissait, après tout, que d'un malentendu occasionné par le désir d'être agréable à la diplomatie italienne trop pointilleuse ou trop prévoyante. Nous partîmes ensemble pour l'Élysée. Une heure après, les difficultés se trouvaient aplanies et, dans la soirée, mon très cher ami, le colonel Peppino que toute la France admire et aime presque autant que son grand-père, Giuseppe, et les héros italiens partirent pour Lyon.

Les Autrichiens ont profité de toutes ces hésitations afin de miner l'Adriatique et d'empêcher le débarquement ultérieur des Garibaldiens.

Ce petit souvenir personnel démontre une fois de plus combien la grande histoire humaine dépend souvent de tout petits événements. Si on avait accepté de suite l'offre des Garibaldiens, l'incendie irrédentiste, qui en serait résulté, aurait obligé l'Italie à suivre sans tarder la logique des événements. Son intervention, accompagnée de celle de la Roumanie,

eût singulièrement abrégé la guerre et épargné des milliers de vies humaines. La Turquie aurait alors gardé sa neutralité, et la Bulgarie se serait vue obligée d'abandonner ses intrigues écœurantes, qui risquent de compromettre son renom et ses ambitions immodérées pour la troisième et dernière fois.

Une collaboration fraternelle, pendant cette crise de l'humanité, aidera plus tard à reconstituer l'Europe, sous la douce surveillance des trois États qui personnifient les meilleures traditions du passé et les plus belles espérances de l'avenir : la France, l'Angleterre et l'Italie.

La Russie s'avance à son tour, à pas de géant, suivie de tant d'autres peuples neutres, qui y viendront de leur côté, afin de réaliser la grande unité des nations pacifiques.

h). L'Autriche de demain.

Quant à la Bohême, qui malgré tant de souffrances n'a point abandonné ses revendications nationales, elle sera détachée de l'Autriche et reprendra ses traditions glorieuses du passé, sous forme d'un royaume ou d'une république indépendante.

Que restera-t-il de l'Autriche ? Si elle n'arrive pas à se dégager de l'Allemagne avant la fin des hostilités, elle ne pourra sauver de la catastrophe que l'archiduché d'Autriche, c'est-à-dire environ 32.000 km. Il est vrai que c'est un pays des plus riches de l'empire et que la Basse-Autriche, avec Vienne comme capitale, de même que la Haute-Autriche avec la ville de Linz, grâce à leurs ressources minières et industrielles,

pourront permettre aux futurs archiducs de maintenir leur splendeur d'autrefois.

La générosité des puissances pourra sans doute joindre à l'archiduché la Styrie, la Carinthie, la Carniole, de même que le Tyrol.

Cette rectification géographique d'après le principe des nationalités, répondra aux vœux les plus chaleureux des peuples. Ces provinces étant extrêmement mélangées, il serait sans doute impossible de refaire une Serbie peuplée exclusivement de Serbes, de même qu'il serait impossible d'avoir une Bohême habitée exclusivement par des Tchèques. Mais en abandonnant le pouvoir aux majorités nationales, on leur imposera le respect de la justice à l'égard des minorités.

Dans l'Europe nouvelle qui sortira du futur Congrès, il ne pourra plus être question de persécutions politiques et religieuses. La liberté absolue des consciences et le respect des langues seront de rigueur.

Les programmes, élaborés dans les pays autrichiens par les partis en lutte, offrent des matériaux considérables pour la solution des questions pendantes. Il sera évidemment difficile de concilier de suite tant d'aspirations et d'intérêts disparates. Mais il faut se fier aux nouveaux courants humanitaires qui auront raison des difficultés insolubles pour le passé. Les grandes douleurs créent les grandes âmes. L'Europe sortie de cette guerre atroce aspirera à la concorde. La question de l'indépendance de tous ces petits peuples une fois résolue, on aura plus facilement raison des querelles intérieures toujours stimulées par les impulsions venues des sphères régnautes.

i). Le partage de la Turquie.

La Sublime Porte, par sa participation dans ce drame mondial à côté et en faveur des Allemands, a sonné son glas funèbre. Dans cette intervention que rien ne justifiait et que les intérêts élémentaires turcs déconseillaient il y avait quelque chose d'irrésistible et de fatal. La neutralité turque aurait sans doute pesé lourdement sur la liquidation de la vieille Europe. La loyauté des Alliés n'aurait point permis de toucher à son intégrité territoriale et le mal turc aurait continué de menacer l'existence pacifique de demain. Car la fin des guerres européennes paraissait bien problématique, si l'anachronisme de l'indépendance turque restait vivant.

Les luttes innombrables du passé autour du partage de la Turquie, auraient eu leur répercussion dans l'avenir. Après avoir trompé et épuisé toutes les sympathies des pays civilisés, la Turquie vient de prouver son impuissance absolue de vivre en pays indépendant. S'étant volontairement attelée au joug allemand, elle a souscrit avant la lettre, à son démembrement. La Turquie gagnera, en tout cas, au change. Une fois à la merci de l'Allemagne, les Turcs seraient devenus, avec le temps, de simples parias, malheureux et méprisables. Grâce à la magnanimité des Alliés, ils jouiront, dans l'avenir, de toutes les libertés acquises par les civilisés dans les agglomérations politiques nouvelles qui remplaceront la tyrannie et les vexations des continuateurs d'Abdul-Hamid.

Exploités jadis par les Sultans et leurs favoris, les Turcs sont tombés aujourd'hui entre les mains des

traîtres et des aventuriers qui avaient aliéné leur indépendance, tout en continuant à les faire participer à des guerres, sans profit ni honneur.

Ce peuple infortuné jouira ainsi d'avantages nouveaux dans des pays policés, où son existence matérielle, religieuse et morale, sera également respectée et mise à l'abri des atteintes au dehors et au dedans.

La fin du Khalifat de Constantinople ne veut point dire la mort de la religion musulmane. Les Turcs entretenirent de tout temps un malentendu regrettable en voulant identifier leur nationalité, devenue antipathique au reste des humains, avec le mahométisme. Intolérants et cruels à l'égard des chrétiens et des juifs vivant parmi eux, ils pratiquaient avant la lettre les procédés sauvages des Prussiens sur leur territoire et ont fini par rendre leur prétendue foi haïssable et redoutable. En mettant en outre le Khalifat, leur suprême puissance spirituelle, au service de politiciens véreux, ils ont compromis également la base de leur doctrine religieuse,

L'exemple du brahmanisme et surtout du bouddhisme si respectés en Europe, car ils réussissent même à y faire des prosélytes, la situation si enviable du mahométisme aux Indes, font saisir sur le vif les dangers incalculables que les Turcs ont fait courir à la foi musulmane. Ils furent plutôt les ennemis de Mahomet au lieu d'être ses soutiens. Le fiasco répété de la guerre sainte qui avorte aujourd'hui de la même façon que pendant la guerre Italo-turque, démontre le discrédit dans lequel est tombé le Khalifat de Constantinople. La disparition de la Turquie signifiera plutôt la délivrance du mahométisme que sa fin.

Les vrais amis du mahométisme et les plus nobles

parmi les musulmans qui me font l'honneur de me compter dans leurs rangs, envisagent, avec raison, un avenir radieux qui s'ouvrira pour le Koran. Lorsque les Sultans tures ou leurs continuateurs n'auront plus le pouvoir de livrer leur peuple aux Allemands, de massacrer et de piller au nom de Mahomet, sa religion regagnera aisément le respect et les sympathies que méritent chaque grande morale et chaque grande foi humaine...

L'Arabie a toutes les chances de devenir autonome. La Syrie devenant une province française, et la Mésopotamie une province anglaise, une nouvelle ère de prospérité pourrait s'ouvrir pour les habitants mélangés de tous ces pays, dont l'avenir dépend, avant tout, de l'établissement d'un régime de liberté et de justice, sur une base d'égalité sociale et de tolérance religieuse absolue.

La Palestine, jointe à l'Égypte, bénéficiera des avantages de la liberté que l'Angleterre offre à toutes ses colonies.

Les Chrétiens et les Juifs s'en réjouiront au même titre...

L'ancien berceau de la civilisation humaine, persécuté et ensanglanté pendant tant de siècles, pourra redevenir riche et heureux. Les musulmans qui s'y trouvent, ces prétendus maîtres qui n'étaient, en réalité, que des serviteurs toujours trompés et exploités, pourront jouir, à leur tour, des bienfaits de la justice et de la paix sous l'égide des lois équitables et paternelles.

j). La question d'Orient.

Dès qu'il y a eu des Turcs en Europe, il « y a eu une question d'Orient », prétend Albert Sorel. Or, ils

s'y trouvent depuis une dizaine de siècles. Et l'Europe a été mise à feu et à sang pendant des siècles pour extirper le mal que les envahisseurs n'avaient cessé de rendre irritant et douloureux. Les guerres multiples, qu'on avait déclarées à la Turquie ou que celle-ci avait imposées aux pays chrétiens, dépassent une soixantaine. Le problème turc fut tellement vivace que, depuis plusieurs siècles, les savants et les diplomates n'avaient cessé d'entretenir le monde des projets de partage (1). Sur leurs idées théoriques se greffent, du reste, des réalisations partielles. Seulement, les appétits déchainés autour de la succession turque étaient tellement âpres et irascibles, que la diplomatie internationale a fini par adopter presque comme un dogme, cette boutade de Pitt. « Je ne discute pas avec celui qui oserait soutenir que le maintien de l'Empire ottoman n'est pas pour l'Angleterre une question de vie ou de mort. » Mais ni l'Angleterre, ni aucune puissance du monde ne pouvaient empêcher la désagrégation fatale de la Turquie. L'Angleterre, de même que les autres pays, s'approprie des morceaux de cet héritage.

A partir de la fin du xvii^e siècle, nous voyons des provinces, des royaumes et des empires se séparer de la Sublime Porte avec la fatalité des pierres se détachant de l'édifice lézardé, qui tombe en miettes. En commençant par la Hongrie (1699), la Turquie perd à tour de rôle le Banat de Temesvar, la petite Valachie,

(1) Voir dans cet ordre d'idées, le curieux ouvrage d'un diplomate roumain, M. T.-S. DJUVARA : *Cent projets de partage de la Turquie*; les collections des traités de Louis Renault et Descamps, de même que ceux recueillis par le célèbre juriste international russe Martens, le recueil de Sturdza, Ourousoff, etc., etc.

le littoral de la mer Noire et la Crimée, la Petite-Tartarie, ensuite les îles Ioniennes, la Géorgie, la Bessarabie, la Grèce, l'Arménie turque et l'Algérie (1830). L'Égypte s'émancipe en 1841; vient ensuite l'autonomie du Monténégro. Comme conséquence du traité de Berlin (1878), la Roumanie, la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie sont déclarées indépendantes, de même que la Roumélie orientale, réunie ensuite à la Bulgarie.

La Bosnie et la Herzégovine se trouvent occupées et administrées par l'Autriche, qui les annexe tout simplement en 1908; la Russie s'approprie ensuite les territoires d'Astrakan, Kars et Batoum; la Thessalie et une partie de l'Épire passent à la Grèce. La quadruple alliance balkanique (1912-1913), suivie du traité de paix de 1913, a presque rejeté la Turquie en Asie. A la suite de la politique peu loyale de la Bulgarie, Andrinople, de même que de vastes terrains repris à la suite de la première guerre balkanique, furent reconquis par la Turquie.

L'Europe, qui n'a pas eu le courage de résoudre la grave question macédonienne, malgré ses engagements solennels, s'est vue, du coup, débordée par les alliances balkaniques. Elle n'a pu ainsi que ratifier les faits accomplis.

Les problèmes de Constantinople et de la Turquie d'Asie paraissent toujours insolubles. Les intérêts des grandes puissances sont, en apparence, tellement contradictoires que la moindre étincelle jetée de ce côté, menaçait d'allumer un incendie redoutable. Pourtant, l'Allemagne n'a pas cessé de pêcher dans cette eau trouble. Ses intrigues systématiques, compliquées par des procédés inusités de chantage et d'achat de consciences, devaient, tôt ou tard, aboutir à sa main-

mise brutale sur la Turquie d'Asie. Et une guerre inévitable menaçait, en tout cas, l'Europe de ce côté-là...

Mais la diplomatie, qui fera la paix en dehors de l'Allemagne et de son exclusivisme provoquant, égoïste et brutal, pourra plus facilement résoudre les difficultés pendantes. La guerre actuelle, en éliminant son influence funeste, pourrait avoir raison de toutes les susceptibilités des pays intéressés. La fraternité d'armes des Alliés, leurs préoccupations pour les intérêts des petits peuples, leur souci suprême des principes d'équité et de liberté, détruiront les motifs des guerres futures. Cette tâche qui aurait été insurmontable pour la diplomatie trop rusée d'autrefois, sera réalisée avec une loyauté absolue à l'égard des peuples qu'il reste encore à libérer.

k). Constantinople et les Belges.

Il y a d'abord la question de Constantinople.

Dans tous les projets de partage de la Turquie émanant des diplomates ou des écrivains, et ils dépassent de beaucoup une centaine, l'attribution de la ville de Constantinople se heurtait à des obstacles presque invincibles. Le philosophe Volney, qui en avait également un sur sa conscience, constata déjà que « la possession de cette ville entraîne de tels avantages que le parti qui l'obtiendra aura une prérogative marquée ». Toutes les fortes têtes du commencement du XIX^e siècle, y compris Talleyrand et Napoléon I^{er}, se montraient, sous ce rapport, flottants et hésitants, tellement chaque solution proposée paraissait menaçante et incertaine.

Dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, Napoléon fait cet aveu ingénieux : « J'eusse pu partager l'Empire turc avec la Russie, il en a été plus d'une fois question entre nous : *Constantinople l'a toujours sauvé*. Cette capitale était le grand embarras... La Russie la voulait, je ne voulais pas l'accorder. C'est une clef trop précieuse : *elle vaut, à elle seule, un Empire*. » Et Napoléon changeait sans cesse d'avis. D'après Villemain, il y eut un moment où Napoléon, voulant refouler la Russie en Asie, aurait offert Constantinople à Alexandre I^{er} (*Conversation de 1812 avec M. de Narbonne*).

Constantinople continuant à être la pomme de discorde, presque tous les projets de partage de la Turquie, éclos dans ces derniers temps, tendent à faire de cette capitale, une ville libre.

Cette opinion fut jadis chaleureusement prônée par Alexandre I^{er} lui-même (1). Des historiens et des hommes politiques français, comme Michelet, Louis Blanc, Quinet, Gambetta préconisèrent l'établissement d'une confédération balkanique avec Constantinople comme capitale. Cette idée fut également partagée par Mazzini et Crispi. L'expérience de ces dernières années permet de l'enterrer gaiement. La seconde guerre des Balkans et l'hostilité inextricable, qui sépare et séparera encore pendant longtemps, les pays des Balkans, rendent ce genre de condominium aussi dangereux qu'indésirable. Mais, comme d'autre part, aucun des grands Alliés ne devrait s'attribuer Constantinople, au risque de mé-

(1) Voir S. TATISTCHEFF : *Alexandre I^{er} et Napoléon*; A. VANDAL : *Napoléon et Alexandre I^{er}*; VILLEMMAIN : *Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature*, etc.

contenter ses autres frères d'armes, une solution paraît s'imposer. Juste et facilement réalisable, celle-ci réunira les suffrages de tous les peuples civilisés.

La France et l'Europe de demain ne sauront jamais acquitter leur dette de reconnaissance à l'égard de la Belgique et du Roi Albert. Tout ce qu'on pourra faire dans l'avenir pour ce peuple de héros et de martyrs, comme nous l'avons démontré précédemment, pâlera singulièrement en regard de leurs services rendus à l'humanité. Et l'une de ces récompenses paraît toute trouvée. Constantinople, ville libre, devrait être attribuée aux Belges et placée sous la protection du monde civilisé.

La loyauté et l'esprit de sacrifice avec lesquels les Belges ont su défendre leur neutralité, seront les meilleurs garants de leur vaillance future. Or, la ville de Constantinople, comme le disait avec raison Napoléon I^{er}, est la clef du Monde.

En témoignant cette confiance sublime au roi Albert et à son peuple, les alliés et les neutres rendront immortelles leurs vertus héroïques. Comme ils viennent de sauver l'humanité, il sera juste de leur confier la tâche de libérer le bonheur du monde pour la deuxième fois, car les convoitises rivales et séculaires qui guettent Constantinople ne pourront être résolues pacifiquement que sous une forme qui, en apaisant toutes susceptibilités, ralliera tous les suffrages.

On préconise, il est vrai, pour la capitale turque, le projet, « d'internationalisation » qui a réussi à Tanger; mais on oublie l'importance respective de ces deux villes. D'autre part, la façon dont fonctionne la commission mixte du Danube pendant cette guerre,

démontre que le *condominium* ne donne pas souvent les résultats qu'on en attend...

Le libre passage du Bosphore et des Dardanelles, une fois rétabli au profit de la Russie et de la navigation internationale, la Grèce ayant été récompensée du côté des îles, la Bulgarie ayant regagné Andrinople et la Thrace, il ne restera à régler que le partage de la Turquie d'Asie, proprement dite.

1). L'Arménie et les Arméniens.

La Russie, en récupérant les provinces arméniennes, pourra, de la sorte, sauver ce qui reste du peuple arménien, le plus éprouvé depuis des siècles par les persécutions turques.

La situation de l'Arménie turque a été réglée par le traité de Berlin de 1878. La Porte s'est engagée, à cette époque (article 61) à réaliser, sans retard, les améliorations et les réformes nécessaires. Elle a garanti, en outre, la sécurité des Arméniens contre les Circassiens et les Kurdes. Une série de massacres, fomentés par le gouvernement turc lui-même, sous Abdul-Hamid, de même que par ses continuateurs, les membres du « comité jeune-turc » ont démontré l'impossibilité absolue de laisser plus longtemps les Arméniens sous le joug de Constantinople.

L'Arménie turque sera forcément rattachée à l'Arménie russe qui comprend les provinces d'Erivan et d'Elisabetpol et une partie du gouvernement de Tiflis. L'Arménie turque, proprement dite, atteint environ cent quatre-vingt-dix mille kilomètres carrés, divisés en cinq vilayets. Les terres arméniennes sont cependant peuplées par d'autres nationalités. Il y a

en Russie. les Géorgiens, comme il y a en Turquie les Kurdes. Ces derniers, qui se livrent surtout à des exploits de brigandage et mènent une vie nomade, s'accommoient péniblement d'une existence régulière que leur imposera la Russie. Mais, là où la Turquie s'était montrée impuissante, la Russie aboutira facilement.

Ainsi, le peuple arménien, martyrisé pendant des siècles, pourra enfin recouvrer sa liberté, grâce à une Russie rénovée, devenue tolérante et magnanime.

CONCLUSION

LES BIENFAITS DE LA GRANDE CROISADE

Avec la disparition de l'hégémonie allemande, l'humanité donnera libre cours aux rêves généreux qui ne cessent de l'agiter. Faute d'obstacle allemand, la limitation des armements pourra être réalisée facilement. Et avec celle-ci on établira des relations juridiques entre les peuples. Le tribunal de La Haye, placé sous la sauvegarde du monde, aidera à l'inauguration de relations équitables entre toutes les nations du globe. L'ère de violence et de force brutale cédera la place à des mœurs douces et policées, basées sur le respect de la justice et de la loyauté.

Les petits peuples, débarrassés du cauchemar d'un banditisme international, respireront plus librement...

Le militarisme vaincu, les peuples se remettront au travail productif. La vie économique et financière resplendira avec une puissance insoupçonnée.

Il suffira sans doute de quelques années pour regagner les pertes considérables occasionnées par la guerre et les crises chroniques du passé.

Les budgets des pays européens, qui ne seront plus dévastés par les dépenses folles d'une paix armée et

les impôts menaçants pour l'avenir économique du vieux monde, diminueront à leur tour.

Les charges militaires, considérablement réduites, permettront de veiller plus soigneusement sur le sort des humbles et des déshérités... En prélevant dans l'avenir un quart sur les dépenses jetées autrefois dans le gouffre inépuisable des armements, au profit de la classe des travailleurs, les États conjureront les menaces d'une anarchie intérieure et internationale.

On rénumèrera également d'une façon plus équitable tous les serviteurs publics, en commençant par les instituteurs, ces créateurs de la nation future, et en finissant par les représentants de l'armée réduite, devant assurer l'évolution graduelle des peuples vers un état juridique stable et pacifique.

*
* * *

Il y aura ainsi sur la terre plus de bien-être, résultant d'un fonctionnement plus rationnel des forces individuelles et collectives. Lorsqu'on envisage les bienfaits de la grande liquidation du passé, on comprend aisément que celle-ci n'aura pu s'effectuer sans laisser derrière elle de grandes pertes et de grandes douleurs. Il en a été ainsi à toutes les époques. La nôtre a subi la loi générale qui préside aux destinées humaines.

La guerre actuelle était devenue une nécessité de tout premier ordre. Comme une tempête longtemps menaçante, elle a dû finalement éclater, afin de purifier l'air et de le rendre respirable. Lorsqu'on pense aux bienfaits que nous vaudra cette croisade des civilisés, on ne peut se défendre d'une sorte de tendresse

reconnaissante à l'égard de celui qui l'a provoquée. La mégalomanie criminelle de Guillaume II a rendu un grand service à l'humanité. Son cerveau malade de mattoïde a aidé, malgré lui, à la constitution d'un nouveau monde. Les sculpteurs capricieux se plaisent quelquefois à graver des scènes de vie et d'amour dans les crânes difformes des morts. Il en est peut-être de même de cette victime impériale sur le cadavre de qui l'humanité s'élèvera vers un avenir plus rassurant et plus heureux.

Une autre leçon se dégage de cette catastrophe redoutable qui précède, comme le Jugement dernier, l'entrée des hommes au paradis. C'est que le bonheur international, de même que celui des peuples et des individus, ne peut être que le résultat des efforts persévérants et intelligents, et souvent même le fruit des grandes douleurs. Il n'y a de durable que ce que nous réussissons à conquérir avec l'appui de notre volonté et de notre activité. Il faut savoir combattre le mal, car la non-résistance passive n'engendre que le malheur. Une guerre, comme principe abstrait, nous répugne ; mais une guerre comme celle-ci, d'où doit sortir le salut du monde, doit être admise comme une nécessité bienfaisante. Les générations à venir honoreront éternellement ses nobles héros et béniront leurs sacrifices faits au profit de l'humanité divine.

On les aimera d'autant plus qu'ils auront rendu les guerres futures inutiles et odieuses. On commettrait un péché monstrueux à l'égard des victimes de cette croisade sacrée, si l'on ne réussissait pas à organiser à sa suite une paix durable. Et celle-ci ne pourra être

réalisée qu'après l'écrasement définitif de l'Allemagne. Une paix bâtarde que préconisent d'ores et déjà certains esprits pusillanimes, pour ne pas dire criminels, ne serait que le prélude d'une guerre à recommencer où pourraient sombrer l'honneur et l'indépendance des nations. Tous ceux qui croient à une meilleure humanité ne peuvent concevoir son établissement futur que sur la disparition de la barbarie et du militarisme allemands.

Patientons donc et travaillons tous à hâter cette victoire indispensable pour l'avenir et le salut de notre Idéal. Elle sera laborieuse; mais elle reste indubitable.

On s'acheminera à sa suite vers la fraternité internationale des consciences, qui aspireront, sous l'égide de leurs patries réconciliées, à plus de justice, plus de liberté, plus d'humanité, plus de sécurité et, par-tant, à plus de bonheur.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
CHAPITRE I ^{er} . — L'Europe avant la guerre	5
a). Un conflit inévitable	5
b). La régression allemande	9
CHAPITRE II. — La France pacifique	14
a). 1914 et 1789	14
b). Les illusions pacifistes	16
c). Entre la France et l'Allemagne	22
CHAPITRE III. — Le Kaiser	26
a). Le Mattoïde	26
b). Ses mensonges, trahisons et perfidies	33
c). Maladie héréditaire	39
d). L'ivresse du pouvoir	45
CHAPITRE IV. — Le vénérable doyen François-Joseph	48
a). Le Jehovah du roi David	48
b). Les douceurs de son règne	55
CHAPITRE V. — La diplomatie allemande	60
a). A l'instar de leur maître	60
b). Le prince de Radolin et M. de Schön	63
c). Le Tamerlan de la diplomatie allemande	68
CHAPITRE VI. — L'âme allemande	73
a). La première race du monde	75
b). Les pangermanistes	80
c). Autocratie et liberté	87
d). Vers la servitude	92
e). Le déclin moral et le vice allemand	97
f). L'espionnage et le culte du mensonge	100
g). Le Waterloo intellectuel	103
h). L'autre Allemagne	114
i). Militarisme allemand	120

	Pages
CHAPITRE VII. — La préméditation... Qui a voulu la guerre?	126
a). Le Kaiser et son peuple préparent une guerre inévitable.	128
b). Autour du cadavre d'un archiduc	132
c). Les agissements et les mensonges allemands	135
d). Les efforts des diplomates alliés	137
e). L'Allemagne travaille pour la paix!	140
f). Elle découvre ses cartes.	144
g). Le Tsar et le Kaiser	146
h). La violation de la Belgique.	150
i). Une scène historique	155
j). Quelques mensonges de plus.	158
CHAPITRE VIII. — Une guerre monstrueuse	160
a). Violation de tous les droits de la guerre.	160
b). Crimes et cruautés.	168
CHAPITRE IX. — Les Français de nos jours.	171
a). L'âme française	173
b). Le passé et le présent	177
c). Un essai de mobilisation morale.	179
d). L'héroïsme français	182
e). Sensibilité et génie français	186
f). L'amour de la France	193
g). La France de demain.	198
CHAPITRE X. — Le peuple anglo-français	201
A. — <i>Ce que l'Angleterre doit à la France</i>	204
a). La parenté des deux peuples.	204
b). La langue et la littérature anglaises sous l'influence française	210
c). Pénétration de deux âmes	214
d). Les bienfaits de l'invasion normande.	216
e). L'évolution du génie anglais	218
f). Amitié et admiration réciproques.	224
B. — <i>Ce que la France doit à l'Angleterre</i>	225
a). Formation du génie	226
b). L'Angleterre et la grande Révolution.	231
c). La France intellectuelle et l'influence anglaise.	234
d). Et l'Allemagne?	238
e). L'évolution parallèle des deux peuples	243

TABLE DES MATIÈRES

343

	Pages
C. — <i>Solidarité tacite de nos jours</i>	245
a). La Grande-Bretagne est la meilleure colonie française	245
b). La guerre en commun	250
c). L'union franco-anglaise	254
 CHAPITRE XI. — La Russie d'aujourd'hui et de demain.	 257
a). Le peuple et ses dirigeants	258
b). La diplomatie allemande et la guerre russo-japonaise	262
c). La dynastie et les menées allemandes	267
d). Russes, méfiez-vous des Allemands.	269
 CHAPITRE XII. — L'Europe délivrée	 276
A. — <i>Transformations morales</i>	276
B. — <i>Conséquences politiques</i>	282
a). Les 170 milliards à payer !	283
b). La fin du militarisme prussien et de l'hégémonie allemande	295
c). La Pologne comme état-tampon	298
d). La fin d'un empire colonial	310
e). L'Allemagne affranchie	312
f). Le démembrement de l'Autriche-Hongrie	314
g). Italiens et Autrichiens	318
h). L'Autriche de demain	324
i). Le partage de la Turquie	326
j). La Question d'Orient	328
k). Constantinople et les Belges	331
l). L'Arménie et les Arméniens	334
 CONCLUSION : Les bienfaits de la Grande Croisade	 336

